

A PÉKIN

Deux personnalités chinoises mises en cause par les affiches murales

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Argente, 1 DA : Maroc, 1 dir. : Tunisie, 100 m. : Allemagne, 0,50 DM : Autriche, 1 sch. : Belgique, 8 fr. : Canada, 60 c. : Danemark, 2,50 kr. : Espagne, 18 pes. : Grande-Bretagne, 14 p. : Grèce, 15 dr. : Irlande, 12 sh. : Italie, 250 L. : Japon, 125 y. : Luxembourg, 8 fr. : Norvège, 2,50 kr. : Pays-Bas, 0,75 fl. : Portugal, 10 esc. : Suède, 1,75 kr. : Suisse, 0,50 fr. : U.S.A., 60 ct. : Yougoslavie, 8 d. din. Tarif des abonnements page 23
5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris : 63575
Tél. : 770-91-29

APRÈS UN RAID REVENDIQUÉ PAR LE FATH

M. Rabin déclare que Jérusalem «ne tolérera plus» les attaques des fedayin

Le Liban entre l'enclume et le marteau

Deux constatations s'imposent après les affrontements meurtriers de Kiyat-Shimonah, de Maslot, de Chamir et de Naharya. La première est d'ordre politique : les fedayin palestiniens préfèrent la mort à la reddition, tandis que les Israéliens prennent le risque de sacrifier la vie d'otages plutôt que de céder au chantage. La deuxième, de caractère technique, incite également à la réflexion : en raison du terrain, ni le « barrage d'acier » érigé par Israël le long de la frontière libanaise, ni la vigilance de tous les instants des patrouilles armées, ni la constitution de milices para-militaires n'ont empêché les commandos palestiniens de s'infiltrer.

En désespoir de cause, les dirigeants de Jérusalem ont tenté de mettre fin au « terrorisme » en demandant au gouvernement de Beyrouth de liquider la résistance palestinienne ou, pour le moins, de « verrouiller » ses frontières. L'idée n'est pas nouvelle. Avant M. Rabin, Mme Meir et le général Dayan avaient tenté, mais en vain, d'atteindre cet objectif. Cependant, ni les bombardements massifs, qui ont provoqué, ces dernières années, la mort de centaines de civils palestiniens et souvent même libanais, ni la perturbation de la vie économique, ni les troubles politiques qui en ont été la conséquence n'ont conduit le président Frangie à rompre avec M. Yasser Arafat.

Le Liban, à vrai dire, est pris entre le marteau et l'enclume. Il subit les raids d'Israël sans pouvoir se parer contre les coups que lui portent ou que peuvent lui assener les fedayin et leurs amis. Petit pays à vocation pacifique, disposant plutôt d'une gendarmerie que d'une armée véritable, le Liban n'est pas en mesure d'engager une éprouve de force avec quelque trois cent mille Palestiniens vivant sur son sol et qui représentent plus de 10 % de sa population. Un tel affrontement creuserait d'ailleurs un fossé entre chrétiens et musulmans, remettant en cause le délicat équilibre inter-confessionnel.

Il y a plus grave : tous les pays arabes, y compris ceux qui restreignent chez eux les activités des fedayin, exigent du Liban qu'il demeure le principal « sanctuaire » des guérilleros. Or, Beyrouth, plaque tournante des activités commerciales et financières de la région, ne peut se priver de la taxe de se brouiller avec des pays comme l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Syrie ou l'Égypte, dont l'amitié est garante de la stabilité économique et politique du Liban.

M. Sauvagnargues a attiré, le lundi 24 juin, l'attention de l'ambassadeur d'Israël, M. Ben-Natan, sur les effets néfastes de l'« engrenage de la violence ». La France ne peut rester indifférente devant le danger qui pèse sur l'unité d'un pays traditionnellement ami et qui n'y peut mais, d'autant moins que les raids israéliens risquent de compromettre, de surcroît, la détente relative qui a été instaurée sur les lignes du cesse-le-feu.

Inquiet, lui aussi, de l'évolution de la situation, le gouvernement de Washington a entrepris des démarches parallèles à Jérusalem et à Beyrouth. Et s'il est vrai que M. Nixon n'exerce pas, à cet égard, des pressions sur M. Rabin, il est évident que le chef de la Maison Blanche, objet lui-même de sollicitations pressantes de la part de ses nouveaux « amis » arabes, souhaite que les raids israéliens cessent.

Rien ne peut se substituer à la négociation quand il s'agit de résoudre un problème essentiellement politique comme celui de l'avenir du peuple palestinien.

M. Sauvagnargues se rendra en Israël à l'automne

Si l'ath a revendiqué l'opération meurtrière lancée lundi soir 24 juin contre une habitation de la ville balnéaire israélienne de Nahariya, l'atta- que s'est soldée par sept morts, quatre Israéliens, dont deux enfants, et les trois auteurs de l'attaque.

Le premier ministre israélien, qui s'est rendu sur les lieux, a affirmé qu'Israël ne tolérerait plus ces attaques et ferait tout ce qui est possible pour châtier les responsables et empêcher qu'elles se reproduisent.

Recevant lundi l'ambassadeur d'Israël, M. Sauvagnargues a attiré son attention sur la gravité des événements et a souligné que le climat favorable créé par le dégellement en Syrie n'est pas encouragé par une telle évolution.

Il lui a fait part de son intention de mettre à exécution le projet d'échange de visites arrêté par M. Michel Jobert. Il se rendrait en Israël à l'automne et M. Yoni Alon viendrait à Paris à la fin de l'année.

Parlant à des journalistes de la radio israélienne, M. Rabin avait affirmé lundi qu'Israël se trouvait « dans une période de guerre permanente et active, contre les fedayin », et devrait « s'adapter au mieux de ses possibilités » à cette situation. Le chef du gouvernement avait ajouté : « L'armée israélienne fait de son mieux pour bloquer hermétiquement la frontière libanaise, mais des infiltrations resteront toujours possibles. Les localités du Nord devront faire face à cette réalité et s'y organiser aussi bien du point de vue de leur défense que de leur train de vie social et économique. »

Selon des témoignages cités par l'A.P.F., le commando palestinien qui a pénétré à Nahariya s'est infiltré dans la nuit de lundi à mardi par la mer, dans la station balnéaire qui est située à une dizaine de kilomètres du Liban.

Les trois hommes furent interceptés presque aussitôt après avoir débarqué d'une barque de pêche découverte à l'entrée sur la plage. Ils eurent néanmoins le temps de s'engouffrer dans un immeuble résidentiel situé au numéro 19 de la rue Balout. D'après des témoins, leur brève course entre la plage et l'immeuble fut accompagnée de coups de feu tirés par des habitants du quartier mis en alerte par les tirs de deux gardes civils.

(Lire la suite page 3, 1^{re} col.)

SUR LE CHEMIN DE MOSCOU

M. Richard Nixon va signer à Bruxelles avec les chefs de gouvernement occidentaux la nouvelle «déclaration atlantique»

Pour la première fois depuis décembre 1957, la plupart des chefs de gouvernement des pays membres de l'alliance atlantique se réuniront comme on le sait à Bruxelles, le mercredi 26 juin, autour du président des États-Unis.

Il signeront la nouvelle « déclaration atlantique », dont le texte a été adopté le 19 juin à Ottawa par le ministre des affaires étrangères.

Dans son exposé, M. Nixon fera sans doute un bilan de sa récente tournée au Proche-Orient et dira ce qu'il attend de ses conversations avec les dirigeants soviétiques : celles-ci commenceront le 27 juin à Moscou.

Après avoir séjourné en U.R.S.S., M. Nixon compte regagner directement Washington. Mais M. Kissinger doit, du 4 au 9 juillet, se rendre à Bruxelles, Londres, Paris, Munich, Rome et Madrid.

LE HARAS DE TROIE

Par MAURICE DUVERGER

L'empereur d'Atlantide va recevoir à Bruxelles l'hommage de ses vassaux qui lui renouvelleront leur serment féodal. L'éloignement embellit les choses : il donnera peut-être aux Américains l'illusion d'une cérémonie grandiose, redonnant quelque lustre à une couronne passablement décolorée. Les Européens seront moins sensibles aux fanfreluches des propagandes officielles. Ce n'est point le texte de la déclaration commune qui révélera leur enthousiasme. Rarement document diplomatique a été plus plat, plus incolore, plus médiocre. Dire que ce « texte est bon », comme le fait M. Sauvagnargues, signifie qu'on le trouve insignifiant. Sous cet angle, la résume est parfaite.

Les déclarations de M. Giscard d'Estaing au corps diplomatique n'ont guère plus de profondeur ni

de vigueur. Le genre ne permettait pas qu'elles en aient beaucoup. Mais on aurait pu profiter de l'occasion pour préciser une orientation toujours noyée dans le brouillard. Dire pendant la campagne électorale qu'on ne voyait pas de contradiction entre la politique extérieure de M. Pompidou et celle de M. Lecanuet, c'était une plaisante façon de détourner la question. Parler aujourd'hui de « changement » dans l'abstrait, sans préciser ce qu'on veut changer (comme l'autre parle de « la Réforme » avec un grand R), cela n'est guère plus sérieux.

La suite page 3, 5^e col.)

RETOMBÉE DE LA CRISE PÉTROLIÈRE

Michelin et Peugeot entament le regroupement de leurs activités automobiles

Michelin, l'actionnaire principal de la société Citroën, et Peugeot ont décidé de regrouper leurs activités automobiles. L'objectif final des deux groupes est la constitution, sous une forme juridique à préciser, d'un ensemble cohérent, dont Peugeot assurera la direction et dans lequel Michelin restera présent à ses côtés, précise un communiqué, diffusé lundi 24 juin à 20 heures. Dès maintenant, une société commune sera créée pour préparer les moyens du rapprochement puis en constituer éventuellement le pivot.

Le regroupement de Peugeot et de Citroën, s'il se confirme, fera du mouret ensemble le second constructeur automobile français, juste derrière Renault, et le quatrième européen, derrière Volkswagen, Fiat et Renault.

Dans un communiqué, la C.F.D.T. déplore que les organisations syndicales n'aient été averties et indique qu'elle agira pour que la quantité et la qualité de l'emploi, ainsi que sa répartition régionale, soient maintenues et que des garanties sociales nouvelles soient négociées pour que progresse la situation de l'ensemble du travail de Peugeot et de Citroën. F.D. s'insurge des conséquences que pourrait avoir éventuellement ce rapprochement sur l'emploi. La C.G.T. devait faire connaître sa position dans l'après-midi.

Sauver Citroën

A force de prédire l'imminence du mariage de Citroën avec un partenaire plus riche — une fois c'était Ford, une autre fois Volvo, une troisième Mercedes — on avait fini par penser que l'inévitable ne se produirait plus malgré l'accumulation des nuages financiers et commerciaux sur la tête du troisième constructeur français. Aussi, l'annonce du processus de rapprochement entre Peugeot et Citroën a-t-elle causé une surprise, comme tous les événements prévus depuis trop longtemps.

A dire vrai, on imaginait mieux un accord avec un partenaire étranger, habitué qu'on est à voir Michelin, actionnaire principal de Citroën, chercher plutôt hors des frontières d'éventuels alliés pour les sociétés de son groupe, comme ce fut le cas récemment pour Renault, qui discutait en vain, pendant un an, avec la société suédoise Volvo. Et l'on ne pensait guère, en la circonstance à Peugeot, pour les deux

P.-M. DOUTRELANT.

(Lire la suite page 34, 1^{re} col.)

AU JOUR LE JOUR

DES CENTRES ET DES HOMMES

On a sans doute trop dit et trop répété que la France voulait être gouvernée au centre. En tout cas beaucoup de gens s'y pressent et M. Lecanuet, qui ne tient pas déjà tant à y retrouver M. Duhamel, en ex-pulsi M. Jobert avec l'indignation du dernier occupant qui n'en revient pas d'avoir enfin trouvé une place assise au gouvernement après avoir si longtemps voyagé sur le marchepied. Il n'a pas dû être lâché de voir M. Jean-Jacques Serran-Schreiber tomber par la portière.

Quoi qu'il en soit, cela fait au moins quatre centres, sans compter tous ceux qui se révéleront par la suite.

Cela ne doit pas nous surprendre outre mesure, car il y a plusieurs façons de découvrir l'hémicycle parlementaire. Mais en tout état de cause, la géométrie la plus élémentaire nous montre que c'est en se plaçant au centre de l'hémicycle qu'on se trouve le plus près du banc ministériel.

ROBERT ESCARPIT.

Les Japonais en Europe

L'ambassadeur du Japon à Paris doit participer, ce mardi 26 juin, aux festivités franco-japonaises qui marqueront l'inauguration du casino de Port-Barcarès, l'une des six stations touristiques en cours d'aménagement sur le littoral du Languedoc-Roussillon. Le groupe nippon Saito a en effet acquis des terrains pour y édifier des hôtels et des résidences de vacances

et exploiter le « Lydia », un bateau mis à sec et dans lequel est installé un casino. L'investissement total prévu par le groupe Saito à Port-Barcarès serait de l'ordre de 70 millions de francs.

A travers tout l'Europe, le Japon a investi dans de nombreux domaines. Quelle est sa politique et quels en sont les résultats ?

I. — L'honorable Sumo

Par JACQUELINE GRAPIN

de faux airs de Ginza, la grande artère commerçante de Tokyo. Le Seiko Center impose son orgueilleuse façade au 60, les Japan Air Lines pavilions au 75, les services japonais de toutes les autres compagnies aériennes du monde se sont massés autour, le Centre japonais du commerce extérieur est installé dans le bel immeuble du 50, ainsi que plusieurs firmes nippones.

Une visite au rayon japonais inauguré par l'un des deux grands magasins parisiens en association avec une firme de Tokyo ? L'ambiance y est on ne peut plus authentique : vendeuses japonaises, affiches en japonais, clientèle japonaise. On s'avisait bien que les produits sont japonais : ce sont des produits français. C'est que le « stand » est moins destiné à la clientèle locale qu'à la récupération des devises apportées par les touristes aux yeux bridés.

Il arrive aux habitants du centre de Paris de se sentir dépayés. Mismiski a installé son magasin au 48, avenue de l'Opéra, où il voisine avec Okura Trading, la Banque de Tokyo, les sociétés d'investissement Yamachi et Nikko Securities, un autre restaurant japonais : AL. Les Champs-Élysées prennent parfois

ment de la pollution, le Japon, à troisième Grand, débordera-t-il assez de lui-même pour se lancer dans la lutte économique mondiale aussi corréctement que ces « hommes montagnés » abordent traditionnellement le ming de sable avec forces révérences, conjurations et exercices d'assouplissement, pour la plus grande joie du public nippon ?

Vue du quartier de l'Opéra, la réponse n'est guère douteuse. On invite un ami dans une brasserie alsacienne où l'on a ses habitudes. En huit jours, elle est transformée en restaurant japonais. On s'apprête à entrer chez le parfumeur du coin, mais il ne vend plus que « tax free » aux souriants sujets de l'empereur sagement alignés en file sur le trottoir.

C'était dans l'air depuis quelques temps. Aux débats des « Dossiers de l'horizon » sur l'occupation et la Résistance, des témoins du passé s'élevaient contre les interprétations mythiques et tendancieuses à la mode aujourd'hui. Avec la Bataille de France, Jean-Louis Guillaud, Henri de Turenne et Daniel Costello nous rapprenaient l'histoire exacte de la tragédie de mai-juin 40. Comme si la télévision prenait soudain conscience qu'il fallait sortir des silences prudents, du conformisme politique, pour faire reluire cette vague de nostalgie de mort-dité, de fascination à l'égard de la « faute des pères » et des sociétés effondrées, apportée par la sensibilité « rétro ».

La télévision fournit enfin l'évidence historique que l'on attendait d'elle :

UN DOSSIER DE LA TÉLÉVISION

La France sous l'occupation

Alors que le débat sur l'avenir de l'O.R.T.F. se poursuit, la première chaîne de télévision devait présenter, ce mardi 26 h. 30, le premier volet d'une émission-dossier consacrée à la France et aux Français sous l'occupation, qui illustre avec éclat ce que pourrait, ce que devrait faire une télévision de service public.

C'était dans l'air depuis quelques temps. Aux débats des « Dossiers de l'horizon » sur l'occupation et la Résistance, des témoins du passé s'élevaient contre les interprétations mythiques et tendancieuses à la mode aujourd'hui. Avec la Bataille de France, Jean-Louis Guillaud, Henri de Turenne et Daniel Costello nous rapprenaient l'histoire exacte de la tragédie de mai-juin 40. Comme si la télévision prenait soudain conscience qu'il fallait sortir des silences prudents, du conformisme politique, pour faire reluire cette vague de nostalgie de mort-dité, de fascination à l'égard de la « faute des pères » et des sociétés effondrées, apportée par la sensibilité « rétro ».

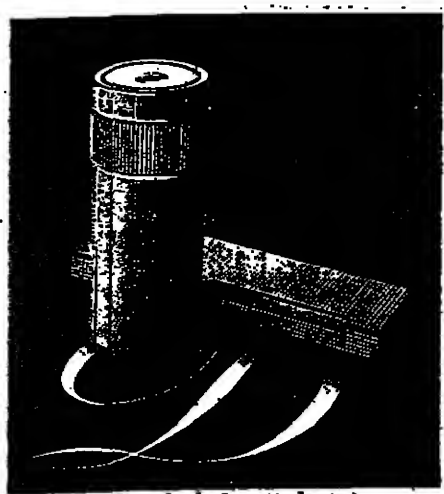
« La France et les Français sous l'occupation de 1940-1944 », une émission-dossier en deux parties, de Georgette Elgey, René Rémond et Daniel Landu.

JACQUES SICLIER.

(Lire notre dossier page 20.)

DEUX CONGRÈS SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Des milliers de spécialistes réunis à Paris (Lire page 19 l'article du docteur Escoffier-Lambiotte.)



Deux styles de briquet de très rare qualité pour la table ou le bureau.

S.T. Dupont
ORFÈVRES À PARIS

maine
checs

A Z

DIPLOMATIE

**A la commission spéciale
des Nations unies**

DIVERGENCES SUR LES « DROITS ET DEVOIRS ÉCONOMIQUES DES ÉTATS »

Quant aux pays en voie de développement ils désirent contrôler les activités des entreprises multinationales qui seion les Etats-Unis devraient être soumises au droit international.

Un groupe spécial de négociation, composé de treize membres, a été créé par la commission en vue de tenter de mettre fin à cette impasse avant la fin des travaux, qui doivent se terminer le 28 juin.

franchir aujourd'hui une étape
politique décisive ? L'ambiguïté de la
diplomatie giscardienne est plus
apparente que réelle. En face
d'un monde qui se tourne vers
le sud, elle se résigne. L'ambivalence
n'est-elle, le laisser-aller, l'indif-
férence, le silence suffisent à
permettre la domination de
Washington sur l'Europe occi-
dentale. Ils la favorisent même
en la maintenant, ce qui atténue
ses réactions. Mais l'Europe n'est
pas une simple proie. Elle n'est
pas si facile à prendre. Elle n'est
pas si facile à briser par la volonté
du nouveau président de
la République. Nul ne peut dire
si son comportement actuel ré-
sulte d'une stratégie délibérée ou
d'une incertitude. Mais les résul-
tats sont évidents et les consé-
quences sont lourdes. L'ambiguïté
du comportement n'est pas indéfini-
ment supportable. Elle ne peut
s'opposer, elle ne peut résister à
main à ce changement invisi-
ble de la diplomatie française si
elle ne surmontait pas ses
contradictions et si elle n'obli-
geait pas M. Giscard d'Estaing à
faire le déclic. Il ne faut pas que
ce grand débat de politique étrangère
s'enlise sous le Parlement et
dans la nation.

(1) Selon une autre version des faits, les membres de la famille Kirin avaient été pris en otage par le fedayin et ont été tués au cours des combats qui ont suivi l'assaut sur le bâtiment par les forces de sécurité.

EUROPE

Grande-Bretagne

APRÈS L'ANNONCE D'UNE EXPLOSION NUCLÉAIRE

La gauche travailliste adresse une protestation énergique à M. Wilson

De notre correspondant

Londres. — La Grande-Bretagne a fait exploser une bombe atomique sous-marine dans le désert du Nevada il y a quelques semaines, a annoncé le 24 juin dans la soirée à la Chambre des communes le premier ministre britannique. Loin de calmer la gauche travailliste, qui n'apprécie guère d'être mise devant le fait accompli, la déclaration de M. Harold Wilson a essuyé sa méfiance.

Le groupe *Tribune*, fer de lance de la gauche travailliste, qui réunit une trentaine de députés, a aussitôt décidé d'adresser une protestation énergique au Parlement et a demandé que le groupe parlementaire se réunisse dans une quinzaine de jours pour voter une motion concernant la politique nucléaire du Labour.

Le premier ministre n'a donné aucune précision sur l'explosion elle-même — la première depuis 1952 —, se bornant à déclarer qu'elle avait été prévue et préparée par le gouvernement conservateur, et qu'elle avait pour objet

de s'assurer de l'efficacité de l'armement nucléaire britannique. Selon toute vraisemblance, l'essai a porté sur une fusée Polaris A-3, à têtes multiples, qui équipe les sous-marins nucléaires britanniques. M. Wilson a assuré les députés que l'expérience avait utilisé un engin de faible puissance et respecté les traités en vigueur ainsi que le programme du parti travailliste.

Il est peu probable que ces assurances suffiront à apaiser la gauche du parti. Tout au plus M. Wilson peut-il espérer qu'en ayant joué la carte de la franchise à la Chambre des communes, les critiques s'éteindront plus rapidement et que l'unité du parti travailliste ne sera pas battue en brèche à la veille de difficiles élections générales.

(INTERIM.)

Seuls des alliés « atlantiques » et des États européens, le secrétaire au Foreign Office avait cru bon, le 12 juin, d'expliquer à l'ambassadeur de France, convoqué à cet effet, « son regret de voir la France se proposer de faire une série d'essais nucléaires dans l'atmosphère ». Cette démarche eût été plus convaincante si le gouvernement britannique n'avait pas, à la même époque, mené, dans une discrétion qui, à l'égard de son opinion intérieure, touchait à la simulation, ses propres essais souterrains.

Yougoslavie

DES ÉTUDIANTS PASSENT EN JUGEMENT

Belgrade (A.F.P.). — Le procès de Vladimir Palantich, étudiant en philosophie, arrêté le 28 mars pour avoir lu en public un texte intitulé « Ce n'est pas seulement à l'archipel du Goulag », mais à l'ensemble de l'œuvre d'Alexandre Soljenitsyne qui a été retiré de la vente dans les kiosques du Palais des nations de Genève. Les clients qui désirent un ouvrage du prix Nobel peuvent néanmoins le commander, puis en prendre livraison sous emballage discret.

C'est la mission permanente de l'U.R.S.S. à Genève qui serait intervenue auprès de l'administration de l'Office européen des Nations unies pour que cesse l'exposition des œuvres de Soljenitsyne. — (Corresp.)

Suisse

Après le meeting antifranquiste de Genève

Mme DOLORES IBARRURI ET M. SANTIAGO CARRILLO SONT FRAPPÉS D'INTERDICTION DE SÉJOUR DANS LA CONFÉDÉRATION

(De notre correspondant.)

Berne. — Le gouvernement suisse a décidé, le lundi 24 juin, de frapper Mme Dolores Ibaruri et M. Santiago Carrillo, respectivement présidente et secrétaire général du parti communiste espagnol, d'interdiction de séjour sur le territoire helvétique pour une durée illimitée. Le Conseil fédéral a estimé que ces deux dirigeants communistes espagnols avaient brutalement « contrevenu » à l'interdiction qui leur avait été signifiée de prendre la parole au cours de la manifestation antifranquiste qui s'est déroulée dimanche à Genève (« le Monde » du 25 juin).

Pour répondre à l'enthousiasme de la foule, les deux dirigeants communistes espagnols avaient brutalement pris la parole après la distribution de l'interdiction de leur discours. M. Carrillo s'était adressé aux assistants pendant quatre minutes. La manifestation s'était déroulée dans une discipline totale et sans le moindre incident.

Le Parti suisse du travail (communiste), organisateur de la réunion, a élevé une « protestation indignée » contre l'inqualifiable attitude du Conseil fédéral. De leur côté, plusieurs journaux suisses estiment que le mouvement est venu de réviser les dispositions prises en 1958 pour réglementer les discours politiques d'étrangers en Suisse. La réglementation en vigueur ne leur paraît plus de mise aujourd'hui.

« Ce n'est pas seulement à l'archipel du Goulag », mais à l'ensemble de l'œuvre d'Alexandre Soljenitsyne qui a été retiré de la vente dans les kiosques du Palais des nations de Genève. Les clients qui désirent un ouvrage du prix Nobel peuvent néanmoins le commander, puis en prendre livraison sous emballage discret.

C'est la mission permanente de l'U.R.S.S. à Genève qui serait intervenue auprès de l'administration de l'Office européen des Nations unies pour que cesse l'exposition des œuvres de Soljenitsyne. — (Corresp.)

Turquie

Un comité européen pour l'amnistie réclame la libération des quatre mille détenus politiques

Le Comité européen pour l'amnistie en Turquie (C.E.A.T.), tenu, lundi 24 juin, une conférence de presse pour réclamer une amnistie pleine et entière en Turquie. Le porte-parole du Comité, qui vient de se constituer, et qui

regroupe un certain nombre d'organisations, notamment l'Union des étudiants turcs de France, a déclaré que le projet de loi d'amnistie du gouvernement de coalition de M. Ecevit était déjà incomplet. En effet, tous les détenus politiques ne sont pas nommés dans la liste de 400 noms qui a été remise à l'Assemblée nationale turque.

En effet, le 15 mai dernier, vingt députés appartenant au Parti du salut national, assés dans le gouvernement au Parti républicain du peuple, sont revenus sur leur engagement d'approuver le projet gouvernemental et ont voté la loi d'amnistie des condamnés pour délit politique aux termes des articles 141 et 142. Ces deux articles, imités du code musulman, répriment la création d'une organisation illégale destinée à « établir l'hégémonie d'une classe sociale », l'activité communiste étant évidemment visée. Seuls sont amnistiés les condamnés aux termes de l'article 144, qui réprime les délits de rébellion armée, des organes de l'État et la rébellion armée. Mais les quatre mille condamnés politiques relevant des articles 141 et 142 restent emprisonnés.

C'est pour mettre fin à cette situation, qu'il juge « absurde », que le Comité a décidé d'agir « jusqu'à la libération du dernier prisonnier politique en Turquie ». Le Comité entend notamment prendre l'initiative des diverses manifestations dans plusieurs pays européens, notamment en France, en République fédérale d'Allemagne et en Grande-Bretagne.

Tout en reconnaissant le caractère positif de certaines mesures prises par le gouvernement Ecevit et en appelant à le soutenir, « car il n'y a pas de solution de rechange », le porte-parole du Comité a conclu en insistant sur la nécessité de faire échec aux forces de droite, qui ont réussi à priver de signification le projet de loi d'amnistie du gouvernement. Par rapport au malaise créé en Turquie par la situation actuelle, le Comité a enregistré comme un signe encourageant la décision de la Cour constitutionnelle, qui a déclaré, samedi 22 juin, contraire à la Constitution, le vote de l'Assemblée nationale de l'amnistie des condamnés politiques. — R. D.

(1) 8, place Saint-Michel, Paris.

Allemagne fédérale

Mme Beate Klarsfeld comparait devant un tribunal de Cologne

Mme Beate Klarsfeld, qui se consacre à l'identification et à la recherche des anciens nazis, comparait ce mardi 25 juin devant le tribunal de grande instance de Cologne. Elle est poursuivie pour avoir participé, le 22 mars 1971 à Cologne, à la tentative d'enlèvement de Kurt Lischka, ancien SS Obersturmbannführer, qui fut de novembre 1940 à octobre 1943 chef adjoint de la police de sécurité allemande en France et chef de la Gestapo pour la région parisienne.

Mme Klarsfeld devra répondre aussi de plusieurs autres actions contre d'anciens nazis, dont l'occupation en juin 1971, à Essen, du bureau d'un député libéral, M. Ernst Aschenbach, ancien chef de la section politique à l'ambassade d'Allemagne pendant la guerre. La mère de Mme Klarsfeld, Serge Klarsfeld, qui est inculpé des mêmes chefs d'accusation, ne s'est pas présentée à l'audience mardi, ce qui devrait aboutir à une dispension des deux cas. Mme Klarsfeld risque une peine de prison.

Ce procès, qui aurait dû s'ouvrir le 5 février dernier, mais n'avait pu se tenir en l'absence des accusés, est un nouvel épisode dans l'action entreprise depuis plusieurs années déjà par les époux Klarsfeld pour obtenir la condamnation des anciens nazis ayant opéré en France pendant la dernière guerre. Ce combat opiniâtre a déjà conduit à des succès importants, puisque c'est à l'acharnement de Serge et Beate Klarsfeld que l'on doit la découverte en Bolivie, sous le nom d'Altmann, de Klaus Barbie, l'ancien chef de la Gestapo de Lyon et tortionnaire Jean Moulin qui fut le chef de la Résistance pour la zone sud.

Depuis dix-huit mois, Beate et Serge Klarsfeld ont intensifié leurs recherches et multiplié leurs manifestations publiques, ce qui leur a permis notamment fin 1972 de démasquer à Celle, en Basse-Saxe, l'ancien chef de la Gestapo de Paris et adjoint de Kurt Lischka, l'ancien SS Hauptsturmführer Heinrich Illers, devenu président du tribunal des affaires sociales du Land et spécialiste des litiges sur les dommages de guerre.

Cette pression constante des époux Klarsfeld est motivée par la volonté de voir ratifier rapidement par le Bundestag la convention judiciaire franco-allemande du 2 février 1971, qui transfère aux tribunaux allemands la compétence pour juger les criminels de guerre condamnés en France par contumace après 1945. Cette convention a été rendue nécessaire par suite d'une imprudence juridique commise en 1964 par le gouvernement français. Lors de la

signature des accords de Paris, en 1954, par lesquels l'Allemagne fédérale obtint sa souveraineté, la France souhaita éviter que les anciens criminels nazis ne bénéficient de l'indulgence des tribunaux de la R.F.A. Elle introduisit donc dans le protocole des accords retirant à l'Allemagne toute compétence sur les affaires issues de la guerre et de l'occupation. Les procès qui avaient été liés en France après 1945 et au cours desquels un millier d'anciens nazis furent condamnés, relevaient par conséquent de cette disposition.

Toutefois, un nombre d'accusés avaient été jugés par contumace et la France ne put obtenir qu'ils soient jugés, du moins ceux qui sont encore en vie, puisque l'Allemagne fédérale, selon une règle générale, n'extradait pas ses nationaux (article 16 de la loi fondamentale). Il ne restait donc plus à la France qu'à demander une modification du protocole du 23 octobre 1954 afin que la justice allemande puisse être saisie des cas des anciens nazis condamnés en France. C'est la démarche qui a conduit à la convention judiciaire franco-allemande de février 1971.

Le Bundestag a délibéré en première lecture de cette convention, mais le texte a été renvoyé en commission, où il se trouve toujours. Sa discussion n'est pas inscrite à l'ordre du jour des prochaines séances du Parlement de Bonn. C'est pour attirer l'attention sur ces retards que Mme Beate Klarsfeld a manifesté, le 1er avril dernier, dans l'ancien camp de Dachau, où la police bavaroise, apparemment peu au fait du dossier, devait procéder à son arrestation. — M. L.

Une déclaration de M. Jean Pierre-Bloch

Nous avons reçu de M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), la déclaration suivante : « La tentative de déportation nazis, ou les internés devenus, sur ordre d'Hitler, des étrangers libérés par les armées alliées. Les soldats qui pénétrèrent dans ces pourrissoirs et ces abattoirs humains furent pétrifiés d'horreur. Il était impossible en effet d'imaginer que de tels crimes contre l'humanité puissent être commis. Pour beaucoup, cette libération était accompagnée d'un goût mortel : elle venait trop tard. Elle était parfois inutile. »

Tout cela a été dit, répété, crié. Serait-il possible qu'après trente ans l'immense martyre oublié ? Que l'indifférence envers les victimes de la Shoah soit négligée ? Nous pouvons, hélas, le craindre, puisque le 25 juin va s'ouvrir devant un tribunal allemand, à Cologne, le procès de Beate Klarsfeld. Qui est Beate Klarsfeld ? Quel crime a-t-elle commis ? C'est une jeune Allemande chrétienne, française par son mariage, mère de deux jeunes enfants, est allée dans son pays d'origine pour protester publiquement, non sans courage et sans risques, contre l'impunité dont jouissent les pires criminels nazis qui sont responsables en France, à l'époque de l'occupation, de la déportation de centaines de milliers de Français. Ils ont été condamnés à mort en France, mais ils continuent tranquillement à cultiver leur jardin dans leur pays d'origine. Et si aujourd'hui on assassine impunément à travers le monde, et que les fascistes et les nazis relèvent la tête, c'est sans doute parce que ces gens-là n'ont jamais purgé leur peine. Beate Klarsfeld a réagi en demandant que le Parlement allemand ratifie la convention judiciaire signée par les gouvernements français et allemand le 2 février 1971. En allant en Allemagne, elle a demandé l'application de cette loi que le Parlement allemand, chose curieuse, met tant de temps à ratifier.

En avril 1970, le *Monde* s'était étonné de voir que d'anciens nazis notoires étaient désignés pour représenter la R.F.A. à la grande commission européenne de Bruxelles, et le *Monde* ajoutait : « Il n'est pas certain que les Français aient la mémoire si courte. » C'est sans doute ces mêmes hommes qui empêchent aujourd'hui la ratification du traité, et qui demandent la condamnation de Beate Klarsfeld. Si nous recherchons la ratification de cette Convention, si

VACANCES EN ISRAËL

CIRCUITS — AUTOCAR

8 jours : 2220 F.
15 jours : 2890 F.

AVION + AUTO + HOTELS

8 jours : 1950 F.
15 jours : 2580 F.

Location auto kit, kilom. 8 j. : 800 F.

SÉJOURS — PLAGES

Netanya 8 j. : 1920 F.
Herzlia 8 j. : 1915 F.

Country-Club : 8 j. 460 F.

SÉJOURS — VILLES

8 jours à partir de 1800 F.

Et de nombreuses autres formules

Demandez la brochure à votre agence de voyages ou à ZENITH 10, rue de Valenciennes 75001 PARIS. Tél. 265 44 77-42 55 00



JAGUAR

XJ 6: 2.8 L 16 CV OVERDRIVE : 50.300 F*
XJ 6: 4.2 L 24 CV OVERDRIVE : 60.500 F*
XJ 12: 5.3 L 31 CV AUTOMATIQUE : 74.000 F*

*Prix TTC + transport et livraison (SST) au 18.3.74. Crédit CGL, Leasing CGL.

PRÉSENTATION, ESSAI, LIVRAISON RAPIDE :

PARIS :
16° - A.E.I.V.A.
6° - Raspail Vaugirard Automobiles
89, bd Raspail - 148.22.99.
17° - Grand Garage d'Aligre
23, rue Beccaria - 345.02.36.
15° - Grand Garage d'Alleray
32, rue d'Alleray - 250.11.20.

16° - A.E.I.V.A.
41, avenue Kleber - 353.44.99.
BANLIEUE :
Neuilly - A.E.I.V.A.
15, avenue de Madrid - 624.71.40.
Boulogne-Seine - Central Garage
110, avenue Victor-Hugo - 604.47.14.

Levallois-Perret - Garage Wilson
116, rue du Président-Wilson - 737.42.82.
La Garenne-Colombes - Baral S.A.
49, bd de la République - 242.24.68.

CONCESSIONNAIRES PROVINCE :
s'adresser à British Leyland France
B.P. n° 32 - 95101 Argenteuil - 982.09.22.

Prix TOTAL

1500

AMÉRIQUES AFRIQUE

ASIE

Etats-Unis

Le président Nixon annonce que le budget de 1976 sera en équilibre

Washington (A.F.P.). — Le président Nixon a annoncé, le lundi 24 juin, que, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, le prochain budget des Etats-Unis, celui de l'année fiscale 1976, dont la préparation va commencer dans

quelques semaines, serait en équilibre. Depuis l'arrivée du président Nixon à la Maison Blanche, le budget fédéral a été tous les ans en déséquilibre, accumulant sur cinq exercices un déficit de plus de 75 milliards de dollars. M. Nixon, qui a confié lundi avec les principaux responsables économiques de l'administration, précise qu'un effort va être engagé dès maintenant pour essayer de contenir les dépenses de l'exercice fiscal 1976, qui commencent lundi prochain, à 300 milliards de dollars. Cette mesure devrait permettre de ramener le déficit du budget à 10 milliards de dollars, au lieu de 11 prévus initialement. Enfin, M. Nixon indique que le déficit de l'exercice 1974, qui va se terminer, sera d'environ 3 milliards de dollars, au lieu de 5 prévus.

Canada

LES AUTORITÉS N'ENVISAGENT PAS DE DEMANDER L'EXTRADITION DE DEUX DES RAVISSEURS DE M. JAMES CROSS

Montréal (A.F.P.). — Avant même d'avoir été officiellement porté à la connaissance des autorités, le cas des deux membres du front de libération du Québec qui seraient arrivés à Paris jeudi 20 juin en provenance de Prague après un exil de près de quatre ans à Cuba a été réglé.

Le ministre de la justice du Québec, M. Jérôme Choquette, a, en effet, déclaré lundi soir à Montréal que Jean-Marie Carbonneau et Jacques Lanctôt, qui sont accusés d'avoir enlevé et séquestré en octobre 1970 le diplomate britannique James Cross, ne feront pas l'objet d'une procédure d'extradition.

« Nous leur avons décliné des sauf-conduits qui leur permettent de franchir les frontières du Canada », a déclaré M. Choquette.

Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, a énoncé dans le même sens : « Il n'est pas de notre intention d'engager des procédures d'extradition. A-t-il dit, à Ottawa. Nous ne voulons justifier par qu'ils reviennent. Nous les voulons hors du Canada et nous n'allons certainement pas nous déranger pour aller les chercher. »

[Le 5 octobre 1974, le conseiller commercial britannique à Montréal, M. James R. Cross, est enlevé à son domicile par des membres d'une cellule de Front de libération du Québec. Un message du F.L.Q. menace de l'exterminer si « vingt décrets politiques » ne sont pas revus en liberté. Le gouvernement fédéral consent finalement à laisser les ravisseurs prendre la large en leur accordant des sauf-conduits en règle si M. Cross est libéré. Condition remplie le 3 décembre. Trois des ravisseurs, dont Jacques Lanctôt et Jean-Marie Carbonneau, chauffeurs de taxi déjà soumis à la surveillance de la police pour leurs activités clandestines, sont alors transportés à Cuba à bord d'un appareil militaire canadien.]

La décision de rechercher pour 1976 un équilibre des recettes et des dépenses pour freiner l'inflation constitue un abandon du concept de « budget en équilibre de plein emploi » qui avait prévalu jusqu'ici. Celui-ci permettait en effet, au président d'affirmer « sur le papier » qu'il présentait au Congrès un budget sans déficit des lors que le plein emploi était réalisé. Or le chômage aux Etats-Unis n'est jamais descendu depuis l'arrivée à la présidence de M. Nixon au seuil de 4,5 % qui aurait permis au gouvernement d'équilibrer recettes et dépenses et de lutter efficacement contre l'inflation. Le président reconnaît, d'autre part, qu'il n'accomplit pas la « fin rapide » de l'inflation, qui sévit actuellement à un taux de 12 % par an. L'objectif de l'administration est de ramener ce taux aux alentours de 7 % en fin d'année.

Le « coordinateur économique » de la Maison Blanche, M. Kenneth Rush, a confirmé que l'administration s'attendait à une augmentation du chômage de 5,8 % de la population active au lieu de 5,2 % en mai.

Côte-d'Ivoire

LES RESPONSABLES D'UN SOULÈVEMENT TRIBAL SONT JUGÉS A GAGNAG

Abidjan (Reuter). — Le mardi 25 juin devait s'ouvrir à Gagnoa, localité située à 200 kilomètres d'Abidjan, un important procès, celui de M. Kragbe Gagné et de cent quatre-vingt-cinq de ses complices, contre lesquels ont été retenus des chefs d'accusation : assassinat, séquestration arbitraire, coups et blessures volontaires, détention illégale de faul de chasse, vol de munitions, etc.

L'« affaire Kragbe Gagné » remonte à la nuit du 28 au 29 octobre 1973. Alors, que les dirigeants ivoiriens mettaient la dernière main aux préparatifs du cinquante congrès du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (P.D.C.I.), parti unique, M. Gagné, profitant d'une coupure de courant dans la région, prenait la tête de quelques éléments de sa tribu et marchait sur la ville de Gagnoa, où il se proclamait « chef de l'Etat d'Ebrie » (1). Repoussé par la police, il attaquait ensuite ses complices qui s'étaient pas voulu le suivre et provoquant la mort de plusieurs personnes. Il se retirait ensuite dans la forêt, où l'armée devait l'arrêter quelques jours plus tard.

M. Gagné s'était signalé une première fois à l'attention du président Félix Houphouët-Boigny en 1962, en lui adressant une lettre pour solliciter une fonction politique. Simultanément, selon les documents publiés à l'époque par le quotidien ivoirien « le Fraternité-Matin », M. Gagné s'adressait aux présidents Kwame Nkrumah du Ghana et Sékou Touré de Guinée, ainsi qu'aux autorités de Pékin et de Moscou, pour demander de l'argent et des armes afin d'entrer en lutte contre le président Houphouët-Boigny, en se réclamant du titre de chef d'un gouvernement révolutionnaire clandestin.

(1) Nom latin de la Côte-d'Ivoire.

(PUBLICITE)

RECTIFICATION
En accord avec le Centre de Distribution de Matériel Electrique - C.D.M.E. - qui avait diffusé dans la clientèle par le canal de ses filiales une brochure intitulée « Chauffage électrique intégré », MASSEUR tient à préciser que le système dit « à extraction d'air naturelle et admission d'air mécanique », qui est mentionné dans cette brochure comme une technique de moins en moins employée, ne vise pas le procédé ELVACO - lequel, bien au contraire, continue à se répandre sous bien en France qu'à l'étranger.

Communiqué par les Sociétés du groupe Massey : Massey-Information, 10, rue de Lisbonne, 75008 - Paris.

Philippines

L'ARMÉE FAIT ÉTAT DE LOURDES PERTES INFLIGÉES AUX REBELLES MUSULMANS

Manille (A.F.P., Reuter). — Environ cent cinquante rebelles musulmans et quatre soldats des forces gouvernementales ont été tués au cours de combats qui se sont déroulés ces jours derniers dans la partie méridionale de l'île de Mindanao. Apprend-on de source militaire à Manille. De même source on précise que les combats avaient commencé le 20 juin à la suite d'une embuscade tendue par les rebelles à un camion de transport de troupes dans la région de Cotabato. Cette province avait déjà été le théâtre, en mars 1973, d'actions d'envahissement de la part des rebelles, dont la force était estimée alors à seize mille hommes.

Toujours de source militaire, on indique que les rebelles voulaient apparemment attirer l'attention à Kuala Lumpur, la conférence islamique des ministres des affaires étrangères — où le cas des musulmans philippins a fait lundi l'objet de débats.

Chine

SUR LES JOURNAUX MURAUX DE PÉKIN Deux hautes personnalités sont nommément attaquées

Pékin (A.F.P., Reuter). — Deux hautes personnalités chinoises sont nommément prises à partie dans une nouvelle série d'affiches apparues, ce mardi matin 25 juin, sur les murs de Pékin. Il s'agit de MM. Chia Ting, vice-président du Comité révolutionnaire de la capitale, et Ti Fu-tai, membre du groupe culturel du Conseil d'Etat. Les auteurs des affiches — un groupe d'ouvriers de l'usine de locomotives de Pékin — accusent ces deux personnalités d'avoir « complété » avec M. Chen Po-ta, ancien secrétaire de M. Mao Tse-toung et membre du comité permanent du bureau politique, avant la session du comité central du mois d'août 1970 à Lushan. C'est à l'occasion de cette session que M. Chen Po-ta, qui s'était opposé, en compagnie de Lin Biao, au président Mao Tse-toung, fut écarté de la direction

du parti. Il devait disparaître un an plus tard dans l'affaire du coup d'Etat tenté par Lin Biao en septembre 1971. Selon les auteurs des affiches apparues mardi à Pékin, MM. Chia Ting et Ti Fu-tai auraient refusé, malgré des directives récentes du comité central, d'admettre l'existence de leurs anciens entretiens avec M. Chen Po-ta.

Une autre série d'affiches, signées du « Singe d'or » (pseudonyme tiré d'un poème de M. Mao Tse-toung contre le « révisionnisme soviétique ») porte une série d'accusations contre le comité du parti de la municipalité de Pékin. Pourquo, demandent notamment ces affiches, certains organes organes ont-ils une attitude « à double face » ? Pourquoi d'anciens responsables, qui suivaient la voie capitaliste, ont-ils été réinstallés dans leurs fonctions et portés même à des postes plus importants que par le passé ? Pourquoi des impunités se « profit »-il de « production » prennent-ils le pas sur le principe « la politique au poste de commandement » ? Le « Singe d'or » accuse, en outre, « un haut dirigeant du parti », qu'il ne nomme pas, d'être venu à plusieurs reprises dans son usine pour « persécuter » les « rebelles révolutionnaires ».

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

LE MARÉCHAL TITO, qui est arrivé le lundi 24 juin en fin de matinée à Bonn, s'est entretenu dans l'après-midi avec le chancelier Helmut Schmidt. Trois autres rencontres sont prévues entre les deux hommes d'Etat pendant le séjour du maréchal en Allemagne fédérale. Au cours de cette première entrevue, MM. Tito et Schmidt ont évoqué la situation en Europe orientale, la politique des pays non alignés, ainsi que les problèmes liés à la conférence sur la sécurité européenne et aux négociations de Vienne sur la réduction des forces. — (A.F.P.)

DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS ont mis aux prises, le lundi 4 juin, à Duisbourg, les forces de police et environ mille cinq cents manifestants, rassemblés à l'appel du parti communiste allemand (K.P.D.). Ce dernier avait organisé une marche de protestation après l'enterrement d'un de ses membres, Günther Routhier, décédé le 18 juin, dans un hôpital. Duisbourg des suites, selon le K.P.D., de brutalités policières. Quatre-vingt manifestants ont été appréhendés. — (A.F.P.)

Argentine

Mme MARIA ESTELA MARTINEZ PERON, vice-présidente de la République argentine, est arrivée le lundi 24 juin, à Madrid, pour une visite officielle de trois jours. — (A.F.P.)

TREIZE EXPLOSIONS ont eu lieu le lundi 25 juin dans la nuit, à Buenos-Aires. Elles visaient les installations d'entreprises étrangères. Le principal entrepôt de Coca Cola, les locaux de la société Philips, un garage de la compagnie Chevrolet, diverses succursales de la banque de Londres et de la banque des Etats-Unis ont été endommagés.

Chine

M. LEONID ILYTCHEV, vice-ministre des affaires étrangères soviétique et chef de la délégation soviétique aux négociations frontalières entre la Chine et l'U.R.S.S., est arrivé ce mardi 25 juin à Pékin, apprend-on de source diplomatique dans la capitale chinoise. M. Leonid Ilytchev avait été absent de Pékin pendant un an environ. — (A.F.P.)

Espagne

LE POÈTE ET ÉDITEUR CATALAN CARLOS BARRAL, poursuivi pour « blasphème » et « attaque contre la religion » pour avoir écrit les *Tarabainas* d'Antonin Artaud, a été acquitté par le tribunal de Barcelone, le lundi 24 juin. Le procureur avait réclamé, mercredi dernier, deux peines de trois mois de prison contre l'écrivain, ainsi qu'une amende de 1.600 P. Elle revêtait d'exercer une fonction publique ou d'enseigner pendant neuf ans. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

UN NOUVEAU GROUPE D'EXTREMISTES PROTESTANTS s'est manifesté le lundi 24 juin. Il s'agit de l'Association des jeunes militants, dont le porte-parole s'est présenté sous le nom de « colonel » et a déclaré qu'il revendiquait notamment les attentats de Dublin et de Monaghan, qui avaient fait trente-deux morts le mois dernier. Par ailleurs, deux jeunes militants de l'I.R.A. ont trouvé la mort, lundi, alors qu'ils manipulaient une bombe devant un supermarché à Londonderry. Un militaire britannique, M. Eugen John Patton, a été enlevé dimanche soir à son domicile. — (A.F.P., Reuter, U.P.A.)

Mali

SECONDES INFORMATIONS DE SOURCE PRIVÉE EN PROVENANCE DU MALI de nombreuses arrestations ont été opérées à Bamako à la suite de la parution d'un tract qui appelait à voter « non » lors du référendum constitutionnel du 2 juin dernier. Ce tract, rédigé par un groupe d'opposants au régime militaire, a signé « le regroupement des patriotes maliens », fait notamment état de malversations dont se seraient rendus coupables plusieurs officiers, membres de la junte qui a évincé du pouvoir le président Modibo Keita le 19 novembre 1968. Parmi les personnes arrêtées figurent notamment MM. Oumar Ly, ancien directeur de la Société malienne d'import-export (SOMIEX) ; Sadiou Cissé et Samba Sidibé, ingénieurs Ibrahima Ly, professeur à l'Ecole normale supérieure, ancien président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANTF).

République Sud-Africaine

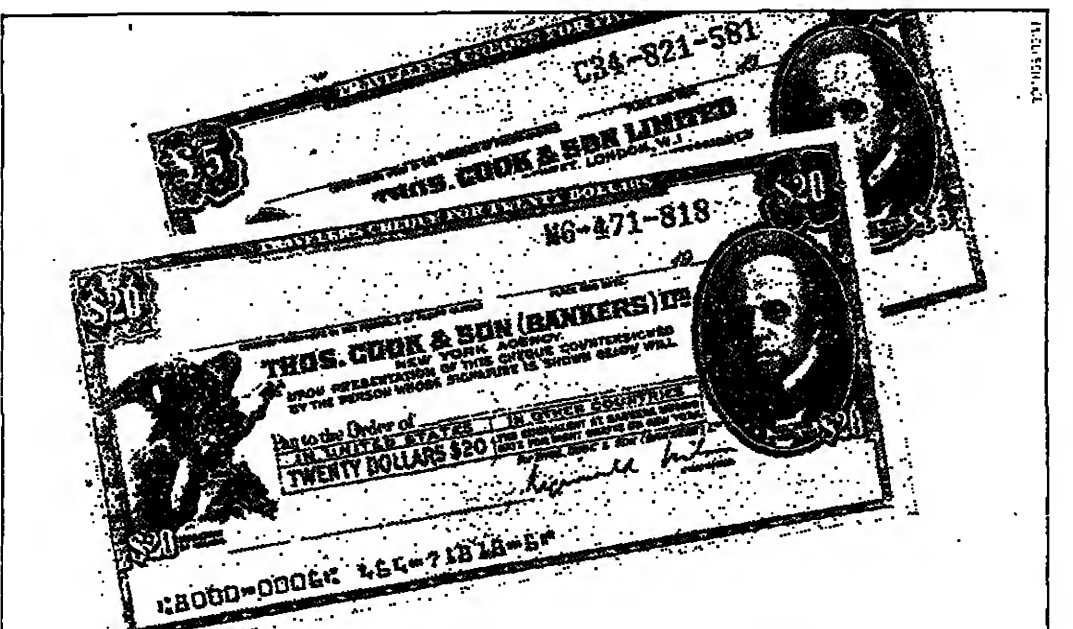
QUATRE HOMMES, DONT DEUX NOIRS, ont été pendus le lundi 24 juin à la prison centrale de Pretoria. Les quatre condamnés étaient rendus coupables de crimes de droit commun. Ces pendaisons portent à vingt-quatre le nombre de personnes exécutées depuis le début de l'année en Afrique du Sud. — (A.F.P.)

Tunisie

LE PRÉSIDENT BOURGUIBA fera une visite à Rabat, du 27 au 29 juin. D'autre part, M. Chatti, ministre des affaires étrangères, a regagné Tunis, lundi soir 24 juin, après un entretien à Paris avec M. Sauvagnargues, au cours duquel il a été essentiellement question des perspectives du dialogue euro-arabe. — (A.F.P.-U.P.)

Union soviétique

LE NOUVEAU SOVIET SUPRÊME, élu le 16 juin dernier, est convoqué en première session le 25 juillet prochain, à Moscou. — (A.F.P.)



Partout dans le monde. Les travel chèques Cook, c'est l'argent - sécurité.

Si vous perdez (ou si vous vous faites voler) vos chèques de voyages Cook, ou vous les remplacez rapidement. Partout dans le monde.

Les chèques de voyage Cook sont également acceptés partout dans le monde. Car partout dans le monde, on connaît le célèbre visage de Thomas Cook. On le connaît et on lui fait autant confiance dans les hôtels, les restaurants et les magasins que dans les banques.

Avant de partir à l'étranger, assurez-vous que vous avez bien la garantie Cook sur vos chèques de voyage.

Demandez vos chèques de voyage Cook en dollars ou en livres sterling à votre banque ou à Thos Cook & Son Bankers France Ltd, 2 place de la Madeleine - Paris.



COOKS TRAVEL CHEQUES

ANGLETERRE
Spécial étudiants
3 semaines 920 F

Jul.-Août-Sept. - Log. et Repas
Auditorium : anglais général
412h de cours par jour, 12 heures d'anglais, cours de discussion rapide.
Anglais commercial : pré-diplôme British Chamber.
Cours variés : club privé, etc.
Séjours analogues pour élèves du secondaire et adultes.
Documentation spéciale.

British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 8
260.18.34

Age Minimum 18 ans
Bon à découper

N° _____
Cote Postal _____ Ville _____
module rapide le brochure de présentation de vos séjours linguistiques

perfectionnement de l'offset de bureau :

simplicité et automatisme

Gestetner

Pour recevoir une documentation "offset", adresser ce coupon à Gestetner 71, rue Camille-Groult 94400 Vitry Tel. 680 47-85

M _____
Adresse _____

POLITIQUE

Libres opinions

Nous sommes en 1932

Par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (*)

A période nouvelle réponse nouvelle. Avec la crise de l'énergie, après l'élection de Chirac, le programme commun serait-il déjà une vieille lune. Le mettra-t-on au placard en parlant d'autre chose ? Ces questions dominent implicitement le projet d'élargissement du parti socialiste. Il faut donc en parler si nous voulons réussir cette opération.

Je vois bien la tentation de la table rase. Je vois aussi la conjonction toujours possible des critiques de droite et de gauche : il est plus facile et plus habile d'évacuer ce que le programme commun comporte d'intolérable pour le capitalisme au nom de ses insuffisances — réelles ou supposées — que de s'y attaquer de front. Mais si le programme commun, au lieu d'être périé de fait de la crise, devenait plus actuel au fur et à mesure que celle-ci s'approfondit ? Si au lieu d'être en retard il était en avance sur l'événement ?

Le programme commun, en effet, n'est pas n'importe quel programme. Il signifie non seulement l'accomplissement de l'union de la gauche mais plus profondément matérialise la stratégie de rupture avec le capitalisme adoptée à Epinay. La chance historique du programme commun n'est pas derrière nous, mais devant nous.

Le programme commun, en effet, n'est pas n'importe quel programme de relance ou de redistribution, et par conséquent de « croissance » au sens banal du terme (et à ce titre il peut être actualisé à tout moment). Il affirme, avant tout, vouloir « ouvrir la voie au socialisme ». C'est là, son « noyau dur ». Et effectivement, par son assise sociologique et politique — un accord de gouvernement conclu entre le P.S. et le P.C. — et par les mesures qu'il prévoit : nationalisations, contrôle des travailleurs, nouvelle logique de croissance, il remet en cause profondément le type de société actuel. Le parti socialiste ne doit pas cesser de le répéter sous prétexte que le parti communiste aurait tendance à gommer cet aspect. Dans l'état actuel des choses, le P.S. ne peut pas encore s'autoriser les libertés que, par sa tradition linéaire, le P.C. s'estime en mesure de prendre.

Si cette conception du programme commun — inscrite dans les textes — doit prévaloir, il est, naïvement, le programme commun. Au contraire, pour l'Europe, coincée entre la dévalorisation des termes de l'échange au profit des pays producteurs de matières premières et la colonisation croissante de son économie par les firmes multinationales, l'heure des vaches maigres est arrivée. Les « pauvres pays riches » constituent aujourd'hui un des maillons faibles du système de l'exploitation. Il ne faut pas se tromper sur la « crise de l'énergie ». La pénurie est une faiblesse. La réalité est une stratégie de monopoles dont le résultat est double :

- dégrader des marges de profit nouvelles pour les sociétés multinationales ;
- remédier à la contradiction, devenue insupportable au cours des années 60, entre le développement de ces firmes à l'échelle mondiale, et l'affaiblissement de l'économie américaine sans laquelle elles ne peuvent survivre.

Mais cette crise, qui va maintenant frapper notre pays de plein fouet, exprime quelque chose de plus profond encore : c'est la fin d'une époque, celle de la croissance accélérée à la mode keynésienne telle que nous l'avons connue depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. L'accélération de l'inflation et le flottement des monnaies en étaient les signes précurseurs. Désormais, tous les dérapages sont possibles, y compris d'ailleurs la mutation du vieux bonhomme capitaliste. Nous sommes en 1932.

Cette mutation, le socialisme peut la mettre à profit pour apporter la seule réponse qui vaille, en posant le problème des pouvoirs à tous les niveaux de la société, la réponse de l'autogestion. La transformation du modèle de développement occidental est d'ailleurs de plus en plus la condition de la survie de l'espèce dans son ensemble. La crise de la croissance capitaliste ne rend certes pas le capitalisme plus tolérable. Elle le rend plus vulnérable. Bien loin de valoriser la stratégie du programme commun, elle lui donne une légitimité historique en créant en France le rapport de forces sociaux sans lequel il n'y a pas de vraie victoire électorale, et en Europe, la conscience de la nécessité d'une organisation indépendante des Etats-Unis. La stratégie du programme commun est donc un acquis historique décisif. Y renoncer aujourd'hui serait pour les socialistes jeter le bébé avec l'eau du bain.

Mais le bébé du grand. A cet égard, nous sommes parfaitement conscients de la chance historique qui s'offre de passer d'un puissant parti socialiste, les militants du P.S. la majorité de ceux du P.S.U. et de nombreux syndicalistes. Le C.E.R.E.S. ne boude pas le regroupement des socialistes. Il est prêt à faire tout ce qu'il faut pour parvenir à ce qu'il n'existe plus qu'un seul parti socialiste mieux enraciné dans le monde ouvrier. Mais ceci ne saurait faire dévier le P.S. de la ligne politique qu'il s'est donnée à Epinay. Au contraire, s'agit d'aller plus loin. Dans la réponse globale bien sûr, au niveau d'un projet de société autogestionnaire. Mais plus encore dans la réflexion sur la transition et dans la construction d'un parti capable, non seulement d'amorcer, mais de conduire le passage au socialisme dans notre pays.

Sur la question de l'autogestion, la rencontre, j'en suis sûr, sera facile. Encore faut-il ne pas confondre la perspective autogestionnaire avec le rêve qui dispense de voir la réalité d'aujourd'hui. L'autogestion est actuelle dans les luttes pour le contrôle qui remettent en cause le système capitaliste et qui préfigurent le socialisme de demain. Sur ce point, tout est dans l'exécution. Ces luttes communes doivent enfin trouver leur prolongement sur le terrain politique et elles le trouvent naturellement dans le programme commun actualisé, enrichi, renouvelé même, mais intact dans ce qui constitue son « noyau dur ». C'est l'existence de ce noyau dur destiné à amorcer le passage au socialisme qui fait que le programme commun ne peut pas être opposé à l'autogestion, mais en est, au contraire, la condition préalable et nécessaire.

Ceci admis, il est bien vrai que le programme commun ne règle pas tous les problèmes de la transition au socialisme. Le programme commun n'est pas une panacée. Mais il n'est pas juste de lui faire grief d'être un programme électoral quand on accepte de jouer le jeu des élections. S'il s'agit de trouver un lien entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas, entre le gouvernement d'unité populaire et les masses, ce lien a un nom : il s'appelle un parti. C'est cela que sans tarder nous devons construire ensemble.

A cet égard, le problème du parti socialiste n'est plus de gagner une élection, mais de préparer ses hommes et ses structures à cette éventualité désormais probable, pour que, à partir de là, « changer la vie » devienne réalité. Cette mutation est difficile, car un parti adapté à une victoire électorale ne répond pas naturellement aux exigences d'une stratégie de passage au socialisme.

Pour réussir, l'élargissement du parti doit être mené au grand jour. On ne crée pas une dynamique sur des équivoques. A ceux qui évoquent Epinay, je rappellerai que la ligne politique Unité et Renouveau, défendue par le C.E.R.E.S. et ratifiée par le congrès, ne prêtait pas, elle, à la moindre ambiguïté, comme la suite l'a montré. De la clarté du débat politique dépend aujourd'hui le succès, car je suis convaincu que, entre le P.S.U. unitaire et le P.S. autogestionnaire, tous les malentendus « stratégiques » du passé peuvent maintenant être balayés. Le colloque ouvert que le C.E.R.E.S. organise le 30 juin, à Paris, sur les problèmes de la transition au socialisme entend pour ce qui le concerne y contribuer.

(*) Membre du secrétariat du parti socialiste, député de Belfort.

LA RÉORGANISATION DE LA GAUCHE SOCIALISTE

Réserves persistantes au sein du P.S.U.

Les secrétaires des fédérations départementales du P.S.U. ont réuni à Paris, dimanche 23 juin, pour examiner les problèmes posés par la réorganisation de la gauche socialiste. A cette occasion, les représentants de seize fédérations (Alpes-Maritimes, Ardennes, Aube, Bouches-du-Rhône, Charente-Maritime, Cher, Doubs-Territoire de Belfort, Marne, Haute-Marne, Nord-Pas-de-Calais, Région parisienne, Sarthe, Seine-et-Marne, Somme, Var et Yonne) ont publié une déclaration qui précise :

« Depuis que, le 26 mai, la direction politique nationale du P.S.U. a décidé d'entamer un regroupement des « forces socialistes » incluant le P.S., les membres du P.S.U. opposés à ce projet ont combattu pour qu'il soit soumis à la discussion collective dans le parti préalablement à tout engagement de la part des « négociateurs ».

« Ce faisant, ils réaffirment leur attachement à la démocratie interne de leur organisation, qui veut qu'une direction ne se mandate pas elle-même, et ne puisse prendre des décisions contradictoires avec des votes de congrès ».

« Force leur est cependant de constater que le débat préalable a déjà été jussé par le bureau national, qui a exprimé abondamment dans la presse une ligne politique qui n'était pas encore tranchée, comme si c'était celle du P.S.U. tout entier.

« Les sept mandats de fédérations tiennent dans ces conditions à faire savoir que leurs fédérations ne se considèrent pas comme engagées par des prises de position unilatérales de membres du bureau national, contrairement aux orientations fixées par les congrès et notamment par le congrès de Toulouse qui, dans son « Manifeste », énonce la stratégie du P.S.U. seule valable jusqu'à présent.

« La direction du P.S.U. indique que les représentants des fédérations qui ont signé ce texte ne peuvent prétendre engager l'ensemble de leurs fédérations. M. Robert Chapuis, secrétaire national du P.S.U., a préconisé au cours de la réunion du bureau national soit convoqué pour les 5 et 6 octobre, avant toute rencontre nationale des forces socialistes, « la section et les fédérations », afin qu'elles puissent ainsi débattre sur les positions que tiendraient les militants du P.S.U. dans une telle « manifestation ». En effet, que ce soit le parti, et tout le parti, qui participe à un tel débat pour lui donner toute sa valeur et en tirer la meilleure expérience, ou que ce soit une réunion contre pourraient ensuite être examinées par le congrès ordinaire.

LA DÉLÉGATION DU P.C. D'I.R.S.S. A TERMINÉ SON SÉJOUR EN FRANCE

A l'issue du séjour en France d'une délégation du P.C. d'I.R.S.S., dirigée par M. Ponomarev, membre du bureau politique, membre du secrétariat (le Monde du 21 juin), le P.C.F. a publié un communiqué qui précise :

« La délégation du P.C.F. a informé les camarades soviétiques du grand succès obtenu par la gauche unitaire aux dernières élections départementales. Elle a souligné la volonté du P.C.F. de contribuer de toutes ses forces à l'union du peuple français dans la lutte pour un changement démocratique.

« De son côté, la délégation du P.C.U.S. a donné une information sur les tentatives accomplies par le parti pour l'application des résolutions de son XXIV^e congrès, sur les importants succès enregistrés dans le développement de l'économie et de la culture, l'amélioration du bien-être des travailleurs soviétiques, la persécution des démocrates socialistes, le renforcement du P.C.U.S. et la mise en œuvre du programme de paix adopté par le congrès.

« Les deux délégations ont également échangé leurs vues sur une série de problèmes d'intérêt commun, parmi lesquels la situation internationale et l'unité d'action du mouvement communiste mondial. Elles sont convenues des mesures propres à poursuivre et à développer la coopération entre les deux partis, profondément attachés à l'un et à l'autre au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien.

« Elles ont réaffirmé leur détermination de poursuivre leur action pour le développement de l'amitié et de la coopération entre l'Union soviétique et la France. »

(Publié)

CONFÉRENCE-DÉBAT

« LE COMMUNISME ET LA QUESTION JUIVE »

par

Annie KRIEGER

le mercredi 26 juin à 20 h. 30
au Centre Israéli JEHOYAN
88, rue de la Folie-Méricourt
Paris (11^e) - Métro Oberkampf
Tél. 203-28-80

RÉUNIS A FÉNIERS (Creuse)

Les comités Volum viure au pais se proposent d'organiser une force socialiste dans le midi de la France

Les comités Volum viure au pais qui, dans une vingtaine de départements du midi de la France, s'étaient mis en place pour soutenir le projet de candidature du professeur Robert Lafont à l'élection présidentielle se sont réunis samedi et dimanche sur le plateau de Millevaches à Féniéres (Creuse). Selon les organisateurs, après l'échec de cette candidature qui devait être avant tout la revendication du droit à la parole pour l'Occident, il s'agit de rassembler les forces déçues à cette occasion pour affirmer les espoirs mis dans le combat occitan.

Dans une première période au moins, les comités V.V.A.P. pourraient être le point central d'un mouvement d'opinion développé autour des idées et des analyses de M. Robert Lafont et de ses amis. Avec les comités territoriaux, qui sont à distinguer des formations occitanes proprement politiques, il s'agit donc de mettre en place un appareil pour franchir une nouvelle étape : passer du rassemblement des occitanistes à une organisation politique des Occitans.

L'assemblée générale, qui a réuni cent quarante délégués de vingt-six comités, a mis en évidence le courant d'opinion qui mobilise dans le sud de la France le programme en sept points esquissés par M. Robert Lafont. Si la prochaine étape doit être une large discussion de ces propositions, notamment pour ce qui touche à l'économie, l'urbanisme, l'éducation, l'écologie, l'immigration, s'est faite d'ores et déjà pour affirmer la volonté des comités d'être présents dans les débats et les luttes populaires par une pratique quotidienne d'un engagement résolument socialiste. Le projet est donc de dessiner et d'établir une force occitane socialiste, autonome par son emprise dans le pays mais fraternellement liée aux formations de gauche. Les relations avec les partis réunis autour de la candidature de M. François Mitterrand ont été examinées.

On retiendra l'intérêt qui s'exprime à la base pour la revendication occitane dans des situations concrètes comme les manifestations et les grèves pour le droit à l'emploi sur place, en dépit de la variété des engagements politiques ou syndicaux. Si les comités V.V.A.P. ont été constitués par des initiatives individuelles de militants de syndicats, de paysans travailleurs ou d'enseignants, ils ont parfois, comme en Provence, trouvé accueil dans des locaux mis à leur disposition par la C.G.T. Quelque chose se dégage à gauche. Des cellules communistes du Vaucluse organisent des cours d'occitan, comme en Provence, trouvent accueil dans des locaux mis à leur disposition par la C.G.T. Quelque chose se dégage à gauche.

A l'opposé de cette évolution, à l'intérieur même du mouvement occitan, des militants de tendance déjà engagée comme Lutte occitane, si intéressés soient-ils par les initiatives des comités V.V.A.P., refusent une récupération qui pour la construction d'une société socialiste dans un monde habitable par l'homme.

A la fin de cette soirée, les acteurs du T.H.E. de Brive défilèrent encore devant un millier de participants les manœuvres militaires contre l'adversaire étranger, mais les soldats de La Courrière ne purent apprécier : ils avaient été consignés au camp. Quant à la force du Jeune Loup, le ministre qui résout tous vos problèmes, elle a réjoui fort la population locale. Féniéres n'est qu'à quelques kilomètres de la circonscription de M. Chirac. — E. D.

« Les représentants du Front progressiste (gauchistes de gauche) et de l'Union progressiste, que préside M. Pierre Cot, ancien ministre, se sont rencontrés le 24 juin à Paris. Les deux délégations ont constaté que leur identité de vues sur la nécessité de développer et de renforcer l'union des forces populaires dans le respect du caractère spécifique de chaque formation ».

« Les responsables féminines des quatre principales formations politiques de la majorité actuelle, Mme Jacqueline Gastinne (réformateurs), Centre démocratique, Florence d'Harcourt (U.D.R.), Chantal Malaud (républicains indépendants), Colette Rivol (C.D.P.), ont créé, le 24 juin, un comité de liaison des femmes de la nouvelle majorité. Le comité a décidé de proposer au gouvernement la création d'une délégation auprès du premier ministre qui serait chargée d'étudier « une meilleure insertion des femmes dans le monde moderne ».

« La commune de Mirepoix (Ariège) a reçu le trophée du civisme décerné par le Centre d'information civique. Avec 98,53 % de participation au second tour de l'élection présidentielle, Mirepoix (3 557 habitants), dont le maire est M. Gilbert Faure, député socialiste, est en tête des communes de plus de 2 000 habitants pour la participation électorale.



lentilles de contact miniflexibles. Pour ceux qui hésitent encore.

Il y a ceux qui hésitent à remplacer leurs lunettes par des lentilles de contact. Et puis ceux qui oscillent entre les lentilles classiques et les lentilles souples.

Enfin, il y a tous ceux qui n'ont plus ce genre de problème depuis qu'ils ont demandé à YSOPTIC de les conseiller. Aujourd'hui YSOPTIC va pouvoir satisfaire encore plus d'utilisateurs. A la gamme de ses lentilles (ANASPHER, BIAPLAL, ANAFLEX) il vient d'ajouter les miniflexibles : un juste milieu entre les lentilles classiques et les lentilles souples.

Flexibles en raison de leur extrême minceur, fidèlement adaptées à la courbure de la cornée, les miniflexibles sont les plus petites et les plus légères des lentilles de contact. Si vous êtes encore incertains ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer, gratuitement.

Bien qu'elles ne puissent résoudre tous les cas d'adaptation, il y a cependant de grandes chances pour que ces mini lentilles vous conviennent.

Les spécialistes Ysoptic vous conseilleront. Faites leur confiance.

Laboratoire YSOPTIC
80, bd Malesherbes 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Ouvert tous les jours jusqu'à 19 h 30, sauf lundi.
Une des adaptations possibles.
France et Etranger, sur demande.

YSOPTIC

صوت الامم

POLITIQUE

L'Assemblée nationale examine en même temps l'abaissement des majorités civile et pénale

Les députés vont examiner, à partir de ce mardi 25 juin, le projet de loi sur l'abaissement de l'âge de la majorité électorale à dix-huit ans. Une querelle constitutionnelle pourrait amener le gouvernement à discuter dans le même temps de l'abaissement de l'âge de la majorité civile. C'est dire que les débats seront longs et techniques.

Les majorités électorale et civile peuvent-elles être dissociées constitutionnellement ? Si le Conseil d'Etat avait approuvé le projet de loi qui prévoyait pour l'Assemblée nationale la discussion sur l'abaissement de l'âge de la majorité électorale à dix-huit ans et réservait à l'autonomie prochain l'étude de l'abaissement de la majorité civile, la commission ne l'a pas entendu ainsi.

Parce que l'article 3 de la Constitution précise que « sont électeurs dans les conditions déterminées par la loi tous les nationaux », il va donc falloir aux députés, à partir de ce mardi 25 juin, étudier les conséquences juridiques de telles dispositions. S'il semble exclu, au nom de la « majorité civile », que soient réservés pour l'instant la prise en compte de l'abaissement de l'âge de la majorité électorale à dix-huit ans, tout en laissant de côté la majorité civile qui comporte des dispositions d'ordre pénal et social, ainsi sera vidée la querelle de la constitutionnalité de la loi.



(Dessin de CIBREZ.)

Les députés français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques. M. Alain Terrenoire, député de la Loire (U.D.R.), rapporteur de la commission.

LES RÉFORMATEURS ALSACIENS VEULENT CRÉER UN PARTI RÉGIONAL

Les réformateurs alsaciens, qui avaient organisé samedi 22 juin à Colmar — à l'initiative des parlementaires du Haut-Rhin et du Bas-Rhin — une « journée régionale », ont décidé de créer un mouvement régional fédéral qui pourrait constituer le Centre réformateur et dont les structures pourraient être définies lors d'une assemblée « constitutive » qui se réunirait à l'automne.

La réunion de Colmar, à laquelle participaient environ deux cents militants, a été l'occasion pour les réformateurs alsaciens de multiplier les critiques à l'égard de M. André Bord, U.D.R., président du conseil régional et secrétaire d'Etat aux affaires régionales (le Monde du 22 juin 1974). Ces deux participants appartenant à la formation de M. Jean Lecanuet ont donné à leur absence du conseil politique du Centre réformateur, qui siègeait le même jour à Paris, valeur de contestation.

M. Jean-Marie Caro, vice-président de la formation que dirige M. Jean Lecanuet, a souligné que le nouveau parti régional soit à l'origine d'un nouveau mode d'articulation — de type fédéral — du parti tout entier. M. Pierre Schiélé (dont la nomination au gouvernement avait été envisagée avant que la préférence ne fût donnée à M. André Bord) a, pour sa part, affirmé que le Centre réformateur alsacien devrait être « réformiste », attaché à la suppression des privilèges, au combat contre la société de gaspillage et à la recherche d'une société de promotion.

Parallèlement, les parlementaires qui ont participé à cette journée régionale figuraient, outre MM. Caro et Schiélé, MM. Zeller, député du Bas-Rhin, Hausherr et Müller, députés du Haut-Rhin.

A Paris

LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ÉLISENT TROIS SÉNATEURS

M. Sauvagnargues a pris la parole au banquet donné le lundi 24 juin à l'occasion de la session annuelle de l'Union des Français de l'étranger, qui s'était ouverte la veille. Le ministre des affaires étrangères a donné l'assurance qu'il aurait « le souci constant de protéger d'une manière efficace les personnes et les biens de nos ressortissants à l'étranger ».

Le conseil supérieur des Français de l'étranger, qui siège toujours immédiatement après la session de l'Union des Français de l'étranger, a commencé ses travaux ce mardi sous la présidence de M. Bernard Destrem, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Sa première tâche sera de procéder à l'élection de trois sénateurs sur les six qui représentent les Français de l'étranger.

Deux de ces sièges sont occupés actuellement par MM. Maurice Carier et Louis Gros, qui appartiennent à la série B du Sénat renouvelable en 1974. Un troisième siège est vacant à la suite du décès de Jacques Roselli. Étant donné le nombre des candidats — une douzaine —, cette élection risque d'être longue et difficile.

Le conseil supérieur des Français est composé de quatre-vingt-quatre membres élus et vingt et un membres de droit, dont dix désignés par le ministre des affaires étrangères.

L'U.D.R. RENFORCE LES RELATIONS ENTRE LE GROUPE PARLEMENTAIRE ET LE MOUVEMENT

M. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., a ainsi défini les attributions des deux nouveaux secrétaires généraux adjoints qu'il vient de nommer. MM. Alain Terrenoire, député de la Loire, et Jacques Legendre, député du Nord.

« Ils ont pour mission d'assurer le secrétariat général dans l'animation du mouvement. Ils sont en outre chargés de l'organisation et de la coordination des commissions d'études et de réflexion créées au sein du mouvement. À cet égard, il est précisé que vont être mis en place, afin de compléter l'activité des commissions « prospective » et « propositions », de nouveaux groupes de travail qui correspondront, quant à leur domaine de recherche, aux commissions permanentes de l'Assemblée nationale. Ils auront pour mission de proposer des initiatives et de non-parlementaires. Par l'identité de leurs activités et par leur composition, ils renforceront l'union qui doit exister entre le groupe parlementaire et le mouvement, pour une plus grande efficacité des fonctions d'action et de proposition de l'U.D.R. ».

M. Maurice Courde de Murville, ancien procureur général, s'adressant le lundi 24 militants U.D.R. du pays Basque à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), a évoqué en ces termes les élections présidentielles.

« Vous savez que les choses ne se sont pas exactement passées comme nous l'aurions souhaité. Il y a eu une transformation profonde des choses qui doit se traduire par une transformation non moins profonde de notre mouvement. Surtout, nous devons rester ensemble. Ne pas nous perdre dans des querelles de personnes. Les militants, loin de se laisser aller à la mélancolie, doivent être plus dévoués que jamais afin que le mouvement reprenne et poursuive sa marche en avant. »

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

Sont nommés aux cabinets de : M. Michel Duratour, ministre du travail ; conseiller technique, M. Alain Thomas, ingénieur des mines.

M. Jacques Bernin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement) ; chargé de mission, M. Nicolas Thels, administrateur civil.

M. Gérard Dourme, secrétaire technique, MM. Jean-Jacques Pignard, agrégé de l'Université, et Gérard Feryé, ingénieur des ponts et chaussées.

Quotidien italien contrôlé par la rédaction

« Il Giornale » publie son premier numéro

De notre correspondant

Rome. — Annonce depuis plusieurs mois, entouré de rumeurs plus ou moins vraisemblables sur ses sources de financement, un nouveau quotidien italien a fait paraître son premier numéro le 25 juin. Publié à Milan, il a pour titre « Il Giornale » et pour directeur M. Indro Montanelli ; on ne parle d'ailleurs, dans la presse italienne, que du « Journal de Montanelli ». Par sa mise en pages très classique, ses titres et ses signatures, ce quotidien se place sur le terrain du Corriere della Sera, et il jouera de toute évidence un rôle de concurrent nécessaire aux deux grands quotidiens italiens, la Stampa et il Corriere della Sera.

En Italie, une grève tournante de protestation contre la concentration des entreprises de presse affectera tous les secteurs de la presse italienne, écrite et télévisée, du 27 juin au 30 juillet. Ce mouvement a été décidé par la Fédération de la presse italienne et la Fédération unitaire des syndicats C.G.I.L. (communiste et socialiste), C.I.S.I. (démocrate-chrétien) et U.I.L. (social-démocrate). (A.F.P.)

Concentration en Allemagne fédérale. — Les deux plus grands journaux économiques de la République fédérale d'Allemagne, le quotidien de Düsseldorf Handelsblatt et l'hebdomadaire de Hambourg Wirtschaftswoche, seront édités à partir du 1^{er} juillet par le même groupe de presse, le Holtzbrink Konzern.

La société Gerdi Buerger KG, propriétaire du Wirtschaftswoche, vient, en effet, de céder la totalité de ses parts au Holtzbrink Konzern. Le Handelsblatt, très proche de l'opposition chrétienne-démocrate, et le Wirtschaftswoche, de tendance social-démocrate, ne devraient pas voir leurs contenus rédactionnels et leurs orientations modifiées, affirme-on des deux côtés. (A.F.P.)

M. J.-P. DUBOIS-DUMÉE DIRECTEUR DES RÉDACTIONS DU GROUPE « LA VIE CATHOLIQUE »

M. Jean-Pierre Dubois-Dumée, directeur de l'hebdomadaire de radio-télévision Télérama, a été nommé directeur général du groupe la Vie catholique — auquel appartient la Vie catholique, Télérama, Croissance des jeunes nations, les Informations catholiques internationales — chargé des rédactions.

M. Pierre Vilain devient directeur de la Vie catholique, dont il était rédacteur en chef. Pour sa part, M. Georges Hourdin — ancien P.-D. G. de la Vie catholique, qui vient de céder ce poste à M. Michel Housain (le Monde du 22 juin) — demeure conseiller du groupe de presse ainsi que directeur de Croissance des jeunes nations.

Dans le dernier numéro de la Vie catholique il écrit :

« La Vie catholique a cheminé avec l'Eglise nouvelle en dialoguant avec ses lecteurs, réfléchissant aux événements de l'actualité, et qu'elle a fait, ainsi, un travail honorable. »

« Je vous parle ainsi du passé parce que j'ai, désormais, soixante-cinq ans. Je ne suis plus, depuis hier, président de notre groupe de presse. L'âge, la législation, la nécessité de laisser les jeunes porter les responsabilités, expliquent une décision prise il y a déjà deux ans. »

« Il ne s'agit pas d'un départ total. Il s'agit d'une étape nouvelle et, si j'ose dire, d'un « Au revoir ». Je continuerai de rédiger chaque semaine dans ce journal une page qui ne sera plus l'éditorial. »

Le « Times » de Londres n'a pas paru le mardi 25 juin, en raison d'une « grève sauvage » déclenchée par une partie du personnel. (A.F.P., Reuter.)

A PARTIR DU 1^{er} JUILLET

PALMA

et

ALICANTE

desservies au départ de Marseille - Alger - Oran

La COMPAGNIE NATIONALE ALGÉRIENNE DE NAVIGATION est heureuse d'annoncer à sa fidèle clientèle qu'elle exploite un service régulier par Car-Ferry sur deux nouvelles lignes :

Marseille - Alicante - Oran - Alicante - Marseille
Marseille - Palma - Alger - Palma - Marseille

Du 1^{er} Juillet au 30 Septembre, un départ tous les :

Lundi : Alger - Palma - Marseille
Mardi : Marseille - Alicante
Mercredi : Alicante - Oran
Jeudi : Oran - Alicante - Marseille
Samedi : Marseille - Palma
Dimanche : Palma - Alger

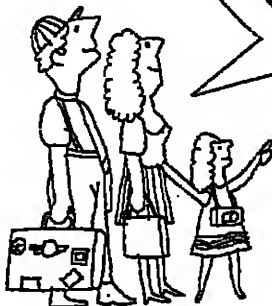
450 places en couchettes - 120 places assises
Garage pour 150 voitures

Des prix étudiés - De nombreuses réductions

et évidemment l'accueil et le confort CNAN

Renseignez-vous auprès des agences de voyages et réservez votre place dès aujourd'hui.

employez le mot juste : l'assistance voyage c'est **elvia**



On dit qu'une assistance en vaut une autre... Pas toujours. Il vous suffit de regarder ce que vous offre l'assistance internationale elvia.

En cas d'accident ou de maladie, elvia se charge notamment du rapatriement du malade ou du blessé ainsi que de sa famille. elvia prend à sa charge les frais médicaux et d'hospitalisation.

En cas d'accident ou de panne de voiture, elvia met à la disposition du voyageur en difficulté un chauffeur et un véhicule de remplacement. elvia rapatrie le véhicule et ses passagers. elvia offre également d'autres services, par exemple une assistance juridique complète.

Votre garantie : elvia appartient à l'un des plus importants groupes suisses d'assurances. Alors soyez précis : lorsque vous demandez à votre agent de voyage ou à votre assureur-conseil une assistance voyage : dites elvia, l'assistance complète du voyageur, en France, en Europe ou dans le monde entier.



dites **elvia** chaque fois que vous demandez une assistance voyage.

elvia - 15 rue de Bent - 75008 PARIS - 359.55.09



à l'Etoile même

900 m² DE BUREAUX
à louer en un seul lot

Luxueusement aménagés et décorés
Disponibles Novembre 74

SAF 622.10.10

JUSTICE

Poursuivi en correctionnelle pour fraude fiscale

Le chanteur Claude François remercie l'administration

Les grandes vedettes de variétés veulent fréquemment aujourd'hui être à la fois cigale et fourmi, s'efforçant d'investir dans des « affaires » plus ou moins fructueuses leurs gains qui risquent de s'avérer aussi éphémères que fabuleux. Encore leur faut-il avoir la possibilité d'acquiescer cette double personnalité. Certains d'entre eux y réussissent fort bien. Le chanteur Claude François, qui

a comparu le 24 juin à la onzième chambre correctionnelle de Paris sous la prévention de fraude fiscale, a coté de sa sœur et de son beau-frère, Mme et M. Eschenhor, affirmé son impuissance à connaître des questions financières et comptables. Et comme il lui est nécessaire en conséquence de se fier à des personnes qualifiées, sa confiance a pu être trahie. Tous ses ennemis avec le fisc, assure-t-il, sont venus de là.

L'attitude inconciliable d'un imprésario étonnamment brouillon l'a conduit à se séparer d'un comptable au caractère difficile qui n'a pu de ce fait, s'entendre avec celui-ci. Et il l'a remplacé par un comptable masculin à qui tout le monde devait reprocher une exceptionnelle mollesse.

C'est ainsi que durant plusieurs années, ledit comptable n'a présenté à la signature de Claude François, pour ses impôts personnels, pour ceux de sa sœur et de son beau-frère, pour ceux des deux sociétés de disques et d'édition de musique qu'il était censé diriger (les Créations artistiques et les éditions Jeune Musique), aucune déclaration fiscale.

En 1972, les impôts éludés atteignaient un total impressionnant. L'administration porta plainte. Claude François fut poursuivi. Proclamant son ignorance, il congédia son comptable, et depuis lors la situation a été redressée.

« A ce jour, a indiqué non sans fierté le chanteur à l'audience, 477 613 F ont été payés, soit près d'un demi-milliard d'anciens francs.

« Vous avez accompli un effort certain, a reconnu le président, M. Guillemot. Vous ne devez plus au fisc que quelque 500 000 F. Mais les conditions dans lesquelles ont été gérées vos affaires étaient effarantes ».

Claude François. — Je n'en rends compte maintenant et très sincèrement je remercie l'administration de m'avoir averti à temps. Sinon cela aurait pu continuer longtemps... Le président. Vous avez été large pour vos proches qui se sont montrés dissipateurs.

Claude François. — Moi je n'ai pas pris de vacances depuis dix ans. Je vais quinze jours par an au plus dans ma propriété. Je ne vis que pour ma profession et pour mon public. Si j'ai mis mes affaires en sociétés c'est pour ne pas apposer d'étiquette commerciale sur un nom d'artiste.

M. Urbino-Soulier, avocat du Trésor, et M. Tacchella, substitut, ne lui ont pas dénié le bénéfice de circonstances atténuantes de diverses formes. Et M. Curtil défenseur a conclu sa plaidoirie en suggérant au tribunal de n'infliger à son client plein de bonne volonté qu'une simple amende.

Jugement le 8 juillet.

L'OBLIGATION DE RÉSERVE NE PEUT FAIRE OBSTACLE A L'EXERCICE DE L'ACTION SYNDICALE rappelle le garde des sceaux

« L'obligation de réserve qui s'impose à tous les membres du corps judiciaire (...) ne peut cependant faire obstacle à l'exercice de leur action syndicale et doit, en conséquence, à condition qu'ils s'expriment avec prudence et modération, connaître, en ce qui les concerne, certains tempéraments », explique le ministre de la justice en réponse à une question écrite de M. Jacques Médecin, député des Alpes-Maritimes (Rég.) (Journal officiel, Débats Ass. Nis, 15 juin 1974).

Le parlementaire, faisant référence au Syndicat de la magistrature, en estimant qu'il prônait un « gauchisme judiciaire » avait demandé au garde des sceaux quelles mesures il comptait prendre « pour enrayer cette contestation de la loi organisée par une fraction non négligeable du corps des magistrats regroupés au sein du Syndicat de la magistrature ».

Le ministre précise à cet égard : « Il convient de noter que le problème évoqué a fait l'objet d'un débat très approfondi lors du VI^e congrès de cette organisation et qu'une des motions qu'elle a adoptées définit la ligne de conduite qu'elle s'est fixée pour l'avenir en ce qui concerne ses prises de position relatives à l'application des textes en vigueur et à l'élaboration des textes nouveaux. Le refus affirmé de remettre en cause les textes votés par les élus de la nation permet de penser que le Syndicat de la magistrature a nettement pris conscience de l'impérieuse nécessité de se conformer aux grands principes rappelés par l'honorable parlementaire. »

COMMISSION PUBLIQUE D'ENQUÊTE APRÈS LE « GAZAGE » DONT SE PLAIGNENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS RETENUS AU COMMISSARIAT DE L'OPÉRA

Une commission publique d'inspection s'est réunie le samedi 23 juin dernier à Paris pour examiner le bien-fondé des accusations portées par une cinquantaine de travailleurs immigrés qui se plaignaient d'avoir été « gazés » le 24 mai dans les locaux du commissariat de l'Opéra, affirmation que la préfecture de police avait démentie (le Monde du 25 mai). La commission comprenait des représentants du Mouvement d'action judiciaire, du Front des mouvements des travailleurs immigrés, du Comité de défense des droits des travailleurs immigrés, du Syndicat de la magistrature, de la C.F.D.T.-Police nationale, de la C.F.D.T. de l'administration centrale du ministère de la justice, de l'union départementale de Paris de la C.F.D.T.

Au terme de ses travaux, la commission, estimant qu'elle « a reconstitué publiquement les faits devant tous ceux qui en ont été les victimes et les témoins », affirme que ces faits constituent des « agressions, notamment sous la forme de l'insultation volontaire commise par des fonctionnaires de la police ».

À la préfecture de police, on estime au contraire que, au vu des premiers résultats de l'enquête de l'inspection générale de la police nationale, ces affirmations ne sont pas conformes à la réalité. Aussi s'écarterait-on pas la possibilité que le ministère de l'Intérieur dépose plainte pour diffamation si l'insultation conduite par M. Jean Sarrailh aboutissait à une ordonnance de non-lieu.

SUICIDE D'UN DÉTENU A LA PRISON DE GRADIGNAN

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Un jeune détenu âgé de dix-neuf ans, M. Mohamed Limane, de nationalité algérienne, s'est pendu, dimanche 23 juin, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde). Arrêté pour plusieurs vols, M. Limane avait déjà tenté de mettre fin à ses jours, il y a deux semaines. Le 9 novembre 1973, un autre mineur, âgé de quinze ans, lui aussi d'origine algérienne, s'était suicidé dans la même prison.

● Mise au point. — Après l'information publiée dans le monde du 19 juin faisant état d'une condamnation de l'association Nouvelles Frontières, la compagnie Égyptair précise que M. Loulé ne fait plus partie de son personnel depuis le mois de juillet 1973.

L'instruction de l'affaire Markovitch touche à sa fin

LA MORT D'UN FACTOTUM

Ce fut une affaire d'Etat. Fut-ce pour une faible part, — et sans aucun fondement — elle contribua, assure-t-on aujourd'hui, à causer la perte (promoteur) de Georges Pompidou auprès du général de Gaulle, inquiet d'un premier ministre qui avait trop bien géré les élections de juin 1968. N'est-ce plus aujourd'hui qu'un fait divers, dont M. Jean Ferré achève au palais de justice de Versailles l'instruction et qui ne mériterait pas plus l'attention que celle de tout autre maître chanteur disparu brutalement ? A cette réserve près que ce dernier fut retrouvé une balle de P 38 dans la tête (1), son corps découvert le 1^{er} octobre 1968 sur une décharge publique d'Elancourt (Yvelines), qu'il s'appelait Stefan Markovitch et que, tels Puntilla et son valet Matti, Alain Delon était son maître.

Stefan Markovitch, selon ce qui lui avait été notifié le 17 janvier 1969 et le retint en détention jusqu'à 3 décembre suivant. De bonnes relations avec le SAC et les antennes qu'on lui connaît peuvent-elles suffire à de telles incriminations ? A moins de se donner qu'elles ne les évitent pas.

Marathon de lenteurs

Il y a, bien sûr, de surcroît, trois éléments qui, pour M. Ferré, sont étonnants : charge pour d'autres, le cas échéant et si nul ne vient entraver la suite de la procédure, d'en déterminer le degré de gravité. Ces trois éléments sont :

1) La rédaction d'une lettre remise entre les mains d'un ami, Yougoslave comme Stefan Markovitch, dont les termes peuvent être rappelés, encore qu'ils soient parfaitement connus : « Quel qu'il advienne, et pour éviter les ennuis qui pourraient m'être causés, adressez-vous à Alain Delon, à sa femme et à son associé Marcantoni, un Corse, vral gangster, demeurant 42, boulevard (sic) des Gobelins, téléphone : GOB. 01-98. »

2) Le rendez-vous, raison d'être de cette lettre, entre la victime et celui qui, selon la procédure, est prévenu d'avoir concouru à sa mort. Le 23 septembre, à 3 heures du matin, le Yougoslave se rend chez Marcantoni, qui l'aurait attiré pour l'entretenir d'un « coup ». Dans la meilleure tradition des romans policiers, l'un applaudit, l'autre se protège. Pour sa part, M. Bézou estime que ce rendez-vous antécédent, en raison du contexte, les crimes exprimés par Markovitch.

3) La housse, la très fameuse housse d'un matelas de marque Treca, de type impérial, dans laquelle fut retrouvé le corps du factotum de M. Alain Delon. A son propos, les experts se sont multipliés, jusqu'à la dernière, demandée le 28 septembre 1973 par la défense, et qui ne paraît pas avoir touché à son avantage. Faisant usage de techniques « électroniques », impraticables jusqu'ici, paraît-il, elle se fonde sur le fait, d'une part, que du 10 au 17 juin 1968, une quinzaine de matelas impériaux, d'une taille exceptionnelle, ont été fabriqués et que,

d'autre part, à la même époque, la machine fabriquant les plastiques d'emballage provoquait des défauts de confection, des trames décalées uniquement grâce aux nouvelles techniques d'expertise.

Les acquéreurs d'un matelas coûteux

Or, tous les acquéreurs de ce matelas coûteux — et de sa housse défectueuse, comme celle qui enveloppait le corps — ont été retrouvés et, comme par un fait exprès, un seul connaissait la victime : M. Marcantoni. Quand même ce dernier serait le donneur d'ordre, ou un « fournisseur de moyens » (la housse...), rien n'indique pourquoi un tel ordre aurait été donné, ni du profit indirect de qui, ni à quelles fins.

En vain se succèdent les interrogatoires. M. Alain Delon, vedette du procès puisque « vedette » tout court, subira même, à la fin de janvier 1969, trente-cinq heures de garde à vue : épuisante et singulière méthode d'instruction que celle qui risque de faire se contredire un témoin sur les paroles qu'il a dites, la plus large partie de l'affaire et jusqu'à la preuve même de sa propre innocence. Il ne sera d'ailleurs pas le seul à devoir subir de tels marathons.

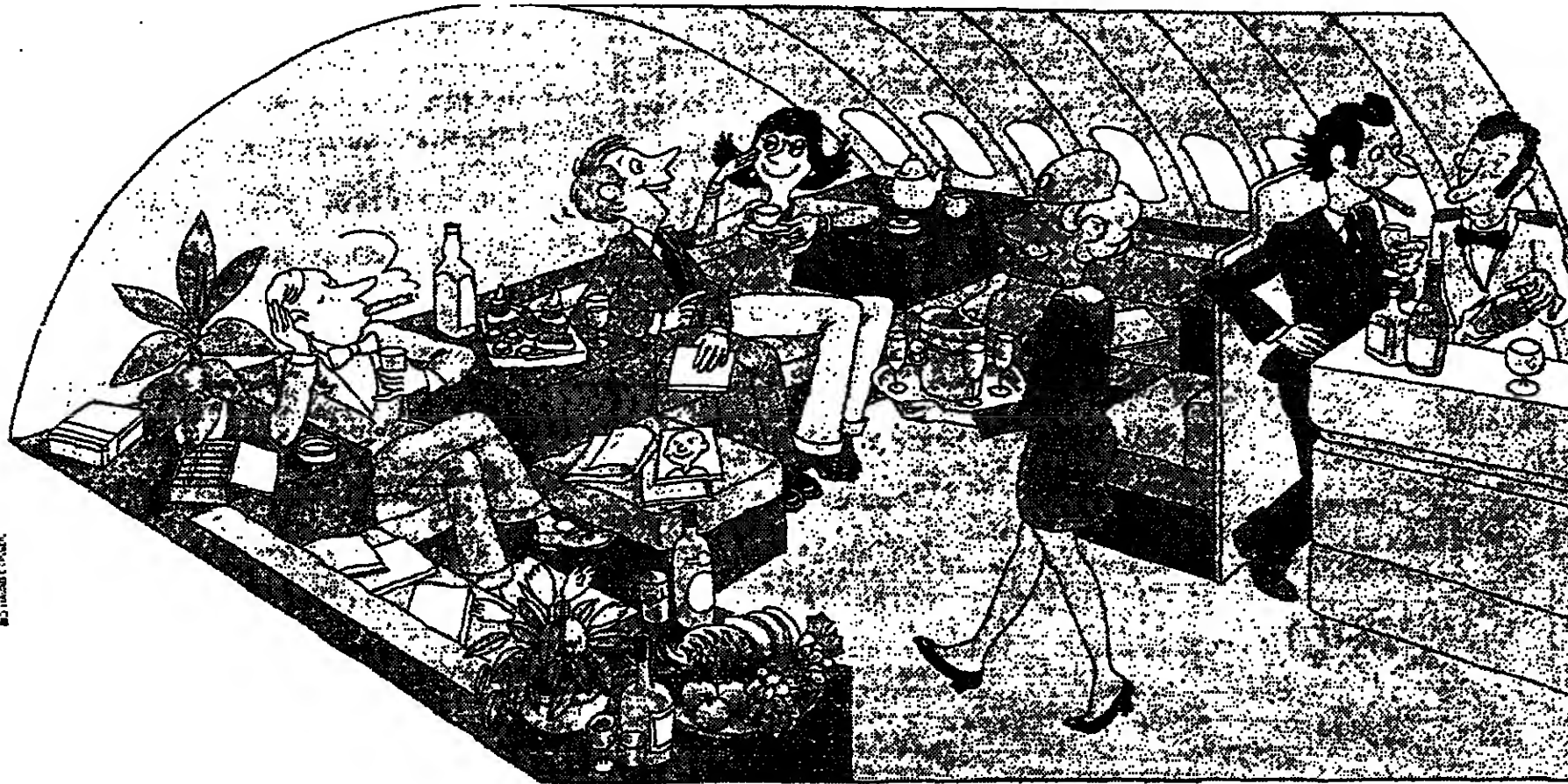
Marathons, mais aussi, après six ans, marathon de lenteurs qui n'a pas abouti, pourtant à ce que beaucoup souhaitaient : la vérité judiciaire que la vérité était impossible à découvrir.

L'ombre et la lumière

Si l'ombre l'emporte à ce point sur la lumière, que n'est-ce en pleine lumière, devant une juridiction de jugement qu'on l'examine. Que peut y croire un inculpé qui s'affirme innocent et à quel usage, doit-on moins profiter le doute ? Qu'il risquerait des témoins assurés des limites de leur rôle ?

PHILIPPE BOUCHER.

(1) L'expert désigné ne retrouva pas, lors de la première autopsie, cette balle logée dans l'arrière du crâne. Il est toujours expert près les tribunaux.



4 JUILLET 1974, UNE NOUVELLE EXCLUSIVITE POUR LES PASSAGERS D'AIR FRANCE: LE BOEING 747 SUR PARIS-RIO DE JANEIRO-SAO PAULO.

Jeudi 4 juillet, le premier Boeing 747 mis en service par Air France vers l'Amérique du Sud s'envolera de l'aéroport d'Orly à destination de Rio de Janeiro et Sao Paulo, via Dakar. Départs : tous les jeudis à 22h00 et samedis à 9h30. Sur cette ligne, Air France sera ainsi la seule compagnie à offrir à ses passagers l'espace et le confort du fameux Jumbo Jet. Ils goûteront les qualités traditionnelles du service Air France à bord du 747 : boutique

de bord, prestige de la cuisine, buffet (en classe économique) dressé en dehors des heures de repas, etc.

Quant à la première classe, beaucoup d'étrangers choisissent Air France spécialement pour elle... et son bar-salon, lieu de rencontre et de détente à l'ambiance particulièrement agréable tout au long du vol.

Avec le Boeing 747, vous aurez donc une nouvelle raison de préférer Air France lors de

vos prochains voyages vers l'Amérique du Sud... Comme vers les 26 autres destinations que desservent dans le monde les Boeing 747 d'Air France au départ de Paris.

Pour tous renseignements, consultez les Agences de voyages ou Air France (liste des Agences sur demande à Air France, Cedex 876-75300 Paris).

■ AIR FRANCE

FAITS DIVERS

Dans la Drôme

UN GARDIEN DE LA PAIX EST ARRÊTÉ AVEC TROIS COMPLICES APRÈS UN HOLD-UP

Un policier figure parmi les quatre personnes arrêtées le lundi 24 juin après un hold-up commis à Valence (Drôme). Il s'agit de M. Joseph Ledoux, un gardien de la paix, âgé de trente-sept ans, arrêté récemment pour raisons disciplinaires de Valence au Creusot (Saône-et-Loire) avec ses complices, André Ombreux, un délinquant de boissons du Creusot ; Daniel Barbot, son beau-frère, et Armand Mancone, déjà condamné pour l'attaque d'une bijouterie, il avait attaqué une voiture blindée de la Société générale, à Valence, et dérobé 20 000 francs. Puis pour une raison encore inconnue, l'un des bandits a fait placer face à un mur les deux convoyeurs de fonds et tiré une balle dans le dos de chacun d'eux : M. Georges Maurice, un étudiant, âgé de vingt-cinq ans, qui avait été engagé la veille à titre temporaire, a été mortellement blessé. L'autre employé, M. André Debaux, moins grièvement atteint, a dû être hospitalisé.

On indique, au ministère de l'Intérieur, que M. Joseph Ledoux, en congé au moment du hold-up, était mal noté par ses chefs et que son dossier disciplinaire portait la trace de fautes de service nombreuses, mais insuffisamment lourdes, jusqu'à présent, pour entraîner sa révocation.

● Deux avions Mirage III-E sont entrés en collision, le lundi 24 juin, alors qu'ils étaient en vol d'entraînement, au-dessus de la commune de Traubach-le-Bas (Haut-Rhin). L'un des pilotes, le sergent-chef Jean-Pierre Cano, vingt-cinq ans, a trouvé la mort dans cet accident. L'autre pilote a pu faire fonctionner son siège éjectable.

صلى الله عليه وسلم

JUSTICE

LA MORT DU BATONNIER CHARPENTIER

LE MAÎTRE DE SANTIAGO

Par JEAN-DENIS BREDIN *

Je le revols, d'abord, plaidant : mince, sec comme un officier de cavalerie, racé comme s'il était l'héritier de vingt ducs, appuyé à la barre, un peu courbé, souverain d'allure et de hauteur. Personne n'eût osé l'interrompre, quand même il allait y aller, éloquent, et il allait y aller, éloquent ? Mieux que cela. Rien qui trahît l'éloquence. Jamais le ton ne s'enflait. Les mots venaient, précis, détachés, les mots de tous les jours, mais assemblés dans la phrase la plus détonnante, la plus élégante qui se puisse concevoir. La voix était admirable sans que cela s'aperçût : il semblait tous les jours que c'étaient les idées, les arguments qui emportaient, non l'orateur qui séduisait. Pas un mot inutile. Pas un accent superflu. Tout, de son discours, était à la fois nécessaire et décisif. Et quand, pour conclure et frapper, il haussait son débit, pour prendre appui sur la morale et le Droit, il semblait qu'il en devenait l'incarnation : la rigueur et la vertu mises en parole. Il donnait leçon au juge, leçon au législateur, leçon à ses adversaires. Il cinglait l'erreur, la routine, la mauvaise foi, une sorte d'ange exterminateur.

Il fut sans doute — durant un long règne — le plus grand avocat de son temps, si même son nom resta inconnu du public. Il était aussi souverain dans les grandes affaires civiles, qui firent l'essentiel de sa carrière, que dans les procès politiques, que dans les rares procès d'assises où il s'aventura. Le plus grand, par la parole. Mais pour lui le métier d'avocat c'était de plaider, encore et toujours. Parce qu'il était le meilleur, il avait reçu, sans peine et sans démarche, l'hommage de ses confrères : il avait été élu bâtonnier pour cette première raison qu'il ne pouvait pas ne pas l'être. Après quoi il se crêpa sur une conception vieillissante de sa profession. Il devint l'ennemi de toutes les réformes et bientôt apparut comme le champion du refus à l'évolution : « Debout sur le seuil de l'ère nouvelle, je refuse d'entrer. » Maître de Santiago en robe noire, il assista d'abord ironique, puis hostile, et enfin désespéré, au succès d'un avocat nouveau, postulant, consultant, négociant. Il resta jusqu'à sa mort l'illustration — et le chantre — de l'avocat qui plaide, de l'avocat qui défie le pouvoir, de l'avocat qui défend la liberté, de l'avocat porté par une mission, homme de vertu et de défi dans un monde d'affaires, de compromis et de servilités : il imaginait son métier à son image. Et il donnait une fière image de son métier.

Au-delà, que sait-on de lui ? On sait qu'il fut bâtonnier sous l'occupation, qu'il refusa que les avocats fussent contraints de prêter un serment « civique », qu'il s'opposa à toute atteinte à l'indépendance de l'Ordre, qu'il entra dans la Résistance, et resta, pour les avocats, le « bâtonnier de la Résistance », qu'il fut gaulliste en des temps où les gaullistes étaient rares, et qu'il cessa de l'être quand beaucoup le devinrent : qu'il défendit Paul Reynaud à Riom ; qu'à la libération il plaida devant les cours de justice et adressa aux jurés de la colère de terribles philippiques ; qu'il plaça ensuite devant toutes les juridictions d'exception, et souvent devant la Cour de sûreté de l'Etat, « Le pouvoir a fabriqué autrefois des cours de justice : elles n'ont jamais été que des Cours de sûreté. Voici que, plus franc, le pouvoir vous désigne comme une Cour de sûreté : aurez-vous le courage de devenir une cour de « justice » ? » On sait qu'il se battit pour la cause de l'Algérie française, avec passion, puisqu'il se détourna de la politique quand elle lui parut avoir brisé son rêve de grandeur et de fidélité.

Au-delà encore ? Son allure, son autorité, mais aussi sa conception de la vie tenaient les autres à distance. Il était timide : un rire sarcastique et fréquent, presque un ricanement, le rendait l'on eût dit, à Voltaire, lui permettait d'interrompre, de s'interrompre, et d'éloigner. Au fond, il aimait être seul. Travailler seul. Se battre seul. Si l'on excepte le combat de la Résistance, il ne fit rien, ou presque, en commun. Il n'eut ni maître, ni disciple. Quelques amis qui furent les complices attentifs de sa solitude. Beaucoup d'admirateurs. Pas de compagnons.

Sans doute a-t-il espéré un plus grand destin à la mesure de ses dons exceptionnels. Mais il ne le voulut jamais tout à fait. Et il n'en voulut pas les moyens. Il fut sur le point d'être garde des

seaux, plus tard sur le point de devenir parlementaire. Mais il eût aimé que son ambition fût comblée d'elle-même, sans qu'il y mît la main ou presque. Il était incapable d'intriguer, et il voulait que son destin vienne à lui, sans effort, sans risque d'échec. Puis il était tenté par le refus, symbole de la distance. Chaque fois que la chance frappait à sa porte, il ne sut, ou ne voulut avoir écrit, chaque nouvelle sollicitation, il répondait par une nouvelle exigence. La rigueur fut chez lui plus qu'une vertu : une obstination. Et quand devenu vieux, il comprit qu'il ne laisserait aucun nom, il y trouva raison de fierté et d'amertume : c'est qu'il n'avait pas consenti à se compromettre.

Cette vie trop douce et solitaire connut un échec : l'Académie française qui lui refusa ses suffrages. Ce fut un étrange caprice de cette Compagnie. Il avait écrit quelques bons livres, de très belles pages sur la profession d'avocat, et il illustrait celle-ci mieux qu'aucun autre. Il aurait donné à l'Académie l'occasion d'entendre un beau discours. Jacques Charpentier ressentit cruellement cet échec : ce n'était pas dans ses habitudes. L'Académie française, cela comptait pour lui. Son échec accrut son écart : rien, décidément, dans la société où il vivait, ne méritait qu'il se détournât. Finalement, il n'a été qu'avocat, rien qu'avocat. Il a très bien décrit l'étrangeté de ce métier où tout le travail, le talent, l'invention s'en vont en paroles, et dont la mort venue, il ne reste rien : au mieux un recueil de plaidoiries illisibles. Chacune de ses plaidoiries fut un chef-d'œuvre mort-né. De cette totale vanité, il fut conscient et fier. Il l'a dit, parlant d'un de ses camarades de profession, mais parlant aussi de lui : « J'ai été avocat, rien qu'avocat. Ai-je bien fait tout mon devoir envers moi-même ? »

C'est vrai qu'il a été l'un des rares, dans le panier grouillant des élites françaises, à accorder strictement sa vie et ses principes, si même ses principes ne s'ouvraient pas à la vie ; l'un des

seuls à vivre l'indépendance comme l'air que l'on respire. L'un des seuls à tenir le courage, le courage physique et le courage civil, comme une règle de vie qui va de soi, et dont on paie le prix quand il le faut ; l'un des rares à tenir la liberté pour une exigence qui ne se divise pas, et qui se défend même contre ses amis.

Il rêvait d'un temps exceptionnel, et n'acceptait pas celui où il vivait. Le Parlement c'était pour lui Clemenceau affrontant Briand, le Palais Viviani plaidant contre Poincaré. Il rêvait d'un monde de fortes personnalités, s'affrontant dans les plus grands débats : et partout il ne croyait voir que des nains. De conservateur il était devenu réactionnaire. Il lui semblait qu'autour de lui s'effondraient toutes les valeurs auxquelles il s'était attaché : un individualisme intrinsèque, le respect scrupuleux des libertés publiques, l'ordre et la hiérarchie qu'il imaginait fondés sur le gouvernement des meilleurs. Toute forme d'évolution lui paraissait suspecte. Il vint au secours des causes les plus désespérées, et sans doute les aima-t-il d'être désespérées. Et plus il s'éloigna des autres, plus il reprocha aux autres de s'éloigner de lui.

D'une certaine manière, la vieillesse le transfigura. Il se figea, dans son meilleur et dans son pire. Il devint décharné. Son rire cingla davantage. Jusqu'au bout, ou presque, il resta avocat. Allant de l'avenue Marceau au Palais. Puis de sa bibliothèque à sa chambre. Puis prisonnier de son lit. Le monde ne cessa de se replier, de se refermer sur lui. Il fut lui-même jusqu'au bout, déjà sa propre médaille : intrinsèque, lucide, courageux. Ce que serait sa mort, il l'avait raconté : « Que faire ? Simplement relever le col de son manteau et attendre sur le quai de la gare, en silence, comme ceux qui n'ont plus rien à dire, le train qui va vous emporter. »

C'est dommage que tant de vertu l'ait placé à tant de distances : que nous n'ayons pu nous reconnaître en lui, ou être avec lui. Par sa mort, comme par sa vie, il nous a laissés seuls.

* Avocat au barreau de Paris.

**Installez vos bureaux (P^{te} Maillot)
dans le Centre International de Paris.
Vous serez en plein cœur de
l'Europe des affaires.**

prix à partir de 700 f le m²

Exclusivité de location :

SAF Tel. 622 10-10
42 avenue de Friedland 75008 Paris

DEAUVILLE*

**Une nouvelle résidence de loisirs!
Une nouvelle formule: CASTEL CLUB!**

Devenez propriétaire d'un luxueux studio ou d'un duplex, entièrement meublé et équipé, vendu par périodes de deux mois (exemple : 2 mois dont juillet : 30.000 F).

- Au "CASTEL NORMAND" vous payez seulement le temps de séjour dont vous profitez pleinement
- Au "CASTEL NORMAND", vous bénéficiez des services hôteliers : petit déjeuner, repas froid, entretien journalier, réservations, salons de détente, etc...
- Au "CASTEL NORMAND", vivez **** étoiles!

* en plein centre, à 200 m du casino.

Coupon-réponse à envoyer à : **PRODOMO s.a.**

8, rue de Richelieu 75001 Paris - Tél. RIC. 50.10 et 50.93

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation en couleurs.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Tél. _____

**Une part de forêt,
un compte d'épargne,
une obligation convertible...
que faut-il choisir aujourd'hui?**

En cette période d'incertitude, il ne suffit plus de placer ses fonds. Il faut être bien conseillé pour trouver des solutions originales permettant de préserver son pouvoir d'achat.

Au CIC, Crédit Industriel et Commercial, comme dans toutes les banques du Groupe CIC, existe un Service Epargne-Conseil. C'est un service spécialement conçu pour vous aider à trouver les placements les mieux adaptés à vos besoins, vos projets, vos intérêts.

Et pas seulement les comptes d'épargne sur livret, bons

à intérêts, bons d'épargne, comptes et plans d'épargne-logement que d'autres banques peuvent également vous proposer.

Car nous pouvons aussi vous parler de parts de forêts, de sicaï-pierre, de portefeuilles de titres japonais... selon vos moyens et vos disponibilités.

Et c'est là que le conseil prend toute son importance.

Vous trouverez dans toutes nos agences un spécialiste de l'Epargne-Conseil.

Venez le voir. C'est vraiment le moment.

CIC Crédit Industriel et Commercial

Si vous désirez en savoir plus sur l'Epargne-Conseil, adressez-vous à notre agence la plus proche. Le responsable de l'Epargne-Conseil répondra à toutes vos questions et vous remettra gratuitement une brochure présentant en détail les différentes formules de placement répondant à vos problèmes particuliers.



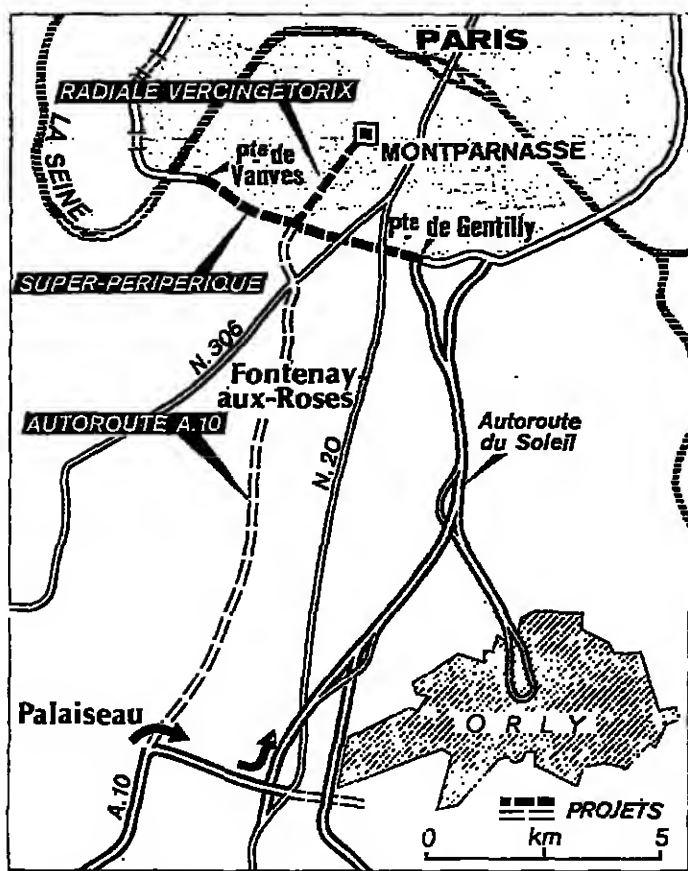
Epargne-Conseil

Il n'a jamais été aussi nécessaire d'être bien conseillé.

LA VIE DE LA RÉGION PARISIENNE

DURANT la campagne électorale, M. Giscard d'Estaing s'était non seulement engagé à réexaminer le dossier de la voie express rive gauche, mais aussi celui du superpériphérique, ouvrage qui pourrait être construit

au-dessus de l'actuel boulevard périphérique, entre la porte de Sèvres et la porte de Gentilly. Et il avait précisé : « les autoroutes urbaines doivent être limitées au strict indispensable ». Sur le premier dossier, et malgré les critiques



2000 mètres en cul-de-sac...

LE projet de voie express rive gauche et celui de la radiale Vercingétorix sont bien différents. La délicate autoroute des berges, pour se frayer un chemin dans le centre de Paris, privilégie les Parisiens d'un lieu de détente et de promenade. Sa réalisation représenterait une grave menace pour un site historique et sa construction une écorchie technique, coûteuse. La radiale, longue de près de 2000 mètres, si elle est construite, n'empêcherait pas sur le domaine public, les terrains nécessaires étant libérés par expropriation et destruction de logements vétustes et insalubres situés le long du faisceau de voies ferrées de la gare Montparnasse, côté quatorzième. Les expropriations sont déjà largement entamées depuis 1972. Tout le long de la rue Vercingétorix appa-

raissent déjà de larges zones vides. En mars 1972, le projet a été approuvé par le Conseil de Paris, pour deux chaussées en trois files l'emprise prévue ne devant pas excéder 30 mètres. Mais, dans certains secteurs, celle-ci sera considérablement réduite. Entre les rues Maurice-Rouvier et Paturel, les deux chaussées seraient superposées pour réduire l'importance des démolitions. Dans un autre secteur, à la hauteur de la rue de Gergovie, l'ouvrage serait couvert sur 300 mètres de longueur, à proximité d'un immeuble construit il y a dix ans pour les employés de la S.N.C.F. et qui ne sera pas démolir.

... ou le massacre de Fontenay

« **U**n énorme égout à ciel ouvert... le sacage d'une ville... » en contradiction avec le plan global des transports de la région parisienne, « non à l'autoroute A-10. » Les autoroutes urbaines ont de plus en plus de mal à se frayer un chemin dans les villes et la A-10, qui s'arrête aujourd'hui à Palaiseau (Essonne), aura le plus grand mal à rejoindre la porte de Vanves et le boulevard périphérique de Paris face à l'opposition des associations de défense.

L'autoroute A-10 Paris-Chartres est le tronçon commun des autoroutes Aquitaine (vers Orléans, Tours, Poitiers et Nantes), de l'océan (vers le Mans et Nantes), à l'heure actuelle.

Péage et rapidité

Le manque de crédits et la perspective d'engorger encore un peu plus le boulevard périphérique sud, ont empêché qu'elle soit inscrite au VI^e Plan. Les études n'en ont pas moins continué et la société privée Colfroute, concessionnaire de l'autoroute Paris-Chartres, a proposé de prendre à sa charge une partie des travaux afin d'accélérer sa réalisation. Colfroute demande, en contrepartie, de pouvoir instaurer un système de péage urbain sur le tronçon Palaiseau-Porte-de-Vanves. Dans une réponse écrite parue au Journal officiel du 2 mars dernier, le ministre de l'équipement confirmait qu'« aucune décision n'est prise à l'heure actuelle quant à une éventuelle concession de l'une ou l'autre section de la partie urbaine de l'autoroute Aquitaine ».

L'avis du ministre

La perspective d'accéder à l'autoroute A-10 par des échangeurs appropriés n'a pas empêché les habitants des communes traversées de manifester une hostilité de principe. C'est, semble-t-il, à Fontenay-

la-trail qui s'y écroule parvient à Paris par deux trajets distincts à partir de Palaiseau. Les automobilistes ont d'abord la possibilité de rejoindre la porte d'Orléans par une bretelle autoroutière, puis par l'autoroute du Soleil (A-6 et C-6). Ils peuvent aussi emprunter la voie rapide F-18 jusqu'au Pont-de-Sèvres. L'autoroute du Soleil et la voie F-18 étant très chargées, il a paru souhaitable aux techniciens de prolonger, grâce à la plate-forme de l'ancienne voie ferrée de Gallardon, l'autoroute A-10 à travers la banlieue sud jusqu'à la porte de Vanves. D'autant que ce tracé direct constituait une voie d'accès idéale au quartier Montparnasse, via la radiale Vercingétorix.

aux-Roses (Hauts-de-Seine) que la contestation est la plus vive. Plusieurs associations y ont entamé, l'an dernier, une campagne de dénonciation, et l'on pouvait lire dans les prises de position de M. Louis Pouey-Mounou, président du comité de défense de la Fédération des usagers des transports de la région parisienne (section de Fontenay) : « Il n'y a pas, dans toute la banlieue de commune qui risque d'être aussi massacrée que Fontenay-aux-Roses par le tracé des infrastructures prévues : la ville serait coupée en deux parties presque égales : (...) la presque totalité des espaces verts publics serait dans la zone de pollution intense ainsi que de nombreux établissements culturels et sociaux (...); dans la moitié sud de Fontenay, l'autoroute est prévue en viaduc, ce qui multiplierait plusieurs fois la surface de la zone polluée. »

Et M. Pouey-Mounou concluait : « L'autoroute en projet serait pour nous comme un énorme égout à ciel ouvert, dans le nord de la ville, et suspendu au-dessus de nos têtes, dans le sud. »

qui peuvent être faites sur la façon dont il n'a pas été tenu compte de l'avis du Conseil de Paris, on voit que le président de la République a tenu parole. Il n'y aura pas, du moins avant longtemps, de voie express devant Notre-Dame. Sur le second, c'est-à-dire le superpériphérique, il est douteux que le chef de l'Etat ait à intervenir. En mars dernier, le Conseil de Paris a de lui-même repoussé le projet, sinon définitivement, du moins sous l'aspect jugé inesthétique d'un viaduc.

En revanche, se pose dès aujourd'hui, après l'intervention de l'Élysée, la question de la réalisation de la radiale Vercingétorix, une autoroute de près de 2 kilomètres, qui selon le calendrier prévu, pourrait courir en 1977, relier le quartier et la gare Montparnasse à la porte de Vanves. Pour reprendre l'expression du président de la République, doit-elle être considérée comme « indispensable » ?

Cela n'est pas seulement contesté par un comité de quartier et diverses associations, mais aussi par des instances officielles. Ainsi, M. Jean Guérin, président du Comité consultatif économique et social de la région parisienne, vient de rappeler sa « très grande réserve à l'égard des radiales et pénétrantes vers et dans Paris ».

En outre, cette autoroute urbaine doit s'insérer dans un ensemble autoroutier qui est lui-même remis en cause, et sans lequel elle ne peut jouer aucun rôle.

cordement parlant de l'avenue du Maine, coupant la rue Vercingétorix, aboutirait au carrefour, au débouché du Pont-des-Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon. Puis, sans leur rouler ni croquer, on parviendrait à un premier échangeur au niveau du boulevard Brune, à une seconde radiale du boulevard périphérique. Ensuite, la radiale se raccorde au prolongement — à construire — de l'autoroute A 10 Poliers-Paris.

Dans l'hypothèse où cet ensemble serait créé et raccordé, il resterait à juger — comme pour la voie express rive gauche — de l'opportunité de consacrer des sommes importantes (200 millions de francs environ) au détriment des transports en commun, et au profit d'une utilisation discutable de la voiture individuelle en ville.

P. B.

Plus d'autoroutes dans la ville

RUE VERCINGÉTORIX

Le nez contre la radiale

DU côté de la rue « Vercingétorix », comme l'appellent les habitants du quartier, le ciel s'agrandit. Là où les immeubles sont tombés, le vide s'installe, l'herbe pousse. Tels des animaux préhistoriques, quelques gros immeubles du début du siècle, noirs de crasse, semblent indestructibles. Pourtant, au bout du hall d'entrée, un mur récemment monté limite le chantier voisin : derrière ce décor en trompe-l'œil, la poussière et le bruit ont tout envahi. L'abandon des boutiques n'a pas complètement entamé un reste de respectabilité : loge de concierge, poignées de cuivre.

Plus loin, le soleil humine la maison du peintre Beaufort Delaunay, ami d'Henri Matisse : une maison de village, aux lignes déformées par le temps, et l'inscription « Café » qui ne veut pas s'effacer. De l'autre côté de la rue, au bout d'un terrain vague, poterie des chats, quelques ateliers où vivent encore une dizaine d'artistes. Couverts de fleurs et de feuillage, arborant des chroniques, ils attendent l'heure et la pioche des démolisseurs.

« Laissons-le finir sa toile »

Dans l'immeuble voisin habite le peintre Claude Delaunay, sorte d'Utrillo du 14^e. « Je n'en ai plus pour longtemps, six mois peut-être. » Il ne sait pas où il ira, lui qui habite ce quartier depuis vingt-cinq ans. Ni combien cela lui coûtera, sûrement plus cher que les 150 francs par trimestre qu'il paie pour un logement, peu confortable il est vrai. En attendant, il fixe sur sa toile, en couleurs plus gaies que celles de la réalité, la maison d'en face, les coins de rue, les cafés, « Au bougnat », où le sculpteur Giacometti avait ses habitudes, ou « Chez Fernand ».

La moitié des toiles de son atelier pourraient aller au musée... en tout cas celui de Paris qu'on ne verra plus, il peint aussi les chantiers, couleur d'orage. Un jour, il avait installé son chevalet au bord d'un de ces ravins qu'on creuse dans le sol de Montparnasse. La police ayant refusé de le déloger — « laissez-le finir sa toile », — les excavatrices et les boteurs se sont tellement approchés de lui qu'il a dû fuir sous la poussière...

Le Pérou

Dans l'immeuble, chaque fois qu'un locataire s'en va, la porte de son appartement est murée : curieuse impression de coquille qui se vide et qui s'écroule toute seule faute de vie pour la remplir. Ceux qui restent habitent dans la poussière, le provisoire et l'insécurité : l'appartement du peintre a été combié deux fois en quelques mois.

Au café qui fait le coin de la rue de Gergovie, du côté qu'on ne démolit pas pour la radiale — « peut-être dans dix ans pour construire autre chose », dit le patron, — un monsieur cherche des moellons, de la pierre. « Moi, je construis une maison, explique-t-il. Eux, ils vont faire du béton. »

Les boutiques ferment les uns après les autres. La teinturière prend le soleil devant son magasin. Il y a de moins en moins de clients, c'est vrai, « mais la raclette est partie ». C'est toujours cela. « Le propriétaire a vendu les murs, la crois », dit-elle calmement. L'idée de partir un jour n'émeut pas cette dame. La retraite, peut-être. L'indifférence pour l'instant.

Indifférence, fatalisme ? La plupart des gens ne savent pas pourquoi on démolit, pourquoi on les chasse. Ils ont des problèmes d'argent d'expatriation, d'indemnités. Des organismes comme la Confédération nationale du logement s'occupent d'eux, les aident à se défendre. Mais, comme toujours, les quelques millions d'anciens francs qu'on offre à des habitants souvenant âgés leur semblent une aubaine, un Pécuné. D'ailleurs, comment auraient-ils envie de

« Adieu Montparnasse, il fallait que les autos passent... », disait Apollinaire. « Plus de vingt mille personnes travailleront dans la tour Maine-Montparnasse et autour, explique le comité. Le quartier est déjà saturé d'automobiles. Ou bien la radiale ne sera destinée qu'aux privilégiés qui pourront payer une des deux mille places de stationnement dont la construction est prévue. Ou bien il faudra remodeler tout le quartier compris entre la rue du Départ et le cimetière... pour faire des parcs de stationnement. »

Quant à désencombrer le quartier Pécuné, il ne faut pas y compter. On sait bien que chaque nouvel ouvrage destiné aux automobiles provoque un nouvel afflux de voitures et qu'un nouvel état de saturation est atteint plus ou moins vite.

Ruineuse et inutile

Une autoroute pour rien, donc, et ruineuse. « Un mètre d'autoroute urbaine coûte le prix d'un logement », rappelle le comité, qui dénonce le gaspillage particulièrement flagrant que représenterait un tel ouvrage en pleine crise de l'énergie. « Tout cela pour arriver à rouler dans les villes à 20 kilomètres à l'heure de moyenne, à 10 kilomètres à l'heure aux heures de pointe ! »

Nuisible, enfin. Parmi les quatre cents logements qu'il faut détruire, beaucoup étaient vétustes, admet le comité. Mais fallait-il pour autant « rayer un quartier d'un coup de bulldozer » ? Par la suite, quatre mille logements auront, selon les contestataires, « le nez contre la radiale ». Certaines habitations seront même coincées entre la radiale et le chemin de fer, comme le foyer de travailleurs immigrés prévu à la hauteur du passage de Gergovie. Au total, plus de dix mille logements seront situés dans la zone de nuisance, à moins de 100 mètres de l'autoroute. Enfin, l'ouvrage occupera 5 hectares, soit deux fois la surface d'espaces verts prévue dans l'ouest du 14^e arrondissement une fois rénové.

Balcons

sur carrefour

Certains des opposants les plus convaincus de la radiale se recrutent parmi les habitants de l'ensemble Maine-Montparnasse. Ils ont de bonnes raisons d'être inquiets. La rue du Commandant-Mouchotte, qui borde leur immeuble et le sépare de l'hôtel Sheraton à peine terminé, doit être élargie à 45 mètres. Au-dessus des quatre ou six voies qui y seront aménagées, deux passerelles métalliques sont prévues pour les piétons. C'est tout. Si la radiale est construite, la rue du Commandant-Mouchotte fera le lien entre la voie rapide et la tour de bureaux. Ce sera aussi une autoroute... qui ne dira pas son nom.

Si la radiale est abandonnée, il est inutile de prévoir une telle largeur, et autant de voies de circulation. De toute façon, les habitants demandent, par l'intermédiaire de l'association des locataires, que la voie soit couverte...

Un jour peut-être les habitants des « Balcons de Montparnasse » dont le chantier va bon train à l'angle des rues du Commandant-Mouchotte et Vandamme, se joindront à eux, ayant « découvert » qu'ils ont acheté la vue sur un carrefour d'autoroutes...

MICHELLE CHAMPENOIS.

(1) 220, boulevard Raspail, Paris-14^e.

CLEN
ARCHIVAGE MODERNE
DES DOSSIERS (24x32)
UNE SOLUTION
EXCLUSIVE CLEN

Très haute
CAPACITÉ
4,80m de
documents
dans des
BOITES-TROIS
couillantes
individuellement
552RE
PROMOTION
790RE
CLEN 215 BENOT LA FORET
37500 CHINON. TEL. PARIS :
901.16.73 et 901.16.97.
Doc-ARCHIVE-LISTINGS.

LA COUPE DU MONDE
en couleur
chez **améra7**

le premier show-room SONY
de la Côte d'Azur.
A CANNES 45 La Croisette
(Résidences du Grand Hôtel) Tél. 33.39.85
A PARIS 7 rue La Fayette - Tél. : 874.33.21 et 280.28.12

du 18 au 27 juin

améra7
présente
le vidéo-cassette
couleur
(pour enregistrer les
émissions TV couleur)
SONY
à SAINT-TROPEZ
chez
HI-FI CARBONNEL
19 rue Allard
Tél. : 97.00.53

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

District parisien

LA CITÉ FLEURIE APRÈS LA VOIE EXPRESS RIVE GAUCHE Les élus de la capitale se sentent dépossédés par les interventions du président de la République

En faisant connaître publiquement son désir de voir s'ouvrir la Cité fleurie (nos dernières éditions de lundi), le président de la République a suscité à l'Élysée une émotion d'autant plus vive que c'est en fait en quelques jours la troisième intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing dans les affaires de la Ville.

Première intervention : c'était à l'occasion de l'élection à la présidence du Conseil de Paris quand, à la veille du scrutin, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, convoqua M. Yves Milhoud, candidat du groupe Paris-Majorité, pour lui demander, au nom de M. Giscard d'Estaing, de se retirer en faveur de M. Jacques Dominati (R.L.) qui briguait un second mandat. M. Milhoud refusa de céder et fut élu.

Vint ensuite la décision de renouer la participation de l'État dans le financement de la voie express rive gauche, ce qui aboutit pratiquement à renouer à ce projet. Aujourd'hui, la présidence intervient dans une affaire qui agite depuis plusieurs années l'Élysée de la Ville.

Le lundi 24 juin, à 15 heures, les élus parisiens étaient à peine rentrés en séance quand ils prirent connaissance de la dépêche de l'Agence France-Presse en provenance de l'Élysée qui indiquait que « le président Valéry Giscard d'Estaing avait reçu, en fin de matinée, deux représentants des artistes de la Cité fleurie et leur avait manifesté son souci de voir une solution qui préserverait l'existence de leur cité et son caractère ».

On savait que, à l'occasion du débat prévu jeudi 27 juin, M. Gilbert Gantier (cent. - Libertés de Paris), président de la commission de sauvegarde spécialement créée pour cette affaire, ferait état d'une proposition nouvelle : l'immeuble construit à la place de la Cité comprendrait trente ateliers réservés à des artistes. Le projet actuel serait conservé tel quel, mais agrandi de telle façon qu'il s'agisse d'un véritable quartier public, ce que l'existence du projet actuel interdit (cf. *Le Monde* du 13 juin).

Intervenant à la veille de ce débat, M. Giscard d'Estaing a déconcerté jusqu'aux plus ardents défenseurs de la Cité. M. Lionel Assouad (C.D.P.), tout en déclarant que « le projet qui est de publier le président de la République ».

bielle rejoint très exactement celui du Conseil », a reconnu que « trop, c'est trop », et que la déclaration de l'Élysée était de nature à irriter les conseillers. Les élus de gauche, qui n'ont jamais faibli dans leur détermination de sauvegarder les ateliers, que ce soit M.M. André Vigneux (comm.), Pierre Mattéi (radical-socialiste), Pierre Bannassaya (socialiste) a déclaré : « Devrons-nous nommer le président de la République maire de Paris ? » En l'absence de M. Giscard d'Estaing, les élus de gauche ont communiqué, disant notamment : « À la veille de la discussion (...) qui doit être organisée à partir des travaux très poussés d'une commission d'études (...), une nouvelle intrusion du président de la République intervient pour peser sur les décisions du Conseil de Paris ».

Pour sa part, le groupe Paris-Majorité (U.D.R.-C.D.P.-Union du centre) a rédigé un communiqué

Trois années de litige

La Cité fleurie : sur un terrain de 4 300 mètres carrés, donnant 55, boulevard Arago, dans le troisième arrondissement, se trouvent deux ateliers d'artistes et deux logements. Un permis de construire est délivré le 24 mars 1971 à un promoteur parisien, la SEFIMA, pour un immeuble de dix étages, comprenant cent quarante logements, sept ateliers de sculpture, et quatre ateliers de peinture, à céder en copropriété.

Divers locataires acceptent un compromis et libèrent des ateliers. Les autres, une vingtaine, se regroupent en association de défense, à l'heure actuelle, ne compte parmi eux six artistes reconnus.

Le 2 juillet 1971, puis le 23 mars 1972, le Conseil de Paris, à l'unanimité, émet le vœu que soit classée la cité. Mais le ministre des affaires culturelles n'y consentira pas. Jusqu'ici les diverses tentatives de faire passer le permis de construire n'ont pas abouti. Un dernier recours devant le Conseil d'État a été tenté par l'association.

A ce jour, toutes les solutions imaginées au Conseil de Paris pour conserver la cité, notamment en créant une zone d'aménagement concerté sur l'ensemble de l'île, n'ont pas abouti, pour des raisons financières, mais aussi urbanistiques. On estime que le coût de millions de francs, la somme nécessaire pour acheter la cité et indemniser le promoteur.

taires de la Cité et aucun des élus parisiens chargés de cette affaire, choisis de s'adresser directement à l'opinion sans consulter ni saisir les instances parlementaires responsables, cela, une fois de plus, est venu au Conseil comme un canotier.

Il est vrai que l'assemblée prête le flanc à de tels coups. N'a-t-elle pas, en particulier dans cette affaire de la Cité fleurie, montré son incapacité à trancher, à allouer ses décisions sur ses vœux ? N'a-t-elle pas, d'autre part, par la mollesse de sa réaction à propos de la voie express rive gauche, incité l'Élysée à récidiver. Mais l'autoritarisme de celui-ci à l'égard des élus, le peu de cas que l'on a fait de leur susceptibilité, agissent mal en tout cas, du profond de leur libération le statut de la capitale.

PIERRE BRANCHE.

● D'autres artistes protestataires. — Dans un communiqué, l'Association de défense des artistes et avocats de l'île d'Arago, Glacière, Nordmann, Sainte, au sein duquel est située la Cité fleurie, s'élève contre des projets qui aboutiraient à la destruction des immeubles existants, et notamment des ateliers. Son président, M. Jean-Denis Malicet, peintre et décorateur, déclare : « Je révoque la proposition la plus vaine du fait qu'il est question de résoudre le problème posé en créant sur l'île, un quartier public, solution qui aboutirait à expropriation et à spoliation des artistes. Ce projet ne permettrait pas de conserver les ateliers de la Cité fleurie, de faire valoir leurs privilèges. On aboutirait, en outre, à ce paradoxe inacceptable : sept ateliers d'artistes détruits ; quatre ateliers d'artistes créés ; deux ateliers d'artistes expropriés, au bénéfice des artistes de la Cité fleurie ».

LA REMISE EN CAUSE DU CENTRE DE COMMERCE COUTERAIT AU MOINS 80 MILLIONS DE FRANCS

Répondant à M. Jean Gajer, conseiller communiste, qui s'étonnait que les travaux d'édification du Centre français de commerce international (C.F.C.I.) continuassent sans interruption, malgré l'annulation du permis de construire de cet ensemble (cf. *Le Monde* du 23 et 24 juin), M. Jean Verdier, préfet de la Seine, a déclaré le lundi 24 juin à l'Élysée de la Ville, qu'il fallait, auparavant, assurer la sécurité du chantier ouvert.

Le préfet a également souligné que la remise en cause de la concession du C.F.C.I., alors que la SEMAH (Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles) a reçu légalement des avances sur la charge foncière, déséquilibrerait gravement l'opération d'aménagement des Halles.

Les spécialistes du Conseil de Paris affirment que la démonstration du contrat signé avec les promoteurs du Centre impliquerait un remboursement par la SEMAH d'environ 80 millions de francs, intérêt compris. Mais il faudrait compter aussi avec les dommages et intérêts que les promoteurs, s'élevant à 100 millions, pourraient réclamer.

Selon M. Christian de La Malène (U.D.R.), rapporteur général du budget, le président de la SEMAH, il ne faudrait guère plus d'un mois pour obtenir un nouveau permis, en règle.

C'est la raison pour laquelle, l'Union des Champs-Élysées, qui est à l'origine de l'annulation du permis, entend des à présent réexaminer le bien-fondé de cette implantation de bureaux à Paris. Suivi en cela par les groupes de gauche du Conseil de Paris, elle réclame à la place du Centre, « un équipement d'équipements culturels ou sportifs, d'espaces libres et surtout de vrais jardins ».

● AUTOBUS GRATUITS A PROVINS — M. Alain Peyrefitte, maire de Provins (Seine-et-Marne), a décidé de rendre gratuite la ligne d'autobus, longue de 4 kilomètres, qui dessert la ville. « Je prétends », a-t-il déclaré, « que c'est une économie de 10 francs par jour payer les gens quand le recouvrement de la recette coûte aussi cher que la dépense ».

● LA STATION DE MÉTRO LOUVRE, décorée d'œuvres d'art depuis 1967, a été totalement réaménagée et des œuvres exposées dans les vitrines et niches ont été changées, ainsi que la décoration. Y sont présentés des antiquités orientales, égyptiennes, grec-

M. MICHEL BOSCHER SUCCEDE A M. GABRIEL KASPEREIT A LA TÊTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU DISTRICT

M. Michel Boscher, député (U.D.R.) et maire d'Évry (Seine-et-Marne), a été élu président du conseil d'administration du District de la région parisienne. Il succède à M. Gabriel Kasperreit (U.D.R.) de Paris.

Ce dernier a présidé ses vœux sur les réformes qu'il préconise pour les institutions de la région parisienne.

Pour renforcer la « prise de conscience régionale » des élus, le conseil d'administration du District a décidé, selon lui, de son rôle accru. Aussi, M. Kasperreit suggère-t-il d'accroître le nombre des conseillers jusqu'à cent ou cent cinquante, d'élire les parlementaires comme membres à part entière, de porter la durée de la présidence du conseil d'administration de un à trois ans et enfin de rendre publics les débats de celui-ci. Il estime que la politique de décentralisation et de déconcentration ne devrait obtenir un meilleur équilibre des responsabilités entre l'État, le District et les départements. Il pense aussi qu'il faudrait modifier les méthodes de travail en créant des commissions de travail pour les dossiers des administrations déconcentrées. En particulier, il réclame un débat annuel d'orientation budgétaire au conseil d'administration.

Né le 19 novembre 1922 à Évry, M. Boscher est conseiller-président à Paris, Maire d'Évry depuis 1946. Il a été successivement élu député de Seine-et-Marne (1958, 1963, 1968) et conseiller général (1967, 1973). Il a été chargé de mission au cabinet de M. Michel Debré, garde des sceaux (juin-octobre 1968), et a été président du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Évry.

M. Michel Boscher s'est, de tout temps, agité par ses prises de position très marquées, qui l'ont opposé hier à M. Paul Delouvrier, lorsque celui-ci était, jusqu'en 1969, préfet de la Seine. Aujourd'hui, c'est à M. Jérôme Monod, délégué à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme national, qu'il s'oppose.

Il est le principal auteur de la loi qui porte son nom et qui prévoit les institutions chargées d'aménager les villes nouvelles.

M. Boscher a perdu son mandat de conseiller général lors des élections cantonales de l'automne 1973.

Le conseil d'administration du District est élu par le parti socialiste, et sa délégué en mars 1973 comme député, M. Boscher, conseiller communiste, n'a tenu qu'à 328 voix.

SIGNATURE DU CONTRAT D'ENGAGEMENT DE LA LIGNE D'AÉROTRAIN CERGY - LA DÉFENSE

Un « contrat d'engagement global » pour la réalisation de la ligne d'aérotrain entre le quartier de la Défense (Haut-de-Seine) et la ville nouvelle de Cergy-Pontoise a été signé le 24 juin à la deuxième chambre de l'Assemblée nationale, par M. Christian de La Malène (U.D.R.), rapporteur général du budget, et M. Michel Debré, ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme.

Ce « contrat d'engagement global » fixe les obligations de chacune des parties en cause et les conditions générales de déroulement de l'opération. Le délai de réalisation de la ligne, tel qu'il est actuellement prévu, est de cinquante-six mois, ce qui correspond à une mise en service de l'aérotrain au début de 1979. C'est la signature, dans le courant du mois de juillet, du marché d'études et de construction du prototype qui déclenchera réellement le chantier.

Dans son dernier rapport, la Cour des comptes avait critiqué la manière dont la décision avait été prise en juillet 1971, de créer une ligne d'aérotrain, et émis des réserves sur la date d'ouverture de cette ligne, sur les difficultés de mise au point du moteur linéaire qui équipera l'aérotrain (cf. *Le Monde* du 22 juin).

Les élus ont bloqué provisoirement les arches pour protester contre le fait qu'une convention de ZAC (Zone d'aménagement concertée) entre le promoteur du parc et la commune n'a pas été respectée. Une route de déviation aurait dû être construite. Les élus ont décidé de saisir le tribunal des référés.

● LES ELUS BLOQUENT LES ACCÈS DU PARC DE SAINT-VRAIN. — L'ouverture du parc animalier de Saint-Vrain (Isère) a été bloquée le samedi 22 juin par le maire, les conseillers municipaux et le conseiller général du canton. Les élus ont bloqué provisoirement les arches pour protester contre le fait qu'une convention de ZAC (Zone d'aménagement concertée) entre le promoteur du parc et la commune n'a pas été respectée. Une route de déviation aurait dû être construite. Les élus ont décidé de saisir le tribunal des référés.

LA MISE EN SERVICE DU BARCELONA-TALGO

La S.N.C.F. joue l'Espagne

La S.N.C.F. et la Société nationale des chemins de fer espagnols (RENFE) viennent de mettre en service un nouveau train de nuit — le Barcelona-Talgo, — composé de voitures-tilde de conception moderne, qui relie directement entre elles la capitale française et la métropole catalane. Cette innovation traduit la résolution des deux réseaux de renforcer leur collaboration pour mieux placer le train face à l'avion et à l'automobile.

Les responsables de la S.N.C.F. croient en l'Espagne. Il ne fait, à leurs yeux, aucun doute que les automobilistes, habitués à économiser un carburant pesant à prix d'or, se laisseront, tôt ou tard, des bouchons de bédouins du désert, que le trafic des marchandises gagnera, un jour ou l'autre, à l'entrée probable de Madrid dans le club européen des Neuf, qu'enfin, pour répondre à cette demande potentielle, les techniciens de l'Espagne doivent « commencer » la différence d'écartement de 23 centimètres qui sépare la voie française (1,44 mètre) au gabarit européen et la voie espagnole (1,67 mètre) au gabarit castillan.

Pour l'heure, les relations ferroviaires entre la France et l'Espagne souffrent passablement de ces obstacles politiques et techniques. En 1972, non compris le trafic frontalier, 1,47 million de voyageurs en provenance ou à destination de la France ont franchi la frontière des Pyrénées, dont un fort pourcentage de travailleurs immigrés, — 233 millions les Alpes et 205 millions le Rhin. L'année dernière, le rail a acheminé 1,10 million de tonnes de fret — pour les deux tiers des agrumes et des primeurs — dans les deux sens entre la France et la péninsule Ibérique alors même que le volume du commerce avec la Belgique atteignait 11,6 millions et avec l'Allemagne de l'Ouest 19,28 millions.

Un procédé suisse

L'inauguration d'une liaison ferroviaire entre l'Espagne et la France date du 15 août 1864 après l'achèvement de la ligne Madrid-Irén. Une vieille histoire. Mais c'est seulement depuis le 1^{er} juin 1969 que les trains franchissent la frontière sans transbordement de voyageurs. Le matériel adopté à Hendaye pour la « Puerta del Sol » (Paris-Madrid) consiste à soulever les voitures lisses pour en élever les bogies de façon à les amener dans les rails espagnols. Le système est très simple. Le système est très simple. Le système est très simple.

Précédemment, les performances du rail, les dirigeants de la S.N.C.F. fondent beaucoup d'espoir sur une nouvelle « révolution » des transports à grande vitesse. Ils espèrent que le procédé espagnol et tout aussi pratique : cinq minutes de mise au gabarit. Mais il est encore de la

adhérer à ce matériel un « certificat de navigabilité » avant plusieurs semaines d'essais. Ce système majoritaire d'environ 10 % le prix d'un wagon, ce qui oblige à le réserver aux seuls trains rentables, comme la « Puerta del Sol », capable d'économiser ainsi une bonne demi-heure de trajet.

Quant au transport des marchandises, la société espagnole Transfesa construit et exploite un port d'entrepôt quatre mille wagons à essieux interchangeables. Cette solution appliquée déjà depuis plus de vingt ans, est sûre et économique. Mais elle exige cinq à six heures d'opérations sur chantier : celui d'Hendaye, chaque jour, sur cent wagons vides, et celui de Cerdère, neuf cent quatre-vingts. L'objectif, pour 1980, est d'attribuer mille wagons à quatre-vingt wagons respectivement aux deux bords de la frontière. Dans la perspective de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun et d'un triplement du trafic de fret, les responsables ferroviaires craignent d'être à l'étroit dans ces zones de transit.

Au gabarit européen

A vrai dire, pour les voyageurs et pour les marchandises, la meilleure solution consiste à faire pénétrer en Espagne la tonne française de 1,44 mètre. Madrid, qui cherche toutes les occasions de donner des cales de sa bonne volonté européenne, y songe sérieusement et a pris en considération le projet de construction d'une voie nouvelle à grande vitesse entre Barcelone et Madrid. La S.N.C.F. pourrait alors utiliser son matériel banalisé, développer le trafic des conteneurs, offrir des trains auto-conducteurs à la concurrence, améliorer sérieusement la route.

Mettre l'automobile au pas, à la longue le train compte y parvenir. L'avion ne l'aurait pas tant qu'apparaissent. C'est la continuité de l'Europe du Nord qui fait les beaux jours de la Costa Brava et de la Costa del Sol. Mais les distances entre les villes françaises et les plages espagnoles permettent aux voyageurs de se mesurer véritablement aux atouts de la « Puerta del Sol » est tel que la S.N.C.F. envisage sans crainte d'en relever prochainement les tarifs. Redécouvrir le bon sens. Redécouvrir le bon sens. Redécouvrir le bon sens.

A la demande de Madrid, une commission franco-espagnole se réunit plusieurs fois par an depuis 1966. À son ordre du jour, une « partie gaie » — et des dossiers délicats — le stockage des essieux, la répartition des voitures sur les axes, la révision des accords de pool, la concurrence routière, etc. Il n'y a plus de Pyrénées, mais il y a encore d'Hendaye à Cerdère, des votes fermés qui soulèvent des montagnes.

JACQUES DE BARRIN.

P.T.T.

M. Lelong : deux sociétés nationales pour les postes et télécommunications

M. Pierre Lelong, secrétaire d'État aux postes et télécommunications, a fait, siennes les conclusions de la commission parlementaire de contrôle de la gestion du service public du téléphone (le *Monde* du 21 juin) : « Il est possible, a-t-il déclaré le 24 juin à la deuxième chambre de l'Assemblée nationale, qu'on puisse envisager (mais absolument rien n'est décidé) de faire, à terme, des P.T.T. une société nationale du genre de l'E.D.F. et de la S.N.C.F. ou deux sociétés nationales plutôt, le téléphone et la poste. C'est une chose qu'on peut envisager, mais la satisfaction du service public du téléphone, à mon avis, pas ».

Quels sont les coupables du marasme téléphonique actuel ? D'après lui, un peu « tout le monde » et plus précisément « tous les gouvernements français depuis 1930 jusqu'à 1970. Depuis cette date, la croissance de nos équipements téléphoniques est l'une des plus rapides qui soient dans le monde ».

« Nous manquons d'argent, a encore dit M. Lelong, et en même temps le téléphone, est une activité extrêmement rentable qui devrait pouvoir engranger et rembourser avec l'argent des futurs abonnés. Actuellement, les P.T.T. sont dévalorisées parce que les règles qui leur sont imposées pour la présentation de leur bud-

get ne permettent pas de voir et de démontrer facilement que leur activité est extrêmement rentable ».

L'O.R.T.F. n'a pas pu diffuser la dernière phrase de l'intervention du secrétaire d'État, qui déclarait en conclusion : « Il faut être très prudent, et je pense surtout qu'il ne faut rien faire pour le téléphone qui ne procède en même temps d'une volonté de régler les problèmes de la poste. On parle beaucoup de téléphone, mais je voudrais bien qu'on n'oublie pas la poste ».

Hausse des tarifs postaux et des taxes téléphoniques

Interviewé le même jour, par l'O.R.T.F. Bretagne, M. Lelong a déclaré qu'il jugerait souhaitable un relèvement des tarifs postaux et des communications téléphoniques. Il a précisé que rien n'était encore décidé, mais il estime que cette augmentation permettrait à la fois d'améliorer les salaires du personnel et de faire face au relèvement du prix du cuivre qui joue un rôle important dans les installations téléphoniques. En effet, la hausse des prix a-t-il précisé, s'élève de 15 % le programme d'équipement des P.T.T. prévus pour cette année.

s dans la
la radiale

PE
UDE

L'ÉVÉNEMENT

Les vacances

LA GRANDE RUPTURE DE L'ÉTÉ

DANS quelques jours, plusieurs millions de Français partiront en vacances. On peut aujourd'hui avec assez de précision ses caractéristiques, ses goûts, ses manies.

Un Français sur deux — ou presque — part en vacances. Ce qui veut dire aussi qu'un Français sur deux ne part pas parce qu'il n'en a pas les moyens, la possibilité ou le désir. Cadres supérieurs ou moyens, membres des professions libérales, employés, forment plus du tiers de la cohorte des vacanciers alors qu'ils ne représentent guère plus de 20 % de la population. C'est parmi eux également que l'on trouve les revenus les plus élevés. Les deux tiers des Français en vacances viennent des villes de plus de cent mille habitants et la proportion des « partants » tombe à 20 % chez les ruraux, à presque rien chez les agriculteurs.

28 juin - 11 août

Il est donc normal que désormais la revendication pour un « droit réel » aux vacances fasse partie des dossiers défendus par les représentants des catégories les moins favorisées au même titre que le droit au travail, au salaire ou au logement.

Les vacances n'étaient qu'un luxe; elles sont devenues un besoin imposé par la vie industrielle moderne, encouragée par les moyens d'information modernes. Pour le satisfaire, il faut donner au plus grand nombre la possibilité de partir.

soit par une aide individuelle, soit en encourageant la construction d'installations hôtelières correspondant aux possibilités financières de chacun. Le tourisme social — le terme n'est pas satisfaisant — exprime cette première grande préoccupation.

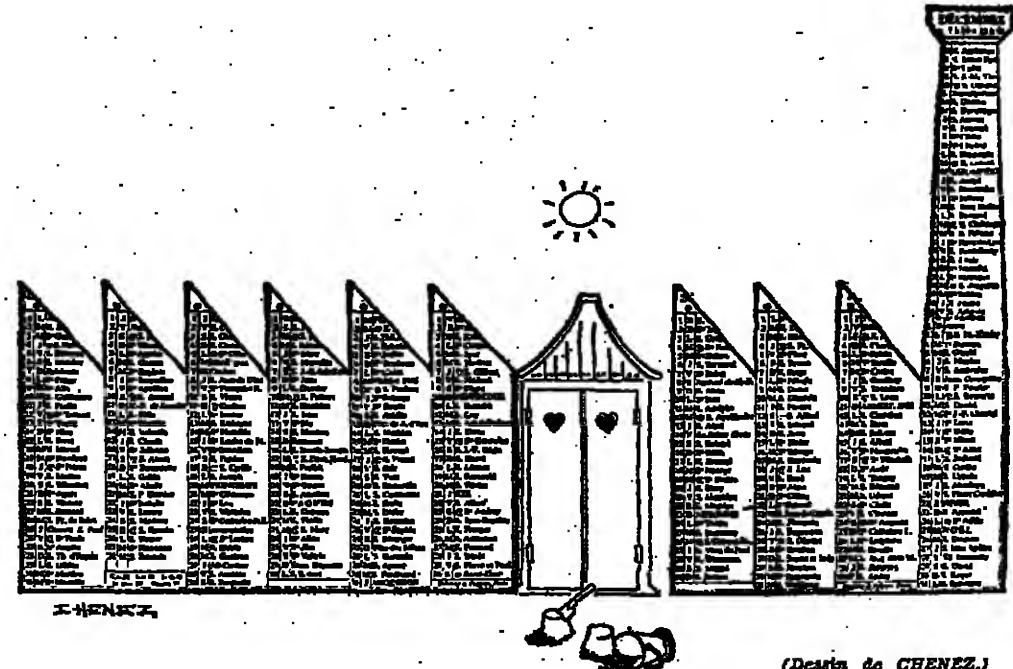
Quatre-vingt-seize pour cent des Français qui sont partis en vacances l'an dernier l'ont fait en été et pour la plupart entre le 28 juin et le 11 août. C'est en France que la concentration des congés est la plus poussée et, en dépit de toutes les campagnes de persuasion entreprises au cours des dernières années, on n'est pas parvenu à rompre cet enchaînement fatal qui veut que tout le monde souhaite partir en même temps parce que tout le monde part en même temps.

Autre style

L'étalement des vacances est devenu une sorte de serpent de mer. Ce n'est pas une raison pour y renoncer. Les dernières études faites à ce propos (1) suggèrent que l'on prenne le mal à la racine en commençant par réformer fondamentalement le calendrier scolaire. Établi d'ailleurs à partir des besoins d'une société rurale (l'été est le temps des moissons) qui a aujourd'hui presque disparu.

Mais au-delà de ce débat relativement classique commence une recherche plus neuve sur ce que pourrait — ou devrait — être un style de vacances mieux adapté aux véritables besoins de l'homme moderne.

La plupart du temps la période des vacances est définie et vécue par opposition à celle du travail. C'est le temps du non-travail destiné à oublier et à réparer la vie laborieuse. Notre société industrielle s'organise sur cette rupture et peut choisir d'accroître la coupure entre le temps du travail et de la monotonie et le



(Dessin de CHENEZ.)

temps du loisir et de la fête. C'est la voie la plus immédiate et peut-être la plus sûre.

On peut aussi imaginer une autre forme de société dans laquelle on chercherait, au contraire, à intégrer davantage les mondes du loisir et du travail en introduisant des haltes courtes mais plus nombreuses dans l'acte de production et la vie des travailleurs, en s'efforçant de meubler le vide souvent accablant des vacances.

à la chaîne que les marchands de soleil mettent sur le marché. Cela suppose, il est vrai, un réaménagement complet des temps de travail et de loisir; une véritable révolution à laquelle s'opposent, particulièrement en France, des habitudes très solidement ancrées.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

(1) Prendre le temps de vivre, de Philippe Lamour et Jacques de Chalendar (la Seuil).

LE FRANÇAIS EN LIBERTÉ

ENTRE le 1^{er} octobre 1972 et le 30 septembre 1973, 24,4 millions de Français sont partis en vacances. Si l'on exclut, comme le font les statisticiens, tous ceux qui vivent en collectivité (dans une caserne, un hôpital, un couvent...), 49,2 % des habitants de l'Hexagone ont donc, l'année dernière, passé au moins quatre jours et 23,6 jours en moyenne hors de chez eux pour des motifs autres que professionnels ou médicaux. Depuis cinq ans, cette proportion augmente régulièrement.

L'étude que vient de publier le commissariat général au tourisme (1) permet de dresser, avec toutes les réserves d'usage, une sorte de portrait robot du Français en vacances.

C'est souvent

un citadin et un cadre

L'année dernière, sont partis en vacances : — 70 % des Parisiens, mais seulement 25 % des habitants des communes rurales, et les premiers sont restés absents deux fois plus longtemps (44 jours en moyenne) que les seconds (22 jours);

— 85 % des cadres supérieurs et des membres des professions libérales, mais 15,7 % seulement des exploitants et salariés agricoles, et 44,7 % des ouvriers. Si le cadre supérieur a pris en moyenne près de 40 jours de vacances, l'agriculteur n'en a pris que 23;

— 61,5 % des Français âgés de vingt-cinq à trente ans, mais 28 % de plus de soixante-dix ans. Les moins de quarante ans battent, on s'en doute, le record de la durée des vacances : 32 jours en moyenne.

Il part en été mais commence à partir en hiver

Les Français continuent de partir en vacances en été et, la plupart du temps, seulement en été : cela a été le cas en 1973 pour 78 % d'entre eux. Et, en été, les départs restent toujours très concentrés. Sur l'ensemble des séjours « pris » entre le 1^{er} juin et le 30 septembre, plus de 72 % avaient débuté entre le 28 juin et le 11 août.

Les spécialistes du commissariat général au tourisme remarquent avec un certain désenchantement : « On ne note guère d'évolution vers un étalement des départs d'été. Seules des raisons conjoncturelles ou des considérations pratiques (conditions atmosphériques, possibilités de « ponts ») permettent d'expliquer les différences observées d'une année

à l'autre. » Les vacances d'hiver sont toutefois de plus en plus fréquentes, surtout à l'occasion des congés scolaires, mais il s'agit surtout de vacances d'appoint, et les inégalités entre les « taux de départ » suivant le lieu d'habitation, la situation professionnelle et l'âge sont, pour ce

puis, dans l'ordre, le Finistère, la Haute-Savoie, la Savoie, la Charente-Maritime... À l'exception des deux départements de la Savoie, il s'agit de départements côtiers. Après la mer, c'est la campagne qui attire le plus volontiers le Français en vacances.

DEUX SOCIÉTÉS

« On peut concevoir deux types de sociétés extrêmes dont on peut essayer de se rapprocher plus ou moins dès maintenant : ou bien une société dans laquelle l'antagonisme travail-loisir est appelé à disparaître par l'introduction préparée et volontaire d'une dimension culturelle et distractive dans les activités hors du travail. Ou bien une société, au contraire, qui accentue la séparation et l'opposition entre le temps (et l'espace) consacré, d'une part, au travail, et, d'autre part, aux loisirs.

De façon concrète, dans une société du premier type, l'importance et le rôle du tourisme au sens actuel du terme seraient réduits, celui-ci devenant en grande partie la fois d'affaires et d'agrément. Les durées de vacances en même temps que les horaires journaliers seraient diminués. Les équipements de loisirs culturels seraient multipliés dans les zones de

résidences principales, et les moyens de production seraient installés dans les zones dites aujourd'hui touristiques, etc.

Dans une société du deuxième type, à l'inverse, la spécialisation de l'espace et du temps serait complétée : les vacances seraient allongées. La durée de travail journalière ne diminuerait pas. Les zones de tourisme seraient nettement distinctes des zones d'habitat-travail. Le tourisme, au sens actuel, se développerait considérablement, mais avec des contraintes plus fortes que les besoins subjectifs ressentis, car il ne serait qu'une compensation à un cadre de vie et de travail surchargés.

Il est clair que les mécanismes actuels conduisent plutôt vers ce dernier genre de société. Cela ne va pas sans risques de tensions et de crises dans l'avenir. »

* ROGER GODINO (« L'Économiste », 12, rue du Parc-Royal, Paris-8^e).

qui les concerne, très accusées. Elles sont en général de courte durée : quinze jours en moyenne. Une fois sur cinq seulement il s'agit d'un séjour aux sports d'hiver.

Il préfère la mer

Les vingt millions de Français environ qui ont décidé du lieu de leurs vacances ont, dans plus d'un cas sur trois, choisi d'aller au bord de la mer.

Ce sont pratiquement toujours les mêmes départements qui ont leur préférence : le Var d'abord (trente millions de journées de vacances en 1973), les Alpes-Maritimes ensuite,

Dans 36 % des cas, le Français choisit pour ses vacances de se rendre chez des parents, des amis, surtout s'il va à la campagne. Dans 8 % des cas, il utilise une résidence secondaire; dans 20 % des cas, il habite en meublé. Mais plus du quart de ceux qui sont sur le littoral couchent sous la tente ou dans une caravane.

Il aime toujours l'Espagne mais redécouvre l'Angleterre

Au cours des cinq dernières années, le nombre des journées de vacances que les Français ont pas-

sées à l'étranger a augmenté régulièrement.

Quel part à l'étranger? Le revenu a moins d'influence qu'on ne pourrait le penser. Bien sûr, les ménages aux revenus les plus élevés s'expatrient en plus grand nombre dans la mesure où ils partent davantage en vacances. Mais la part des séjours à l'étranger ne dépasse 20 % dans aucune des catégories de revenus considérées, bien qu'elle soit plus forte pour la frange des revenus très élevés (celle qui comporte la plupart des vacanciers qui utilisent l'avion pour les destinations les plus lointaines), mais aussi, curieusement, pour la tranche des revenus moyens.

Les vacances à l'étranger sont davantage recherchées par les professions libérales et les cadres supérieurs, mais aussi par les ouvriers et, fait nouveau depuis 1969, par les agriculteurs.

Enfin, c'est chez les jeunes ménages, pour qui les contraintes familiales sont plus légères, qu'on part le plus à l'étranger.

38 % des séjours ont lieu sur les plages

Vacances à l'étranger ne signifie pas le plus souvent vacances lointaines. Dans 70 % des cas, elles intéressent les pays limitrophes et la Grande-Bretagne.

Le pays le plus visité reste l'Espagne (42 millions de journées avec Andorre), puis l'Italie (19 millions). Viennent ensuite la Suisse, les îles Britanniques, l'Allemagne fédérale.

La recherche du soleil et de la mer explique en grande partie l'évolution à ce propos au cours des dernières années : pour l'instant, 38 % des séjours à l'étranger ont lieu au bord de la mer.

La ruée vers le littoral espagnol — ou portugais — est toutefois moins vive qu'il y a quelques années et, fait notable, les îles Britanniques attirent de plus en plus de Français, de plus en plus souvent.

(1) Les Vacances des Français en 1973, 18, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris.

De fortes inégalités

ORIGINE	Taux de départ 1973 (en %)	Nombre de journées (1) (en %)
COMMUNES RURALES	25,3	22,5
Agglomérat. de moins de 20 000 hab.	40,8	23,5
Agglomérat. de 20 000 à 100 000 hab.	51,7	26,0
Agglomérat. de + de 100 000 hab.	59,8	29,3
Agglomération parisienne (sauf Paris)	77,9	37,9
Paris	73,9	44,7
Ensemble	49,2	29,6
PROFESIONS :		
Exploitants et salariés agricoles	15,7	16,7
Patrons de l'industrie et du commerce	56,7	24,4
Prof. libérales et cadres supérieurs	59,0	29,5
Cadres moyens	77,9	31,0
Employés	60,3	28,8
Ouvriers	44,7	25,3
Personnel de service	69,3	27,4
Autres actifs	71,9	35,8
Personnes non actives	31,5	33,9
Ensemble	49,2	29,6
ÂGES :		
0 à 13 ans	54,1	32,5
14 à 19 ans	52,2	30,2
20 à 24 ans	53,8	28,0
25 à 29 ans	61,5	27,3
30 à 39 ans	59,5	27,3
40 à 49 ans	50,3	26,4
50 à 54 ans	45,4	26,4
55 à 59 ans	44,4	27,1
60 à 64 ans	35,0	29,4
65 à 69 ans	33,3	25,0
70 ans et plus	26,1	24,3
Ensemble	49,2	29,6

(1) En moyenne par personne.

UNE VALEUR DES PLUS SÛRES!

Le tapis d'Orient est devenu à notre époque une valeur certaine d'investissement, en plus d'une œuvre d'art. Il est l'indispensable élément de tout intérieur de bon goût. Fait encore à la main des ans années à venir, il sera exécuté industriellement, d'où son prix d'achat sera plus bas, nous invitons à voir notre exposition-vente de Tapis d'Orient sélectionnés, à la carte de tous, avec notre offre de vente à crédit à partir de 100 F par mois.

TRADITION
23, rue de Miromesnil (8^e)
Métro Miromesnil 265-62-30

VOS IMPRIMÉS EN CHINOIS JAPONAIS

et toutes langues rares ou alphabets spéciaux : hébreu, russe, grec, arabe, hindi, farsi, etc., en quelques jours.

étran TRADUCTIONS
38 AV. DAUMESNIL 12^e
Agenc. exclusif d'interlingua Translations
345-21-62 / 345-00-26 - TELEX 22064 F.

Travail et congés à Paris et ailleurs

	UN MÉCANICIEN SUR AUTO (1)	UN CHÉF DE PERSONNEL (2)	UNE SECRÉTAIRE (3)
	Heures Jours	Heures Jours	Heures Jours
Paris	40 - 43 23 - 30	40 26	40 - 43 23 - 30
Rome	40 18	40 26	40 26
Londres	40 19	40 26	40 26
Düsseldorf	40 19 - 20	40 - 41 26	40 26
Stockholm	40 24	39,3 30	39,1 24
Tokyo	47,5 14	39 30	39 20
New-York	40 20	35 15 - 20	35 10

(*) Extrait d'une étude publiée en mars 1974 par l'Union des banques suisses (rue de Colonne, 14 - 1218 Grand-Saconnex - Genève). Le premier chiffre indique le nombre d'heures de travail par semaine; le second, le nombre de jours (ouvrables) de vacances par an.

(1) Diplômé; environ cinq ans de pratique; vingt-cinq ans environ; célibataire.
(2) D'une entreprise industrielle occupant environ mille personnes; quarante ans environ; marié; un enfant.
(3) D'un chef de service dans une entreprise industrielle; environ cinq ans de pratique; sténodactylo; une langue étrangère.

SC. PO.

Examen d'entrée
fin d'AP - 2^e année
Concours ENA
Cours et exercices
Cours par correspondance
(Juillet - Août)
722-94-94
Groupement libre de professeurs
CEPES
57, r. Ch.-de-Meuse
92 - NEUILLY.

TRANCHE DE LA SAINT JEAN

GROS LOT DE 2 MILLIONS

loterie nationale

tirage mercredi

مكتبة الامم المتحدة

LA VIE DE L'INDUSTRIE

Les associations d'éducation populaire vaincues par leur conquête

LES optimistes parlent d'« un certain malaise ». Pour les autres, c'est « la crise ». De fait, les associations d'éducation populaire traversent une mauvaise passe. « Nous n'avons eu que le tort d'avoir raison trop tôt », soupirent les responsables. Fière consolation pour cette petite confrérie d'hommes qui, depuis trente ans, quarante pour certains d'entre eux, croient dur comme fer.

La loi du 16 juillet 1971, organisant la formation professionnelle continue, a, en effet, obligé les associations à se situer sur un « marché de la formation », dans un système concurrentiel, auxquels elles n'étaient absolument pas préparées. Fallait-il, pour survivre, se transformer, selon le vocabulaire consacré, en « marchands de soupe » et tailler des crouilles aux « boîtes de formation » spécialisées que la loi de 1971 a suscitées par centaines ? Trouver des « créateurs », dans lesquels elles ne remontaient pas de concurrence ? Ou défricher — mais avec quels moyens ? — les chemins d'une prochaine étape, celle de la véritable éducation permanente ?

On n'en finirait pas de remonter à la préhistoire de l'éducation des adultes. Benigno Caceres, président de l'association Peuple et Culture, l'a fait excellemment dans un ouvrage intitulé « Histoire de l'éducation populaire » (1). Concorde, Victor Duruy, Charles Péguy, Marc Sangnier, Léo Lagrange, Jean Guhenno, quelques noms illustres jalonnent le lent et difficile cheminement de cette idée. Quelques institutions aussi l'ont marquée, tels que « universités populaires », nées lors de l'affaire Dreyfus, ou ces « collèges du travail », créés vers 1898 par la C.G.T., et où « des intellectuels venaient partager leur savoir avec le peuple ».

« Je ne comprenais pas, explique le sociologue Joffre Dumazet, qui enseigna avant guerre dans l'un de ces collèges, à Noisy-le-Sec, que mes copains de quartier n'aient pas pu étudier au lycée, alors que moi-même par un heureux concours de circonstances il est vrai — j'avais pu y aller ».

La guerre et la Résistance allaient mûrir certaines convictions en ce domaine. Parfois par des voies bien curieuses ! « On a tous, jours de la Résistance une idée héroïque », a un jour expliqué M. Caceres. On ne faisait pas sauter des trains tous les jours. On jouait à la belote. On tuait des puces et des poux. Et le reste

du temps, on s'ennuiait. Alors on a créé des équipes volontaires, qui allaient, de camp en camp, faire de l'animation ».

Après le coude à coude de la Résistance, la Libération allait voir une extraordinaire floraison des associations d'éducation populaire. Certaines d'entre elles étaient d'orientation plus « spirituelle », d'autres plutôt socialistes.

Dans certains cas, il s'agissait d'organiser un rattrapage scolaire pour des gens qui n'avaient pas eu l'occasion d'apprendre ou avaient tout oublié en cinq années de guerre : dans d'autres cas, de promouvoir une culture qui « aide les hommes à connaître leur propre histoire » ; loi, d'enrichir les loisirs, loi encore de former des militants syndicaux, et la c'était tout de même exceptionnel — d'entreprendre une certaine formation professionnelle. Un grand nombre d'associations se sont également spécialisées de la formation des animateurs, des hommes qui seraient en quelque sorte le levain de la pâte sociale. Ainsi, pendant des années, les associations ont porté à bout de bras l'idée de l'indispensable éducation des adultes.

Un autre courant, d'inspiration surtout économique, s'est fait jour au début des années 50. Un certain nombre de missions dites « de productivité » ont franchi

l'Atlantique à cette époque. Elles débouchèrent aux États-Unis le fameux T.W.I. (Training within Industry), un système de « formation sur le tas » qui avait permis aux Américains de convertir, en quelques mois, des dizaines de milliers de travailleurs à leur effort de guerre. Ils y découvrirent aussi la « dynamique de groupe », considérée, à l'époque, comme le remède-miracle pour réduire les conflits du travail au sein des entreprises.

Des associations se formèrent alors qui regroupaient en particulier des responsables du personnel, des cadres, des industriels, des universitaires, d'anciens syndicalistes. Tous étaient convaincus que la modernisation de l'industrie française passait par une action rationnelle de la formation des hommes. Presque tous les acteurs « notables » de la formation continue ont milité dans tel ou tel de ces organismes.

Ce sont eux qui sont parvenus à convaincre des hommes politiques, notamment des gaullistes, à la recherche de moyens concrets pour promouvoir la fameuse « troisième voie ». L'association « Capital-Travail », devenue plus tard la « participation », c'est ainsi que M. Michel Debré, premier ministre, fit voter la loi du 31 juillet 1959 sur la promotion sociale. Ministre des finances en 1966, il fit également adopter le 3 décembre 1966 la première loi sur la formation professionnelle continue. Les accords de Grenelle, en mai 1968, la loi du 31 décembre

1968, l'accord interprofessionnel du 9 juillet 1970, et enfin la loi du 16 juillet 1971, confirmeront l'intérêt grandissant des pouvoirs publics, du patronat, et des syndicats pour le perfectionnement des travailleurs.

Un goût de trahison

C'est donc, finalement, l'inspiration économique qui l'a emporté sur l'inspiration culturelle dans la construction législative de l'éducation des adultes. Une synthèse néanmoins été largement réussie : la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, votée en juillet 1967 sous le ministère de M. Edgar Pisani. Ce texte, qui fait une large place à la promotion des adultes du monde rural, doit beaucoup à M. Paul Harvois, actuellement secrétaire général du groupe de recherche et d'éducation pour la promotion (GREP).

Pendant ce temps, les associations d'éducation populaire, après « l'âge d'or » qu'avait connu pour elles, au début de la V^e République, le « règne » de M. Maurice Herzog à la jeunesse et aux sports, voyaient leur subvention se réduire comme une peau de chagrin. « En huit ans, de 1958 à 1966, les aides publiques étaient passées de 1 à 10. Des relations de coopération avaient été établies entre les pouvoirs publics et les associations. Après 1966, cela a été le blocage, la méfiance hargneuse », commente M. Joseph Rovani, secrétaire général de Peuple et Culture.

La loi du 16 juillet 1971 a marqué une nouvelle étape de la dégradation de la situation pour les associations. Avec une totale bonne conscience, les pouvoirs publics ont pu restreindre encore les subventions des associations, en les invitant à partir à la conquête du fameux « marché de la formation » — 22 milliards en 1972 — créé par la loi.

« La loi du 16 juillet 1971 est une bonne chose, explique M. Dumazet. Elle est un élément important pour améliorer la production, c'est-à-dire pour réduire la pauvreté. Mais elle a littéralement violé les associations, en les obligeant pratiquement à faire de la formation professionnelle. Or ce n'était pas leur domaine d'action. La formation professionnelle n'était pas le champ de l'éducation des adultes. Il y a la formation aux responsabilités familiales, conjugales et éducatives : comment, sans elle, réduire le fameux « conflit des générations » ? Il y a la formation à la vie du citoyen : comment faire des citoyens éclairés, moins verbeux, moins châtimentés, si les écoles de parti sont laissées sans moyens ? Et il y a bien entendu le vaste secteur des loisirs, actuellement laissé au hasard, ou aux commerçants. Dans ces domaines immenses, les associations doivent travailler avec les moyens qu'on leur donne ».

Toutes les associations n'ont pas réagi de la même manière. Si toutes ont accusé le coup, certaines se sont lancées à corps perdu dans les actions de formation « rentables » soit en intervenant dans les entreprises, soit en organisant des stages « groupés » : de l'initiation à l'économie, à l'expression écrite ou orale, en passant par les relations humaines, elles gardaient, en effet, dans certains domaines, l'avantage.

Sur le secteur privé, d'une expérience. D'autres ont cherché leur place à la périphérie de la formation : en animant, en se spécialisant dans l'établissement de plans de formation, ou en ayant, en se recyclant dans l'évaluation « des actions. D'autres encore ont joué le jeu « parce qu'il faut bien vivre », mais la mort dans l'âme.

Quelle attitude qu'elles aient adoptée, il en est peu qui ne ressentent, néanmoins, le sentiment d'une espèce de trahison. La formation professionnelle — hormis celle, traditionnelle pour elle, des animateurs — est-ce bien leur vocation ? Et s'y consacrer totalement, n'est-ce pas déserter le « front » de l'éducation de masse culturelle ?

« Il faut reprendre le mouvement d'intervention législative », suggère M. Rovani. Il propose, pour ce faire, que soit adoptée une « loi-cadre de l'animation et de la formation culturelles ». Ce texte réclame, en particulier, l'institution de « comités culturels à financement public au bénéfice de tous » et la « création d'un fonds national de l'animation et de la formation culturelles », alimenté par le budget de l'Etat et des taxes particulières.

De fait, la loi du 16 juillet 1971 ne vise-t-elle pas à organiser la formation professionnelle continue « dans le cadre de l'éducation permanente » ? Un cadre qui serait plus difficile de remplir, le moment venu, si, entre temps, trop d'associations d'éducation populaire avaient péri, vaincues par leur conquête.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Histoire de l'éducation populaire, le Seuil, 25 F.

ECOLE de DIRECTION d'ENTREPRISES

établissement privé

Jeunes Gens, Jeunes Filles
• Marketing Informatique et Gestion
• Comptabilité, Commerce ou Industrie
• Collaborations de direction
DIPLOMES D'ETAT

Documentation gratuite

M. BERNARD GRANDJEAN

15-201 personnellement sur rendez-vous dans les nouveaux locaux uniquement : 130, rue de Clichy, Paris - 75001 - Tél. 27-27-27 - P.C. amène du personnel

LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

lois - décrets - analyses juridiques et sociales
numéro spécial publié par :

J.-M. BELORGEY et J.-J. DUPEYROUX
128 pages - 20 francs

DROIT SOCIAL

3, rue Soufflot, 75005 PARIS - C.C.P. 1738 10

ÉCOLES PRIVÉES (les professionnels de la mécanographie)

& FORMATION CONTINUE

BAP
INFORMATIQUE

MÉCANOGRAPHES PERFORATRICES PROGRAMMEURS

LA PREMIÈRE QUALITÉ DES ÉCOLES B.A.P. C'EST LA REMARQUABLE EFFICACITÉ DE SON SERVICE PLACEMENT

22 RUE DE DOUAI - 75009 PARIS

285.23.78

744.77.70

UNE QUARANTAINE D'ORGANISATIONS

Il existe une quarantaine d'associations d'éducation populaire répandues après leur administration de l'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs.

Parmi les plus importantes, on notera :

• **CULTURE ET LIBERTÉ** et son centre de formation d'animateurs, l'INPAC (Institut national de formation des adultes). Trois mille stagiaires y sont formés chaque année, la grande majorité en cours d'emploi. Culture et Liberté, en outre, ouvert, près de Chantilly, un centre de recherche et de créativité (CREAR) comportant une quarantaine d'ateliers.

• **LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT**, 2, rue Bécarré, Paris-7, tél. 548-85-71.

• **L'UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE**, 4, rue Bérenge, Paris-4, tél. 272-19-18.

• **LE GREP** (Groupe de recherche et d'éducation en promotion) est spécialisé dans deux domaines : l'établissement de plans de formation et l'évaluation des résultats d'actions de formation. Le GREP publie une revue : « Pour ».

• **PEUPLE ET CULTURE** est spécialisée dans les techniques de formation intellectuelle, d'acquisition des méthodes de travail et d'expression écrite et orale. Son noble va des ouvriers spécialisés aux chercheurs du C.N.R.S. Cet organisme a également deux écoles de formation d'animateurs, une à Paris et l'autre à Grenoble.

• **LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT**, 2, rue Bécarré, Paris-7, tél. 548-85-71.

• **L'UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE**, 4, rue Bérenge, Paris-4, tél. 272-19-18.

FORMATION

- HORAIRES VARIABLES
- SECRÉTAIRES
- OPTIMISATION DE LA FONCTION
- COMMENT UTILISER VOTRE SECRÉTAIRE
- EQUATION TRAVAIL - REMUNERATION

Inscriptions et renseignements

SEREP 43, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

Tél. 622.01.91 et 267.15.02

Pour apprendre vite une langue, rien ne vaut l'audio-visuel. Pour apprendre vite une langue, rien ne vaut un professeur.

Pigier

exige de ses professeurs de langues une parfaite connaissance de l'audio-visuel.

Chez Pigier Rive Gauche, vous apprendrez l'anglais ou l'allemand par petits groupes en laboratoire, selon les techniques de l'enseignement audio-visuel. Et toujours en compagnie d'un professeur. C'est plus efficace. Plus rapide aussi. Et vous pourrez suivre cet enseignement aux heures qui vous conviennent du lundi au vendredi de 8 h 30 à 21 h.

Quant au montant des cours, il peut être pris en charge par l'entreprise dans le cadre de sa participation aux actions de formation professionnelle continue.

Renvoyez-nous ce bon après avoir indiqué votre nom et votre adresse et, par retour du courrier, vous recevrez une documentation complète sur le laboratoire de langues.

Nom :

Adresse :

Je désire recevoir sans frais ni engagement votre nouveau programme d'enseignement des langues pour l'année académique 1974-75

Pigier Rive Gauche

Laboratoire de Langues Pigier, Institution d'enseignement privé

22, rue Tiphaine - 75005 Paris - Tél. 567.21.50

39, quai St-Michel - 75008 Paris - Tél. 033-48.02 ou 508.23.15

SI VOUS CONSIDÉREZ LA FORMATION PERMANENTE COMME UN INVESTISSEMENT HUMAIN, LE gire VOUS PROPOSE UNE MÉTHODE ACTIVE D'ENSEIGNEMENT :

LA SIMULATION DE GESTION

En quelques jours vous « VIVREZ » trois ans de management d'entreprise.

Deux formules au choix :

- Sessions à la demande, dans l'entreprise
- Sessions interentreprises (*)

(Prochaine session interentreprises : les 23, 24, 25 septembre 1974.)

Pour recevoir sans engagement une documentation sur les modalités et le déroulement de ces sessions, retournez ce coupon au :

gire

Groupe International de Recherche

sur l'Éducation
42, avenue Sainte-Pol, 92200 Neuilly-sur-Seine
722-36-12

Nom (ou Société) :

Adresse : rue n°

Code Postal : Ville :

VOUS AIMEZ LES RELATIONS HUMAINES ? DEVEZ-VOUS HOTESSE

Commerce - Industrie
Administration
Tourisme - Congrès
Cies aériennes - Navigation
Foires - Salons - Expositions

Cours d'un an (commence le 1-10). Cours accéléré de 3 mois : 16-9
Cours de 2 ans (niveau B.E.P.C.)
• DACTYLO AUDIO-VISUEL • LABORATOIRE DE LANGUES

ÉCOLE PARISIENNE des HOTESSES

(enseignement privé)

41, boulevard des Capucines (Opéra) - PARIS

Tél. : 073-92-51 et 92-52

Autres écoles : Angers, Bordeaux, Casablanca, Grenoble, Lausanne, Marseille, Nice.

صلى الله عليه وسلم

PERMANENTE

PEUPLE ET CULTURE
A LA RÉGIE RENAULT

« Cultivez-nous... »

C'est qui frappe tout d'abord, c'est celui qui du tableau : un bleu en bas et à gauche. Devant une énorme sphère blanche — soleil mort ? champion atomique ? soleil artificiel ? — placée au centre de la toile se devinent, comme en ombres chinoises, les toits et les clochons de ce qui doit être, ou a été, une ville.

Sédulité dans l'ensemble, le groupe est néanmoins partagé sur l'interprétation de l'œuvre : vision réaliste d'un monde en train d'agoniser, haute d'énergie ? Ou matérialisation saisissante d'une idée fixe, d'une angoisse ? L'animateur note sur un carnet, en s'efforçant de ne rien publier et de ne trahir personne, ce bouillonnement d'idées, de remarques, de réflexions.

Ces dix garçons, assés en demi-cercle devant un tableau de Jean Robert sans conteste un des plus beaux fleurons du dernier salon « Comparaisons » abrité par le Grand Palais, — ne sont pas étudiants aux Beaux-Arts ou élèves des Arts déco. Ce sont des ouvriers qualifiés de la Régie Renault. Ils suivent un stage de neuf mois au Centre de formation technique et professionnelle (C.F.T.P.) de Boulogne-Billancourt, avant d'être promus techniciens : trois mois de formation strictement professionnelle, quatre mois « en situation de responsabilité » et deux mois de formation générale. « Formation générale », cela signifie réflexion collective sur le sens même que chacun accorde à sa propre formation : initiation à l'économie, entraînement à l'expression écrite et orale ; dynamique de groupe. Une semaine a été consacrée, vers le sixième mois de stage, à des échanges d'« entraînement mental » et une autre, un mois avant la fin, à une

« ouverture culturelle ». Ces deux séquences de formation ont été confiées par les responsables du C.F.T.P. à des animateurs de Peuple et Culture (P.E.C.).

Pourquoi avoir choisi cette association d'éducation populaire pour assurer cette partie du « programme » ? « Le type de travail que font les ouvriers professionnels ne développe pas les qualités qui sont celles du technicien, exaltées en substance l'un des responsables du Centre de formation de la Régie : ils ne sont pas habitués à travailler en groupe ; ils n'effectuent, ordinairement, qu'une seule tâche à la fois ; ils travaillent « à la chaîne ». Or le technicien, lui, a beaucoup plus de choix à faire. Il doit mener simultanément un certain nombre de tâches. Il doit, également, prendre des initiatives, entretenir des relations avec tous les secteurs de l'entreprise. Dans ces conditions, l'acquisition de nouvelles connaissances techniques ne suffit pas à permettre le passage d'une situation à l'autre. Il y faut tout à la fois une nouvelle perception de l'environnement professionnel, et peut-être social, et l'acquisition d'un nouveau mode de pensée. Un mode de pensée que le qualitatif de mains « linéaire ». Il s'agit, en effet, de sortir du simple lien de cause à effet pour parvenir à une appréhension plus complexe, plus dialectique de la réalité, qui est faite d'un réseau de relations entre les événements ».

Comment apprendre à penser ? Ce problème que se sont posé tous les autodidactes, les fondateurs de Peuple et Culture l'avaient placé au centre de leur réflexion. Ainsi est né l'« entraînement mental », méthode d'« apprentissage progressif et systématique du travail

mental conscient » (1), fondée sur des opérations « de représentation » (numération-déclat ; comparaison-déclat ; classement-déclat) ; de « mise en problème » (discerner les aspects ; confronter les points de vue ; dégager les contradictions du problème ; s'élancer dans le temps et dans l'espace) ; et de « mise en relation » (dégager les causes et les conséquences ; déterminer des lois et des théories ; préciser les principes et les buts ; préparer les moyens, les méthodes et les techniques).

Un tel « gymnastique intellectuelle » puisse favoriser le passage d'une pensée binaire — vrai-faux ; cause-conséquence ; bien-mal — à un mode de réflexion plus complexe, prenant en considération « un réseau de relations » entre les faits, c'est la conviction des responsables du C.F.T.P. de Boulogne-Billancourt. Elle explique qu'ils aient fait appel, pour une première séquence, à Peuple et Culture.

Un œuf, une rose...

Mais pour la seconde ? Six journées de « culture » sur une formation de neuf mois ! Et cette visite d'ouvriers au Grand Palais n'a-t-elle pas un aspect trop aléatoire caricatural ? L'idée de visiter une exposition est venue spontanément du groupe dès le premier jour de son intervention, explique l'animateur de P.E.C. C'était, je crois, une sorte d'appel : « si vous plait, cultivez-nous ! Un œuf d'entre eux avait déjà mis les pieds dans un musée, il faut y répondre, bien sûr. Mais cela ne paraît pas typique de notre action dans ce genre de stage. Notre proposition est plutôt de clarifier dans les esprits certaines choses assez simples que le système d'enseignement a pu masquer à leurs yeux. Qu'eux-mêmes ont

une culture ; qu'ils ont un comportement culturel digne de leur situation et non de ce qu'on leur a appris — ou pas appris ; — qu'ils baignent en permanence dans... un bouillon de culture... »

Le matin de ce même jour, le visiteur pénétrant dans la salle du C.F.T.P., où était réuni le groupe, pouvait voir, sur une table, un œuf ; sur une autre, une rose dans un verre ; un stagiaire avait posé devant lui un dessin d'enfant ; un autre, une carte postale représentant le port de Collioure. Chacun d'entre eux avait ainsi apporté un objet qui était pour lui l'archétype du beau. Et chacun avait, avec ses mots, expliqué aux autres pourquoi.

Notre propos n'est évidemment pas de véhiculer des contenus. Il s'agit vraiment d'aider les gens du groupe à admettre que la culture ce n'est pas quelque chose qui est enfoncé dans des maisons — musées, théâtres, etc., — inaccessible aux ouvriers, mais qu'elle est l'expression très profonde de ce que l'on est, complicité de son âge, de sa classe sociale, de son milieu de vie », précise encore l'animateur.

Pourtant, consacrer un temps si court pour mener à bien une telle « démythification », ne serait-ce pas, en réalité, fournir à bon compte un alibi culturel à une formation professionnelle ? Qui peut exactement savoir quel rôle il joue dans une situation aussi complexe qu'un long stage de formation ? », note l'animateur de Peuple et Culture.

J.-P. C.

(1) M. Jean-François Choquet, auteur de *Regard neuf sur l'entraînement mental*, ouvrage à paraître prochainement au Seuil, insiste particulièrement sur le fait que l'entraînement mental se fonde sur des « situations de la vie quotidienne ».

Comment utiliser l'audio-visuel ?

« Les techniques audio-visuelles, c'est pour la publicité. Pour 90 %, notre action se fait selon les méthodes traditionnelles. » Cette affirmation d'un responsable d'organisme de formation d'adultes lors des Journées internationales de La Baule sur « la formation permanente et les techniques audio-visuelles », organisées par le C.N.I.P.E. (1), est révélatrice d'un état d'esprit. Dans le domaine de l'enseignement continu, l'utilisation du film ou de la télévision est nécessaire pour « faire moderne », mais on doute encore de son efficacité.

Le recours au son et à l'image n'a pas d'abord répondu à un choix pédagogique, mais à une nécessité pratique. Comment assurer une formation de masse pour des adultes qui exercent une activité professionnelle à plein temps, sinon en démultipliant les moyens d'enseignement ? Les premiers films de formation ressemblent au cinéma du début du siècle : le professeur et le tableau noir y sont les seuls acteurs ; ce sont des cours « filmés ».

Depuis, les formateurs ont progressé : le cinéma est utilisé pour illustrer le discours ; photos, graphiques, dessins animés en coulisse viennent éclairer la parole du maître ; l'image, jointe au son, aide à mieux capter l'attention de l'élève. Mais pour bien « imaginer », ne faut-il pas imaginer ? Quelques cinéastes-pédagogues commencent à le comprendre. Tel M. Spilhaus, Dhomme qui, pour le C.N.I.P.E., a pour des entreprises ou des organismes de formation réalisés un certain nombre de véritables « documentaires » (2). Ces films sont destinés, soit à faire passer un « message », c'est-à-dire un enseignement, soit, plus souvent, à sensibiliser le public à des problèmes de communications, de relations ou de formation. Sorte de « dossiers de l'écran », ils appellent la réflexion et, surtout, la discussion.

Peut-on aller plus loin et faire des techniques audio-visuelles de véritables instruments de formation ? Parmi les expériences étrangères et françaises montrées à La Baule, deux orientations se dégagent. La première consiste à donner aux gens les moyens de s'exprimer avec une caméra. On est loin apparemment de l'enseignement tel qu'on l'entend traditionnellement. Le *Pédagogue de Montréal*, qui est l'exemple le plus significatif de cette démarche, se défend d'ailleurs d'être un organisme de formation. Pourtant, donner la parole — et l'image — à des individus, ou à des groupes, pour leur permettre de dire et de faire voir, donc de communiquer, n'est-ce pas la première étape d'une démarche dynamique de formation ?

Les diverses expériences de télévision communautaire tentées à l'étranger ou en France s'inscrivent dans cette voie, qui vise à transformer les comportements devant l'information ou la formation : chacun est appelé à devenir à la fois journaliste et spectateur, enseignant et élève.

Un enseignement individualisé

Une orientation toute différente conduit à utiliser les techniques audio-visuelles non plus comme moyens de communication de masse, mais comme méthode d'individualisation de l'enseignement. Le C.N.I.P.E. a présenté à La Baule un système assez remarquable de formation individuelle aux questions économiques, baptisé et conçu par M. Bernard Weitzel. Il combine les principes pédagogiques de l'enseignement programmé et de l'audio-visuel. Un appareil, guère plus encombrant qu'un gros poste de radio à transistors, permet de faire passer sur un petit écran des images fixes entraînées par une minuscule cassette qui diffuse le commentaire. Un littérat d'accompagnement, comportant des exercices selon le système des questions à choix multiples, permet à l'individu de contrôler au fur et à mesure l'acquisition des connaissances. Ce système est très souple : on peut l'utiliser où et quand on veut et relativement peu onéreux : l'appareil coûte actuellement en France 1300 francs, mais son prix est appelé à diminuer : il est inférieur à 500 francs aux États-Unis et il peut être loué. Un seul film avec cassette synchronisée est actuellement réalisé : il porte sur la consommation et constitue une remarquable initiation à la comptabilité nationale ; d'autres programmes, d'une durée moyenne de trois-cinq minutes, sont en préparation sur la gestion de l'entreprise et les statistiques appliquées à l'économie et à la gestion.

Ainsi, de la diffusion de masse à l'enseignement individualisé, le cycle de la formation par les techniques de l'audio-visuel paraît déjà bouclé. Un cycle apparemment à rebours puisque de la télévision, on en revient en quelque sorte au précepteur, électromécanique cette fois.

JEAN-MARIE DUPONT.

(1) C.N.I.P.E. (Centre national d'information pour le progrès économique), tous étages, 60, rue de Valenciennes, 75014 Paris, tél. : 75-31-15.

(2) Films diffusés par les Analyses cinématographiques, 15, avenue de Séguier, 75001 Paris, tél. : 75-36-20.

DES FONCTIONNAIRES PAYÉS PAR LES ENTREPRISES

La loi du 16 juillet 1971 a incité les établissements dépendant de l'éducation nationale à participer à la formation continue des adultes. Elle a aussi spécifié que les entreprises employant plus de dix salariés devaient consacrer un certain pourcentage de leur masse salariale (1 % en 1974) à la formation. L'Etat, d'autre part, s'engageait à financer, par des conventions, des actions de formation pour les adultes « insaisissables » (ceux qui n'ont pas d'employeur, ou dont l'employeur n'a pas à prendre en charge la formation). Il était donc logique que les actions d'éducation des adultes à l'inverse de l'enseignement initial, soient dispensées à titre onéreux. Allait-on créer un corps spécial de formateurs d'adultes ? C'était contraire à l'un des objectifs poursuivis selon lequel la formation permanente devrait contribuer à rénover l'éducation nationale « par essence ». On ne pouvait demander à tous les maîtres de faire de la formation continue en heures supplémentaires. Il fallait donc créer des emplois

dont les titulaires feraient à la fois de la formation initiale et de la formation continue. Mais comment faire « avaler » cette idée au ministère des Finances, où l'on s'inquiète toujours, et parfois légitimement, des créations de postes budgétaires et des augmentations des dépenses publiques qu'elles entraînent ?

Ainsi est née l'idée de créer des postes « gérés sur les recettes de la formation permanente » — ce qui figure dans le budget de l'Etat — mais dont les titulaires, qu'ils soient enseignants (titulaires ou auxiliaires) ou qu'ils viennent du secteur privé, appartiendraient pleinement à la fonction publique. Cette procédure avait été annoncée par M. Joseph Fontanet, alors ministre de l'Éducation nationale le 30 janvier 1973. Encore fallait-il définir les modalités d'une procédure habile mais tout à fait nouvelle dans la pratique administrative française. Deux circulaires publiées au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 13 juin précisent ainsi que « la condition essentielle

de l'attribution d'un poste à un établissement est l'engagement pris par celui-ci de supporter intégralement la charge financière afférente à cet emploi ». Celle-ci inclut, outre le traitement, l'essentiel des indemnités et prestations actuellement versées aux enseignants ou aux divers organismes de protection sociale. Cette règle vaudra également pour les établissements d'enseignement supérieur.

Les deux cents postes de ce type créés au titre de l'année budgétaire 1974 seront répartis entre les diverses académies. Les recteurs seront chargés de les répartir entre les établissements du second degré.

Deux critères essentiels devront guider les recteurs dans cette répartition : l'établissement a-t-il atteint « un seuil de saturation tel qu'il ne peut plus demander d'efforts supplémentaires à ses enseignants » et qu'il risque, en conséquence, de devoir rejeter de nouvelles demandes de formation continue ? Est-il en mesure, compte tenu des ressources que lui procureront les conventions qu'il a passées avec des entreprises ou avec l'Etat, de supporter la charge financière d'une telle création ?

Les circulaires rappellent que les actions de formation continue doivent être facturées aux entreprises, et même à l'Etat, en prenant également en compte la rémunération de ces personnels. Enfin, pour éviter en particulier les conséquences éventuelles de retard de paiement de la part des entreprises... ou de l'Etat, les établissements devront s'attacher

à créer un « fonds de réserve spécifique à la formation continue ». Celui-ci sera « alimenté par une partie des excédents résultant de la politique de tarification mise en œuvre ». On doit en conclure que les lycées et les collèges ne devront pas s'interdire de faire quelques « bénéfices », à condition de ne pas employer le terme ! Il y a là encore quelque chose d'extrêmement par rapport aux pratiques administratives traditionnelles, et qui fera sans doute grincer les dents de beaucoup d'enseignants.

Une dernière question se pose, à laquelle les circulaires ne répondent pas. Que deviendront ces emplois si les ressources sur lesquelles ils sont gérés venaient à diminuer ? On indique, au ministère, que la question n'est pas actuelle. La part prise par les établissements de l'éducation nationale aux actions de formation continue ne peut qu'augmenter dans les années à venir, ne serait-ce qu'en raison du doublement d'ici à 1978, du pourcentage de la masse salariale que les entreprises doivent leur consacrer. Tout au plus admet-on que les ressources de tel lycée ou de tel collège puissent diminuer. Auquel cas il faudrait bien envisager des transferts de poste d'un établissement à l'autre. J.-P. C.

(1) Organismes créés sur une base volontaire par des établissements du second degré de nature différente (C.E.T., lycées techniques) pour leur permettre, en dehors de l'enseignement des efforts et une concurrence déloyale, de prendre une part plus active à la formation continue.

CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
CENTRE PSYCHOPÉDAGOGIQUE OXSAT-FABERT
GUIDE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
M. J. Bérény, Psychologue
Documentations - Informations - Consultations

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Réception des familles sans rendez-vous en juin, juillet, septembre, de 10 h à 12 h et de 14 à 17 h (sauf samedi)
20, RUE FABERT, PARIS-7^e (Parking) - TÉLÉPHONE : SOL. 31-68

Un système de formation professionnelle équilibré se nourrit à 3 sources :

la pédagogie
les connaissances
la profession

Lorsqu'il en privilégie une, c'est aux dépens des 2 autres : il souffre alors de « pédagogisme », d'« académisme » ou d'« utilitarisme ».

En France et à l'étranger,

quaternaire éducation
34, rue de Liège - 75008 Paris - 292-13-26
est consulté pour définir, construire, évaluer, réformer des systèmes de formation professionnelle.

Dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971,

POINT F
établissement de Paris du Centre d'Études Supérieures Industrielles (CESI), association privée de formation continue, offre ses possibilités d'interventions en entreprises et les actions qu'il organise à l'intention de ses propres stagiaires depuis plus de 15 ans, met maintenant à votre disposition, à 15 minutes du Parc de Sèvres, l'ensemble de ses installations adaptées à la pédagogie des adultes :

- Salles de travail
- Résidences
- Cantine
- Restauration

Promotion Point F[®] se tient à votre disposition.
Plateau du Moulon à CH sur Yvette 91190 061.541.81.70

TACK international
dans 38 pays depuis plus de 20 ans

Spécialistes du Perfectionnement du Personnel Commercial
Programmes et devis assurés par
Perrot-Desnoix et Cie
Conseils en Marketing
217, rue Saint-Honoré, PARIS (1^{er})
260-32-11 +

Parmi les CARRIÈRES DE LA MODE, une profession bien actuelle

STYLISTE

La mode évolue très vite, les fabricants français sont très bien placés à l'exportation, de nombreux débouchés sont donc offerts aux jeunes stylistes, à condition qu'ils aient acquis une solide formation, à la fois artistique (création) et technique (réalisation de modèles)

Renseignez-vous ou téléphonez

à l'École **ESMOD** 130, rue Réaumur 75002 PARIS
GUERRE, LAVIGNE
Et d'enseignement privé
Tél. 236-17-67

FAITES TOURNER... VOIRE MAGNETOSCOPE

3M VIDEO - annonce...

Le premier JOURNAL MAGNETOSCOPIQUE réalisé en France sur équipements portables

par le Centre d'études et de réalisations pour l'éducation permanente et le Centre d'éducation de l'UNIVERSITÉ PARIS-1. La bande magnétique du journal magnétoscopique est actuellement représentée au C.E.P., 1, rue du Départ, 75014 PARIS tél. 326-27-56 - 326-36-20.

DE PARIS-1
HOTEL

maîtriser la fusion. Aujourd'hui, tout en continuant à jouer avec les Tokamak, les physiciens soviétiques, américains et français se passionnent pour les machines à laser. En 1970-1971, en effet, des calculs ont montré que le laser pourrait être enfin le ou l'un des chevaux gagnants. Mais à l'heure actuelle, les lasers nécessaires n'existent pas encore.

PIERRE BERLOQUIN.

LES HOMMES ET LES MACHINES

● Un nouvel alliage supra conducteur

Un alliage de niobium et de germanium reste supraconducteur jusqu'à 23 degrés absolus (- 250 degrés Celsius), soit une température supérieure de 2 degrés au point d'ébullition de l'hydrogène liquide. Cela permet d'envisager des applications de la supraconductivité où le fluide frigorigène serait l'hydrogène, alors qu'actuellement on utilise l'hélium liquide, qui bout à une température plus basse, mais qui est beaucoup plus coûteux.

Le nouvel alliage est malheureusement difficile à obtenir : il doit contenir exactement trois atomes de niobium pour un atome de germanium. Toute proportion différente abaissant considérablement la température de supraconductivité. On n'a pu jusqu'à présent le produire que sous forme de films minces, inutilisables en pratique, et des progrès métallurgiques devront être accomplis pour que cette découverte prenne tout son intérêt.

● Réduire le bruit des réacteurs d'avion

La NASA, qui a développé rapidement ses recherches aéronautiques depuis deux ans, s'intéresse notamment aux méthodes pouvant réduire le bruit des avions à proximité des aéroports. Trois méthodes peuvent être utilisées : concevoir des réacteurs moins bruyants à l'origine ; modifier les réacteurs des avions déjà en service, notamment des Boeing-707 et des DC-9 de Douglas, en les dotant de matériaux absorbants et en remplaçant les deux étages du compresseur basse pression à l'avant du réacteur par un seul compresseur ; changer enfin la procédure d'approche des avions à l'atterrissage en les faisant descendre vers la piste en deux étapes et en augmentant la pente de descente dans la première étape, afin

que le volume de bruit s'étalant au sol soit ensuite plus réduit. Au mois de mai dernier, la NASA a mesuré au banc le bruit d'un réacteur JT-8D Pratt and Whitney, équipant les Boeing-727 et 737 et les DC-9, dont les deux étages de compression avaient été remplacés par un seul étage. La réduction du bruit pour une même vitesse de rotation est importante.

Trente-cinq avions de la compagnie United Airlines ont aussi récemment fait cinq cent cinquante-cinq approches en deux temps, et les mesures ont montré l'efficacité de la méthode. Pour un Boeing-727, la zone au sol où le bruit devient très fort (plus de 90 EPNdB) se réduit de 14 kilomètres carrés à 5,12 kilomètres carrés.

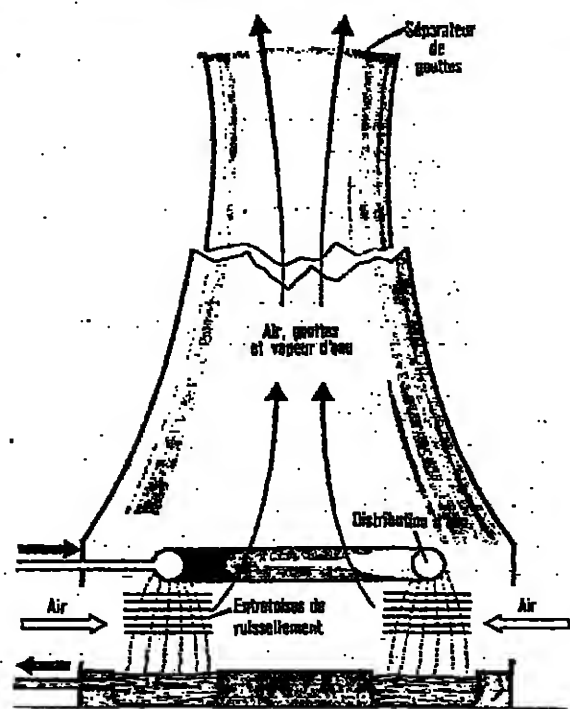
LE REFROIDISSEMENT DES CENTRALES NUCLÉAIRES

La décision prise par E.D.F. de s'équiper prioritairement en centrales nucléaires et de commander dans un premier temps deux tranches nucléaires (qui pourraient d'ailleurs aller de 900 mégawatts, l'objectif d'une cinquantaine de telles tranches en 1985 et d'environ un million de mégawatts installés en l'an 2000, posent la question du refroidissement de ces centrales. La solution classique qui consiste à utiliser les fleuves et les rivières importantes n'est plus admissible dès que la quantité d'eau prélevée devient comparable au débit d'écoulement de la rivière. Sauf à s'installer en bord de mer, il faudra donc munir les centrales de tours de réfrigération qui permettent de dissiper dans l'atmosphère la chaleur produite. En dehors d'avantages évidents, ces tours ont divers inconvénients en ce qui concerne l'environnement, mais, sauf pour les désagréments d'ordre esthétique des solutions existant.

Quand l'air doit remplacer l'eau

Une centrale thermique, classique ou nucléaire, n'est pas seulement une usine de production d'électricité. C'est avant tout une gigantesque source de chaleur, dont une partie seulement, moins de 40 %, est convertie en électricité : le reste est transmis à l'environnement de la centrale. Le plus souvent, celle-ci est installée au bord d'un cours d'eau. Une partie de l'eau est captée, passe dans le circuit de refroidissement, puis est rejetée à la rivière après que sa température a pu être abaissée. Tout cela n'aurait guère d'inconvénients si l'augmentation de température était faible et si l'eau dérivée dans le circuit de refroidissement ne représentait qu'une faible part du débit de la rivière. Il n'en est hélas rien. Prenons le cas d'une centrale nucléaire de type PWR (centrale à eau sous pression) construite sous licence Westinghouse, comportant quatre tranches, chacune d'une puissance de 900 mégawatts. Pour chaque kilowatt-heure envoyé sur

le réseau, 1.560 kilocalories doivent être écoulées à la rivière. Si l'on admet un échauffement de 10 degrés, il faut faire passer, quand la centrale fournit sa puissance nominale, 156 mètres cubes (ou tonnes) d'eau par seconde dans le circuit de refroidissement. Le débit d'étiage de la Seine varie, suivant l'emplacement, entre 100 et 160 mètres-cubes par seconde pour le Rhône, les chiffres correspondants sont 200 et 400. Compte tenu des installations existantes, compte tenu de la distance minimum qui doit séparer deux implantations pour que la rivière se refroidisse entre-temps, distance qui dépend de très nombreux facteurs mais qui, en tout état de cause, ne descend pas au-dessous de quelques dizaines de kilomètres, compte tenu aussi de la coïncidence, pour la plupart des fleuves français, entre la saison chaude et les basses eaux, il apparaît que, sauf pour le Rhône inférieur, il n'est plus possible de demander aux rivières le refroidissement des centrales de grande



puissance qui vont être construites dans les prochaines années. Reste, bien sûr, la mer, réservoir d'eau froide presque infini. Mais l'implantation sur le rivage s'accroît, en moyenne, la longueur des lignes de transmission, donc les pertes de puissance et les frais d'installation.

Puisque l'eau manque à l'intérieur de l'Hexagone, il faut transporter la chaleur produite à l'air ambiant. L'E.D.F. préfère, grosso modo, que sur la quarantaine de nouveaux sites de centrales qui devront être trouvés d'ici à l'an 2000, la moitié soient en bordure de mer. Les autres centrales devront être munies de dispositifs de refroidissement atmosphériques. Quoique d'autres systèmes soient concevables (bassins d'aération, systèmes utilisant des ventilateurs), dans la plupart des cas il s'agit de tours « humides » à convection naturelle analogues à celles qui ont déjà été construites auprès d'installations existantes. Ce sont de gigantesques cheminées, d'une hauteur atteignant 100 ou 150 mètres et d'un diamètre équivalent. L'air entre par des ouvertures situées sur le pourtour de la base. L'eau chaude venant de la centrale tombe en pluie derrière ces ouvertures et se refroidit, en partie par conduction mais surtout par évaporation. Ainsi échauffé, l'air monte de lui-même dans la tour et ressort à la partie supérieure, tandis que l'eau est recueillie à la base et retourne à la centrale.

Malgré sa simplicité de principe, le bon fonctionnement d'une tour pose de nombreux problèmes. Techniques d'abord. Pour obtenir un bon refroidissement de l'eau, il faut la diviser en fines gouttelettes. On la fait tomber sur une série d'entretoises croisées de façon que les gouttes rebondissent de l'une sur l'autre en se divisant à chaque choc. L'horizontalité des entretoises doit être parfaite, sinon l'eau ruissellerait sur leur longueur et se concentrerait au point le plus bas. Soumises à des écarts de température importants, qui dépendent du régime de la centrale et de la température extérieure, placées dans une atmosphère chaude et humide, donc corrosive, les entretoises et le système d'alimentation en eau

qui les surmonte ne doivent ni s'écarter ni se déformer. Et tant données les volumes mis en œuvre, le matériau constitutif doit être bon marché. On utilise principalement le bois et le fibrociment, des matériaux proprement dits à la forme d'un hyperboloïde de révolution (la surface que l'on obtient quand on fait tourner autour d'un axe une droite qui ne lui est pas coplanaire). C'est une forme facile à construire, et des études ont montré qu'elle offrait une bonne résistance mécanique, en particulier une bonne résistance au vent.

Il n'y a pas que des problèmes techniques. D'abord, la tour est moins efficace, en tant qu'évacuateur de chaleur, que l'eau d'un fleuve. En effet, l'eau qui revient de la tour est au moins à la température de l'air ambiant, alors que l'eau du fleuve, en été, est généralement plus froide. D'où une diminution du rendement de la centrale, à quoi il faut ajouter l'énergie dépensée pour faire circuler l'eau en circuit fermé entre tour et centrale. Cela pèserait d'environ 5 % le coût de l'électricité. D'autre part, la tour consomme de l'eau ; 80 % de la chaleur dissipée l'est par évaporation, et seulement 20 % par conduction thermique entre les gouttes d'eau et l'air. La centrale à quatre tranches de 900 mégawatts, précédemment considérée, évaporerait dans ses tours de refroidissement 22 mètres cubes d'eau par seconde. C'est peu par rapport aux 156 mètres cubes qu'exigeait un refroidissement direct, mais il s'agit ici d'eau évaporée, qui ne fait donc pas retour à la centrale. De plus, pour éviter les dépôts solides qui résulteraient de la concentration par évaporation des substances dissoutes, on doit constamment régénérer l'eau du circuit par un rapport d'eau neuve d'environ 12 mètres cubes par seconde. Aussi n'échappe-t-on pas à l'obligation d'installer les centrales sur la rive de cours d'eau importants. Il peut alors être tentable de construire à la fois une réfrigération directe et une réfrigération par tour, la seconde n'étant utilisée qu'en période de basses eaux, quand la première est insuffisante.

Un panache nuageux

L'eau évaporée dans la tour se recondense en partie à la sortie, formant un panache nuageux. On a parfois exprimé la crainte que ce panache ne puisse provoquer des averses ou des brouillards, ou que la libération trop localisée d'une chaleur importante ne produise des tourbillons ou d'autres phénomènes météorologiques. Les spécialistes de l'E.D.F. sont formels : ces craintes ne sont pas fondées, au moins dans le proche avenir. Quoique importantes, les quantités d'eau et de chaleur qui sortent des tours sont très faibles à l'échelle des phénomènes météorologiques. Le moindre cumulus, pour ne pas disparaître par évaporation, doit être alimenté par un courant d'air humide qui lui fournit environ 50 tonnes d'eau par seconde, soit vingt fois plus que ce qu'évacuent les plus grosses centrales actuellement envisagées. Pour un gros cumulonimbus, générateur de pluie, l'apport d'eau doit être encore cent fois supérieur. Pour ce qui est de la chaleur dégagée (2), elle est nettement supérieure à l'énergie solaire reçue sur le site, mais elle ne saurait provoquer de violentes turbulences. Il y a cependant une limite à tout, et, à l'horizon 2000, avec des puissances installées de l'ordre de 50 000 mégawatts par site, les problèmes pourraient être plus sérieux.

Il reste, cependant, un effet secondaire. Le courant ascendant entraîne hors de la tour, non seulement de la vapeur, mais aussi des gouttelettes d'eau qui vont retomber dans les environs immédiats de la tour. La quantité en est faible, mais, par temps de gel, elle peut provoquer la formation de verglas. On peut éviter cet inconvénient en munissant l'orifice supérieur d'un séparateur de gouttes. Il s'agit d'un système de chicanes très lâche qui oblige les filets d'air ascendants à un brusque changement de direction. Leur inertie élevée empêchant les gouttelettes d'en faire autant, elles viennent se déposer sur l'obstacle et retombent ainsi à l'intérieur de la tour et non à l'extérieur. Toutes les tours associées aux futures centrales seront ainsi équipées de ce dispositif, qui s'est révélé très efficace.

Restent les problèmes d'esthétique. En soi, la tour, forme géométrique simple, n'est pas laide. Mais cette énorme masse de béton, visible à des kilomètres, ne peut guère s'harmoniser avec un site campagnard. En définitive, on est fondé à penser que, comme la démocratie, les tours ont tous les défauts mais que l'on n'a rien trouvé de mieux. Ce n'est pas tout à fait exact. Au lieu de tours « humides » où l'eau s'évapore en partie, on peut concevoir des tours « sèches » où l'eau circule dans un grand échangeur de température, sans contact direct avec l'air. On éviterait ainsi la formation de panache et l'absence de consommation d'eau permettrait d'installer les centrales dans des endroits où elles seraient moins « visibles » qu'elles ne le sont dans les vallées des grands fleuves. Malheureusement, l'air est un excellent isolant thermique, et le problème de la construction d'un bon échangeur eau-air n'est pas encore résolu, du moins aux puissances des futures centrales. Des études sont entreprises, qui pourraient aboutir d'ici une dizaine d'années. Il reste que, ces tours « sèches » seraient au moins aussi volumineuses, donc disgracieuses, que celles qu'il faudrait remplacer.

MAURICE ARVONNY.

Voici comment opère un voleur.



Ca ne sert à rien de cacher son argent dans une valise à l'intérieur de son coffre.



En un instant un voleur vous force coffre et valise, vous prend l'argent et disparaît.



Vous ne pouvez pas arrêter un voleur expérimenté. Mais maintenant, vous pouvez protéger l'argent que vous emportez avec vous en prenant tout simplement des chèques de voyage. C'est sûr, et ils remplacent l'argent liquide.

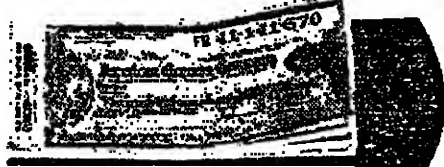
Quels chèques de voyage choisir ? Nous vous recommandons les chèques de voyage American Express en Francs Français. Voici pourquoi : à la différence de l'argent liquide, si jamais on vous le vole ou si vous les perdez, nous vous les remplaçons, généralement le jour même. Il vous suffit de faire une déclaration de perte, en personne, à l'un des 885 bureaux, filiales ou représentants de l'American Express, le plus proche.

Et ce n'est pas tout. Les chèques de voyage American Express sont les plus acceptés dans le monde entier. Les chèques de

voyage American Express sont disponibles, en Francs Français : en chèques de 50 F, 100 F, 200 F et 500 F. Vous pouvez aussi les demander en 6 autres monnaies internationales à votre banque.

Lorsque vous voyagez à l'étranger, protégez votre argent : emportez les chèques de voyage American Express en Francs Français.

Parce que cela pourrait bien vous arriver à vous aussi.



AMERICAN EXPRESS

Chèques de voyage American Express en Francs Français

صكيا في الامم

L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ

Mythes et réalités

« Des centaines de millions de personnes perdent la vie ou la santé à cause de maladies, pourtant évitables, que provoque le milieu dans lequel elles vivent », souligne une résolution adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé (OMS) à propos de la pollution.

Pour les habitants des pays développés, et comme le montrent toutes les enquêtes d'opinion publique menées à ce sujet, le « milieu » dont il est question dans cette déclaration est fondamentalement le fruit d'une technologie inconsciente, de la détérioration des sols, de l'air et de l'eau, de la concentration urbaine, du développement industriel, bref, de la science.

Les avertissements lancés par les hommes de science eux-mêmes, sous une forme souvent alarmiste, les mesures prises par divers gouvernements et les campagnes menées aux Etats-Unis par les jeunes générations ne peuvent que renforcer ce sentiment, qui répond d'ailleurs à un double courant : « naturaliste » et « anti-scientifique » auquel adhère si facilement et si instinctivement l'opinion publique.

Or les maladies ou les décès prématurés auxquels fait allusion le texte de l'OMS sont dus pour les neuf dixièmes non pas aux

retombées de l'opulence mais à l'ignorance, à la pauvreté et à la soumission à la fatalité naturelle, qui furent, durant des siècles, la condition de l'humanité tout entière, et qui sont encore aujourd'hui celle de tous les pays où n'ont pu pénétrer ni l'hygiène ni la technologie.

Depuis l'aube de son histoire, l'homme n'a cessé de lutter contre un environnement hostile, et l'ère industrielle responsable de ces « pollutions » où l'on voit l'origine de tous les maux modernes a coïncidé précédemment et grâce aux conquêtes successives de la science avec une amélioration sans précédent des conditions de vie et de santé. En cent ans et dans tous les pays évolués, l'espérance moyenne de vie des populations est passée de quarante à soixante-quinze ans, cependant que la mortalité infantile tombait de 40 % à 2 %.

De la découverte des vaccinations à celle de la radioactivité, des transfusions aux antibiotiques, de l'anesthésie aux hormones ou aux vitamines, l'ascension irrésistible de la vie et le recul de la mortalité infantile, de la souffrance ou des infirmités ont été alimentés par le jaillissement continu des connaissances, de leurs applications et de leur diffusion.

Pollution naturelle ou artificielle ?

La première et la plus grande victoire de l'homme sur son environnement a été remportée en réalité sur une pollution biologique aux effets meurtriers et facilement discernable (les grandes épidémies) mais dont il faut attendre le génie pasteurien et la fin du dix-neuvième siècle pour saisir les causes. La maîtrise technologique et l'essor industriel maintenaient fin, dans le même temps, à l'épuisement physique au prix duquel la majorité des hommes devaient payer leur survie alimentaire. Cette double conquête, qui devait accompagner une concentration humaine sans précédent vers des cités de plus en plus nombreuses et gigantesques, impliquait à son tour une modification profonde de l'environnement traditionnel et une forme nouvelle de pollution non plus naturelle mais artificielle, aux conséquences médicales non plus évidentes et immédiates mais indirectes et insidieuses.

Les effets du bruit, que l'opinion publique place, en France, au premier rang des nuisances,

sont, par exemple, difficiles à apprécier, dès que l'on s'écarte des intensités exceptionnelles, des intensités de lésions du système auditif.

Des enquêtes menées ici ou là au sein de diverses communautés de travail montrent que tout effort d'amélioration des locaux s'accompagne d'une amélioration du rendement des travailleurs et d'une diminution des erreurs commises dans les bureaux. La médecine préventive ne s'est guère familiarisée jusqu'à présent avec de tels critères, mais il semble vraisemblable que la définition qui donne de la santé le sept cent mille Français en sont atteints, et elle est responsable de 10 % de décès. L'aggravation de ce phénomène a conduit à la création d'une association médicale et scientifique de lutte contre la bronchite chronique (100, boulevard Victor-Hugo, 82-Clichy), dont le but est de mettre en place tous les moyens d'étude épidémiologique et de dépistage nécessaires, et de suggérer au gouvernement les mesures préventives

Des milliers de spécialistes des diverses disciplines se réunissent à Paris pour étudier les effets de la pollution de l'environnement sur la santé. Deux congrès internationaux, organisés à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), de la Commission des Communautés européennes et de l'Agence américaine de protection de la santé ont lieu successivement à cette fin à l'UNESCO, le premier du 24 au 28 juin, le second du 1^{er} au 5 juillet.

Le caractère légal et déparade des communications proposées montre les difficultés rencontrées jusqu'à présent, faute d'informations statistiques objectives et de comparaisons valables avec le passé, sur un thème où se mêlent étroitement les faits indiscutables, les attitudes passionnelles et les intérêts privés.

brouillard s'abattant sur une cité) leur stagnation a été la cause indiscutable d'accidents pulmonaires aigus ou même d'intoxications collectives dues essentiellement à l'anhydride sulfureux. Les observations ainsi relevées à Londres ou en Pennsylvanie ne laissent planer aucun doute sur l'origine des affections ou de ces décès et sur la nature des dégâts infligés au tissu pulmonaire : la pollution microbienne importante qui accompagne toujours ces conditions atmosphériques particulières se conjugue dans de tels cas à l'agression chimique pour provoquer ces accidents.

Les effets à long terme de la pollution chronique sont beaucoup plus difficilement mesurables, d'abord parce qu'ils sont insidieux, et surtout parce que la violation de l'air n'est que l'un des aspects des modifications innombrables apportées à son environnement par l'homme des mégapoles. Les études épidémiologiques internationales furent ainsi et durant trop longtemps soumises à de multiples causes d'erreur dont, par exemple, le rôle propre du tabagisme, ou les caractères génétiques des populations.

De la ville au village

L'augmentation des bronchites chroniques est, pour sa part et depuis vingt ans, spectaculaire : sept cent mille Français en sont atteints, et elle est responsable de 10 % de décès. L'aggravation de ce phénomène a conduit à la création d'une association médicale et scientifique de lutte contre la bronchite chronique (100, boulevard Victor-Hugo, 82-Clichy), dont le but est de mettre en place tous les moyens d'étude épidémiologique et de dépistage nécessaires, et de suggérer au gouvernement les mesures préventives

concernées ou encore les diversités de leur hygiène de vie ou de leur âge. Les plus récentes publications émanant des centres britanniques de références mondiales montrent cependant et à bien des égards, que le degré de pollution atmosphérique atteint dans les grandes cités est responsable d'une dégradation sérieuse et continue de l'appareil respiratoire.

Cette dégradation se manifeste, d'une part, par l'augmentation continue des cancers pulmonaires (qui sont parmi les plus difficiles à traiter) et, d'autre part, par une extension inquiétante des bronchites chroniques (et des asthmes), qui deviennent peu à peu l'une des causes les plus importantes de morbidité dans les pays évolués.

Le bilan de l'étude épidémiologique menée aux Etats-Unis, en Angleterre et en Irlande sur les cancers pulmonaires indique que la mort qu'elle provoque est, à âge égal et chez les fumeurs, deux fois plus importante chez les citadins que chez les ruraux. Chez les non-fumeurs, cette mortalité est, toujours à âge égal, presque quatre fois plus grande dans les villes que dans les campagnes.

qui semblent s'imposer. De multiples interventions ont souligné depuis deux ans, et notamment à l'Académie de médecine, l'urgence de cette action contre une maladie « parmi les plus insidieuses, les plus traitées, les plus invalidantes et finalement les plus graves ». Le rôle du tabac est ici important, mais l'action propre de la pollution atmosphérique a pu être démontrée dans les populations professionnelles d'âge et de conditions de vie comparables. Ainsi les fac-

teurs non fumeurs qui desservent Londres sont deux fois plus souvent atteints d'accidents pulmonaires que ceux travaillant dans les petites villes britanniques.

Les délais parfois très longs (dix à vingt ans) qui peuvent s'écouler entre le moment d'une agression quelconque et l'apparition clinique d'un cancer, ceux,

du même ordre de grandeur, qui séparent les atteintes pulmonaires infectieuses épidémiques (bronchite) et l'insufflation de lésions graves irréversibles (emphysème) montrent que les véritables conséquences de la pollution citadine risquent de se révéler dans toute leur ampleur au moment où il sera médicalement impossible d'y remédier.

La détresse psychologique

Paradoxalement, de toutes les modifications apportées par l'homme à son environnement, celles dont les conséquences cliniques sont les plus tangibles, échappent pour l'instant, aux critères habituels de mesure d'une forme quelconque de pollution.

Il s'agit en effet, du mode de vie lui-même qu'imposent les sociétés industrielles et de son retentissement sur l'équilibre nerveux. En vingt ans (1950-1970), les déclarations annuelles de mise en invalidité pour cause de troubles mentaux ont quadruplé pour l'ensemble de la France. A l'heure actuelle, et dans la région parisienne, le quart de toutes les mises en invalidité sont motivées par ces affections. Outre ces indications spectaculaires, et sans aller jusqu'à des manifestations dont la gravité interdit toute activité

professionnelle, le nombre des déséquilibres à retentissement moral ou physique plus ou moins insidieux ne cesse de croître. La tension nerveuse, l'anxiété, ajoutées à la sédentarité, sont parmi les principaux facteurs favorisant le déclenchement des affections cardio-vasculaires, dont la fréquence ne cesse de croître dans tous les pays industrialisés. Il ne paraît pas douteux que ces troubles nerveux retiennent l'incapacité qu'éprouve une part sans cesse croissante des individus (enfants compris) à répondre aux conditions de vie actuelles, urbaines notamment, aux exigences des rôles communautaires, aux sollicitations des mass media, à la compétitivité excessive et aux ruptures de rythme permanentes qu'engendrent les sociétés modernes.

Le mirage campagnard

Le bilan de la « civilisation technique » reste encore et néanmoins largement positif et les condamnations alarmistes lancées ici ou là paraissent parfois excessives si l'on songe à ce que fut, durant des siècles, la condition de chacun, et si l'on compare, aujourd'hui encore, celle des paysans à celle des citadins.

L'enquête entreprise il y a quelques années à ce sujet dans un village breton par le Centre national de la recherche scientifique est, à ce titre, éloquent. Elle montre que les habitants d'une paisible commune de mille deux cents âmes ont, à âge égal, un état de santé beaucoup moins satisfaisant que les Parisiens de niveau socio-économique comparable. Les anomalies organiques sont chez ces villageois, et pour chaque appareil, trois fois plus nombreuses que chez les Parisiens. L'hypertension, les rhumatismes, les affections cardio-vasculaires ou digestives, les troubles rénaux ou l'obésité sont également beaucoup plus fréquents. Et la courbe de vieillissement du Parisien est

bien meilleure que celle du paysan ou du pêcheur breton, non seulement pour l'efficacité intellectuelle mais pour les tests biologiques (cholestérol) et même pour les performances physiques (force musculaire après cinquante ans).

L'amélioration des conditions de logement et des notions d'hygiène et l'élévation du niveau de vie expliquent ces différences. Il n'en reste pas moins vrai que les progrès remarquables accomplis depuis cinquante ans pour l'amélioration de la santé et du bien-être humain risqueraient d'être compromis si les conséquences de la dégradation ou de la distorsion des conditions de vie étaient sous-estimées.

Il est grand temps que les techniques épidémiologiques soient ajustées à la mesure de ces conséquences, si indirectes et si subtiles soient-elles, et que les médecins comme l'opinion publique soient informés de leur nature.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

pour la plage,
un peignoir de bain...



un PEIGNOIR DE BAIN,
coton éponge,
bleu/rouge
ou orange/beige.
135 F

le DRAP DE BAIN
assorti.
30 F

la CULOTTE
DE BAIN,
uni ou
imprimé.
29 F

MADÉLIOS

plage de la Madeleine
Paris
ouvert de 10h à 19h30

Madeline-Tronchet
à parking Madelenettes
gratuits - Garages de Paris
Cenotée

(PUBLICITÉ)

EUROP-ASSISTANCE

100 000 Français secourus
Plusieurs centaines de vies sauvées

PERSONNE NE PEUT EN DIRE AUTANT !

Avant de partir
en France ou à l'étranger

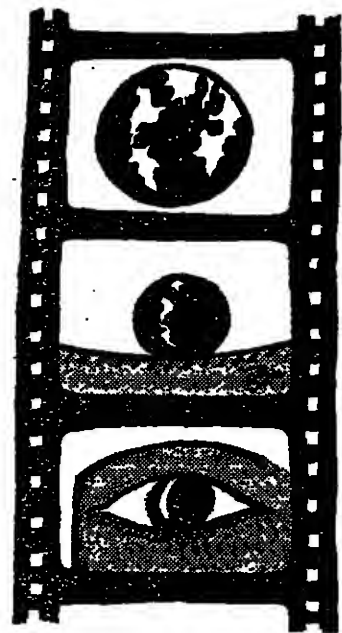
EXIGEZ

EUROP-ASSISTANCE

ASSUREURS
AGENCES DE VOYAGES
BANQUES

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma



Pudeur et impudeur au Marais

Quand on est un homme et qu'on se fait appeler Rosa von Praunheim, avoir les cheveux longs et les yeux maquillés serait trop simple. Rosa von Praunheim, discret comme un jeune homme timide, porte cheveux courts, blouson, tee-shirt. Il est nu de ce metteur en scène sophistiqué à qui la télévision allemande permet de travailler en toute liberté. C'est elle qui a produit son « Axel », d'après Villiers de l'Isle-Adam. Mais ne rêvons pas sur le sens de l'humour, la maturité du public d'outre-Rhin. Il a beaucoup protesté, paraît-il, contre cet « Axel » qui commence par une voix très Orly, énumérant les noms du générique, se poursuit en noir et blanc puis en couleurs, dans des décors de vieux mélo gothique et de conte de fées, tout carton pâte et guirlandes dorées. Pour des raisons symboliques et évidentes, les religieux sont interprétés par des actrices. C'est d'ailleurs ce qui a choqué les téléspectateurs allemands. Comme on peut s'en douter, Rosa von Praunheim ne pratique pas le premier degré. Il traduit les fureurs de la passion par l'ironie la plus sèche. Les comédiens ne sont pas outranciers, ils jouent l'outrance avec méthode et retenue. Après « Ludwig, requiem pour un roi vierge », Syberberg — qui ressemble à un Anglais chiffonné, toujours fasciné par Louis II de Bavière — a trouvé les mémoires de son cuisinier, et un acteur fantastique à qui il fait dire ce texte naïf, anecdotique, en le promenant dans des parcs somptueux et de grandes pièces désertes. A sa voix se superpose une douce voix de femme qui traduit en français, avec un léger, charmant accent allemand. Le jeu de la dialectique image-son prend une force magique : l'invisible fantôme du roi fou semble toujours sur le point de se matérialiser. Sa présence pèse, même le fil de l'histoire et l'histoire du film. Le baroque allemand saisi par Brecht. Pour trouver la violence, l'horreur concentrée, on peut, si on veut, rester au Centre du cinéma nouveau Le Marais. Mais il faut vraiment le vouloir. La troisième salle présente un reportage de Fred Wiseman sur l'hôpital de New-York : « Hospital ». L'homme dans son état le plus démun, dans la débâcle des nerfs et des défenses. L'homme sans dignité, abattu par la souffrance et la peur. Le plus étonnant, c'est que non seulement les responsables de l'hôpital mais les malades ont accordé à Wiseman l'autorisation de tourner : un alcoolique en consultation pleure, dérive peu à peu la litanie de sa dégradation ; il a honte de se faire examiner par une doctresse, mais qu'on le filme, qu'on montre sa misère à des milliers d'inconnus, ça il le veut bien. Devant cette immense prison de détresse et de bruit, on étouffe, on suffoque : il ne reste plus qu'à toucher du bois et à murmurer : « Tant qu'on a la santé ».

COLETTE GODARD.

* Le Marais. Centre du cinéma nouveau.

« La Récréation », atelier d'éducation créatrice, organise du 26 juillet au 27 août des stages de vacances pour les enseignants, éducateurs, animateurs. Divers ateliers sont proposés : peinture, collage, masques, expression corporelle, tissage, sculpture. Renseignements, 18, rue de Thorigny, 75003 Paris.

Télévision

« LA FRANCE ET LES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION »

Pour évoquer la France occupée, l'O.R.T.F. aurait pu se contenter de diffuser en fin de film le Chagrin et la Pitié, banni de ses antennes sous les directions successives de MM. Bresson, Conte et Long. Il ne l'a pas fait, et il n'y était pas obligé. Ce n'était pas une de ses productions. Ce n'était pas non plus une commande.

Le Chagrin et la Pitié a été présenté à la télévision en Allemagne, en Angleterre et en Suisse. Pas en France, où il est finalement sorti dans des salles de cinéma. En ne le diffusant pas, l'O.R.T.F. a commis plusieurs erreurs. Il a manqué au devoir de l'information sur un sujet qui concernait, avant tout, les Français. Il a provoqué une polémique sur le « cas Harris et Séduoy ». Il a créé une méfiance instinctive à l'égard de toute entreprise du même genre qui serait ensuite produite par la télévision française.

Mais Georgette Elgey, René Rémond et Daniel Lander ne doivent pas payer ces erreurs. Leur film n'est pas une « réponse » à Harris et Séduoy.

Conçus il y a deux ans, ces émissions arrivent tout simplement à point. Elles font naître un climat historique tel qu'il a été vécu, ressenti par les Français d'il y a trente ans. Voilà, c'était comme cela la zone occupée et la zone libre, cette division territoriale consé-

cutive à l'armistice et qui, à force d'être supposée connue, ne signifiait plus grand-chose de nos jours. Les Allemands d'un côté, d'abord « corrects » puis jetant le masque, de l'autre l'illusion de la liberté et d'un renouveau national sous la caution morale de Philippe Pétain. De Gaulle n'était encore qu'une idée, qu'un symbole. Son image est venue plus tard.

Les documents parlent d'eux-mêmes : contrastes du 11 novembre 1940 dans Paris occupé et en zone libre, du 14 juillet 1942 des deux côtés. Mais ce n'est pas seulement une analyse historique lucide appuyée sur des films d'archives, des photographies soigneusement choisis et rassemblés : la documentaliste Françoise Renaudot s'est livrée à des recherches considérables dans les fonds déjà explorés. C'est elle qui a trouvé à Berlin-Est des images jamais vues sur l'entrée des Allemands dans Paris le 14 juin 1940 : voitures closes, maisons muettes, rues désertes. Le reportage que l'on utilisait jusqu'ici décrivait un défilé militaire aux Champs-Élysées contemplé par la foule parisienne. « Actualités » qui avaient été organisées et filmées le 28 juin par la propagande allemande. Le document mansonner figure à côté de l'autre, le vrai, dans la première émission.

Cer ce « dossier » est aussi un travail de réalisation qui tient compte de cette « lecture » moderne — la

seule pour la majorité des Français de 1974 — apportée à domicile par la télévision.

Raconter par la parole les souvenirs, cela porte moins que le pouvoir des images. Daniel Lander a introduit dans le récit — déjà soutenu par des leitmotivs musicaux — des leitmotivs visuels : Pétain en képi et en uniforme dans les baines de toute la zone sud, le pont de Mouline sur l'Allier, à la limite des deux France. Quand, pour certaines périodes, certains faits, les documents manquaient, il a filmé des paysages, des églises vides, des wagons, des façades d'hôtels à Vichy qui sont, dans leur réalité d'aujourd'hui, les témoins du commentaire. Ce qui a marqué la vie des Français dans les deux zones, dans les villes et dans les campagnes, les influences contradictoires, les misères et les désastres, les fautes et les grandeurs, se rassemble et s'éclaircit dans une vision d'ensemble. On voit s'accroître le rythme de l'histoire dans la deuxième partie, on voit la poussée des événements, le changement des mentalités. Cela se termine sur la joie de Paris libéré. C'est riche, dense, contrasté, c'est la vérité sociologique de quatre années d'occupation et la vérité sur l'Etat français — de Pétain qui arrivait enfin comme un exorcisme. — J.S.

* Les mardis 23 juin et 2 juillet, première chaîne, 20 h. 30.

UN ENTRETIEN AVEC GEORGETTE ELGEY ET RENÉ RÉMOND

Comment on vivait dans un pays coupé en deux

Pour Georgette Elgey, cette émission est « la suite normale, logique » à cette histoire de la Troisième République (six émissions diffusées de décembre 1969 à juillet 1970 sur la première chaîne), dont elle était l'auteur avec Jacques Anjubault et le réalisateur Daniel Lander (conseiller historique : François Goguel).

« La Troisième République, dit-elle, est morte dans la défaite de 1940. Après, il y a eu le régime de Vichy et l'occupation allemande. Il fallait absolument traiter à la télévision cette période qui a prêté à beaucoup de malentendus et d'équivoques. Car la télévision permet à des historiens d'exprimer à un large public — que n'atteignent pas les travaux

écrits — ce qu'ils croient être vrai. Pendant longtemps, on n'a pas voulu parler des années 40 autrement que par des simplifications. Et puis, une nouvelle génération s'est mise à contester la vérité officielle apportée par le général de Gaulle résistant et chef d'Etat. On s'est mis à démythifier. Le Chagrin et la Pitié a créé un nouveau courant d'examen historique

avec une méthode de choc. La télévision a eu tort de ne pas le diffuser. Mais notre entreprise est — et aurait été sans cela — totalement différente. Nous ne voulions pas avoir recours aux entretiens, aux témoignages d'aujourd'hui mais uniquement — comme pour la Troisième République — à la mémoire des images, des documents de l'époque portée par les

idées directrices d'un commentaire ».

Pour René Rémond (historien, président de l'université Paris-V de Nanterre), « il était intéressant de tenter sur ces quatre années un effort de compréhension objective. Ce qui ne veut pas dire la neutralité d'opinion. La compréhension objective, c'est juger historiquement et guider le jugement contemporain. Nous nous sommes efforcés de faire le constat d'une réalité telle qu'elle a été vécue, entre 1940 et 1944, par des millions de Français. Sur quelques points concernant le régime de Vichy, nous avons pourtant pris position. Nous disons que, lorsque le maréchal Pétain en 1940 déclare qu'il va négocier « dans l'honneur » avec les Allemands, il est déphasé. Ce vieillard de quatre-vingt-quatre ans croit avoir affaire aux Prussiens de 1870 et de 1918. On ne pouvait pas négocier dans l'honneur avec Hitler. Nous disons, à propos des mesures d'exception prises par Vichy contre les juifs, qu'à partir du moment où un gouvernement admet les discriminations entre ses citoyens et choisit de désigner les « bons » et les « mauvais », ce gouvernement n'est pas, ne peut pas être un gouvernement national. Nous disons, à propos de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire, le 24 octobre 1940, que le maréchal n'a pas compris la portée de ses paroles sur la collaboration, et que la poignée de main à Hitler a eu de funestes conséquences. Nous considérons comme déshonorante la remise à Hitler des réfugiés antifascistes allemands de la zone libre et la désignation par le ministre de l'Intérieur d'otages français réclamés par les occupants. »

« Pour le reste, nous avons essayé de faire comprendre aux Français d'aujourd'hui comment on vivait dans un pays coupé en morceaux, les différences de mentalité entre la zone occupée et la zone libre, comment les Français de cette époque ont ressenti la défaite, la présence des Allemands et la guerre qui continuait sur d'autres terrains. Les émissions sont construites sur trois composantes : la vie quotidienne, l'environnement de la guerre, le gouvernement de Vichy. »

« La coupure, dit Georgette Elgey, se situe en juin 1941, avec l'invasion de la Russie soviétique. Les Français ne peuvent plus vivre avec l'illusion d'être tenus à l'écart dans une France « normale » non belligérante. C'est à partir de cette époque que les divergences d'opinion ont commencé progressivement à se réduire. »

« Quatre années, c'est long », dit René Rémond. « Il fallait garder cette dimension du temps qui a fait évoluer les comportements et les consciences. Lentement d'abord, puis beaucoup plus vite après l'invasion de la zone sud, la victoire russe de Stalingrad, l'importance prise par la France libre du général de Gaulle et la résistance intérieure, les victoires alliées. C'est une méconnaissance de la psychologie individuelle et sociale que de figer des instantanés. L'adhésion à Vichy s'est faite dans une quasi-unanimité sous le traumatisme de 1940. Puis cette adhésion est devenue indifférence, tandis que grandissait l'hostilité aux occupants, que l'attente de la libération se faisait plus certaine, que se développait dans une population qui n'était plus égarée, l'esprit de résistance ? Les Français, tous des héros ou tous des collaborateurs, c'est faux. »

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

« LES ENFANTS VOUDRAIENT S'ARRÊTER PARTOUT, MAIS MOI, JE M'ARRÊTE CHEZ ESSO »



Nous partions en vacances. Le pare-brise éclate. J'étais furieux. J'arrive à une station Esso. Le pompiste me propose un pare-brise gonflable et gentiment téléphone à un garage voisin pour s'assurer qu'il pourra me dépanner. Spontanément, sa femme s'était mise à nettoyer les débris dans la voiture. Nous en avons profité pour acheter des bombons aux enfants à l'Esso Shop* et y boire un café.

Ce couple était aimable, leur station bien organisée... Depuis, moi, je m'arrête chez Esso.*

*C'est vrai, il y a des bombons, du café, des biscuits à l'Esso Shop, mais il n'y a pas que cela. Des lampes aux courroies de ventilateurs, toutes les petites pannes ont été prévues. Collants, coton ou lunettes de soleil, tous les oublis peuvent être réparés.

Esso Shop? Plus de 2 000 magasins faits pour rendre service aux gens qui sont sur la route, parce qu'ils sont faits par ceux qui connaissent la route.



صوتك من الامم

INFORMATIONS PRATIQUES

SPORTS

Télévision et radiodiffusion

MARDI 25 JUIN

Les agents techniques et administratifs en grève poursuivant leur mouvement, les programmes risquent d'être perturbés.

- CHAÎNE I
20 h. 15 Feuilleton : Nana le berger.
20 h. 30 Rétrospective : La France et les Français, de G. Elger, R. Lander et D. Lander (1).
« Le Choc ».

La première partie de cette émission retracait l'occupation de la France de juin 1940 à juillet 1941.

- 21 h. 45 Athlétisme : meeting du Stade français.

● CHAÎNE II (couleur)

- 20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot, « L'Homme de Kiev », de J. Frankelheim (1969), avec A. Bastie, D. Bogarde. Débat : « Les juifs en Russie ». Avec la participation de M. G. Israël, journaliste et auteur de l'ouvrage « Des juifs en U.R.S.S. », du professeur B. Eyal, de M. H. Gorman, écrivain, de M. Isaac Pougatch, écrivain, et de M. W. Rabi, historien.

Cette émission devait être diffusée le 2 avril 1974, le jour de la mort de Georges Pompidou. Mais le film n'a été projeté.

● CHAÎNE I

- 19 h. 20 Coupe du monde de football. Quart de finale.
- 20 h. 30 Débat : Les trois variétés. Avec MM. Roger Chénard, député R.I. de Paris, et Pierre Mauroy, député et maire P.S. de Lille.

● CHAÎNE II (couleur)

- 19 h. 45 Coupe du monde de football.
- 20 h. 35 Feuilleton : Valérie.
- 21 h. 35 Western : « La Bataille de la vallée du Diable », de R. Nelson (1968), avec J. Garner, S. Polster, B. Anderson.

Un homme qui a souffert dans sa vie privée du conflit des races, guide un convoi militaire accompagné de quelques civils à travers une région menacée par les Apaches. Ce film, programmé le 3 avril 1974, n'avait pas été diffusé en raison de la mort du président Georges Pompidou.

● CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. 40 Nouvelles, de S. Maugham : Vertu. Réal. J. Davies.
- 20 h. 40 Les métamorphoses du regard : André Melraux. Réal. Cl. Prévoist : « Les maîtres de l'Israël ».

« Le Monde » publie tous les samedis, numéros datés du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

● CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. 40 Reportage : La route de l'or.
- 20 h. 40 Dramatique : « Jeanne ou la révolte », de F. Mallet-Joris. Adapt. Ch. Mesnil. Réal. L. Godéval. Avec J. Magre.

À la dix-septième année, Jeanne d'Arc, accusée de sorcellerie, doit être condamnée au bûcher. La jeune Jeanne Botin cherche à convaincre les puissances de cette femme. Une réflexion sur Dieu et sur le Mal.

- 21 h. 30 Ballet : « La Botte à joujoux ».

● FRANCE-CULTURE

- 20 h. Dialogues, émission de R. Pélissier, enregistrée en public à 20 h. 20. Atelier de création radio-phonique, suivi de Courant alternatif.

● FRANCE-MUSIQUE

- 20 h. (S.). Dîner-concert : « Fanny Free », « Candide » (Benstein), direct. G. Serey. 20 h. 30. Concours international de culture : 21 h. (S.). En direct du palais Saint-Sauveur d'Albi-en-Provence. « Purcell concert of voices », direct. G. Serey. Musique vocale mixte (W. Byrd, G. Crosse, T. Tomkins, M. East, Ch. Brown, G. Burgon, J. Harvey). 21 h. Rencontre avec Lutoslawski (1) ; 24 h. (S.). La musique et ses classiques : 1 h. 30. 21 h. 30. Nœuds.

TRIBUNES ET DÉBATS

- EUROPE 1 : 19 h. 24. M. Lathière, vice-président du comité Concord.

MERCREDI 26 JUIN

● CHAÎNE I

- 19 h. 20 Coupe du monde de football. Quart de finale.
- 20 h. 30 Débat : Les trois variétés. Avec MM. Roger Chénard, député R.I. de Paris, et Pierre Mauroy, député et maire P.S. de Lille.

● CHAÎNE II (couleur)

- 19 h. 45 Coupe du monde de football.
- 20 h. 35 Feuilleton : Valérie.
- 21 h. 35 Western : « La Bataille de la vallée du Diable », de R. Nelson (1968), avec J. Garner, S. Polster, B. Anderson.

Un homme qui a souffert dans sa vie privée du conflit des races, guide un convoi militaire accompagné de quelques civils à travers une région menacée par les Apaches. Ce film, programmé le 3 avril 1974, n'avait pas été diffusé en raison de la mort du président Georges Pompidou.

● CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. 40 Nouvelles, de S. Maugham : Vertu. Réal. J. Davies.
- 20 h. 40 Les métamorphoses du regard : André Melraux. Réal. Cl. Prévoist : « Les maîtres de l'Israël ».

21 h. 30 Reportage : Les Jivaro, sinitre société, de Ch. de Saint-Maurice.

À la découverte de l'Équateur.

● FRANCE-CULTURE

- 20 h. Perspectives du vingtième siècle à la Maison de la Culture, de Paris. « Deuxième Quartier » (Cartier), Quartier parrenin, « Chanson d'Aurore » (Jolas), Ch. Ivaldi.

« Musique for cells and piano » (Brown), P. Penasco, violoncelle, Ch. Ivaldi, piano ; 21 h. Dits et écrits sur la musique ; 21 h. 20. La science en marche ; 21 h. 30. Musiques de notre temps ; 21 h. 30. Et puis, de nos jours ; 21 h. 30. Récital d'orgue en l'église Saint-Séverin.

● FRANCE-MUSIQUE

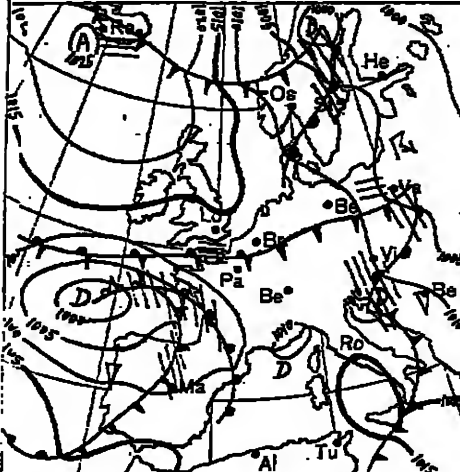
- 21 h. (S.). En direct de l'Hôtel Mavrier d'Opéra à Abbeville. Concert avec M. Bourcier, hautbois, et le Trio à cordes de Paris. « Prélude et fugue en la (W.-F. Bach), « Divertimento K 563 » (Mozart), « Quatuor avec hautbois K 30 » (Mozart) ; 21 h. (S.). Musiques françaises méconnues : « Chœur d'Europe » (P. Ives), « Alternances » (Ozanam) ; 21 h. 30. Musique et poésie : Charles Fournier ; 1 h. 30. Nœuds.

TRIBUNES ET DÉBATS

- EUROPE 1 : 19 h. 24. M. J. Goddet, directeur du Tour de France.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 JUIN 1974 À 0 h G.M.T.



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
— Zone de pluie ou neige — averse — orage — Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 25 juin à 0 heure et le mercredi 26 juin à 24 heures :

La dépression du proche Atlantique se décalera lentement vers l'est et maintiendra nos pays sous l'influence de masses d'air océanique.

Mardi 25 juin, après quelques brouillards dans le Centre et l'Ouest au lever du jour, le temps en France restera généralement nuageux, et des pluies ou des averses se produiront dans la plupart des régions. Une zone pluvieuse, située le matin des côtes de la Manche à l'Alsace et au Jura, se déplacera un peu vers le nord au cours de la journée.

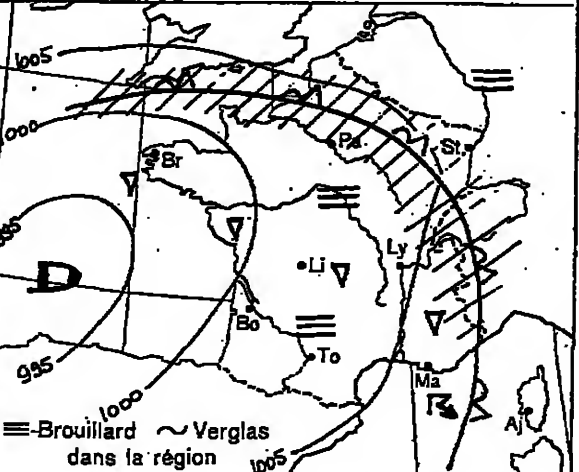
Les averses qui se développeront ailleurs seront surtout nombreuses l'après-midi, et des orages éclateront localement. Des précipitations abondantes sont à craindre sur les versants sud des massifs montagneux, ainsi que sur le midi méditerranéen, où les vents de secteur nord, deviendront assez forts. En fin de journée, un flux de secteur nord, tendra à s'établir près de la Manche occidentale et de l'Atlantique.

Les températures varieront peu par rapport à celles de mardi.

Mardi 25 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique redouble au niveau de la mer de 1010,2 millibars, soit 757,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 juin ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Biarritz, 27 et 20 degrés ; Bordeaux, 25 et 19 ; Brest, 23 et 13 ; Caen, 22 et 14 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 24 et 11 ; Dijon, 24 et 12 ; Grenoble, 23 et 11 ; Lille, 22 et 14 ; Lyon, 25 et 12 ; Marseille, 27 et 17 ; Nancy, 18 et 10 ; Nantes, 25 et 15 ; Nice, 24 et 16 ; Paris-Le Bourget, 19 et 12 ; Pau, 24 et 17 ; Perpignan, 24 et 18 ; Rennes, 24 et 15 ; Strasbourg, 20 et 14 ; Tours, 24 et 14 ; Toulouse, 27 et 17 ; Ajaccio, 21 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 24.

PRÉVISIONS POUR LE 26 JUIN DÉBUT DE MATINÉE



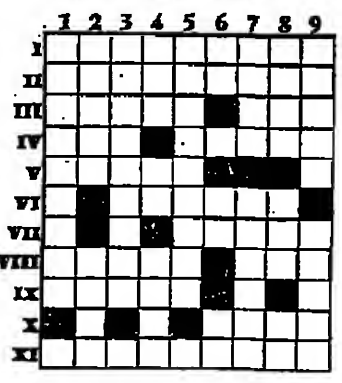
— Brouillard — Verglas dans la région

P.T.T.

● Les heures d'application du tarif réduit pour le télé. — Les abonnés au télé bénéficient du tarif réduit lorsqu'ils passent leurs communications entre 12 h. 30 et 14 heures et entre 18 heures et 6 heures, les jours ouvrables, ainsi que toute la journée les dimanches et les jours fériés.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 877



HORIZONTALEMENT

- I. Façon d'accommoder un adversaire. — II. Victimes d'une forte fièvre. — III. Ne pas laisser passer A. étendre. — IV. Perd une partie de ses réserves. En Syrie. — V. Rendu plus fatigué. — VI. Ouvrage particulièrement obscur. — VII. Ne perd pas facilement la tête. — VIII. Moyen de culture. Evite d'en dire plus. — IX. Titres. — X. Cours étranger. — XI. Famille aux partisans de l'opposition.

VERTICALEMENT

- 1. Ne tardent pas à craquer quand ils sont très gros. — 2. Agent de liaison. Possessif. — 3. Comme le pouvoir d'un ressort. — 4. Altère la beauté d'un timbre. Symbole chimique. Justifie, chez bien des gens le désir d'avoir un carter. — 5. Confinement parfois à l'étouffement. — 6. Intime partie de la Grande Muraille. Orientation. — 7. Il invoquait l'Europe en même temps que l'Asie. — 8. Fait pâlir plus d'un potache. — 9. Bien fournis. La présence des moines s'y faisait parfois heureusement sentir. D'un auxiliaire. — 10. De quel genre (pluriel). Capable de piquer ou de mordre.

Solution du problème n° 876

HORIZONTALEMENT

- I. Polyphème. — II. Oreste. A.R. — III. Un Train. — IV. Site. Orne. — V. Sermon. Se. — VI. Iris. — VII. Ess. Adige. — VIII. Tapis. — IX. Éventail. — X. S.A. Tentée. — XI. Réseaux.

VERTICALEMENT

- 1. Poussières. — 2. Ombré. Va. — 3. Le. Triste. — 4. Ya. Enn. Ante. — 5. P.T.T. Aptes. — 6. Héron. Diane. — 7. AR. Vista. — 8. Mains. Len. — 9. Ernée. Bu. Ex.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel des 24 et 25 juin 1974 :

UN ARRÊTÉ

● Portant création d'un comité d'honneur du trentième anniversaire de la libération de la France et de la victoire de 1945.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en vacances puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Il est possible de permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une application d'être assurés de lire « Le Monde » sous conditions d'abonnement de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

- Quinze jours 14 F
- Trois semaines 20 F
- Un mois 25 F

ÉTRANGER (voies ordinaires) :

- Quinze jours 20 F
- Trois semaines 25 F
- Un mois 30 F

EUROPE (avion) :

- Quinze jours 31 F
- Trois semaines 45 F
- Un mois 60 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'expédition d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'envoi hebdomadaire. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre, accompagnés du règlement correspondant, à une semaine au moins avant leur départ ; en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

TENNIS

Le jour des revenants à Wimbledon

De notre envoyé spécial

Londres. — Le ridon n'est pas tiré sur Roland-Garros qu'il se rouvre sur le théâtre de verdure de Wimbledon. Mais les organisateurs, moins comme des pions de l'All England Club, n'ont pas eu, eux, à déplacer la date du calendrier tennistique : Wimbledon, dans sa forteresse de terre, est immuable comme la tour de Londres ; Wimbledon, en cette première semaine de l'été, ne quète pas les engagements des joueurs, ceux-ci sollicitent leur admission et se bousculent au portillon pour rôtir la « légende » bientôt vieille d'un siècle.

Ainsi s'explique la participation record de ces championnats 1974 : cent vingt-huit engagés dans le simple messieurs, quatre-vingt-seize joueuses dans le simple dames, deux cent quatre-vingt-cinq professionnels du World Team Tennis (W.T.T.), trop contents d'abandonner pour quelques jours leurs vêtements de chevronneux, manifestant jamais sa mauvaise humeur comme tant d'autres. Ça jouit posséder sur terre un jeu de foule et un service de plomb qui font et feront des ravages. Ça jouit comme lui et son alpe de neuf ans, Koch connaît la musique. Mieux l'a au cinquième set, il profita de la déconcentration qu'une erreur d'arbitrage avait provoquée chez son adversaire pour ne plus lui laisser de quartier.

En fin de soirée — on joue à la lumière du jour jusqu'à 21 h. 30 — l'espérance Holmér n'avait pas réussi à terrasser François Jauffret, devant lequel il avait pourtant mené par deux sets à zéro.

C'était l'heure crépusculaire de Wimbledon, où le dernier carré des girls anglaises s'attache devant la sortie des artistes, le veut dire devant la porte de la tribune royale, où viennent s'aligner sans bruit les voitures de service réservées aux champions. Ces demoiselles, non sans effronterie, se désignent les idoles de leur génération : Björn Borg, naturellement, et aussi les jeunes Américains Borovick et Van Dillen, Baranyi le Hongrois, Panatta l'Italien.

Il y avait, non loin de là, Newcombe, Drysdale, Pile (le héros malheureux de 1973), enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

Les parties les plus acharnées, toutes disputées en blanc, eurent lieu comme d'habitude pour le jour d'ouverture sur les courts secondaires, devant une foule de spectateurs. Drysdale, Pile, le héros malheureux de 1973, enfin notre Barthes, qui sont toujours beaux garçons. Dieu merci : mais les voilà connus maintenant comme pères de famille et qui mieux est, ils parodient ici avec leurs jolies femmes ! Finies pour eux l'aventure et la romance...

Sur les courts secondaires

découvrez le portugal d'aujourd'hui

en vacances... cet été

pour préparer vos vacances adressez-vous à votre agence de voyages ou à la CASA DU PORTUGAL, 7 rue scribe 75009 paris. tél. 073.44.71

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SINGLE BUOY MOORINGS TERMINAL INSTALLATIONS INC UNE FILIALE DE I.H.C. HOLLANDE

SPÉCIALISÉE
EN TERMINAUX OFFSHORE
POUR L'INDUSTRIE DU PÉTROLE

recherche

A) Pour son Département Engineering :

INGENIEUR

Génie civil diplômé

ayant expérience mécanique des sols pour

conception et calculs d'ancrage.

B) Pour son Département

Recherche et développement

INGENIEUR

Naval diplômé ET/OU

INGENIEUR

Mécanicien diplômé

spécialisé en TERMINAUX et

SYSTEMES D'EMMAGASINAGE EN

HAUTE MER.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Lieu de travail : MONACO.

Salaire intéressant.

Adresser C.V. complet et prétentions à :

Chef Personnel S.B.M.T.I.I.

Boite Postale 157 - MONACO.

DIRECT. GENERALE GROUPE MULTINATIONAL
800 millions de C.A. annuel
400 cadres et 800 employés
recherche

UN JEUNE CADRE FORMATION JURIDIQUE

ayant déjà travaillé au moins 3 ans dans le secteur
tertiaire, ne se présentant pas au service, se sentant
capable de devenir :

RESPONSABLE DU PERSONNEL

ET DE LA FORMATION

Ce poste suppose de nombreuses qualités permet-
tant une concertation avec tout le personnel et
une collaboration nécessitant initiative perma-
nente avec Directeur Général soudeur d'innova-
tions sociales hardies. (Le groupe pratique déjà
l'horaire mobile, la semaine de 4 jours et demi,
la concertation mensuelle avec tout le personnel
et prépare l'adhésion au progrès.)

Le lieu de trav. se situe dans une ville de Province
très agréable du NORD, à 100 minutes de PARIS.
Ecrire à REGIE PRESSE, sous le numéro 488.163,
85 bis, rue Beaumont - 75002 PARIS.

directeur de recherche

Dans le cadre de son implantation en Europe, SEARL crée son centre
de recherche sur la Côte d'Azur à SOPHIA-ANTIPOLIS.

Responsable de son budget, ce Directeur sera pour mission d'attirer
et de superviser l'activité d'environ 100 personnes et d'assurer les
relations extérieures.

Pour réussir, il faut avoir une formation de pharmacologue ou de bio-
logiste, avoir acquis une solide expérience au sein d'un centre de
recherche et des capacités de manager.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle
sous référence : 1816/M.

La société accepte des candidatures sans passer par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75008 Paris (membres de l'ANCCP)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE
FABRIQUANT DES
MACHINES-OUTILS
SPÉCIALISÉES

recherche pour son usine

à 175 km Ouest de Paris

DIRECTEUR D'USINE

Responsable d'une unité de production de
150 personnes, il pourra mettre en
place des méthodes modernes de gestion
et d'animation et il sera intéressé au
développement de l'usine.

Une formation d'ingénieur A.M. ou ENSM
mécanicien et une solide expérience de
la vie industrielle sont nécessaires.

Adresser C.V. et prétentions
sous réf. 121.153

Centre de
psychologie
appliquée

30, rue Mogador, Paris (8^e).

Important Société industrielle Leader dans sa branche recherche

Le candidat retenu devra justifier :

• d'une formation supérieure, licence

• droit ou école de Commerce et

diplôme juridique.

• d'une expérience de quelques années

dans une fonction juridique,

• d'aptitudes au travail en équipe.

Il sera chargé :

• plus particulièrement de l'étude

juridique de problèmes sociaux,

• d'études relatives aux sociétés.

Avenir assuré au sein du groupe.

Résidence : NORMANDIE.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :

Pierre LICHOU S.A.

10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02

qui transmettra (sous référence 6647)

ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE PREMIER PLAN

offre à des techniciens, expérimentés ou débutants
(dégradés des obligations militaires), des carrières
scientifiques dans ses départements de :

• RECHERCHE - ESSAIS - APPLICATIONS

Niveau souhaité : préparations grandes écoles

DUES - BTS - DUT - Licence en CHIMIE -

PHYSIQUE - MATHÉMATIQUES.

— Possibilités de promotion.

— Logement assuré (ville de province).

— Participation aux frais de déménagement.

Adr. candidature avec C.V. détaillé et photo à :

INTERMEDIA n° 3571

63, rue La Fayette - 75009 PARIS,

qui transmettra.



DOW CHEMICAL FRANCE

For our Production Plant in Dusseldorf (Rhin-Rhône) we are
looking for :

Manufacturing Engineers

After initial training on the job, you will have to take active
part in managing one of our production units in Dusseldorf.
This position provides an excellent career opportunity on an
international level.

You should meet the following qualifications :

• University degree as a Chemical Engineer or Mechanical
Engineer.

• French nationality, fluent in both written and spoken English,
and preferably good oral command.

• Willingness to take more than usual responsibility.

Are you interested in a challenging job ?

Please send application to :

DOW CHEMICAL FRANCE

Employment Relations Manager

64, rue du Valenciennes - 75016 PARIS - Tel. 02-30.94

PA-SVP

La C.P.I.O. NANTES

Caoutchouc Technique et Matières

Plastiques injectées (1.650 personnes)

recherche

pour son LABORATOIRE (25 personnes)

UN JEUNE INGENIEUR INSA

ou EQUIVALENT

formation mécanique, génie physique ou similaire,

départ des obligations militaires

Une expérience professionnelle complémentaire

serait appréciée dans une, au moins, des spécialités

suites : Electronique, Hydraulique, Mécanique

automobile.

Le poste à occuper est celui de :

RESPONSABLE DES ESSAIS ET MESURES

directement rattaché au Chef du Laboratoire

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :

C.P.I.O. - R.P. 1224 - 44043 NANTES CEDEX

jeune ingénieur chef de fabrication

Tôlerie - Carrosserie - Chaudronnerie.

Diplômé A.M. - E.N.S.M. - E.N.I. ou équivalent, il sera

responsable d'un atelier de 150 personnes et des

services techniques attachés à cette unité de production.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion

en grande série, 1700 personnes

Information Carrière

SVP.11.11 de 9h à 19h

qui donnera

un rendez-vous aux

candidats concernés.

Références : 308

37, rue du Général Fay

75008 Paris.

CREDIT AGRICOLE DU LOIRET

recherche

pour son centre informatique

IBM 370/148 DOS/VSE avec télétraitement.

PROGRAMMEURS COBOL

Niveau L.U.T. minimum.

Expérience souhaitée.

Les candidatures seront adressées avec photo à :

CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE

MUTUEL DU LOIRET.

Service Recrutement.

36, rue de la Godde, 45000 ST-JEAN-DE-BRAYS.

CHIEF DU SERVICE EXPORTATION

REGION ANNEXE

Société de moyenne imp. à fort taux d'expansion

recherche pour développer son service exportation

UN JEUNE CADRE EXPORT

DYNAMIQUE

ayant l'expérience des problèmes d'exportation et

une bonne connaissance des langues étrangères

(anglais - allemand).

Disponible 1^{er} septembre souhaité

Envoyer curriculum vitae, HAVAS ANNEXE, n° 494.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

recherche pour FILIALE 500 personnes

100 km Sud de Paris

CONTROLEUR DE GESTION

28 ans minimum, niveau D.E.S. ou diplôme E.S.C.

ayant une première expérience industrielle.

Ecrire avec références, curriculum vitae, n° 57.301,

CONTEXTE Publicité, 26, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. G.



La ville d'ANNEXE (80.000 h.)

RECHERCHE

DIRECTEUR FINANCIER

Placé sous l'autorité directe du Directeur Général

Des connaissances et une expérience étendue en

gestion financière et de la fonction crédit sont

indispensables.

Anglais indispensable.

Env. C.V. photo et prétentions à SOCIÉTÉ TRANE,

B.P. 157 - 88004 EPINAL.

Résidence DIJON

ORGANISATION BANCAIRE A LARGE

IMPLANTATION REGIONALE

recherche

cadre de banque

POUR SECONDER DIRECTEUR DU GROUPE

- 10 à 15 ans d'expérience bancaire.

- Connaissance informatique et gestion.

- Esprit d'entreprise et sens des responsabilités.

Envoyer C.V. à OCEP - 66, Rue de la

Chaussée d'Antin - 75009 PARIS.

La Mairie d'ANNEXE communique

recrute par voie de recrutement direct

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Les candidats doivent être titulaires de l'un des

diplômes suivants :

- Licence en Droit ;

- Licence de Sciences économiques ;

- Diplôme d'un Institut d'Etudes Politiques.

Age minimum : 25 ans

Logement de fonction

Salaire de début : environ 3.000 F

Les dossiers de candidature doivent être adressés à :

M. le Maire d'ANNEXE avant le 15 juillet, avec une

demande manuscrite, une photo récente, un C.V.

et photocopies des diplômes.

GÉRARD FORTIER

TRICOTS ET CHAUSSETTES

« GEF »

MARQUE MOTOCYCLE

NATIONALE + EXPORT

(deux usines en France)

recrute pour début septembre

INSPECTEUR

DES VENTES

FRANCE-SUD

pour perfectionner

et améliorer le rendement, excois.

HOMME DE TERRAIN

SACHANT FAIRE VENDRE

Expérience technique/qualité

autodidacte mais sans complexe.

Une formation complémentaire

(surinductrice, conseiller u

travail, etc.) serait appréciée.

Env. C.V. man. détaillé, phot.

ET SÉLUI CONTEXTE Publicité,

26, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. G.

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE

DES PRODUITS

REFRACTAIRES

recherche

pour son développement

situé au PONTY (Vaucluse)

effectif 1.850 personnes

UNE CONSEILLÈRE

DU TRAVAIL

Ce poste conviendrait à une

assistante sociale (D. E. 5^{ème}),

ayant quelques années d'expe-

rience industrielle, intéressée par

les problèmes d'adaptation de

l'homme au travail.

Elle exercera son activité au

sein de l'équipe des relations

du travail de l'entreprise.

Une formation complémentaire

(surinductrice, conseiller u

travail, etc.) serait appréciée.

Env. C.V. man. détaillé, phot.

ET SÉLUI CONTEXTE Publicité,

26, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. G.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

DE BIENS D'EQUIPEMENT

offres d'emploi

COMSIP ENTREPRISE



leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche pour son DEPARTEMENT INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

Ingenieurs Grandes Ecoles

très confirmés en Hard et Soft de systèmes temps réel de suivi de production.

Analystes Programmeurs

en informatique industrielle pour application contrôle de processus. Travail en Assembleur et Fortran.

Agents Techniques

AT. 3 ou ATP.

pour maintenance calculateurs temps réel. Formation assurée aux USA. déplacements longue durée étranger à prévoir.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à COMSIP ENTREPRISE 44, av. de Chateaufort - 92 - Rueil-Malmaison (200 m gare du R.E.R.)

offres d'emploi

etap

membre de l'ANCP

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE études et réalisations nucléaires et propulsion navale - ville Nantaise

offre situations intéressantes et perspectives de développement de carrière à

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

CAPACITÉS NUCLÉAIRES

E.C.P. - A.M. ou niveau supérieur équivalent (formation complémentaire INSTN appréciée). 2 à 3 ans d'expérience, capable assurer études de conception, suivi de fabrications (et éventuellement gestion financière, analyse de la valeur...), concevant la réalisation de capacités nucléaires (cuves, générateurs de vapeur, pressuriseurs...).

Ecrire sous référence BP 651 AM.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

TURBINES A GAZ MARINES

SUP. AERO. E.C.P. A.M. ou équivalent, ayant expérience industrielle dans domaine turbines à gaz ou turbo-machines aéronautiques, capable assurer : essais, installation, puis entretien logistique des turbo-machines et de leurs systèmes de conduite et de contrôle.

Ecrire sous référence RD 652 AM.

CES DEUX POSTES IMPLIQUENT UN INTERET MARQUE POUR LES PROBLEMES TECHNIQUES, LES EVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES, MAIS EGALLEMENT DES QUALITES DE REALISATEUR, D'ORGANISATEUR ET DE CONTACT.

CABINET PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS - offre situations à

INGÉNIEUR CHIMISTE

Ecrire sous référence RT 644 AM.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Ecrire sous référence IU 645 AM.

TRADUCTEUR TECHNIQUE

FRANÇAIS-ANGLAIS

(thèmes et versions)

Ecrire sous référence JV 646 AM.

TRADUCTEUR TECHNIQUE

ALLEMAND - FRANÇAIS

Ecrire sous référence KW 647 AM.

POSTES INTERESSANTS ET Avenir au sein équipe jeune et dynamique pour candidats ayant de préférence début d'expérience professionnelle en propriété industrielle et desirux faire carrière dans ce domaine.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE PARIS - QUARTIER SAINT-LAZARE développe son service organisation et informatique

offre postes intéressants et réelles perspectives de développement de carrière à

CADRES ORGANISATION (H. OU F.)

Formation supérieure, ayant quelques années expérience organisation ou à défaut très bonne connaissance des problèmes administratifs, capables d'assurer conception, réalisation et mise en place (y compris formation du personnel) de réformes d'organisation et de procédures administratives.

Après quelques années, ces cadres pourront être orientés vers des postes opérationnels.

Emploi impliquant rigueur dans le travail, souplesse dans les contacts, sens du concret, qualités pédagogiques.

Connaissances informatiques utiles.

Ecrire sous référence BN 639 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE Matériels pré-performances moyenne série mettent en œuvre des techniques électroniques et mécaniques fines à forte expansion. Filiale puissante groupe

Poste SUD PARIS recherche

INGÉNIEUR CHEF SERVICE MÉTHODES

Ce poste peut convenir à INGÉNIEUR ELECTRO-MÉCANICIEN, ayant 2 à 3 ans expérience méthodes ou industrialisation acquises dans domaine ordinateurs, transmission ou similaire.

Il développera la « fonction méthodes » avec dynamisme et initiative et assurera une petite équipe très qualifiée.

POSTE INTERESSANT ET Avenir pour un candidat ayant de la personnalité, le goût de la technique et des qualités d'organisation.

Ecrire sous référence CO 648 AM.

offres d'emploi

GRUPE PECHINEY UGINE KUHLMANN recherche pour filiale négoce international PARIS (87)

RESPONSABLE SERVICE COMPTABLE

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

30 ans minimum, H.E.C., E.S.E.C., SUP. de CO ou équivalent.

Anglais courant exigé, sérieuses connaissances commerce extérieur (douanes, changes, transit...). Expérience d'au moins 5 ans, pratique relations à niveau élevé France et étranger.

Ecrire sous référence GS 643 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (400 personnes - C.A. 53 millions) Leader dans son domaine - Banlieue SUD PARIS - recherche

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Formation supérieure, ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle en contrôle de gestion, acquise en milieu industriel, capable en tant qu'assistant de la direction générale :

- de participer au perfectionnement des moyens de gestion, des circuits d'information ainsi qu'à l'élaboration des budgets et du plan ;
- de jouer un rôle d'audit interne ;
- de remplir des missions d'études et d'analyse dans des domaines variés.

Situation intéressante et avenir pour candidat ayant des qualités de réalisme et de contact humain.

Ecrire sous référence LX 648 AM.

IMPORTANT CABINET CONSEIL EN MANAGEMENT - PARIS

Offre situation intéressante de

CONSEILLER DE DIRECTION

Ce poste peut convenir à cadre supérieur diplômé grandes écoles ou équivalent, minimum 35 ans, ayant déjà assumé de larges responsabilités tant « opérationnelles » que « fonctionnelles ».

Il doit, en outre, être à l'aise dans les problèmes de formation.

Cette situation doit permettre à terme une position d'ASSOCIÉ.

Ecrire sous référence DP 641 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE périphériques et petits ordinateurs PARIS - en forte expansion offre situation intéressante et avenir à

INGÉNIEUR ASSISTANT

A LA DIRECTION DE LA DIVISION INTERNATIONALE

Poste pouvant convenir à INGÉNIEUR DIPLOMÉ A.M., EREGUET ou équivalent, ayant quelques années expérience commerciale acquise dans domaine alimentaire et si possible à l'exportation, désireux d'avoir une activité internationale impliquant de nombreux contacts et voyages.

Connaissance de l'anglais indispensable, autre langue étrangère souhaitée.

Ecrire sous référence JY 637 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE en forte expansion - 200 personnes 70 km SUD-OUEST PARIS offre situation intéressante à

RESPONSABLE DE FORMATION

Il aura pour mission de promouvoir les stages extérieurs pour personnel tous niveaux, d'assurer les cours internes pour le personnel de fabrication, administrer et gérer l'ensemble de ce secteur, assurer les liaisons avec organismes spécialisés.

De formation générale supérieure, ayant des connaissances techniques équivalentes au niveau B.T.S. ou I.U.T., il aura une expérience indispensable de la vie industrielle ainsi qu'un intérêt très marqué pour les relations humaines.

Ecrire sous référence NZ 638 AM.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE filiale groupe international PARIS offre situation intéressante et avenir à

INGÉNIEUR EXPORTATION

Ce poste peut convenir à INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE débutant ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, disposant d'une bonne connaissance de la langue anglaise (la connaissance d'une deuxième langue étrangère serait appréciée).

Cette situation implique une activité intense de voyages et de négociations ainsi que la possibilité de séjours de plusieurs mois à l'étranger. Formation technique assurée.

Ecrire sous référence KZ 638 AM.

offres d'emploi

EXPANSIAL Recherche pour Société Nationale de Matériaux de Constructions en Algérie

INGÉNIEURS

- Génie civil, études topographiques VRD conception ouvrages, planning et supervision travaux REF 3101
- Etude béton armé et charpente métallique Cératiste organisation, production REF 3106
- Géologue, reconnaissances de gisements (carrières) études des réserves qualitatives des terres (formation mines) REF 3118
- Hydraulicien, alimentation d'eau usine REF 3138
- Mécanicien, entretien matériel TP, organisation gestion, rentabilisation REF 3105
- Mécanicien, entretien matériel industriel, concassage, broyage, convoyage REF 3153
- Electromécanicien, gestion d'équipements, études programmes d'investissements REF 3117
- Electricien, études équipements industriels, expérience liants hydrauliques REF 3123
- Chimiste, étude procédés fabrication liants hydrauliques REF 3121
- Thermicien, équipements et procédés technologiques (eau-vapeur gaz) expérience céramique REF 3126

Pour tous ces postes il est exigé une solide formation et une expérience confirmée dans des postes similaires. Salaire selon compétence. Nombreux avantages sociaux. Adresser c.v. détaillé sous référence correspondante à : EXPANSIAL 6, rue Halévy 75009 Paris 2, place de l'Albertine 1000 Bruxelles



Tier dynamique Société Française leader dans les techniques et matériels d'exploitation, des richesses sous-marines.

jeune gestionnaire de haut niveau

HEC - 1984 - ou équivalent. PARIS ANGLAIS Il sera chargé de l'ensemble des aspects contractuels financiers et de gestion relatifs à des contrats d'un montant compris entre 40 et 100 millions de \$ Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11.11 de 9h à 18h qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 381 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

NOUS SOMMES UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE LYONNAIS EN PLEINE EXPANSION, MEMBRE D'UN GROUPE EUROPEEN. POUR FAIRE FACE A NOS ACTIVITES PARISIENNES, NOUS OUVREONS UNE DELEGATION A NEUILLY-SUR-SEINE. Nous cherchons

un expert comptable chef de délégation

qui a pour mission de :

- reprendre et traiter les dossiers de révision et d'audit en cours,
- faire progresser l'activité de la délégation,
- gérer son bureau,
- choisir et animer son personnel.

En fonction des résultats, il peut accéder à terme au poste de :

DIRECTEUR DE DELEGATION Il doit avoir 35 ans minimum, une formation ESSEC, Sup. de Co., HEC ou équivalent, conjointement au diplôme d'expert comptable, 4 à 5 ans minimum d'expérience dans un Cabinet d'expertise comptable et a de préférence pratiqué l'audit.

Il possède bien l'anglais et si possible l'allemand. Les experts comptables intéressés peuvent établir un premier contact en envoyant leur candidature (ss réf. 2711 M) à Mme TESSIER.

ALEXANDRE TIC S.A. 10 RUE ROYALE-75008 PARIS membre de l'ANCP

POUR UN GRAND QUOTIDIEN NATIONAL le Directeur Commercial recherche

UN CHEF DE PUBLICITÉ

- ce poste conviendrait à un jeune homme ayant :

- une expérience de la vente,
- une bonne connaissance de la publication de la presse,
- le sens des responsabilités et de l'organisation,
- le goût des contacts à niveau élevé.

La rémunération est en rapport avec l'expérience. Adresser C.V. + photo et prétentions à : BOULE PRESSE - Tour Montparnasse 33, avenue du Maine, 75745 PARIS CEDEX 15 ou Tél. pour R.D.V. au 335-94-23 poste 1702



Tier dynamique Société Française leader dans les techniques et matériels d'exploitation, des richesses sous-marines, recherche pour participer à des contrats importants d'INGENIERING et CONSTRUCTIONS OFF SHORE.

ingenieurs de coordination

- ELECTRO MECANIQUE
- PETROL
- CONSTRUCTION METALLIQUE
- MACHINES TOURNANTES

PARIS ANGLAIS

Diplômés d'écoles d'ingénieurs et ayant quelques années d'expérience professionnelle, ils participeront aux études, définiront les équipements, consulteront les fournisseurs et assureront, dans leur domaine de spécialité ou rôle de coordination au niveau du projet.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone par Information Carrière SVP 11.11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 377 37 rue du Général Foy 75008 Paris



emploi régionaux

Agence d'urbanisme de la région angevine, 80, rue du Mail, 49000 ANGERS, cherche CHARGE D'ETUDES Formation de base Ingénieur ou Economiste. Expér. 10 ans dans sur, études, urbanisme d'aménagement ou de réalisation pour programmation d'équipements, études de marchés, études pré-opérationnelles P.O.S. Envoyer C.V.

Importante Société leader sur son marché (produits de luxe) I.S.A. 200735 OS, filiale d'un Groupe français de dimension internationale, recherche un

PROGRAMMEUR ou ANALYSTE PROGRAMM.

ayant : une formation supérieure en informatique (D.U.T., 2 cycle ou équivalent) ; une vocation de programmation P.L.I. ; une connaissance de l'O.S. ; la capacité de s'intégrer dans une équipe d'études d'une dizaine de personnes. Il est offert de larges possibilités de formation et d'évolution de carrière.

Dans un premier temps, le poste est à pourvoir à Paris, Banlieue Ouest, puis à Orléans, dès le deuxième trimestre 1975. Adresser C.V., prétent. et photo (rtr.) sous réf. 29 202 M. B. : I.C.A. 3, rue d'Orléansville I.C.A. 75010 Paris, ou fr.

Importe Sls produits phyto-séminaux rechs pour son Agence du SUD-OUEST DELEGUE TECHNIQUE-COAL Responsable promotion vente et application de distributeurs et dégrossissements à usage Indust. pour des administrat. et industries. Une solide format. agricole et une bne av. agricole. questions écrites sont indispos. Nbre déplacements. Vull. tournée. Adr. C.V. photo ordie et prétent. 204 à P. LICHAU 54 rue 10, r. Levoisier 75003 PARIS Cécex 82 lui transmettre.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FABRICATION MATERIEL ELECTRIQUE

recherche pour service technico-commercial avec résidence NORD-EST

JEUNE INGÉNIEUR

E. N. S. I.

- Emploi stable ;
- Promotion rapide ;
- Volonté de fonction ;
- Logement assuré.

Ecrire à E.G.I.E. 46, rue de Rome, 75008 PARIS.

NEGOCIANT VINS DE BORDEAUX recherche

UN CHEF DES VENTES

pour créer et développer branche vins en bordelais. Expérience confirmée de la distribution des vins de Bordeaux. Implantation locale non indis. 50 ans d'ancienneté et sérieux, marque bien établie. Ecr. avec C.V. et prêt à GRENUILLEAU, B.P. 25 33000 STE-FOY-LA-GRANDE.

Internet de Garcos près LAC LEMAN recherche

JEUNES PROFESSEURS

hommes pr activités éducatives et enseignement. Disciplines suivantes :

- ANGLAIS
- ALLEMAND
- ESPAGNOL
- ITALIEN
- PORTUGAIS
- RUSSE
- SPANOL
- TURC
- VIETNAMIT

Ecrire à : SAINT-ANDRE, B.P. 17, SAINT-GENOUL-PH. 74000 EVIAN-LES-BAINS.

Société métallurgique recherche pour usine située REGION NORD (20 pers.)

1 CHEF

DU PERSONNEL

- Anime les relations sociales ;
- Etablit plan de formation et en dirige l'exécution ;
- Anime les actions de sécurité.

Env. C.V. n° 56.941, Contesse P. 20, av. Opéra, Paris-1er, ou fr.

offres d'emploi

ingénieurs
grande école PARIS
ESE, ECP, A et M...

Faites le bilan de vos premières années de vie professionnelle : le laboratoire, la fabrication vous ont beaucoup appris, mais aujourd'hui vous souhaitez voir votre carrière évoluer vers des postes où la technique se mêle au commercial.

Et puis vous aimeriez une vie moins sédentaire, avoir des contacts plus variés et où vous utiliserez votre esprit.

Notre client, une Société Industrielle américaine de grand renom, cherche à offrir à des ingénieurs comme vous une carrière.

Après une période de formation à ses techniques, il vous confiera des responsabilités dans son Service Après-Vente puis, assez rapidement, des postes d'ingénieurs de vente.

Écrivez-nous rapidement sous référence 60/37.

Les candidats que nous aurons retenus seront interviewés auprès de notre client avant le 20 juillet 1974.

EUREQUIP
40, av. du Président Wilson, 75116 Paris

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE GÉOPHYSIQUE
« ALGEO »
Recherche pour son centre de formation de
HASSI MESSAOUD (SAHARA)
ALGÉRIE

1°) TOPOGRAPHES - DIPLOMÉS
— Diplômés d'une école spécialisée ;
— 3 ans d'expérience. Connaissance en Topographie - sismique souhaitable ;
— Expérience dans l'enseignement topographique appréciée ;
— Salaire suivant compétence et nombreux avantages sociaux ;
— Lieu de travail : SAHARA - ALGÉRIE.

2°) ÉLECTRONICIENS
— Ingénieurs diplômés grandes écoles ;
— 3 ans d'expérience ;
— Avoir enseigné dans la branche électronique ;
— Salaire suivant compétence et nombreux avantages sociaux ;
— Lieu de travail : SAHARA - ALGÉRIE.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé en joignant copies des références à :
Société Algérienne de Géophysique
Rue Financière
EL BIAR
ALGER.

offres d'emploi

importante
société française
RÉCHERCHE
cadre
commercial

Pour lui confier la responsabilité de son service **ADMINISTRATION DES VENTES** :

- Gestion des commandes
- Etablissement des devis et des priorités
- Participation à l'élaboration du budget annuel et à l'établissement des programmes commerciaux.

Si vous avez au minimum 30 ans, une bonne formation commerciale et 5 ans d'expérience dans des fonctions similaires, adressez votre C.V. sous réf. 3327 à :

M. A. BORDES - C.D.S. CONSEIL ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL
6, Place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS,
qui répondra rapidement à toute candidature.

COMPTES
Schlumberger

recherche
jeunes ingénieurs
(MEME DÉBUTANTS)

Si vous êtes intéressés par nos activités de mesure et de comptage, nous vous offrons de débiter votre carrière dans un de nos services d'études.

Vous serez rapidement mis en charge d'un projet dans l'un des domaines suivants :

MECANIQUE DES FLUIDES
ELECTRONIQUE AUTOMATIQUE
ELECTRICITE transformateur de mesure
MECANIQUE

Des postes à plus haute responsabilité vous attendent à l'intérieur du Groupe.

Jacques COUREAUD se propose de vous informer avec plus de précision sur simple demande que vous lui adresserez à la Direction du Personnel
Compteur SCHLUMBERGER
12, place des Etats-Unis 92120 MONTROUGE

offres d'emploi

Entreprise de
Constructions Mécaniques
(ingénierie : machines textiles et spéciales), nous fabriquons et installons 30 % de notre production à l'étranger. Aux hommes que nous désirons nous joindre, nous réclamons :

- compétences techniques,
- sens des contacts,
- goût des responsabilités.

Nous recherchons :

1 chef de service technique
Ingénieur Mécanicien. Pour la conception des machines et négociations avec la clientèle. (Réf. I.T.)

1 ingénieur chef de chantier
de formation mécanicien. Il aura comme première tâche la responsabilité d'un important chantier de montage à l'étranger. (Réf. L.C.)

2 ingénieurs d'affaires
de formation mécaniciens, ils assureront les contacts avec la clientèle, l'un sur le secteur Europe, l'autre dans les autres pays. (Réf. I.A.)

2 chefs monteurs
pour assurer le montage et la mise en route de lignes de production en France et à l'étranger.

Pour tout renseignement complémentaire, écrire l'adresse du poste à inscrire sur l'enveloppe, au :

hébert conseil
Cog
Poissonnière Building
11, 13 Poissonnière, Paris 8^e

offres d'emploi

Schlumberger

recherche pour son activité
ROBINETTERIE INDUSTRIELLE

un
directeur d'usine
(Lyon)

Si vous avez déjà une première expérience d'une activité **GROSSE MECANIQUE**

Si vous avez déjà celle de la gestion complète d'un ensemble industriel de moyenne importance.

Si vous êtes de formation supérieure, A.M. ou équivalent.

Veuillez adresser votre C.V. détaillé à :
Jacques COUREAUD
12, place des Etats-Unis 92120 MONTROUGE

CHEF DU PERSONNEL

Jeune, rodé à la gestion moderne du personnel d'usine (ouvriers, agents de maîtrise, cadres), désireux d'élargir le champ de ses responsabilités, peut se voir offrir le poste de :

CHEF DES RELATIONS HUMAINES
de l'usine de Montrouil (effectif : 950 personnes)

GENERAL FOODS FRANCE

INTERET : outre les activités classiques de la fonction et l'animation d'une équipe de 20 personnes, s'intégrer à une jeune équipe de direction animée par un directeur sachant déléguer.

Si vous désirez en savoir davantage AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 2000 M. à François DOZOL.

DELTA CONSEIL 34, rue de Miromesnil 75008 Paris

CONTROLEUR DE GESTION
70.000-80.000 F

Notre Société Industrielle et commerciale fait depuis peu partie d'un groupe anglais important. Nous allons ainsi pouvoir accroître nos moyens de pénétration et renforcer nos structures.

Ce nouveau poste nous permettra donc, d'une part, de nous adapter à la procédure anglo-saxonne, d'autre part, de renforcer nos liens de communication avec notre nouvelle maison mère.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que dans un premier temps vous preniez la responsabilité de mettre en place le plan, les budgets prévisionnels, l'analyse des écarts.

Dans un deuxième temps, votre champ d'action devra s'étendre à l'informatique et aux services comptables. Au-delà, nous espérons pouvoir vous en proposer plus tard.

Nous pensons qu'une solide expérience dans ces domaines ainsi qu'une formation de type EEC, ESCP ou équivalent seront les atouts de votre réussite.

L'anglais est un « must ».

Pour un jeune, cette position peut être un tremplin.

Merci d'envoyer votre cur. vitae ss réf. 1.882.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIERE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

IMPTE SOCIETE INTERNATIONALE
en expansion constante

dans les activités métallurgiques
des non-ferreux

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
DE HAUT NIVEAU

Situation d'avenir dans le cadre d'une

DIRECTION GENERALE de groupe

Ecrire sous No 56551 - CONTESSÉ PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra - PARIS 1^{er}, qui transmettra.

Invitation à gagner plus
de 100.000 F/an comme
ingénieur commercial
(chez Cegos - Tymshare)

Notre métier : mettre à la disposition des grandes entreprises notre réseau d'ordinateurs (par l'intermédiaire de terminaux téléphoniques) et notre bibliothèque de programmes.

C'est nous, un ingénieur commercial qui gagne 100 000 F/an hors frais n'est pas une "vedette" - il réussit, sans plus.

Toutes les informations qui peuvent vous être utiles (de poste, d'entreprise, ses gens, ses chiffres, son métier, etc.) sont l'objet d'un dossier détaillé qui vous sera envoyé par retour de courrier, sur simple demande à l'adresse ci-dessous.

C.V. inutile pour l'instant. Sachez seulement que nous attirerons plus d'importance au sens de la vente et à la capacité de contacts à haut niveau qu'à l'étendue des connaissances en matière de time-sharing ou même d'informatique. Il suffit que vous ne soyez pas rebuté par le vocabulaire technique. Et que vous ayez une carte de visite, une enveloppe et un timbre.

cti
timesharing

106 bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud.

ingénieurs
expérimentés

PARIS ANGLAIS

génie civil
10 ans d'expérience pour prendre la responsabilité complète d'un projet.

béton précontraint
Il participera aux études et supervisera en équipe la construction de structures.

mécanique des sols
Ayant deux ans d'expérience de la mécanique des sols et une connaissance approfondie de l'utilisation des méthodes éléments finis sur ordinateur.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par l'Information Carrière SVP 11.11 de 9h à 18h qui donnera en rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 378
37, Rue du Général Foy
75008 Paris.

TRAVAILLEZ
DANS UNE ACTIVITE
EN EXPANSION RAPIDE

De nouvelles inventions françaises font l'objet d'importantes commandes pour l'équipement des champs pétrolifères en mers profondes (OFFSHORE).

Un grand développement est à prévoir.

Nous recherchons **DEUX**
INGENIEURS CONFIRMES

pour assister le Chef du Bureau d'Etudes

- structures navales
- gros équipements mécaniques spéciaux

Accès possible à responsabilités élevées après preuve capacités.
ANGLAIS EXIGE.

Ecrire avec C.V. détaillé et présentations à :
PUBLIPRESS (sous réf. N° 4142)
31, boulevard Bonne Nouvelle 75002 PARIS

صلى الله عليه وسلم

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

JEUNES INGENIEURS
Diplômés de grandes Ecoles
PARIS-ANGLAIS

Tout dynamique société Française leader dans les techniques et matériels d'exploitation des niches sous-marines, recherche pour particuliers à des centres importants d'INGENIERING et CONSTRUCTIONS OFF SHORE.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone par INFORMATION CARRIERE SVP 11.11 de 9h à 18h, qui donnera en rendez-vous aux candidats concernés. Référence 379 17, rue de Valenciennes 75009 Paris

DIRECTEUR GÉNÉRAL
UN STRATÈGE COMMERCIAL EFFICACE
PARIS - 140.000 F

Société Industrielle Française, nous faisons partie d'un Groupe multinational européen — C.A. 700 millions de francs — d'excellent renom technique, spécialisé dans le conditionnement d'air : installations et appareils. Implantée en France depuis de nombreuses années, nous réalisons des installations de climatisation et nous commercialisons des matériels conçus et fabriqués dans les diverses sociétés du groupe. A court terme, nous prévoyons d'étendre notre gamme de production et d'élargir notre champ d'action commerciale, aussi bien en ce qui concerne les matériels que les applications de nos procédés.

Notre but : doubler notre C.A. dans les 4 ans.

Votre rôle : être le patron d'une affaire, réaliser une politique commerciale bien élaborée et, sur cette base, saisir toutes les opportunités de développement, négocier à niveau élevé, animer une équipe technique très valable, assurer une bonne gestion.

Nous souhaitons confier ces fonctions à un homme actif, doué d'imaginaire commerciale, de formation supérieure — ingénieur Grande Ecole, HEC... — n'ayant pas moins de 38 ans.

Nous lui demandons d'avoir dirigé et développé une entreprise moyenne ou un département important d'une grande société (Biens Industriels). Nous apprécions vivement la connaissance et la pratique des techniques de conditionnement d'air.

séle CEGOS

Veuillez adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite et curriculum vitae, sous référence N° 71.528. Vous serez reçu dans la semaine du 8 juillet.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
SIEGE REGION PARISIENNE
recherche
pour la FRANCE
CHEF DE VENTE
bilingue français - anglais
Expérience vente composants électroniques ou formation technique souhaitée mais non obligatoire pour : diffusion matériel destiné à l'industrie électrique et électronique.

Adr. C.V. et photo récente à n° 6200 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'ELECTRONIQUE
recherche :
un ingénieur informaticien

ayant la pratique des mini-ordinateurs et des systèmes temps réel. Anglais lu courant.

Lieu de travail : PARIS-SUD.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 55842 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, Paris 1er, qui transmettra. Discretion et réponse assurées.

IMPORT. ENTREPRISE PRES MONTPARNAISE
recherche pour son centre de calcul important IBM 370 SVP1
CHEF D'EXPLOITATION
ayant aptitude au commandement
PROGRAMMEUR SYSTÈME
pour assurer maintenance charge de programmes. Les deux postes exigent plusieurs années d'expérience programmation IBM 360 et bonne pratique Assembler et Cobol.

Adresser curriculum vitae détaillé à S.E.S.I.O.N. 20, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS.

VOUS CONNAISSEZ l'analyse l'exploitation les transmissions
VOUS SAVEZ DIRIGER
VOUS ATTEND

VOUS CONNAISSEZ l'analyse l'exploitation les transmissions
VOUS SAVEZ DIRIGER
VOUS ATTEND

VOUS CONNAISSEZ l'analyse l'exploitation les transmissions
VOUS SAVEZ DIRIGER
VOUS ATTEND

RÉGIE-PRESSE
recherche pour animer cellule trésorerie
HOMME 25 ans minimum
poste polyvalent : gradé de banque CLASSE II ou III ou COMPTABLE expérience bancaire

Ecr. REGIE-PRESSE, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75155 Paris Cedex 13. Tél. : 58-24-22, poste 1748, ou se présenter : Service du Personnel, heures de bureau.

Nous sommes la filiale française d'une société multinationale implantée dans le monde entier, et notre croissance est enviable par nos concurrents. Voulez-vous être le

directeur de marketing

que nous souhaitons intégrer à notre équipe de Direction ? L'homme que nous engagerons a au moins 32 ans et est diplômé de l'enseignement supérieur. Et surtout, c'est un vrai professionnel du marketing. Son expérience ? C'est celle du monde AGRICOLE ou VÉTÉRINAIRE, acquise dans l'une des industries auxiliaires de l'agriculture (engrais, machinisme agricole, ...). Enfin, il parle couramment l'anglais.

Nous lui proposerons, en collaboration avec les services concernés, tant en Europe qu'aux Etats Unis, de coordonner le lancement de nouveaux produits et de prendre en charge la promotion des produits existants. Bien entendu, les portes de notre organisation internationale seront ouvertes à un candidat d'envergure.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur dossier de candidature avec C.V. et photo à No 56.890 - CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
BANLIEUE SUD
de PARIS recherche
assistant(e)
au service
du personnel

Animation et gestion du système de formation et de promotion (élaboration de tests d'embauche et de promotion, suivi du plan de formation continue, etc.).

Qualifications :
• 25 ans minimum
• Licence d'anglais appréciée
• Expérience pédagogique
• Aptitude marquée aux contacts personnels

Adresser curriculum vitae et prétentions sous réf. 53946 à Havas Contact, 155 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

relations humaines
et sociales

Groupe industriel parmi les 10 premiers français, nous recherchons pour l'une de nos usines de 1.000 personnes en région parisienne le responsable des affaires humaines et sociales.

La croissance économique rapide du marché et de cette usine nécessite auprès de son directeur une personnalité apportant l'expérience d'une gestion dynamique du personnel, de l'amélioration des conditions de travail en usine et des négociations sociales. Il sera aidé par une équipe de 20 collaborateurs chargés de la qualification, du recrutement, de la formation, des rémunérations.

Ecrire sous référence 437 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS -

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
cherche
Deux Sous-Directeurs
de succursale région Est
de la France (Réf. 1-74-06 M)

Ces postes exigent :
• une formation supérieure et une parfaite connaissance des techniques bancaires ;
• une très forte personnalité sachant s'adapter aux problèmes humains et aux relations tant au niveau du personnel de la succursale qu'auprès de la Direction Générale ;
• un excellent contact auprès de la clientèle et un tempérament d'animateur commercial axé en particulier sur le développement de la clientèle privée ;
• un esprit d'organisation et de méthode ;
• d'avoir à assumer des responsabilités commerciales et d'encadrement ;
• d'être bilingue français-allemand.

Lieu de résidence : région Est de la France.

Un Chef de Service Contrôle
attaché directement à
la Direction Générale (Réf. 2-74-06 M)

Il sera responsable :
• de la coordination de l'équipe de contrôle actuelle en place ;
• de l'étude de méthodes de contrôle plus élaborées ;
• de l'établissement de plans d'interventions tant au niveau des services du siège que des agences et succursales.

Ce poste conviendrait à :
• un diplômé sciences économiques ou formation équivalente ;
• un candidat possédant :
— un sens de l'organisation ;
— une parfaite connaissance comptable et administrative ;
— une solide formation des techniques bancaires ;
— un excellent contact humain.

Le candidat devra être bilingue français-allemand.

Lieu de résidence : Paris.

Envoyer C.V. manuscrit en rappelant la référence du poste à SOYENOR SELECTION, 13, boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
recherche :
CADRE FONCTION PERSONNEL
pour prendre en charge la responsabilité du service

EMPLOI - FORMATION
d'un établissement de 500 personnes dont il pourra rapidement devenir le Chef du Personnel.

Le poste peut convenir à un jeune cadre de formation supérieure ayant quelques années d'expérience en recrutement, formation, relations sociales ou gestion du personnel et désireux d'élargir ses responsabilités à l'ensemble de la fonction personnel.

Il est offert un travail d'équipe dans une société dynamique.

Le poste se situe dans un premier temps, à Paris-15° et sera transféré dans la région de Versailles dans un 2^e.

Adr. C.V. dot. avec photo et prétentions à No 56.890, CONTEXTE Publi. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra à toutes les candidatures. DISCRETION ASSURÉE.

responsable
de la gestion
des assurances
du groupe

Nous sommes un important Groupe français multinational et notre C.A. est de 500 millions. Notre croissance rapide prévoit, sur dix ans, un doublement du C.A. et des bénéfices tous les 2 ans.

Nous cherchons un Responsable de haut niveau, qui sera chargé de la Gestion des Assurances du Groupe et de l'organisation des conseils et assemblées.

Cet homme âgé de 30 ans a une formation juridique élevée. Il a également acquis une expérience similaire dans un cabinet de courtage d'assurances.

Adresser votre C.V. détaillé sous réf. 41300 à Havas Contact, 155 bd Haussmann 75008 Paris.

SPÉCIALISTE TUYAUTERIES
FORMATION INGÉNIEUR PARIS

● **L'HOMME RECHERCHÉ**
— Minimum 30 ans, ayant 3 à 5 ans d'expérience VECUS DU COTE DE L'ENTREPRISE dans le domaine équipement, utilités, réseaux fluides, tuyauterie industrielle, chauffage central, etc.
— DESIREUX DE VALORISER CETTE EXPERIENCE EN ELARGISSANT LE CHAMP DE SES RESPONSABILITES (ENTREPRENEUR au sein de l'ENTREPRISE)

● **LA SOCIÉTÉ**
PROTEC FEU
au tout premier rang des sociétés spécialisées dans les installations d'extinction automatique d'incendie (Sprinklers) QUI en raison de son EXPANSION CONTINUE a désormais la taille voulue pour sa structure EN UNITES AUTONOMES A TAILLE HUMAINE

● **LE POSTE**
Après formation à nos techniques (simples mais délicates à mettre en œuvre) et à notre organisation, ÊTRE RESPONSABLE d'une de ces UNITES, AVEC TOUS LES MOYENS MODERNES POUR CONTRÔLER VOTRE GESTION

Si vous désirez en savoir davantage AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT demandez une documentation sous réf. 1994 M. à FRANÇOIS DOZOL.

DELTA CONSEIL 34, rue de Miromesnil 75008 Paris

Associé à un des plus importants
groupes pharmaceutiques
mondiaux, un des vingt premiers laboratoires en France, recherche
DIRECTEUR DES VENTES

Il sera responsable de l'animation et de la gestion d'une équipe de plus de 120 personnes, de sa formation et de son perfectionnement de l'évolution d'un chiffre d'affaires dépassant 100 millions F.T., du lancement de nouveaux produits mis au point par un Centre de Recherches d'importance internationale.

Ce poste convient à un homme expérimenté dans la direction et l'animation des ventes et ayant des connaissances en marketing moderne, un homme qui soit dynamique, créatif et veuille progresser dans une société dirigée par une équipe jeune tournée vers la réussite.

Adresser votre dossier de candidature avec photo sous réf. 9510, à C. Jacquemin - B. Krief Sélection 1, rue Danton - 75006 Paris Discretion assurée

offres d'emploi

GRUPE SICO SOCOJI
Fabrication de pièces automobiles d'origine - Notoriété nationale et internationale - en pleine expansion recherche pour SURESNES :

CADRE ADMINISTRATIF
Adjoint à la Direction Générale
35 ans minimum, Haute potentialité ayant :
■ expérience de la moyenne industrie, de préférence dans la transformation des métaux,
■ connaissances confirmées en personnel, achats, comptabilité et commercial.

INGENIEUR
Adjoint à la Direction Générale
35 ans minimum, Technicien de grande qualité ayant expérience confirmée dans le travail des métaux en feuille à différents niveaux : PROTOTYPES, R.E. METHODES, OUTILLAGES, FABRICATION.
Après Informations et Stages dans les services, des Missions leur seront confiées par la Direction Générale en vue de les conduire respectivement à la Direction Administrative pour l'un et à la Direction Technique pour l'autre.
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. détaillé et photo à :
M. LADINES - SICO - SOCOJI - 44 bis, rue Carnot 92150 Suresnes.

offres d'emploi

DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un groupe important qui a su créer et développer un Etablissement d'Enseignement Supérieur de grande notoriété, formant de futurs Cadres et Cadres Supérieurs pour l'industrie, recherche le Directeur Général de cet Etablissement.
Il aura comme mission de donner au développement assuré de cet Etablissement les orientations optimales pour adapter les diverses formes d'Enseignement et de Recherches à l'évolution technologique des entreprises.
Il devra, au plan régional et national, favoriser des échanges fructueux avec le monde économique et universitaire pour promouvoir l'établissement.
Il aura la responsabilité entière de la gestion et participera à l'engagement des enseignants et des collaborateurs et au choix des programmes.
Ce poste de tout premier plan implique un homme de grande qualité, ayant de préférence une formation d'ingénieur Grandes Ecoles et qui, en plus d'une expérience industrielle réussie à un niveau de Direction, a manifesté son intérêt pour les problèmes de l'enseignement.
La rémunération proposée et les avantages sont très intéressants.
Région parisienne. Proximité villes universitaires.

sélé CEGOS
La plus entière discrétion est garantie par SÉLÉ-CEGOS, chargé de cette intervention.
Veuillez écrire sous référence M. 75.168.
33, quai Gallieni, - 92153 SURESNES.

offres d'emploi

DOW
DOW CHEMICAL FRANCE
The European engineering and construction services Bureau of the Dow Chemical Company is located in the centre of Rotterdam - The Netherlands.
This Bureau is responsible for the design and construction of the multimillion D.O.R. U.S. expansion of chemical plants throughout Europe that have been scheduled by the Dow Chemical Company for the years to come.
People assigned to these functions will be based in Rotterdam - Travelling to sites will be part of these jobs.
Below functions are to be filled:
PROJECT ENGINEERS
1 - CENTRALES - MINES - ESE - AM Male and Female
Their duties will consist of supervising and coordinating all activities of various specialists - Related to engineering - Procurement and construction of petrochemical projects.
Engineers - Mechanical - Civil - Electrical - Instruments piping.
Engineers - In their various specialties will be responsible for the design of petrochemical plants for initial planning to under preparation.
Critical path planning and computer aided design are a feature of all major projects.
Familiarity with European and American codes and standards is required.
We offer salaries commensurate with experience and ability - and competitive fringe benefits.
Initial interviews will be held in Paris.
Interested parties are requested to contact the below address :
Dow Chemical France Employee Relations Department
64, rue de Valenciennes - 75016 Paris - Phone : 504.30.94

offres d'emploi

BANQUE HERVET
dans le cadre de son expansion.
● POUR SA DIRECTION COMPTABLE A BOURGES (18)
CADRE
niveau expertise comptable (minim. DECS), ayant plusieurs années de pratique dans une entreprise ou chez un Expert Comptable.
● POUR SON DÉPARTEMENT FINANCIER A PARIS
ADJOINT AU DIRECTEUR
ayant l'expérience de la gestion Titres, pour être chargé de l'animation commerciale de son réseau.
● POUR SON DÉPARTEMENT IMMOBILIER A NEUILLY-SUR-SEINE
CADRE
Diplôme Grande Ecole ayant l'expérience de la gestion juridique et financière des programmes immobiliers.
GRADE
ayant l'expérience de la négociation immobilière.
● POUR LA RÉGION PARISIENNE
CADRES D'EXPLOITATION CONFIRMÉS
ayant l'expérience des relations avec la clientèle et souhaitant assumer des responsabilités commerciales.
Adresser curriculum vitae manuscrit détaillé, photo et prétentions, à : Direction du Personnel - B.P. 154, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

PARIS 90.000 F
SOCIÉTÉ MULTINATIONALE QUI FABRIQUE ET VEND DES BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL
(créée en 1972 - C.A. 75 M.P. E.T. - + 30 % par an) recherche
deux hommes formation commerciale supérieure. Anglais indispensable

● **CHEF DU SERVICE ÉTUDES ET ADMINISTRATION COMMERCIALES**
Réf. 8.324 X
pour mettre en place :
- une gestion prévisionnelle commerciale (budgétisation, définition de stratégies...)
- un système d'administration des ventes.
Expérience de 5 à 10 ans de la gestion commerciale et de la vente de biens industriels.

● **CONTROLEUR DE GESTION**
Réf. 8.325 X
devant au préalable assurer le rôle de place des éléments nécessaires (comptabilité analytique, plan, rentabilité des investissements).
Expérience d'au moins 5 ans de la gestion industrielle.

SELPE
Pour informations complémentaires, écrire ou téléphoner à : SELPE, 38, rue de Valenciennes, 75008 PARIS. Tél. : 387-55-09, poste 261.

audit interne
65.000 F +

Une Société Américaine, implantée sur l'Europe crée un poste fonctionnel qui conviendrait à un homme de 28 ans minimum, ayant deux à quatre ans d'expérience d'audit dans un cabinet ou au sein d'une Société Industrielle.
Ce cadre devra suivre et valider les procédures et assurer le contrôle dans les différents filiales du groupe notamment en France et en Belgique.
Pour réussir, il doit avoir de solides connaissances comptables et fiscales, des qualités d'organisateur, et être mobile.
Il est indispensable de savoir rédiger en anglais.
Le poste est à pourvoir à Paris.
Le groupe offre à un candidat de valeur de réelles perspectives de développement.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 154 IL.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton, 75008 Paris (Membre de l'ANEP)

SNCF
157 emplois dans ses bureaux d'études "Equipe"

Recrutement par Concours des 24, 25 et 26 septembre (Pas de diplôme exigé - Niveau terminale C ou E).
Connaissances en dessin nécessaires.
Hommes et femmes âgés de 18 à 30 ans.
Salaire mensuel brut de début : 2300 F environ.
Carrière intéressante. Emploi stable.
Avantages sociaux.
Pour renseignements et inscriptions avant le 5 septembre s'adresser à M. le Directeur (Département du personnel) :
● Direction de l'Équipement : 42 r. de Châteaudun, Paris 6e (72 postes)
● Réseau EST : 13 r. d'Alsace, Paris 10e (16 postes)
● Réseau NORD : 18 bis r. de Dunkerque, Paris 10e (9 postes)
● Réseau OUEST : 20 r. de Rome, Paris 8e (7 postes)
● Réseau SUD-OUEST : 1 place Valhubert, Paris 13e (35 postes)
● Réseau SUD-EST : 20 boulevard Diderot, Paris 12e (18 postes).

GRUPE BANCAIRE DE PREMIÈRE IMPORTANCE
recrute
pour son Agence de **CHELLES (77)**
ATTACHÉ DE DIRECTION CRÉDIT AUTOMOBILE

Ses fonctions :
- assurer la responsabilité du Département « Crédit Auto », sous l'autorité du Directeur d'Agence ;
- gérer les relations extérieures avec les concessionnaires de marques importantes ;
- avoir un impact commercial à tous les niveaux, le suivi de la production et de la rentabilité ;
- développer par une prospection personnelle un chiffre d'affaires existant.
Il est demandé :
- une bonne formation générale et commerciale ;
- un esprit d'équipe et un dynamisme permanent ;
- de sérieuses références dans un poste similaire et des connaissances bancaires.
Il est offert :
- position cadre ;
- voiture de fonction ;
- avantages sociaux et de larges possibilités dans un groupe en pleine expansion.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : **ARCHAT, 34, bd Baumgarten, - 75009 PARIS** (sous référence OV 278), qui transmettra. Discrétion assurée.

IMPORTANT GROUPE HOTELIER
recherche
pour son principal établissement (500 employés)
Chef du personnel et des relations humaines

● Il travaillera en collaboration avec la Direction Générale.
● La fonction nécessite un homme âgé d'au moins 30 ans, ayant une expérience de 5 ou 4 années dans un poste similaire.
● Une connaissance de l'hôtellerie sera appréciée.
● Ce poste peut déboucher vers une responsabilité au niveau du groupe.
● La rémunération ne sera pas inférieure à 60.000 F. annuels.
Adresser C.V. manuscrit et photo s/cf. 1610 à : **Pierre LICHOU S.A.**
10, rue de Louvois - 75003 Paris tél. 02 q. tr.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
Constructeur en Mini-Informatique
recherche pour Paris et Province
DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

MISSION :
Prospection - promotion - vente sur marché :
- télécommunications ;
- transmissions de données ;
- études de données ;
- petite gestion scientifique de mini-ordinateurs et applications.

PROFIL :
Expérience commerciale minimum de 2 ans.
Connaissance approfondie des mini-ordinateurs et applications.
Connaissance du marché informatique, habitude des actions de pénétration clientèle et négociations à haut niveau.
Ecrire avec curriculum vitae détaillé, photo, en précisant niveau de rémun. act. sous le n° 50.832, **CONTESSÉ Publ.**, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui tr.

GRUPE LEADER INDUSTRIE PANNEAUX BOIS
recherche pour
DÉPARTEMENT EXPORTATION COLLABORATEUR

● Minimum 25 ans,
● Pratique courante de l'Anglais,
● Italien souhaité,
● E.S.C. ou similaire,
● Situation d'avenir pour jeune, ambitieux,
● Résidence Normandie
Ecrire avec CV, photo et prétentions à : **Pierre LICHOU S.A.**, 10 rue de Louvois 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra. (sous référence 6646).

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE ALLEMAND DE PRODUITS CHIMIQUES EN PLEINE EXPANSION
recherche pour le 1.9.1974.
2 Technico commerciaux
pour la vente de désinfectants dans l'industrie alimentaire, cosmétique et pharmaceutique.
● Niveau L.U.T. Chimie ou licence Sciences,
● notions d'Allemand appréciées,
● voiture de société,
● 13ème mois.
Les candidats seront convoqués 1ère semaine de juillet.
Adresser C.V. photo et prétentions à : **Goldschmidt France S.A.**, Avenue Charles de Gaulle, 78150 LE CHESNAY.

PARIS F. 90.000
SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
qui fabrique et vend des
BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL
(créée en 1972 - C.A. 75 M.P. E.T. - + 30 % par an) recherche
CHEF DU SERVICE APPROVISIONNEMENT

pour :
- Définir et proposer les politiques d'approvisionnement et de transport de matières premières industrielles sur des marchés internationaux très compétitifs.
- Négocier des contrats internationaux de haut niveau.
- Mettre en œuvre ces politiques et suivre les réalisations (voyages outre-mer nécessaires).
- Mettre en place une gestion prévisionnelle des approvisionnements et des décaissements en résultant.
Expérience de 5 à 10 ans dans des domaines comparables.
Formation supérieure souhaitée.
Anglais indispensable.
Ecrire N° 55.573, **CONTESSÉ Publ.**, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL LA MILLIARD DE C.A. 14.000 PERSONNES. 3 UNITES DE FABRICATION
recherche
POUR LA DIRECTION ORGANISATION ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION
CHEF DE DÉPARTEMENT GESTION INDUSTRIELLE

- Son expérience devra être confirmée dans le domaine de la gestion de production et des fonctions annexes (Approvisionnement, distribution, logistique...)
- Une compétence informatique est indispensable.
- La connaissance des techniques PROCESS sera appréciée.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous le n° 4.501, à : **LEVI-JOURNAY, 4, cité Pigalle, 75009 Paris, qui tr.**

ADMINISTRATION DES VENTES

ORSAN, premier fabricant européen de produits (glutamate et dérivés) destinés aux industries alimentaire et pharmaceutique : en forte et régulière expansion, 80 % du chiffre d'affaires à l'exportation, recherche pour son siège à Paris, un Cadre qui, relevant directement du Directeur Commercial, supervisera et coordonnera l'activité du secrétariat commercial (établissement des contrats, correspondance avec clientèle...). Il sera responsable du suivi de ces contacts, du planning des commandes et des liaisons avec l'usine, située dans la Somme, qui assure la fabrication et les expéditions.
Ce poste intéresse un candidat ayant une formation ESC par exemple, une expérience d'au moins 3 ou 4 ans de gestion commerciale, une connaissance parfaite de l'anglais, et si possible de bonnes notions d'allemand.
sélé CEGOS
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, mentionnant niveau de rémun. actuelle sous réf. M. 11.348. Discrétion totale assurée. 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

ENGINEERING PARIS
Dans le cadre de son expansion, la Direction Exportation de la Filiale Engineering d'un puissant groupe industriel français recherche
INGENIEUR Grande École
pour lui confier de multiples missions dans le cadre d'une fonction de coordination technique et commerciale, réclame à la fois des compétences techniques (conception de systèmes à base de mécanique) et des qualités de négociation et d'organisation du travail.
Ce poste, opérationnellement généraliste, nécessite cependant une solide expérience acquise et possible dans une entreprise de construction d'usines clés en main (Génie Civil, équipement).
ANGLAIS FLUENTLY.
Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 143 M à :
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 Paris.

مكتب العمل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Inspecteur EXPORT

Nous créons de nouveaux postes d'inspecteurs qui auront à gérer leur secteur respectif et à produire l'animation, le contrôle et la sélection de nos agents.

Nous diffusons des produits qui sont des biens d'équipement mécanique.

Ce poste intéresse des professionnels de la vente confirmés, parfaitement bilingues (anglais, allemand ou espagnol).

■ Début 70.000 F au moins, ■ base : PARIS

Adresser C.V. et photo s/réf. 13.155/M à : AN.P.M. 185, av. Charles de Gaulle 92132 Neuilly Seine

TRÉSORIER

40.000-50.000 F

GRUPE INDUSTRIEL au C.A. de 300 millions de francs PARIS (Lyon-Austerlitz) recherche un TRÉSORIER

- De formation et d'expérience bancaire de préférence, il aura pour mission d'optimiser la trésorerie du Groupe.
- Le poste est à créer au sein de la Direction Financière.
- Il sera assisté pour sa mise en place par une équipe de conseil.
- Situation évolutive pour candidat de valeur.

Adresser C.V. et photo sous référence 3283 à : PUBLISERV, 20, rue Richer, 75001 Paris Cedex 08 qui transmettra.

cadre de direction

100 000 F +

Courtage en Assurances

Important Cabinet Parisien recherche un Cadre de haut niveau, âgé de plus de 35 ans, capable de prendre en charge l'administration de l'assurance de l'entreprise et de faire face à des tâches administratives complexes.

Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir (souplesse essentielle). De bonnes connaissances juridiques et une indispensable expérience technique du courtage en Assurances lui permettront de diriger les problèmes touchant aux branches "responsabilité civile", "pertes d'exploitation" et "incendie".

Les responsabilités et la rémunération de ce poste d'avenir sont appelées à croître substantiellement et les fonctions à évoluer à moyen terme vers celles de Directeur Général.

Voiture de fonction.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. sous réf. 8332/M, à : CONSEIL EN RECRUTEMENT CNCP 105, av. Victor-Hugo - 75118 Paris

JEUNE INGÉNIEUR DE TRAVAUX

BATIMENT - GENIE CIVIL

PEUT TROUVER (si il a déjà quelques années d'expérience professionnelle) un poste d'avenir dans une solide entreprise régionale ayant une politique de développement nationale.

DANS UN PREMIER TEMPS il créera le Bureau des Méthodes et l'Animation. Ensuite, grâce aux connaissances acquises sur l'entreprise, il sera à même d'améliorer l'organisation du service Travaux.

Si cela de réussite, ce poste débouche naturellement sur la

DIRECTION TECHNIQUE

POSTE DANS PETITE VILLE (20.000 hab.) 100 kilomètres EST PARIS

Logement facilité

Si vous désirez en savoir davantage AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous réf. 1901 M à : François DOZOL

DELTA CONSEIL

34, rue de Miromesnil 75008 Paris

UN CHEF COMPTABLE

qui sera responsable de la comptabilité générale (fiscale, sociale) et de gestion.

Le candidat retenu devra :

- Avoir 25 ans minimum
- Être titulaire d'un diplôme BEC, ESSEC ou E.S.C. ou d'expertise comptable avec une expérience professionnelle acquise dans un poste similaire
- Avoir de bonnes connaissances de la langue anglaise

Ecrire n° 8.598, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75227 Paris.

GRUPE PRIVÉ D'ASSURANCES

installé à Maine-Montparnasse - Paris (15^e)

recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION

Département Immobilier

30 ans minimum, licencié en droit. Expérience de gestion immobilière.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : LA POPULAIRE VIE-IND, 11-13, sq. Max-Rymans, 75141 PARIS CEDEX 13.

JEUNES INGÉNIEURS

(T.P., CENTRALE, A. et M., PONTS)

L'entreprise (S.A.T.P.) est un des leaders de la profession. Son développement est assuré grâce à la diversification de ses activités et à sa décentralisation régionale.

Nous faisons davantage confiance aux potentiels de chacun qu'à l'expérience acquise.

Nous vous proposons de « démarrer » soit dans la fonction technique (étude de structure, préparation et lancement de chantiers), soit directement dans la conduite des travaux.

Pour un premier contact, adressez votre curriculum vitae et photo sous réf. 6.663 à : ORGANISATION et PUBLISERV, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL NÉERLANDAIS

recherche pour la FRANCE

COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL

30 ANS MINIMUM

Pour introduire produits d'infestation et nettoyer dans industrie alimentaire (brasserie en particulier). Une expérience dans ce domaine est indispensable. Formation en biotechnologie (écologie de chimie, lacterie, brasserie, etc.).

Poste à pourvoir à PARIS. Déplacements fréquents. Notions d'anglais indispensables, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo récente à : 97.000, S.P.A.C., 34, rue Balard, 75015 PARIS, qui transmettra.

DESSINATEUR

ETUDES 1 et ETUDES 2

Pour travaux d'infestation de produits de produits.

Expérience antérieure de 2 ans dans poste similaire exigée.

Se présenter au service de recrutement, 74, rue du Surmelin, Paris-20^e.

PROGRAMMEURS COBOL

27 F L'HEURE

SRS 44, rue de la République, 2^e étage gauche.

TRACTEL S.A.

LE CRÉATEUR DES

TIRFOR + et TIROR

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

recherche pour promouvoir

INDUSTRIE DU BOIS

recrute

INGÉNIEUR COMMERCIAL

devant animer un secteur de vente et promouvoir des produits orientés sur le bâtiment auprès d'architectes et entreprises pilotes.

Nous recherchons un Cadre ayant soit une formation technique, soit une expérience de chantier ou de Bureau d'Etudes.

Déplacements une semaine sur deux.

Possibilités de promotion dans une société importante (C.A. 75 : 450 millions de nouveaux francs).

Adresser C.V. photo et prétentions sous n° 8.600 à P. LICHARD S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

FONCTION PERSONNEL

La Société est un groupe industriel National (C.A. : 1 milliard 1/2 Frs) au 1^{er} rang dans son secteur d'activité.

Notre réussite est fondée sur la priorité que nous donnons au choix et à la promotion des hommes.

Nous offrons à un jeune cadre (Psychologie, Sciences-Po, Sup. de col) la possibilité de démarrer sa carrière dans notre Direction du Personnel (PARIS).

Au départ, il lui sera confié des missions de recrutement (Cadres et Techniciens) où il pourra acquérir une bonne maîtrise de l'entretien, d'appréciation et d'une connaissance élargie des fonctions de l'entreprise ; ce qui lui sera nécessaire pour évoluer.

Adresser C.V. et photo sous références 6094 à : ORGANISATION et PUBLISERV, 2, rue Marengo 75001 Paris qui transmettra.

SOIETES ENGINEERING

recherche pour stations

de contrôle de satellites

AGENTS TECHNIQUES

CATEGORIES 1 ET 2

Titulaires C.A.P. Electronicien, électricien, électrotechnicien, B.E.I. Electronicien, électrotechnicien, électrociniste, niveau BAC Technique.

Pour exploitation des matériels de :

- Télécommunications

- Télécommande

- Télémesure

Connaissances de l'anglais indispensables.

Nationalité française exigée.

Ecr. avec man. et photo, et réf. : n° 8.597, CONTEXTE Publiété, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

L'animateur d'un important réseau de promotion et de vente de la presse dans le monde universitaire et scolaire recherche

ETUDIANTS

Passionnés par la perspective d'améliorer la diffusion des grands journaux :

- Ayant le goût des responsabilités

- Affectés à l'animation d'une équipe.

Pour diriger sa campagne de SEPTEMBRE 1974 à PARIS, ANGERS, ORLÉANS, NICE, NANTES, RENNES, TOULOUSE, POITIERS, CLON, PAU, TOULOUSE, METZ, AMIENS, LE HAVRE, CLERMONT, etc.

1^{re} connaissance de la grande presse exigée.

Rémunération selon résultats.

Statut salarié.

dr. C.V. man. et photo, et réf. : n° 8.598, CONTEXTE Publiété, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANTES CARIÈRES Nord-Ouest de Paris recherche

INGÉNIEUR

30 ans min. Formation AM ou similaire pour conduite atelier terminale câble.

Evolution carrière à terme.

INGÉNIEUR

Formation école Violette, ESME, ESI, pr études de fabrication et montage d'équipements câbles électroniques.

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 8.600 CONTEXTE Publiété, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

LARGE FRENCH INDUSTRIAL GROUP

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

Partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion

recherche pour le 1-9-74 et/ou le 1-12-74 15 NOUVEAUX COLLABORATEURS

INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES DEBUTANTS

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

DEBUTANTS ou 1 à 2 ANS EXPERIENCE

Pour intégrer à ses équipes travaillant sur des applications de techniques avancées

Les postes à pourvoir impliquent des contacts très fréquents avec les clients

Les 3 premiers mois seront consacrés à la formation aux méthodes de la société

Des déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir

Les perspectives de carrière sont très ouvertes

Envoyer lettre de candidature avec C.V. manuscrit et photo à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE S.A. 5, rue André-de-Vigny 75008 PARIS

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadres" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,88

IMMOBILIER	21,00	24,51
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

demandes d'emploi

COLLABORATRICE -
10 à 20 ans, secrét. direction,
contrôle, dist. aux ill.
Ecr. ne 49724, Cote d'Ivoire,
S. M. ou G. P. ou P. ou P. ou P.
J. H. 25 à 40 ans, dipl. B.S.C.
contr. ext., am. ill.
poste av. délab. fr.
export de prod. indus.
contr. de ces prod. à l'étr.
Ecr. ne 49724, Cote d'Ivoire,
S. M. ou G. P. ou P. ou P. ou P.
25 bis, rue Daumier, 11

E.S.C.
J. H. 25 ans, chercheur
d'adjoint ou responsable
sein direction administrative
organisation
libre ill. ou
-déb. septembre
Ecrits NAVAS CONT
156, bd Hausmann, 75000 Paris
sans référence S.C.

Jeune femme 27 ans

EMPLOI DOCUMENTAIRE
Région parisienne. Année
Ecr. no 67.536, REGIE F
85 bis, r. Réaumur, P

DES AFFAIRES
CHERCHE SITUATION
stable à partir du 1^{er} 10
Ec. no 6.587 « Le Monde »
S. r. des Harfres, 75427-F
F. cadre, 41 ans, célib.,
docum. financ., secrét.

Publ.,
1959-
studit,
uxon,
poste
alnet

J. H. 22 ans - PUPI
GE 58 Grail,
stable. L.h. au 1-4, 5 x
(sans poste de buff) cap.
Opérateur HS 6056 ce
Puplier sur autre fr
matériel. Ecr. à M. M.
Aix, 100 rue de Gail

73.128 LA COURNEUVE
J.H. Z. a. lic. DES dro.
prof. conn. arabe, angl.
ch. st. Etud. ties propo.
Bouche, 4, r. Wurtz, Pa.

CADRE SUPERIEUR
Directeur administratif et
clic. des. Ecole d. en

comfortable. La quarantaine dans Paris. Organisation saisonnière confirmée, expér. dans diverses industries en particulier : la construction électrique et électronique. Qualités humaines et d'équipe. Recherche situation responsable. SA

IMMOBILIER
ANIMATRICE DES V
39 a., long. exp., commer
participé au mont. d'
rums & format. des v

organism. du travail e
problèmes de crédi. ch.
responsabil. des vites
capac. 500 logem.-an envir
n° T 58.054 REGIE. PR
95 b. J. Réaumer, P

J. femme, 25 ans, m.
sciences humaines, b.
anglais, espagnol, 4 ans
profess. product. ciné
publicité, recherche s.
dans tout domaine s.

capacités d'initiative
reflexion seraient appa-
Lib. de voyag. Ecr. n° 1
REGIE PRESSE, 85 bis
Résumur, PARIS (20).

5, rue des Italiens, 75427
LICENCIÉE Science. Eco.
(économétrie), 2 ans exp.
bureau d'études, recherche
ou proche banlieue
poste chargé d'études
documentation ou fonction
administrative.
Ecrire : HAVAS. LYON

23 ans - diplômé O. M. H.
Physique-Thermo. Opt.
Théor. Electron. Electr.
recherche emploi Prov. de
Etrière n° 673, « le Monde »
5, rue des Italiens, 75427

H. 26 a., Prépar. pour s
 DOCTORAT 3^e CYCLE CH
 stage 2 a. ind. Pharm
 synth. organ. et specir. R
 Anglais, cher. emploi en r
 Ecrire no 2213, HAV

D. E. C. S. MATTHIEU en G
1 an exp. AUDIT 24 a. c
poste EXPERT COMPT
STAGIAIRE. Rémur. a
45.250/an. Ecr. n° 49.688.
Presse, 85 bis. r. Réaumur.
CHEF de PUBLICITE H
solide expérience vente e

93800 EPINAY-SUR-SEINE
Cadre 26 a. DIPL. sc-F
- maitr. angl., bil. angl.,
exbr. profec. ch. élut. r

étudiants

dipl. de gestion, compt.
MARKETING ET AN
Parl. COURAMM. ANN
ALLEMAND, dactylo,
de conduire, exp. prof.,
emploi infir. Paris ou
nord-est pr juillet. T. 79

ETUDIANT.
17 ans. B.E.P.C.
cherche place rempla-
çant. Sér. références m-
Ec. no 6.563 « La Monde
S. r. des Italiens, 75427-P

**Emplois féminins
des rubriques
des 31 et 32**

10

1

1

1

La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00
OFFRES D'EMPLOI	27,00
REPRESENTAT. Demandes	13,00
Offres	27,00
Offres d'emploi "Placements Encadrés" (2 col.)	31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00
	40,86

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER	
Achat - Vente - Location	21,00
AUTOS - BATEAUX	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	21,00
CAPITAUX	60,00
OCCASIONS	70,65
	21,00
	24,51

emplois féminins

LA RADIOTECHNIQUE
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

Importante Société Mécanique Générale
Siège Social : VELEY-VALLOUET
recherche

ATTACHEE DIRECTION COMMERCIALE

Responsable :
- Secrétariat 5 personnes ;
- Statistiques et Contrôle activité commerciale (20 % exportation) ;
- Gestion publicitaire ;
Anglais indispensable pour gestion dossiers pays anglophones ;
Expérience appréciée branche industrielle similaire ;
Restaurant, Transport par car, départ PARIS Porte de Versailles et Halles aux parcs par lignes S.N.C.F. ;
VELEY-VALLOUET - 75010 PARIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions à O.P.G. CONSEIL, n° 2978, 13, rue d'Angoulême - 75010 PARIS.

Kelly Girl
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

ECRIVAIN
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

ECRIVAIN
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

ECRIVAIN
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

ECRIVAIN
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

ECRIVAIN
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

représent. offre

LABO CHIMIE FRANCE
Production sans concurrence
vins 4000 l. par an. Primes à
ANIMATEUR DES VENTES
pour France Occidentale
Expérience distrib. culture
ou pharmaceutique. Début. très.
Adress. C.V. et photo (encadré
assur.) S.P. 4, VIALMIS
92010 LUTHERVILLE.

FABRIQUE Biotechnologie rech.
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

représent. demande

Jeune homme, 30 ans, rech.
pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

traductions

Demande
Jeune femme fait tous travaux
de dictée et traduction
français-anglais. Expérience
translittération. Ecrire Mlle G. COY - 7, rue
Ferdinand-Duval, PARIS-9.

TRADUCTEUR LITTÉRAIRE
fonctionnaire de l'Etat, cherche
travaux de traducteur
français-anglais. Ecrire Mlle G. COY - 7, rue
Ferdinand-Duval, PARIS-9.

proposit. com. capitaux

LABO ANALYSES MEDIC.
analyse et conseil, à l'usage
médical. Centre Paris. Basé
sur la chimie. Ecrire Mlle G. COY - 7, rue
Ferdinand-Duval, PARIS-9.

REPRESENTANT
SYSTÈME D'ALARME
Société spécialisée recherche un
REPRESENTANT
pour son système d'alarme
anti-intrusion. Convient
aux commerçants, artisans,
industriels, etc. Ecrire Mlle G. COY - 7, rue
Ferdinand-Duval, PARIS-9.

propositions diverses

L'ENTRAIDE DES CADRES
aide rapidement et efficacement
les
DEMANDEURS D'EMPLOIS
Adress. C.V. et photo à
Mlle G. COY - 7, rue
Ferdinand-Duval, PARIS-9.

ENSEIGNEMENT
INSTIT. SUP. SECRETARIAT
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

occasions

ACHAT-VENTE tous bijoux
or, brillant, argent.
22, r. D. Casanova, 100, PARIS-17.

ACHAT-VENTE tous bijoux
or, brillant, argent.
22, r. D. Casanova, 100, PARIS-17.

autos-vente

AT12
Tous modèles disponibles
à l'achat
PARTICULIER
GARAGE DES PATRIARCHES
11 rue de Valenciennes
Tél. 236 38 35

MAISON GORVITZ-FAVRE
recherche pour son établissement de
SURESNES

INFIRMIERE D'USINE
Diplômée d'Etat
42 heures par semaine en 5 jours.
Congés 14 semaines.

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE, S.P. 10 - 92154 SURESNES.

L'immobilier

exclusivité

bureaux bureaux bureaux

Près de la Porte d'Auteuil
à 300 mètres du bois dans BOULOGNE

3.000 m2 de BUREAUX NEUFS
EN 2 IMMEUBLES DE 1.500 m2

A LOUER

En totalité ou par niveaux de 300 m2 ou par tranches de 100 m2 minimum.

LIVRABLES A PARTIR D'AOUT 1974.

Très bon standing - Très nombreux parkings
Standard téléphonique - Restaurant d'entreprise

POUR RENSEIGNEMENTS ET VISITES :

Société propriétaire : SIMCO

Téléphone : 260-35-15, poste 48-76

constructions neuves

AUX PORTES DE PARIS - 94-SAINT-MAURICE
"Résidence du Montgès"
121-123, rue du Maréchal-Ledoux.
près Bois de Vincennes - 25.000 m2 station Joconde
IMMEUBLE GRAND CONFORT - Jardin, parking.

2 A 5 PIÈCES
Prix définitif - Crédit 80 %
LIVRAISON 1974.
APPARTEMENT MODÈLE : lundi, jeudi, samedi
et dimanche de 14 h. à 18 h. - Tél. : 553-19-82

PIERRE BARON S.A., 38, rue Copernic, 75116 PARIS
Téléphone : 553-21-35.

appartements vente

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PLEIN CIEL
Gd p. 2 ch. et 10 m2
Carré d'Orléans, ODE, 45-70.
SOLIEL.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

PARIS
Mareuil, 1 P. à rénover, s/ruc.
b. imm., 25.000 F. P.A.S. 34-80.
XVI, Avenue VICTOR-HUGO
au 4e et 5e étages, 2 P. par étage,
45.000 F. Téléphone : 524-23-14.

appartements vente

Achetez votre appartement ou bungalow
à l'urbanisation Pont de Neuilly
COSTA DEL SOL

Appartements et bungalows de luxe
de 1, 2 et 3 chambres
Vues splendides sur le port de plaisance
d'Estépona et Côte d'Azur.
Plage, tennis, etc.

Prix à partir de 55.000 NF.
Livraison au mois d'août

Renseignements : DUME, S.L. - Edificio
Jardín, tél. 801974. Estépona Costa Del Sol

PARIS
10, square Adolphe, 14, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

EXCLUSIVITE
V. s/p. merc. 26, 14-19 h.

7e ARRONDISSEMENT
Immeuble neuf
très beau 4/5 pièces.
Tél. : 509-25-25.

PL. GAMBETTA
Idéal placement, neuf studio
11 ch. A partir de 68.000 F.
Locat. 2000 F. par mois.

SAINT-GEROISES
Idéal placement, neuf, grand
studio, 2 P., tout confort.
Tél. : 509-25-25.

ECOLE MILITAIRE
Super. tout confort, 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

MARAI - 75 m2
Appartement de caractère
très agréable, 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

TRES RARE
CAULAINCOURT
Très bel imm., 5 ét., 11 ch.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

15e CONVENTION Dans imm.
très agréable, 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

NEUILLY 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

SAINT-GEROISES 100 m2, 4 P.
bains, w.c., cuis., 120 m2
service + cave, bon état.

Chaque fois que la RATP ajoute une rame neuve, elle vous offre plus de confort, plus de lumière, plus de silence et plus de rapidité.

Juillet 74.
Sur la ligne n°6*
les rames neuves
arrivent.

De la ligne Pont de Sèvres
à la ligne d'Orléans.

par Charles de Gaulle/Etoile
par Denfert-Rochereau



PLUS DE CONFORT : les rames neuves ont une meilleure suspension, des banquettes et des strapontins rembourrés.
PLUS DE LUMIERE : les rampes d'éclairage améliorent la qualité et la diffusion de la lumière.
PLUS DE SILENCE : les rames neuves circulent et s'immobilisent en silence. C'est bien agréable quand on est à l'intérieur. Ou à l'extérieur.
PLUS DE RAPIDITE : les rames neuves vont plus vite. Leur efficacité : une augmentation de capacité de 20%. Un trajet plus rapide pour vous.

RATP

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

L'immobilier

locations non meublées

Offre

SENLIS
SANS COMMISSION
A LOUER
3-4 et 5 PIECES

IMMEUBLE NEUF P. de T.
4 ETAGES, ascenseur, chauffage
équipements, parking, 10 ha.

LOYER INTERESSANT
Tel. : 203-55-10

Près PARC MONTMOURIS.
2 p., 11 conf., clim., ent. refait neuf. - 924-96-17, p. 38.

Mr PASSY, 7 pces + chbre de serv., ref. neuf, 11 ch, 2.400 F. AMP. 52-71.

ARCUEIL, La Vache Noire, à 5' de l'appt. 4 pces, 3 pces, confort, immeuble neuf, Vite 31-37, rue du Docteur-Dorand, bdt. A, 1e escal., 2e étage, ascenseur, téléphone, 11 ch, 1.500 F. - 924-96-17, p. 38.

bd MALHERBERG-ST-AUGUSTIN, Appt & P., 11 ch, 200 m², 10 pces, 1.500 F. - 924-96-17, p. 38.

RUE DE MEDICIS, Face au LUXEMBOURG, APPT, 5 p., 11 ch, 140 m², 1.500 F. - 924-96-17, p. 38.

BOULEVARD DES BATAILLONNES, 4 p., 11 ch, 140 m², 1.500 F. - 924-96-17, p. 38.

Mr Coudier, 10 pces, 11 ch, 1.500 F. - 924-96-17, p. 38.

Genève 3 pces + cuisine, petit loyer, meublé, immeuble récent, centre St-Denis. Voir propriétaire : jeudi, vendredi, café, 133, av. Louis-Roché, Genève.

Demande

Off. très intéressée. Je cherche un studio ou 2 p., cent. (19e arr.), téléph. si possible (pas d'appt.). Ecr. à 4200, "Le Monde", 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

locations meublées

Offre

CHAMP-MARS, 3 p., 11 ch, 1.500 F. - 924-96-17, p. 38.

SAINT-CLOUD, Studio indépendant, sans agence, 425 F. - 924-96-17, p. 38.

immeubles

12° - PL. DAUMESNIL

Placem. premier ordre pour investisseurs avisés. Murs commerciaux de ref. 170 m², ent. rénove 50.000 F. Gros rapport indexé chaque année. Direct. propriétaire. Tél. : 945-96-41.

bureaux bureaux

CHATOU



BUREAUX TERMINES
A LOUER
200 à 2.500 m²
260 F LE M2 H.T.
ELY. 69-36

NEUILLY Boulevard BINEAU
490 M2
+ 190 M2 LOCAUX COMMERC.
div. tr. calme standard. N.L.
div. tr. bur. 470 F le m2.
Loc. bureau, 100 F le m2.
POMPIP. - ANJ. 90-74.

2.500 m² d'ENTREPRISES
450 m² de BUREAUX
A LOUER

Paris, à 10 kilomètres par A1
AULNAY-SOUS-BOIS
« Les Mardelles ».

Tél. 225-79-00
WEATHERALLS FRANCE
M. Coudier.

A LOUER
LES CEMENTS FRANCAIS
L'UNION BANCAIRE, BATIM.
DI-DICTRONIC, DOWDING
AND DOLL, en deux
LEUOBUILDING
(Paris - Porte de Pantin)

Reste à louer :
Rez-de-chaussée : 140, 132,
287 m² à 325 F le m2.
1er étage : 111 m2.
54 ch. : 107 m² à 325 F le m2.
Tél. : 339-72-30 - 92-79-29-04.

Centre de coordination mouve-
ment écologique, rech. grand
local env. 2.000 F par mois,
préf. centre Paris. Ecr. au
centre, 65, bd Arago, Clie
Fleurie, Paris-13e.

42, boulevard des Batignolles,
BOUTIQUE-BUREAU, 25 m2,
161, bd sans asc-de-voie,
leud 27 de 15 h. à 17 h.

MONTMARNASSE-RASPAIL
300 m2 utiles bureaux +
130 m2 archives.
Petit imm. résidentiel
neuf, livrés, septembre.
Vente-localisation.
COGEOLOG, 181, 307-35-16.

BUREAUX TTES SURFACES
Location 30 pces-de-voie ou via
A2, MAILLOT, 5, rue Poincaré,
924-96-17, p. 38.

PARIS 8° HAUSMANN
A louer 1.000 m2 ;
Bureaux local ordinaire amén.
HAMPTON AND SONS
225-50-35.

locaux commerciaux

PARIS 15°

SITUATION EXCEPTIONN.
Pav. avec ATEL. ARTISTE.
Nécess. plat. 2 m. 25. Versées.
Jardin. APPT. Pcs. bureau.
2.500 F mens. Tél. 924-96-17, p. 38.

NATION EMPLOIEMENT
UNIQUE
Près Préfontaine et Imp.
MURS DE BOUTIQUE
2 magasins grands
MAGASINS
le meilleur placement d'avenir
dans immeuble récent.
225-25-25 et 99-99.

CHAMPS-ELYSEES (PRES)
Imm. d'angle, 1.200 m²
en 7-de-cho. et 1er ét. à chbr.
commerciaux, 10 pces, res-
taurant, etc. situation, exception.
VION S.A. - 344-44-72.

EXCEPTIONNEL A PARIS
PORTE DE PANTIN
(100 m. de la porte de Pantin)
A LOUER - 233 F LE M2 :
local commercial 30 m², 10 pces,
salle en 2 ou 3 lots) + 75 m²
sous-sol - grand standing
10 pces, 10 m², 10 m², 10 m²,
disponibles immédiatement.
Tél. : 339-72-30, 92-79, 29-04.

PARIS 3° CHATELET-SEBAST.
1.000 m² de bureaux rénovés, st.
à louer en lot, ou par niv. de
140 m2, 24 lg. livr. sept. 74.
HAMPTON AND SONS
225-50-35.

OPERA
Toute propriété, 5 bureaux, 2 li-
vres tél., 60 m2, 280.000 F. Gros
rapport. - Téléphone : 346-44-71.

BUREAUX NEUFS
A LOUER
150 m²
mètre Miromesnil
Tél. : 256-11-10.

hôtels-partic.
CHAMP-DE-MARS
av. JdN priv., pl. sol. récept. +
3 ch., 2 b., ch. domes, sarges.
Mme CHABERT. SOL. 9-11.

A LOUER
LES CEMENTS FRANCAIS
L'UNION BANCAIRE, BATIM.
DI-DICTRONIC, DOWDING
AND DOLL, en deux
LEUOBUILDING
(Paris - Porte de Pantin)

Reste à louer :
Rez-de-chaussée : 140, 132,
287 m² à 325 F le m2.
1er étage : 111 m2.
54 ch. : 107 m² à 325 F le m2.
Tél. : 339-72-30 - 92-79-29-04.

Centre de coordination mouve-
ment écologique, rech. grand
local env. 2.000 F par mois,
préf. centre Paris. Ecr. au
centre, 65, bd Arago, Clie
Fleurie, Paris-13e.

42, boulevard des Batignolles,
BOUTIQUE-BUREAU, 25 m2,
161, bd sans asc-de-voie,
leud 27 de 15 h. à 17 h.

MONTMARNASSE-RASPAIL
300 m2 utiles bureaux +
130 m2 archives.
Petit imm. résidentiel
neuf, livrés, septembre.
Vente-localisation.
COGEOLOG, 181, 307-35-16.

BUREAUX TTES SURFACES
Location 30 pces-de-voie ou via
A2, MAILLOT, 5, rue Poincaré,
924-96-17, p. 38.

PARIS 8° HAUSMANN
A louer 1.000 m2 ;
Bureaux local ordinaire amén.
HAMPTON AND SONS
225-50-35.

locaux industriels

PARIS 15°

SITUATION EXCEPTIONN.
Pav. avec ATEL. ARTISTE.
Nécess. plat. 2 m. 25. Versées.
Jardin. APPT. Pcs. bureau.
2.500 F mens. Tél. 924-96-17, p. 38.

NATION EMPLOIEMENT
UNIQUE
Près Préfontaine et Imp.
MURS DE BOUTIQUE
2 magasins grands
MAGASINS
le meilleur placement d'avenir
dans immeuble récent.
225-25-25 et 99-99.

CHAMPS-ELYSEES (PRES)
Imm. d'angle, 1.200 m²
en 7-de-cho. et 1er ét. à chbr.
commerciaux, 10 pces, res-
taurant, etc. situation, exception.
VION S.A. - 344-44-72.

EXCEPTIONNEL A PARIS
PORTE DE PANTIN
(100 m. de la porte de Pantin)
A LOUER - 233 F LE M2 :
local commercial 30 m², 10 pces,
salle en 2 ou 3 lots) + 75 m²
sous-sol - grand standing
10 pces, 10 m², 10 m², 10 m²,
disponibles immédiatement.
Tél. : 339-72-30, 92-79, 29-04.

PARIS 3° CHATELET-SEBAST.
1.000 m² de bureaux rénovés, st.
à louer en lot, ou par niv. de
140 m2, 24 lg. livr. sept. 74.
HAMPTON AND SONS
225-50-35.

OPERA
Toute propriété, 5 bureaux, 2 li-
vres tél., 60 m2, 280.000 F. Gros
rapport. - Téléphone : 346-44-71.

BUREAUX NEUFS
A LOUER
150 m²
mètre Miromesnil
Tél. : 256-11-10.

hôtels-partic.
CHAMP-DE-MARS
av. JdN priv., pl. sol. récept. +
3 ch., 2 b., ch. domes, sarges.
Mme CHABERT. SOL. 9-11.

A LOUER
LES CEMENTS FRANCAIS
L'UNION BANCAIRE, BATIM.
DI-DICTRONIC, DOWDING
AND DOLL, en deux
LEUOBUILDING
(Paris - Porte de Pantin)

Reste à louer :
Rez-de-chaussée : 140, 132,
287 m² à 325 F le m2.
1er étage : 111 m2.
54 ch. : 107 m² à 325 F le m2.
Tél. : 339-72-30 - 92-79-29-04.

Centre de coordination mouve-
ment écologique, rech. grand
local env. 2.000 F par mois,
préf. centre Paris. Ecr. au
centre, 65, bd Arago, Clie
Fleurie, Paris-13e.

42, boulevard des Batignolles,
BOUTIQUE-BUREAU, 25 m2,
161, bd sans asc-de-voie,
leud 27 de 15 h. à 17 h.

MONTMARNASSE-RASPAIL
300 m2 utiles bureaux +
130 m2 archives.
Petit imm. résidentiel
neuf, livrés, septembre.
Vente-localisation.
COGEOLOG, 181, 307-35-16.

BUREAUX TTES SURFACES
Location 30 pces-de-voie ou via
A2, MAILLOT, 5, rue Poincaré,
924-96-17, p. 38.

PARIS 8° HAUSMANN
A louer 1.000 m2 ;
Bureaux local ordinaire amén.
HAMPTON AND SONS
225-50-35.

propriétés propriétés

LE VESINET

Réfid.
Pr. R.E.R.
Maison propr. STYLE MANSAARD.
Récent, 40 m2, 3 chbres, 3 bns.
11 ch. tr. beau jard. FRANCE
Promotion Immobilière 974-07-46

45° SUD Paris, B. mals. forest.
2-3-4 pces, ch. cuis. aménag.
Parc 1.000 m2, site merveilleux.
Vente, local. vente. T. 278-09-51.

A VENDRE, Belle PROPRIÉTÉ
17 km sud de TROYES, Mals.
mvs, 3.000 m2 de jdn sup.
pland'eau de 14.000 m2. S'adr.
étude MAYER et FAUPEL, not.
à TROYES, 12, rue Colbert.
Tél. 16-25-01-40.

REGION VERSAILLES
BEL. PROPRI. ANCIEN style
MANSAARD à rénover, réception.
6 ch., 2.000 m² de parc France.
Promotion Immobilière 974-07-46.

PRE DE
CHATEL-GUYON
dans Parc des Volcans,
particulier cause départ
vend

CHAUMERE TYPIQUE
Eau, électricité, sance,
cour, etc.
Evaluée à unités.
Convientrait à particulier
connaissance ou à collectivité.
Ecrire Havas Marseille, 90.985.

SAINT-CLOUD
Pr. gare
MAGN. MANOIR ST. normand.
VUE EXCEPT. Tr. belle récept.
5 ch., 2 bns, 11 conf. Parc
1.250 m2. Pav. gard. Aft. except.
FRANCE - PROMOTION
IMMOBILIERE - 974-07-46.

LE VESINET RESIDENT.
Pr. R.E.R.
Magnif. demeure Mansard. Parc
2.000 m2. Gde récept. 5 ch., 11
ch. gar. 9 vol. FRANCE Pro-
motion Immobilière 974-07-46.

100 KM OUEST, Jolie ferme
de 2 km. Récent, 6 ch. Tout
ch. dépend. Superf. 1 ha. Vue
dép. - LARGIER - ANJ. 18-83.

MAISON A VENDRE (L'OISE)
2 pces p. CAVES, gren., buand.
gar., cour avec jardin devant.
S'adr. à M. CAUSSE René
45, rue Artistes-Brands, 75014
Versailles ou sur place à
Roovilliers.

17, Saint-Martin-Ré, maison
caractère unique, 144 m², 2 étas.
4 p., 1 b., 1 s., 1 ch. p. à déb.
300.000 F. T. 307-74-17, 20-41.

SAINT-CLOUD
Pr. gare
MAGN. MANOIR ST. normand.
VUE EXCEPT. Tr. belle récept.
5 ch., 2 bns, 11 conf. Parc
1.250 m2. Pav. gard. Aft. except.
FRANCE - PROMOTION
IMMOBILIERE - 974-07-46.

LE VESINET RESIDENT.
Pr. R.E.R.
Magnif. demeure Mansard. Parc
2.000 m2. Gde récept. 5 ch., 11
ch. gar. 9 vol. FRANCE Pro-
motion Immobilière 974-07-46.

100 KM OUEST, Jolie ferme
de 2 km. Récent, 6 ch. Tout
ch. dépend. Superf. 1 ha. Vue
dép. - LARGIER - ANJ. 18-83.

MAISON A VENDRE (L'OISE)
2 pces p. CAVES, gren., buand.
gar., cour avec jardin devant.
S'adr. à M. CAUSSE René
45, rue Artistes-Brands, 75014
Versailles ou sur place à
Roovilliers.

propriétés propriétés

ORGEVAL

S. haut. A louer
lunil, 5000, 8 pces, 3 bns.
gar. 1.500 m2. Vue excep-
tionnelle. H.B. ou : 624-96-33.

BIEVRES VILLA
RECENTE
Vaste séjour avec cheminée.
3 ch., 2 s. d'eau, nombre rns.
Gar. 3 vol. Site protégé. Vue
s. splend. parc de 1.400 m2.
Prix : 500.000 F.
Paris à part.
Tél. : 91-14-09.

Rambouillet (pr.), 30 km. aut.
raviss. demeure s/arbres, vue
d'ensemble, 10 ha. 100.000 F. 92-79-29-04.

Chantilly, récid., vue, propriété
doble récept. 5 ch., 3 bns, 300 m²
pav. 100 m², 10 ch. 100.000 F. 92-79-29-04.

Vd prom. Paillet, Laite, 78 h.
4 p., 2 b., 2 s., 2 ch., 2 bns.
Tél. : 974-09-47, 974-09-47.

Maison Privée, maison pierre,
partie rev. 5 ch., 1 s., 1 ch. de
b., gar. tr. b. terr. av. vue
versant front. 100.000 F. 92-79-29-04.

10 NORMANDIE - REGION
BAYEUX : très belle propriété,
salon, s. à la planche, sur
parc 2 ha, 5 ch. avec balcon
S. de B. tout confort. LIBRE
Prix 220.000 francs.

2e Place d'armement, bord
mer : maison pierre et chaume,
tout confort. MAASTU, rue
Bernard, Calvados, T. 22-51-41.

MAISON A VENDRE (L'OISE)
2 pces p. CAVES, gren., buand.
gar., cour avec jardin devant.
S'adr. à M. CAUSSE René
45, rue Artistes-Brands, 75014
Versailles ou sur place à
Roovilliers.

17, Saint-Martin-Ré, maison
caractère unique, 144 m², 2 étas.
4 p., 1 b., 1 s., 1 ch. p. à déb.
300.000 F. T. 307-74-17, 20-41.

SAINT-CLOUD
Pr. gare
MAGN. MANOIR ST. normand.
VUE EXCEPT. Tr. belle récept.
5 ch., 2 bns, 11 conf. Parc
1.250 m2. Pav. gard. Aft. except.
FRANCE - PROMOTION
IMMOBILIERE - 974-07-46.

LE VESINET RESIDENT.
Pr. R.E.R.
Magnif. demeure Mansard. Parc
2.000 m2. Gde récept. 5 ch., 11
ch. gar. 9 vol. FRANCE Pro-
motion Immobilière 974-07-46.

100 KM OUEST, Jolie ferme
de 2 km. Récent, 6 ch. Tout
ch. dépend. Superf. 1 ha. Vue
dép. - LARGIER - ANJ. 18-83.

MAISON A VENDRE (L'OISE)
2 pces p. CAVES, gren., buand.
gar., cour avec jardin devant.
S'adr. à M. CAUSSE René
45, rue Artistes-Brands, 75014
Versailles ou sur place à
Roovilliers.

17, Saint-Martin-Ré, maison
caractère unique, 144 m², 2 étas.
4 p., 1 b., 1 s., 1 ch. p. à déb.
300.000 F. T. 307-74-17, 20-41.

villas villas

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU

à 5 minutes de la gare de Melun
LA VILAUBOIS
Pieds de colline, Club House, Tennis.
NOUVELLE TRANCHE :
• 21 VILLAS de 4 à 7 pièces principales, avec
jardin privé
LIVRAISON 874.75.000
...PRIX VERMEUX et DEFINITIFS...
• Primes convertibles en versements à la p. 100.
Géralp Terrain 250 m2.
EMAUILL - 244-24-84.

CONSEIL S.A.R.L., 540, avenue Foch, Dammarie-
les-Lys, Tél. : 437-47-48, et sur place samedi et
dimanche de 14 h. à 18 h., avenue Sud-201a,
Dammarie-les-Lys.

SURESNES, Val d'Or.
Très belle VILLA moderne
5 pces, 2 s. de bain, Vue
imprenable. Tél. Jardin 250 m2.
URFI - 323-80-00.

ST-NOM-LA-BRETICHE
Maison neuve, 170 m² à 300 m²
murs, comprenant : 4 chbres, 5 de
bns, 2 entrées, ch. central sur
1.000 m2 de terrain. Prix :
444.300 F. Libre d'occupation 74.
91-64-17-56, 950-21-70.

CORSE, GOLFE DE VALLINO
Part. vd terr. à bâtir, visible, et
réservoir, site port de St-Mandrie
(Vallin) 200 m² mer, vue impren.
quart. récid., superficie 905 m2.
Ecrire au rédacteur : 924-96-17, p. 38.

MAISON A VENDRE (L'OISE)
2 pces p. CAVES, gren., buand.
gar., cour avec jardin devant.
S'adr. à M. CAUSSE René
45, rue Artistes-Brands, 75014
Versailles ou sur place à
Roovilliers.

17, Saint-Martin-Ré, maison
caractère unique, 144 m², 2 étas.
4 p., 1 b., 1 s., 1 ch. p. à déb.
300.000 F. T. 307-74-17, 20-41.

LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

Nous achevons aujourd'hui la publication du rapport de la Cour des comptes remis le jeudi 20 juin au président de la République (voir « Le Monde » des 22, 23-24 et 25 juin).

Dans la région parisienne

LES INSTITUTIONS DU DISTRICT : des pouvoirs mal définis

La nouvelle organisation de la région parisienne, décidée en 1964, les problèmes administratifs et financiers qui se sont posés, sont longuement analysés par la Cour des comptes. Une première remarque sur le fond : « Étant donné l'importance de cette tâche, il est regrettable que la nature et la portée réelle des pouvoirs du préfet n'aient jamais été clairement définies. Ces lacunes rendent difficile l'exercice de multiples attributions dans divers domaines : élaboration du schéma directeur régional et des plans d'aménagement, création de zones d'aménagement, création de zones d'intérêt régional... »

« À côté d'avantages appréciables, souligne le rapport, la réorganisation de la région parisienne a entraîné un certain morcellement administratif particulièrement gênant pour la réalisation de la gestion des grands équipements de l'agglomération (...).

MARCHÉ DE RUNGIS :

une mauvaise programmation

La construction et la gestion du marché d'intérêt national de Rungis font l'objet d'un certain nombre de remarques. « Malgré les prescriptions formelles de l'article premier du décret du 1^{er} octobre 1963, aucune disposition n'y figure quant aux modalités de financement de l'opération. Cette omission est regrettable, aussi bien en ce qui concerne la couverture des investissements proprement dits que celle des indemnités de plus, malgré les dispositions du décret du 27 avril 1965, aucune convention n'a été conclue entre la Semmaris (Société d'économie mixte de gestion du marché d'intérêt national de Rungis) et la Sagema (société anonyme de gestion des annexes du marché d'intérêt national de Rungis), le sorte que les rapports financiers entre les deux sociétés, comme le rôle directeur confié à la première, restent mal définis. »

En outre, l'aménagement et la gestion des zones annexes sont ainsi présentés par la Cour : « Un seul hôtel a été ouvert et 87 % de la superficie totale de la zone sont restés inoccupés jusqu'en milieu de 1971. Un entrepôt l'autoroute d'Orly (Pondorly) a été construit et une galerie marchande y a été amé-

LES PRÉFECTURES : des vices de conception et des malfaçons

C'est le comité interministériel du 22 juillet 1964 qui a désigné la direction de l'architecture au ministère des affaires culturelles comme « seule responsable de la construction » des cinq préfectures des nouveaux départements de la région parisienne. « Les conditions dans lesquelles les travaux de construction ont été préparés soulignent de façon très nette le faible intérêt que portent, en règle générale, les maires d'ouvrages publics à la définition des programmes qui devraient guider l'élaboration des projets architecturaux. »

Les services responsables n'ont établi aucun plan définissant les missions de l'architecture des préfectures, les destinations principales et secondaires des édifices ainsi que les liaisons internes et externes entre eux. Ainsi, le programme initial de construction de la préfecture de Bobigny (Seine-Saint-Denis) avait omis de prévoir un restaurant pour le personnel, alors que les services de la préfecture devaient fonctionner pendant plusieurs années dans un restaurant encore insuffisamment approprié. »

À cette insuffisance du contrôle assumé par les services qualifiés se sont ajoutées de graves déficiences de la surveillance exercée sur l'évolution des chantiers et les prix des fournisseurs, par les architectes et les bureaux d'études. Dans la plupart des préfectures, de très importants travaux supplémentaires ont dû être engagés : à Bobigny, par exemple, à Nanterre ou les sommes en jeu sont plus considérables encore. « Au début de 1974 les dépenses de régularisation étaient toujours en cours d'établissement. »

En dépit de déficiences manifestes, les honoraires des architectes ont été calculés, dans certains cas, selon des modalités particulièrement défavorables pour eux. « Le taux de 6 %, supérieur à celui qui est communément applicable aux travaux de la direction de l'architecture, avait suscité une vive opposition du ministère des finances qui fut finalement l'acquéiesseur de la réalisation hypothétique n'était pas prévue avant 1965. »

Au total, l'enveloppe de 174,7 millions de francs accordée par le comité interministériel de mai 1965 a été largement dépassée.

HAUTS-DE-SEINE : une décentralisation difficile

Le ministère des affaires étrangères fut un des premiers à appliquer la décentralisation administrative. En 1964, il avait installé à Nanterre le service central de l'état civil des Français de l'étranger. Il y transféra ensuite d'autres services. En 1968, il décidait de faire construire une tour pouvant abriter mille à mille deux cents agents. La capacité de deux immeubles construits à l'initiative du ministère permettait d'installer à Nanterre de mille trois cents à mille cinq cents agents. « Or, aucune étude n'avait été établie quant à la pertinence de cette importante tâche. Au début de 1974, le total des fonctionnaires de ce ministère installés à Nanterre ne dépassait pas six cent cinquante et onze. La Cour relève donc « l'imprudence des objectifs qui compromettent l'avenir de l'opération » ainsi que « des fautes de gestion et techniques commises dans la conduite du chantier. »

Parce que les crédits accordés ne permettaient pas de mener la construction à bonne fin, le ministère de l'économie et des finances accorda en novembre 1971 11 millions de francs de crédits, à condition que le service de l'immigration pour ses services. « Ces travaux supplémentaires et des aménagements cou-

teux ont dû être effectués pour établir les services économiques dans les locaux qui n'étaient pas été conçus pour leur usage. »

Le ministère répond que dans quelques années les effectifs installés à Nanterre seront de sept cent cinquante-trois personnes et éventuellement de huit cent trente-trois, ce qui, dit-il, n'est inférieur que de 16 % aux objectifs fixés en 1966. Le ministère n'a pas été autorisé à préférer sur ses ressources propres la charge de la majeure partie de ses travaux. D'autre part, l'attribution d'une partie de l'immeuble à un autre service de l'État entraîne un arrêt de chantier. Autrement, on aurait pu évaluer que les services d'immigration du ministère des affaires étrangères ne soient dispersés à Nanterre en trois implantations distinctes, distantes de quelques kilomètres. » Pour tenter de remédier à cette dispersion, il faut maintenant prévoir un nouvel investissement.

De son côté, le ministère des finances affirme que les travaux nécessaires pour installer une partie de ses services « se sont élevés à un faible pourcentage du coût de l'immeuble » (un peu plus de 2 %).

PLAN-CALCUL : loin de la rentabilité

Depuis sa mise en œuvre décidée en 1965 par le gouvernement, le plan-calcul a été soumis à la fin de 1973 par les pouvoirs publics au plan-calcul la construction d'une industrie nationale d'information et non la production d'un type de matériel déterminé. Il est normal que l'État soutienne l'ensemble des actions concourant à la réalisation de cet objectif. »

LE PRIX REEL DES PRESTATIONS : « En 1969, la C.I.I. a revu son système de comptabilité analytique, ce qui est de nature à lui rendre de prestations de services non compris du prix réel des prestations fournies. »

GARANTIE DU DROIT DE L'ÉTAT : « Depuis le 1^{er} janvier 1974, un marché-type applicable à tous les contractants, y compris la C.I.I., a été mis au point après une étude approfondie du problème des redécouvertes, dont les modalités de perception sont désormais prévues contractuellement. »

Quant aux aides exceptionnelles accordées aux sociétés de statut privé, elles répondent à la nécessité d'atténuer les effets de la concurrence nouvelle, introduite par la C.I.I., en tentant de faire baisser les prix. »

En définitive, estime le ministre, « il est incontestable que l'existence du plan-calcul et l'effort pour orienter les administrations vers les matériels de la C.I.I. (...) a été génératrice d'économies pour l'ensemble des utilisateurs, et notamment des utilisateurs publics : la concurrence nouvelle, introduite par la C.I.I., a en fait tendu à faire baisser les prix. »

La haute juridiction juge « malaisé d'apprécier les résultats des opérations financées sur le chapitre « plan-calcul », faute d'informations suffisantes. (...) Il apparaît toutefois que l'objectif principal de la première convention plan-calcul, à savoir la production par la C.I.I. d'une gamme de quatre ordinateurs de moyenne et grande puissance, n'a été atteint qu'avec des retards parfois importants. (...) Dans le secteur des équipements périphériques, les réalisations sont loin de correspondre aux intentions manifestées. (...) Pour ce qui est du plan-calcul militaire, les besoins des utilisateurs ont été fortement surestimés. »

En conclusion, le rapport note que, « malgré le développement de sa production et l'augmentation de son chiffre d'affaires, la C.I.I. est encore loin d'avoir atteint son seuil de rentabilité. »

« Les conventions conclues avec d'autres producteurs européens (accord Unidata) constituent un facteur nouveau qui devrait conduire à réviser les actuelles conditions d'intervention de l'État. »

Dans sa réponse, le ministre de l'industrie et du commerce rappelle que « la recherche de la rentabilité ne pouvait dès le départ être retenue comme un objectif prioritaire par rapport à d'autres éléments tels que, par exemple, la création d'un potentiel technique, industriel et commercial ». Quant aux remarques précises et détaillées faites par la Cour des comptes, elles ont amené les réponses suivantes :

UNIQUE par sa beauté Côte d'Azur lot. pr. villa

AGENCE DE PROVENCE 57, avenue Alphonse-Denis 83400 HYÈRES

de la tour de mars

vous ne verrez peut-être pas le soleil se coucher sur l'Acropole mais

vous verrez la plus belle ville du monde

s'endormir à vos pieds

Un placement immédiat à prix fermes.
Une plus-value
et une rentabilité importantes prévisibles.
Un emplacement exceptionnel en bord de Seine.
Les appartements sont tous terminés.
Quelques-uns encore disponibles.
Vous pouvez les visiter aujourd'hui même.
33, quai de Grenelle
Prenez rendez-vous. S.A.F. 622.10.10.



SAF 42 Av. de Friedland 75008 Paris 622.10.10

UNIQUE par sa beauté Côte d'Azur lot. pr. villa

AGENCE DE PROVENCE 57, avenue Alphonse-Denis 83400 HYÈRES

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le rapprochement entre Peugeot et Citroën

(Suite de la première page.)

La crise de l'automobile a balayé ces raisons, notamment parce qu'elle a rendu insolubles, sans concours extérieur, les

trésoreries, contre 26,5 % à Renault, 15,9 % à Peugeot et 12,9 % à Simca. Aujourd'hui, Renault dépasse les 36 %, Peugeot atteint 19 %, Citroën 18,7 %

qu'un d'autre trait et que serait perdue ainsi pour eux l'une des dernières occasions de constituer un grand groupe national; enfin, que l'association avec Renault, après avoir donné lieu à de nombreuses réalisations dans les dernières années, semble aujourd'hui marquer un peu le pas et vivre de ses succès passés.

Enfin, il est certain que chaque firme gèrera son réseau français de concessionnaires, ne serait-ce que pour éviter qu'il passe à la concurrence, en particulier du côté des constructeurs japonais ou américains. A l'étranger, en revanche, et surtout en dehors de la C.E.S., il faut s'attendre à une rationalisation des circuits de vente.

La solitude de Simca-Chrysler

Bon gré, mal gré, mais avec l'appui et la bénédiction du ministère de l'Industrie et de la Recherche, Citroën et Peugeot vont donc tenter de regrouper leurs activités dans l'automobile. Jusqu'où ira ce rapprochement ? Quelle forme prendra-t-il ? Est-on sûr qu'il aboutira ? Comment Renault et Simca-Chrysler réagissent-ils devant cette perspective nouvelle ? La précision relative du communiqué publié lundi, le jacobinisme des commentaires qui l'entourent et le souvenir des échecs passés des mariages avec Peugeot et Fiat obligent à la plus grande réserve. Tout au plus peut-on faire les remarques suivantes :

Peugeot assurera la direction de l'ensemble, ce qui n'avait pu obtenir Fiat, qui, de guerre lasse, avait fini par rompre. Toutefois, il n'est pas tout à fait certain pour autant que dans la future société commune, annoncée en filigrane par le communiqué, la firme de Sochaux possède la majorité du capital.

Les deux constructeurs annoncent que sera maintenue la diversité des gammes. De toute manière, comment faire autrement dans l'immédiat ? Il faut cinq ans pour créer une voiture. Par la suite, Citroën et Peugeot feront vraisemblablement ce qu'ils ont fait à l'égard de Volkswagen et Audi-V.S.U. : dans un premier temps, confronter leurs politiques de modèles pour éviter les doubles emplois ; ensuite concevoir en commun des modèles de base, à partir desquels chaque constructeur pourra tirer des véhicules légèrement différents, portant sa signature ; c'est le cas en République fédérale, pour la Volkswagen et la Mercedes. Il est vraisemblable aussi que Peugeot s'efforcera d'exploiter le merveilleux grenier à idées qu'est le bureau d'études de Citroën.

Reste Simca-Chrysler : ce qui fait vrai hier, à savoir que, en dépit de l'appui de son propriétaire américain, la firme de Poissy est inquiète — le sera encore plus demain si le mariage Peugeot-Citroën est conclu. Quel avenir lorsqu'on tient moins de 10 % du marché français avec une gamme hétéroclite, et que l'on a contre soi des constructeurs quatre, cinq, six fois plus puissants ? La logique voudrait que Simca rejoigne ou bien le camp Peugeot ou bien celui de Renault. Et sans doute la Régie ait-elle prévu la possibilité d'absorption. Mais là aussi, comme dans toute affaire touchant Citroën, chaque jour apporte sa vérité.

P.-M. DOUTRELANT.

LE COMMUNIQUÉ

Les deux groupes ont publié lundi soir le communiqué suivant :

« L'évolution du marché de l'automobile dans le monde entier, au cours des dernières années, a rendu évident l'intérêt d'une concentration dans l'industrie automobile française, que les événements récents, et notamment les effets de la crise du pétrole, rendent encore plus nécessaires.

« Dans cette conjoncture, le regroupement des automobiles Peugeot et des automobiles Citroën est apparu aux responsables des deux groupes comme une réponse tout indiquée à ces exigences pour l'ensemble des intérêts en cause. Michelin et Peugeot ont donc décidé d'unir leurs efforts pour y parvenir.

« L'objectif final des deux groupes est la constitution, sous une forme juridique à préciser, d'un ensemble cohérent qui, disposant de la diversité des gammes et des styles nécessaires par les besoins de la clientèle, telle qu'elle s'exprime à travers deux réseaux indépendants l'un de l'autre, atteindrait une dimension suffisante pour renforcer la position de chacune des deux

marques, fortement individualisées sur tous les marchés.

« La dimension de cet ensemble, dont Peugeot assurera la direction et dans lequel Michelin restera présent à ses côtés, permettra de réunir les moyens financiers qui lui sont nécessaires, sans que Peugeot ait à limiter le développement de ses activités traditionnelles (automobiles, outillage et cycles), y compris celles qui résultent de l'association existant entre les automobiles Peugeot et la Régie nationale des usines Renault.

« Au terme d'une période d'études, Peugeot et Michelin élaboreront avant le 1^{er} novembre 1974 un programme détaillé en vue d'atteindre dans les meilleures conditions les objectifs ci-dessus.

« Dès maintenant, une société commune sera créée pour préparer les voies et moyens du rapprochement, puis en constituera éventuellement le pivot.

« Il est précisé que les participations des deux groupes au capital de cette société ne seront définitivement fixées qu'au début de la deuxième phase et que, d'ici là, celle de Michelin sera très largement prépondérante. »

difficultés propres qu'éprouve depuis plusieurs années la société Citroën. En 1965 encore, la firme au double chevron était la marque la plus vendue sur le marché français avec 29,2 % des immat-

et Simca-Chrysler 8,2 %. En dix ans, Citroën a perdu plus de dix points.

Pour quelles raisons ? D'abord le constructeur du quadrilatère à une gamme incomplète de modèles et, en plus, ceux-ci, malgré leur originalité, ont tout de même vieilli. Ensuite, en matière de politique commerciale, Citroën a longtemps conservé une attitude seigneuriale : tout P.D.G. sait-on, il fallait faire longuement et humblement la queue chez son concessionnaire pour mériter sa D.S. De surcroît, il est vraisemblable que toutes les mésaventures traversées par le constructeur depuis une décennie — rapprochements ratés avec Peugeot et Fiat, bouleversement des équipes de direction avec les départs de M.M. Bercol et Sarré — n'ont pas été sans nuire à la bonne marche de l'entreprise. Pourtant, depuis l'arrivée de M. Rollier, bras droit de M. François Michelin à la tête de la société, les choses semblaient aller mieux. Géré plus rigoureusement, « à la manière clermontoise », Citroën était, de l'avis général, la voiture de très grande classe, notamment en réussissant le transfert de ses usines, des ateliers vieillots du quai de Javel aux nouvelles installations d'Aulnay-sous-Bois. Mais la crise pétrolière éclata.

Aussitôt, la firme au double chevron fut aversée. Simca-Chrysler, sévèrement touchée. La première, elle recourut au chômage partiel. Elle qui, par règle, n'avait qu'un stock minimum, aurait compté jusqu'à cinquante mille voitures en réserve, ce qui, si la chose est exacte, représenterait une immobilisation de 1 milliard de francs, soit une charge financière annuelle de 140 millions de francs, quatre fois supérieure au bénéfice déclaré en 1972.

De surcroît, pour mener à bien le lancement inoppor- tun du G.S. à moteur rotatif et le programme d'investissement immobilier à Aulnay-sous-Bois, il s'est agité que Citroën avait besoin de quelque 300 millions de francs supplémentaires. Mévente, difficultés de trésorerie, investissements, on doit tout de même de la mauvaise santé de Citroën, la démarche pressante que fit l'hiver dernier M. Rollier auprès de M. Pompidou pour arracher l'assouplissement de la limitation de vitesse sur les autoroutes, devrait montrer sans ambiguïté qu'on était réduit quai de Javel aux avant-derniers expédients.

Un groupe de taille américaine ?

Et Peugeot ? C'est depuis bien longtemps une des sociétés les mieux gérées de France, nantie d'une confortable matelasse de réserves. La crise l'a évidemment ébranlée, un peu plus que Renault — dans la mesure où sa gamme comporte quelques faiblesses dans la catégorie moyenne (204, 304) — mais bien moins que Simca, Citroën, Volkswagen. Alors pourquoi cette tentative de rapprochement ? Sans doute parce que la crise aura enseigné au constructeur de Sochaux qu'il était plus aisé à une société de grande taille, possédant une gamme équilibrée de modèles — tels Renault et Fiat — de traverser les difficultés ; ensuite parce que les dirigeants de Peugeot ont dû se dire que Citroën était dans de tels ennuis que s'ils ne se laissent pas dans l'aventure, quel-

Les mariages manqués

L'existence de Citroën est parsemée de fiançailles tumultueuses et de ruptures spectaculaires.

Ainsi, le 15 novembre 1963, un « protocole d'intention » est signé par la firme du quai de Javel avec Peugeot (A.S.I.). Une coopération au niveau de la fabrication et des achats d'installations entre les deux sociétés. Une filiale commune, la Société auxiliaire de fabrications automobiles (S.F.A.) est constituée.

La lune de miel toutefois ne dure pas. Dès 1965, il apparaît que ces accords sont ambigus : il faut les rompre ou aller plus loin. Aller plus loin, c'est fusionner. C'est là que des divergences graves naissent entre les fiancés : Peugeot n'entend pas laisser le « leadership » à Citroën qui l'édige. En 1968, Peugeot annonce un accord d'association avec Renault (voir encadré ci-contre). Citroën n'a pas été tenu au contrat : c'est la rupture.

Citroën ne se décourage pas. Rapproches en fait les difficultés négociations marquées entre Renault (dont l'actionnaire majoritaire est Citroën) et le groupe suédois Volvo, négociations qui n'ont pas abouti.

Le 25 octobre 1968 est annoncé à grand fracas un accord d'étroite coopération avec Fiat. Fiat prend une participation directe de 15 % dans Citroën. Les choses vont plus loin. Le 15 décembre 1970 est créée la Fardevi, société holding qui détient 33 % des actions Citroën, et dont le capital est détenu à 51 % par Michelin et à 48 % par Fiat. Cette situation d'actionnaire minoritaire devient rapidement insupportable à Fiat, qui veut précipiter les choses et marcher vers une fusion qui permettrait d'intégrer Citroën dans son groupe. Refus de Michelin. Les associés décident de se séparer, et, en 1972, Michelin rachète la participation de Fiat dans la Fardevi, redevenant ainsi directement l'actionnaire majoritaire de Citroën avec 59 % de son capital.

Rapproches en fait les difficultés négociations marquées entre Renault (dont l'actionnaire majoritaire est Citroën) et le groupe suédois Volvo, négociations qui n'ont pas abouti.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

LA SOCIÉTÉ SHELL VIEND D'ANNONCER une hausse de 16 % en moyenne des prix de vente de toute une gamme de produits pétrochimiques, notamment les matières plastiques, les dissolvants et les résines industrielles. Pour certains produits, la hausse atteindra jusqu'à 50 % (A.F.P.).

Conjoncture

LES COMMERÇANTS DEMANDENT FERMEMENT, selon l'Institut de la statistique, ils s'attendent à un ralentissement sensible de leurs activités et continuent de se montrer prudents dans leurs intentions de commandes. Ils se contentent donc de passer les fortes commandes de réassortiment rendues nécessaires par l'importance de leurs ventes du début de l'année. Les commerçants sont très nombreux à prévoir des hausses de prix. Les hausses à la production ont des répercussions dans la plupart des secteurs du commerce, spécialisés en produits non alimentaires. La hausse des prix des produits alimentaires devrait connaître une accélération très sensible au cours des prochains mois, estime l'INSEE au vu des réponses des commerçants.

Economies étrangères

UN ACCORD DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE ENTRE L'ITALIE ET L'ARGENTINE a été signé à Rome. Il prévoit la recherche et le renforcement de nouvelles formes de coopération, en particulier dans les secteurs de l'énergie, de la chimie et de la pétrochimie, de l'alimentation, des télécommunications, de la pêche, de l'agriculture et des équipements.

LE DÉFICIT COMMERCIAL DU BRÉSIL atteindra 2 milliards de dollars en 1974 en raison de l'augmentation du prix du pétrole dont le pays importe 80 % de sa consommation. Les exportations s'élèveront en valeur à quelque 8 milliards de dollars et les importations à environ 10 milliards de dollars. En 1973, la balance commerciale avait enregistré un excédent de 300 millions de dollars, les exportations totalisant 8,2 milliards de dollars et les importations 8 milliards.

Énergie

LE PRIX DU GAZ NATUREL AMÉRICAIN extrait de gisements mis en exploitation depuis le 1^{er} janvier 1973 va doubler, passant de 23 cents par millier de pieds cubes à 42 cents. Ces prix plafonnés s'appliqueront à l'ensemble des nouveaux gisements des États-Unis, alors que les tarifs autorisés jusqu'à présent selon les régions de production. Cette décision de la commission fédérale de l'énergie a pour but de stimuler la recherche de nouveaux gisements. (A.F.P.)

SELON « BUSINESS WEEK », ABOU DHABI à son tour aurait l'intention de porter à

60 % sa participation dans le capital des compagnies pétrolières opérant sur son territoire. Ces compagnies sont : Exxon, Mobil, Shell, British Petroleum, (britannique), Deilmann (Allemande), et Shell (anglo-hollandaise), des concessions d'exploration dans le golfe du Soudan. Les compagnies verseront lors de la signature du contrat une somme de 27,5 millions de dollars.

LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN a accordé à trois compagnies pétrolières, British Petroleum (britannique), Deilmann (Allemande), et Shell (anglo-hollandaise), des concessions d'exploration dans le golfe du Soudan. Les compagnies verseront lors de la signature du contrat une somme de 27,5 millions de dollars.

EN BIRMANIE, le ministère des mines a annoncé la signature d'un contrat avec un consortium japonais, la Arakan Oil Development Company, O.I.D., pour la prospection et l'exploitation pétrolière dans le golfe d'Arakan. Plusieurs autres firmes, dont la Française des Pétroles, l'AGIP (italienne) et Deilmann (R.F.A.), pourraient signer des contrats analogues. La prospection « off shore » a commencé en janvier 1972 en Birmanie ; du gaz naturel a été découvert.

Industrie

LA CINQUIÈME RÉUNION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI) se tient à Tunis du 24 au 29 juin. Durant les cinq jours, les représentants d'institutions bancaires régionales et internationales, cette session devrait permettre aux représentants des institutions de financement de pays avancés et de pays en voie de développement d'examiner la possibilité d'une action commune, afin de promouvoir des projets industriels dans les pays en développement. (A.F.P.)

Logement

LA CHARGE DU LOGEMENT sera un élément fondamental de dégradation du pouvoir d'achat, a déclaré M. Claude Massu, président de la Confédération nationale du logement (C.N.L.), lundi 24 juin, en présentant les résolutions du conseil national du C.N.L. qui s'est réuni le 23 juin à Paris. Le C.N.L. demande donc que le gouvernement propose le blocage des loyers jusqu'au 31 décembre 1974. Si cette mesure n'était pas reconduite après le 1^{er} juillet, comme les pouvoirs publics l'ont décidé le 14 juin, le C.N.L. serait prêt à soutenir les locataires qui refuseraient d'acquiescer les hausses nouvelles, sans toutefois « lancer de mot d'ordre national ».

Tiers-monde

L'AIDE PUBLIQUE ALLEMANDE AU DÉVELOPPEMENT DU TIERS MONDE a augmenté de 12,9 % en 1973, pour atteindre 2.941 millions de deutschemarks (3.604 millions en 1972). L'aide apportée par des organismes privés (Églises, fondations) a atteint de son côté 419,5 millions de deutschemarks.

BANQUE

Le conseil des ministres déciderait d'importants changements

à la tête de certains établissements nationalisés

Le conseil des ministres qui se réunira jeudi prochain adopterait le principe d'importants changements à la tête de certains établissements nationalisés. Leur élection n'est pas encore précisée. Dans l'immédiat, il est fort probable que M. François Bloch-Lainé, président du Crédit Lyonnais, sera remplacé par M. Jacques Chatain, président de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.).

D'autres mutations seraient susceptibles d'intervenir dans le secteur des banques, des assurances et de l'énergie. Le motif mis officiellement en avant serait celui du « changement » et du renouvellement des hauts fonctionnaires détenant des postes de responsabilité. Dans le cas des banques nationalisées, la véritable raison résiderait plutôt dans les frustrations aux normes d'encadrement du crédit que M. Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, avait relevées à plusieurs reprises, déclarant même que les dirigeants de ces

banques auraient « à lui rendre compte personnellement ».

Le fait que M. Bloch-Lainé soit le premier sur la liste n'implique pas que le Crédit Lyonnais ait davantage « débordé » que la B.N.P. ou la Société Générale. Ce n'est pas un secret pour personne. M. Bloch-Lainé et Giscard d'Estaing n'avaient pas beaucoup d'atomes crochus. Le plus surprenant est, tout de même, que le mandat de l'actuel président du Crédit Lyonnais ait été renouvelé en janvier dernier. Mais les dirigeants des établissements nationalisés sont des hauts fonctionnaires ou service d'État, sans aucune « garantie d'emploi ». Tout au plus peut-on se demander si, à la longue, ils ne sont pas victimes de l'ambiguïté du rôle dévolu aux établissements nationalisés, appartenant à l'État mais fonctionnant dans un cadre concurrentiel, que l'on s'est plu à leur laisser sans directives précises ni objectifs bien définis.

F. R.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
12 heures	14 3/4	13 3/4	8 1/2
1 jour	12 7/8	12 1/2	9 1/2
3 mois	13	13 1/2	9 3/4
6 mois	12 3/4	13 1/4	10 1/4

سكاي نت الامم

Vers un nouveau pouvoir dans l'entreprise

La nécessité d'établir un nouveau pouvoir dans l'entreprise ne fait aucun doute pour M. François Dalle. Dans son premier article (« Le Monde » du 25 juin), le président de l'Oréal a souligné les limites de ce pouvoir et les difficultés de sa restauration. L'arbitraire ne peut en aucun cas être éliminé, le désir de changement se heurte à un goût immodéré de l'immobilisme et enfin aucun critère mesurable n'a encore été défini pour fonder la légitimité des nouveaux responsables.

M. Dalle, qui est aussi un des animateurs de l'association patronale Entreprise et Progrès, poursuit ici sa réflexion et définit ce que pourraient être les organismes de décision et de consultation de la « démocratie industrielle ».

Il faut que l'entreprise s'ouvre sur l'extérieur, qu'elle s'efforce de prendre en compte l'ensemble du phénomène du « consommateur », et se rende plus attentive aux coûts sociaux et économiques que ses projets ne ne manquent pas d'introduire dans la cité. L'entreprise privée (la grande entreprise surtout) se transformera ainsi, comme on a pu l'annoncer, en « entreprise privée d'intérêt public ». Cet état de fait rendra nécessaire de consacrer, à côté des droits du capital, des droits du personnel, les droits du citoyen et ceux du consommateur à la participation au pouvoir dans la grande entreprise.

La reconnaissance par les milieux industriels de leur dépendance

Se hâter avec lenteur

A cet égard, les enseignements tirés des expériences innombrables menées par les entreprises innovatrices sont clairs. Tout processus de changement sociologique est nécessairement lent et progressif dans son avancement, surtout et contrasté dans ses rythmes. D'ailleurs, les innovations elles-mêmes changent autrement qu'à coups d'essais, d'erreurs et d'adaptations successives ? Cela est vrai de l'introduction d'un nouveau produit sur le marché, comme c'est vrai de toutes les nouvelles qui sont en cours de toutes les entreprises. On ne peut faire autrement pour forger de nouveaux modes de production, d'information, d'éducation ou de consommation. Un des plus sûrs moyens de compromettre l'innovation sociale, qu'il s'agisse d'insulser les rois ou les rois, est de vouloir réformer le travail à la chaîne ou de recourir à certaines formes d'autogestion des moyens de production, est de prétendre vouloir légiférer *a priori* à leur

dance surus à l'égard de l'extérieur aura aussi des conséquences importantes sur les structures de direction des entreprises. Les organes chargés de l'anticipation stratégique de l'avenir et de la mise en œuvre du changement vont devoir se différencier par leurs compétences et leur rôle par rapport à ceux qui ont à gérer le rapport à l'extérieur. Il s'agit parfois la charge infiniment pesante de réduire les conflits internes et d'assurer le fonctionnement quotidien de l'entreprise. Cette dichotomie novateur/gestionnaire n'est donc d'autre que la conséquence d'un processus de différenciation de la dialectique lors de l'organisation de la dialectique lui-même.

En termes, dont Jay W. Forrester (1) a souligné l'emprise sur toute espèce d'organisation sociale.

Dès lors que la réforme de l'entreprise va viser à l'instauration d'une « démocratie industrielle », il convient de garder à l'esprit que les consensus démocratiques ont tendance à se former plus aisément sur le court terme que sur le long terme, et que les « récompenses » à court terme d'un système social sont très généralement en contradiction avec ses récompenses à long terme.

Il faut enfin souligner qu'une réforme du pouvoir dans l'entreprise risquerait de ne pas satisfaire à sa finalité profonde, qui est de faire changer l'entreprise, si elle devait s'accompagner d'un dispositif réglementaire qui, par ses prétentions à la rigueur et à l'universalité, aboutirait en fait à paralyser le changement.

II. — Instaurer une démocratie industrielle

Par FRANÇOIS DALLE

industriel européen s'est déterminé, au cours de ces dernières années, en référence à un modèle qu'elle n'avait pas inventé, le « modèle américain » qui lui fut proposé au lendemain de la dernière guerre. En relevant le défi américain, il ne s'est finalisé que sur un plan purement matérialiste, et son critère de performance prédominant a été le profit.

Le défi que l'entreprise du futur doit maintenant relever, c'est de se donner un nouveau projet, et

A la recherche de nouvelles structures

« Les principes se sentent, les propositions se concluent... » Contrairement à celles de Pascal, nos propositions sont hélas ! agnostiques, et c'est ici-bas que devra être démontré le bien-fondé du « pari » qu'elles comportent et qui nous implique tous. Aussi serions-nous plutôt tentés d'écrire qu'en matière de changement social, les principes se concluent et les propositions se sentent.

N'avons-nous pas établi, dans les développements précédents de cet article, que toutes les idées qui pourraient être avancées pour répondre à la problématique de l'entreprise contemporaine devront être matérialisées et survenir expérimentalement, avant de faire l'objet d'une adoption généralisée. C'est dire que les propositions qui seront présentées ici à l'égard d'une réforme des structures de pouvoir dans l'entreprise ne sauraient être comprises autrement que comme des hypothèses de travail. Il en est de même des appellations dont il sera fait état pour désigner les diverses formes de gouvernement de l'entreprise. Il s'agit simplement de l'expression d'un point de vue, le pouvoir pluraliste qui doit donner à ce gouvernement sa légitimité.

Le fait de désigner par « le directoire » l'organe de direction de l'entreprise ne devrait pas soulever d'objections de fond. Par contre, les désignations de « con-

Un conseil économique et social de l'entreprise...

Le pouvoir dans l'entreprise doit être pluraliste. Il doit être dévoué à des représentants du capital, du personnel ouvrier, des employés et des cadres, élus au scrutin majoritaire et secret. Dans les entreprises (ou groupes consolidés d'entreprises) employant, par exemple, plus de 2 000 personnes, devraient également participer au pouvoir des représentants des citoyens qui pourraient émaner du Conseil économique et social.

d'inventer de nouveaux modèles de production, de consommation et d'éducation qui offrent aux hommes l'espérance d'une existence moins « tridimensionnelle ». C'est une recherche incessante et sans apriorisme qui doit désormais s'engager, surtout dans les domaines sociaux et culturels, où, si l'on sait mal ce que l'on va trouver lorsqu'on cherche, on sait que l'on doit chercher, et trouver, parce que l'attente des hommes est immense.

nouvelles structures

seil d'administration » et de « conseil de surveillance » ne paraissent pas de nature à refléter le caractère novateur qu'il convient de donner à la structure d'un pôle pluridisciplinaire d'entreprise. Ce pouvoir, en effet, ne doit pas être conçu comme un pouvoir d'administration, — c'est-à-dire de gestion, — son organe représentatif ferait alors double emploi avec le directeur, ce conseil ne saurait être celui de l'administration. Il ne peut non plus être seulement compris comme un pouvoir de contrôle, ce qui est généralement l'attribut des conseils d'administration et, par conséquent, des comités de surveillance. Ce pouvoir doit être avant tout un pouvoir d'orientation. C'est tout le destin de l'entreprise du futur qui se joue en fait dans ce débat. Toute la question est de savoir si le conseil doit être un organe de l'entreprise, doit désormais s'appuyer sur les seuls objectifs explicites que constituent, à l'évidence, les objectifs d'efficacité économique, ou si on ne doit pas admettre, ce qui est notre conviction, que l'on doit nécessairement débattre, au plus haut niveau de l'entreprise, des questions aussi subtiles et impondérables que celles qui ont trait à sa vocation ainsi qu'à son écologie (2).

t social de l'entreprise...

de la nation ainsi que des représentants des consommateurs. Ces derniers, pour commencer, pourraient être désignés par l'Institut national de la consommation et auraient seulement voix délibérative.

Incarnant ensemble le pouvoir dans l'entreprise, ces représentants auraient à connaître de tous les grands problèmes d'importance stratégique impliquant des changements fondamentaux dans les

orientations de l'entreprise ou dans sa marche. Leur deuxième prérogative serait de nommer le directeur, en contrôlant souverainement les processus de cooptation interne qui seront amenés à se développer, dans l'entreprise du futur, pour assurer la promotion des dirigeants sans esprit de caste ni de classe sociale.

Il reste à organiser cette chambre de représentants pour qu'elle puisse exercer réellement le pouvoir qu'elle détient, sans que la nature de ses délibérations vienne contredire la délégation qu'elle doit donner au directoire pour diriger l'entreprise.

L'appellation de « conseil économique » est le seul de l'entreprisisme qui permettrait tout à la fois de faire référence à un concept déjà largement connu du public et de marquer l'importance du sujet dont devrait essentiellement débattre le conseil, à savoir le plan. Mais, et c'est là le défaut, le plan, et social de l'entreprise que le plan doit être présenté par le président du directoire (qui doit, bien entendu, en être membre de droit). Ce plan doit être discuté en réunion et son contrôle doit faire l'objet de délibérations régulières. Les problèmes les plus majeurs nécessitant une délibération particulière, le conseil pourrait se réunir en principe tous les trois mois. Il faut admettre que, tant que l'entreprise ne disposera pas de références expérimentales suffisantes ni de critères de mesure, les objectifs à atteindre seront nommés que ceux de l'économie, son plan restera dominé, dans son aspect normatif comme dans ses sanctions, par des objectifs à caractère économique, et que, dans sa logique conceptuelle, les paramètres sociaux et culturels devront être pris en compte comme des objectifs plutôt que comme des objectifs stricts. Faut-il d'ailleurs dissimuler que les légitimes aspirations des hommes à voir s'améliorer la qualité de leurs rapports de toute nature avec l'entreprise vont exiger, pour être satisfaites, des investissements parfois très lourds ?

Aussi paraît-il nécessaire de conserver, dans l'immédiat, la prépondérance dans la composition du conseil économique et social de l'entreprise aux représentants des actionnaires. Ce ne sera peut-être qu'un passage obligé dans une évolution qui doit rester ouverte ?

Il est indéniable que toutes les forces qui participent du pouvoir pluraliste dans l'entreprise auront tendance à équilibrer leurs influences respectives. Faut-il pré-

juger la manière dont s'opérera ce rééquilibrage? N'est-il pas plus essentiel que l'entreprise soit dotée, d'abord, des moyens qui amorceront cette évolution en lui donnant l'assurance d'un progrès social continu?

Le directeur doit diriger l'entreprise. Cela va sans dire, mais cela va mieux en disant ce que cela veut dire. Les prérogatives de ces deux articles l'ont suffisamment éclairci. Elles ne dépassent pas un minimum d'arbitraire. Certes, la pratique maintenant répandue de la direction collégiale, le souci de se faire informer et de mieux informer l'ensemble du corps social et par conséquent de l'assister dans sa manœuvre et, sous les nouveaux à la clogue de vie de l'entreprise, la reconnaissance du fait juridique et l'acceptation de la responsabilité de l'acte, la technique enfin à l'expérimentation à échelle réduite avant d'instaurer le changement dans l'entreprise, apparaissent comme autant de moyens de réduire l'arbitraire du directeur. Mais, en attendant, une incertitude résiduelle subsiste toujours à la fin de tout processus de décision, qui ne peut être levée qu'arbitrairement. C'est au président du directeur qu'il appartient de la faire en dirigeant. Il est le seul à la fin de l'entreprise à jouer le rôle essentiel de *ce primus inter pares*.

Il faut mettre en évidence, dans l'organigramme de l'entreprise, les postes de direction, respectivement affectés au changement, aux relations sociales, aux relations avec le public et à l'éducation permanente. Mais plus encore que les moyens, il faut considérer l'esprit qui doit animer l'entreprise à travers ses structures de direction.

de direction.

Installé désormais et contrôlé par le conseil pluraliste détenu par le conseil économique et social de l'entreprise, le socialisme justifie l'existence d'autorité qu'il en reçoit par une double fonction. Il lui appartient de réduire les incertitudes du futur par l'anticipation stratégique du changement que l'entreprise devra consentir dans ses trois dimensions économique, sociale et culturelle. Il lui appartient aussi de réduire les tensions internes qui pèsent constamment sur toute la survie d'une organisation sociale. C'est sur l'aptitude à exercer cette double fonction que se fondera, dans l'avenir, plus que jamais, le droit de diriger.

FIN

(1) Jay W. Forrester, « Counter intuitive behavior of Social Systems », *Technology Review* MIT 1971. 1971.

(2) On entend ici écologie au sens du Petit Robert : « Etude des milieux où vivent et se reproduisent les êtres vivants, ainsi que des rapports de ces êtres avec le milieu. »

BUREAUX A LOUER

Les bureaux de la Tour Horizon tournent le dos à la Défense. A 300 m du Pont de Neuilly, ils font face à la Seine. La vue y est très belle. Actuellement 2600 m² sont disponibles.

Horizon

Par niveau de 650 m² - Bureaux paysagés
ou traditionnels - Parkings - Restaurant - Cafétéria
Pont de Neuilly à 300 m. RER -
Métro - Autobus.

Téléphonez à UFFI: 522.31.72-522.12.00
35, rue de Rome, 75008 Paris

Documentation gratuite

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse _____

Téléphone _____

M

LA VIE ÉCONOMIQUE

Des Japonais en Europe

(Suite de la première page.)

Les rues avoisantes sont plus ou moins annexées avec leur hôtels et leurs restaurants, telle la petite rue de Berri, où l'on trouve entre autres Mitsubishi France, Sumitomo Bank, Teijin Limited, Ataka et Cie, Nomura Securities etc. Au nouveau centre international de Paris, à la porte Maillot, le groupe Daijima a inauguré un grand magasin de 1 000 mètres carrés de surface.

Six mille Japonais vivent déjà en France. Mais il n'y a, jusqu'à présent, que deux usines appartenant à des firmes japonaises. A Lille, Yoshida emploie quatre-vingt personnes à la fabrication de fermetures à glissière pour la confection. En Euro-Loir, Euro-Pentel en emploie cinquante à la fabrication de stylos à pointe feutre. Toyota a annoncé son intention d'installer à Cherbourg une aire d'accueil pour 30 000 véhicules par an en 1976 et un centre de réparation et de pièces détachées. Sony a l'intention de construire une usine de tubes pour récepteurs de télévision en couleur qui utilisera environ trois cents personnes. Une petite douzaine d'autres projets sont à l'étude, dont environ un tiers ont quelques chances d'aboutir prochainement. Environ cent vingt sociétés japonaises sont installées en Europe, mais elles n'y fabriquent pas beaucoup : elles ont moins de cinquante usines au total dans la Communauté des Neuf.

La difficulté de diriger un personnel européen dont ils connaissent mal les habitudes, et d'intervenir directement dans une vie locale dont ils analysent mal les mécanismes de fonctionnement et de contrôle, l'incertitude dans laquelle ils sont sur l'accueil qui leur est fait, incitent les fabricants japonais à la prudence. Aussi les investissements nippons sont-ils le plus souvent dirigés vers des activités commerciales, minières, financières, ou de placements variés, plutôt que vers l'industrie.

L'Europe a drainé régulièrement ces dernières années un cinquième environ des investissements directs japonais à l'étranger : mais ce taux est passé à 40 % en 1973. En 1972, le Japon a investi 2,3 milliards de dollars à l'étranger, et encore 2,7 milliards pendant les neuf premiers mois de 1973, ce qui a porté le total des actifs acquis depuis 1965 à plus de 9,5 milliards de dollars. À l'heure actuelle, le pays du Soleil-Levant a certainement largement franchi le seuil des 10 milliards. Les autorités japonaises trouvent néanmoins ce chiffre relativement modeste, puisque le total des actifs américains comparables dépasse de beaucoup les 80 milliards de dollars. Le plus gros investisseur japonais, Toyota, dépense à l'étranger dix fois moins que Ford. Mais les États-Unis sont les plus gros investisseurs du monde à l'étranger, et cela depuis vingt ans.

Londres et Düsseldorf

Pour les Japonais, les plus grands centres d'attraction européens ont été, et restent, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale. Rares sont les sociétés qui ont choisi, comme Nikko Securities, de fixer leur quartier général européen à Paris. Environ quatre mille Japonais vivent à Londres, où se trouvent dix-huit grandes Trading Companies, vingt-trois banques, six sociétés d'investissement et une soixantaine de filiales commerciales d'entreprises japonaises, auxquelles s'ajoutent une dizaine de restaurants et, comme il se doit, un club, The Nippon, à Chelsea.

L'anglais étant la première langue étrangère obligatoire au Japon, les Japonais sont plus à l'aise dans les pays anglophones. Sony a dépensé quelque 5 millions de livres pour installer en

Grande-Bretagne une usine de téléviseurs qui démarre cette année. Tokion et C. Itoh ont construit une usine de produits chimiques qui emploie une cinquantaine de personnes dans le Pays de Galles. Cent vingt personnes travaillent dans une usine britannique de fermetures à glissière Yoshida (Y.K.K.). Nippon Seiko essaie de faire démarrer une fabrication de roulements à billes dans le nord-est de l'Angleterre. Et le groupe horloger Seiko a déjà fait parler de lui par les grèves avec occupation d'usines qu'il a eu à subir sous le gouvernement de M. Heath.

Mais c'est Düsseldorf qui peut se flatter d'avoir la plus grande communauté japonaise d'Europe concentrée en un seul point : deux mille sept cents personnes vivant pour la plupart

dans la banlieue d'Oberkassel, autour de leur école élémentaire. En effet, les liens entre le Japon et l'Allemagne fédérale sont de plus en plus forts. La R.F.A. est le second meilleur client européen du Japon, à peu près au même niveau que l'Angleterre. Très libérale pour les importations, elle a acheté pour 988 millions de dollars de produits au Japon l'année dernière (soit presque le triple des achats français : 360 millions en 1973). La balance commerciale entre les deux pays a constamment été déficitaire pour la République fédérale depuis 1968. Et son déficit est passé de 700 à 1 300 millions de DM entre 1971 et 1972. Un important institut de recherche germanique a prévu que le marché allemand des appareils de radio, de télévision et de photographie serait complètement dominé par les fabricants japonais dès 1980.

On sait quels combats d'arrière-garde l'industrie allemande de l'optique a livrés ces dernières années, ici jetant l'éponge, là

s'associant avec ses concurrents nippons pour fabriquer en Asie du Sud-Est (1). D'ores et déjà, on estime que l'industrie japonaise fournit en Allemagne 99 % des postes de radio à transistors, la moitié des appareils photographiques, 34 % des appareils de télévision portatifs et 35 % des machines à coudre, la plus grande partie des mini-calculatrices de bureau (74 % de celles du Marché commun), les neuf dixièmes des cassettes pour magnétophones, etc. La Fédération allemande de l'électro-ménager aurait même demandé l'application de la clause de sauvegarde internationale, déjà utilisée en France et en Italie, mais le gouvernement fédéral serait réticent et s'en tiendrait encore à son libéralisme de principe. D'autant plus que les statistiques du commerce extérieur montrent une progression de 35,9 % des exportations allemandes vers le Japon (premier semestre de 1973), alors qu'en sens inverse les ventes japonaises en Allemagne n'ont augmenté que de 15 %.

Le « nippon shock »

Pour les entreprises nippones, l'investissement en Europe n'est ni un objectif ni une règle. Il est un sous-produit — parfois inévitable — du commerce. Pour vivre, le Japon doit importer. Pour financer ses importations, il doit exporter. Et pour exporter, il doit investir. Les ventes du Japon à la Communauté des Six sont passées de 622 millions à 2 milliards de dollars entre 1968 et 1973, et l'excédent commercial nippon avec ces pays a progressé parallèlement de 18 millions à 1,3 milliard de dollars. « Les États-Unis ont passé le plus mauvais cap : c'est sur l'Europe que va maintenant se concentrer l'attention du Japon », disait le parlementaire américain Wilbur Mills en 1971 à la suite des mesures prises par le président des États-Unis pour enrayer le déficit américain vis-à-vis du Japon.

De fait, quelques mois après ce que les Japonais ont appelé amèrement le « Nizon shock », c'était un... « nippon shock » qui heurtait l'Europe : l'excédent commercial du Japon à l'égard de la C.E.E. n'a pas moins que doublé en 1972. Les autorités nippones voient bien venir l'orage : « Le déséquilibre commercial nippon-européen va s'élargissant », pou-

vaient-on lire dans un récent rapport du patronat japonais, le Keidanren. « Pour éviter qu'une telle évolution ne conduise au développement de sentiments protectionnistes hostiles au Japon, une politique d'investissements en Europe semble être la solution la plus judicieuse pour rendre moins sensible la pénétration japonaise. »

Comme la taxation, la pénétration peut être plus ou moins indolore. Cependant, on ne saurait dramatiser le total des ventes du Japon à la Communauté européenne représente encore moins de 4 % des importations du Marché commun, alors que son commerce avec les États-Unis représente près du tiers des échanges de chacun des deux pays. Le Japon est le plus important partenaire commercial de la France parmi les pays d'Asie. Certes, ses ventes à la France se sont multipliées par 9,3 en dix ans, tandis que ses achats quinquennaux : son commerce avec notre pays est donc constamment excédentaire. Mais les échanges dans chaque sens ne représentent pas plus de 1 % du total des importations et des exportations de chacun des deux pays. Ce qui est grave, en réalité, c'est moins la masse et le déséquilibre des échanges que leur composition. Alors que la France exporte des tableaux, des objets d'art, des produits alimentaires, des vêtements, des boissons alcoolisées, des parfums, des produits de beauté... le Japon vend des produits industriels de haute technicité : les motocyclettes et les calculateurs ont détrôné la soie grège et les perles de culture.

Si la politique d'expansion économique choisie par les entreprises japonaises a réussi ces dernières années à imposer leur image de marque en Europe, dissipant les mauvais souvenirs de la camelote d'avant guerre, sa faiblesse est certainement de n'avoir pas réussi à la faire bien accepter. Les autorités nippones, qui commencent à subir les in-

convénients d'une nette hostilité dans les pays de l'Asie du Sud-Est (2), commencent à ressentir l'appréhension de voir le phénomène se généraliser. Elles ont aussi le souci de mettre un frein à la folle dépense qui a saisi les Japonais en 1972 et 1973. En moins d'un an les réserves monétaires du pays ont fondu comme neige au soleil, tombant de 20 milliards de dollars à 10 milliards de dollars. Or les dépenses supplémentaires dues à l'augmentation des prix du pétrole importé au Japon (13 milliards de dollars en plus par an) n'étaient pas encore prises en compte dans la balance des paiements : il faut maintenant les financer avec un yen en baisse. Il y a donc fort à parier qu'on ne verra pas cette année les clients nippons enlever, comme dans un feu d'artifice, 47 % de la grande vente de Christie's pour 3 millions de dollars, comme l'année dernière. Les grandes ventes d'étalons, si courues l'an dernier, verront sans doute les Américains remplacer, avec leurs dollars retrouvés, les acheteurs japonais de l'an dernier. Le gouvernement de Tokyo a déjà pris des dispositions pour calmer, entre autres, les désirs de quatre-vingt mille milliards de dollars (cent fois plus nombreux qu'en 1965 et trois fois plus qu'en 1970).

Mais certains faits sont difficilement réversibles. Les Japonais ont augmenté de 40 % le nombre de leurs vols réguliers sur l'Europe en deux ans, en trois cent mille Japonais ont pris l'habitude de circuler, sous prétexte d'affaires, caméra au poing dans plus des deux tiers des cas. Les entreprises, quant à elles, ont maintenant des activités importantes, donc des réserves, à l'étranger. De plus en plus multinationales, elles échappent largement, comme leurs homologues américaines ou européennes, à la tutelle de leur gouvernement. C'est ainsi que rien ne les empêche, même en période de contrôle des sorties de capitaux au Japon, de continuer à racheter au prix fort hôtels, clubs de golf, magasins, ensembles immobiliers, usines situés en Europe.

Ce sont ces grandes firmes qui se font les agents de la puissance nipponne... Et peut-être de son impérialisme, s'il est vrai, comme le dit la légende, que la déesse Amaterasu (le soleil), engendrant le premier empereur du Japon, lui attribua en cadeau de naissance la domination de l'univers.

JACQUELINE GRAPIN.

Prochain article :

DES SOURIRES TRANCHANTS

(PUBLICITÉ)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Industrie et de l'Énergie

S.O.N.A.T.R.A.C.H.

Division Pétrochimie G.N.L. et Raffinage
Zone Industrielle ARZEW

Un appel d'offres international est lancé pour l'implantation à ARZEW d'un système de sécurité industrielle comprenant :

- 1) L'étude et la réalisation des infrastructures de sécurité industrielle.
- 2) L'étude et la mise en place d'un système de communication d'urgence.
- 3) L'étude et la construction d'un hôpital industriel.
- 4) L'étude et l'implantation de normes standards et de systèmes de gestion.
- 5) L'assistance technique nécessaire à la gestion des installations et équipements et à la formation du personnel algérien.
- 6) La fourniture d'importantes quantités d'équipements de sécurité industrielle.

Afin d'obtenir les documents de pré-sélection, les Sociétés intéressées sont priées d'entrer en relation avec M. le Chef de la Zone Industrielle d'ARZEW — Centre SONATRACH - ARZEW (ALGÉRIE), dans les quinze (15) jours qui suivent la parution du présent avis.

Les Bords du Lac

à AIX-LES-BAINS (Savoie)

C'est en Savoie sur les rives du Lac du Bourget que nous devons construire votre future résidence.

Nous l'avons fait.

12000 m² de terrain. 200 mètres de façade sur le Lac vous attendent.

Documentation gratuite sur simple demande

Gérard Bochaton
44 Fg Revo, 7-2000 Chambéry
tel 779 34 55 52
Bureau de vente sur place.



ensemble résidentiel

pour avoir

les pieds dans l'eau

Sans aucun engagement je désire recevoir une documentation.

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Téléma a obtenu le grand prix toutes catégories au festival du film industriel de Biarritz 1974 avec "Une Société Anonyme" réalisé par Robert Ménégos pour le groupe Ferodo.

Téléma

Films publicitaires - films industriels 3 rue Léon Cogniet 75017 Paris tél. CAR 26.77

صناعات الحديد

LA VIE SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

SITUATION TENDUE A USINOR-DUNKERQUE où les fondeurs ont voté la poursuite de leur mouvement

De notre correspondant

Dunkerque. — Le conflit déclenché à Usinor après l'accident mortel survenu le 2 juin devant le haut fourneau n° 4 (« le Monde » des 19 et 25 juin) s'est sensiblement aggravé.

Réunis lundi après-midi 24 juin au local syndical, les fondeurs ont décidé de poursuivre leur mouvement « pour la sécurité du travail ». Ce vote, prévu initialement à bulletin secret, a eu lieu à mains levées.

Le matin, les ouvriers avaient appris que la direction retirait les propositions qu'elle avait formulées le vendredi 21 juin, en présence de la commission d'enquête ministérielle. Ces propositions (indemnité pour chaque jour de « chômage technique », paiement du salaire normal depuis le 18 juin, « compensation » de 100 F compte tenu des difficultés de remise en route des hauts fourneaux) étaient subordonnées à la reprise immédiate au travail. Les syndicats entendaient les soumettre lundi aux salariés. Ils n'ont pas eu le temps de le faire. Querelle de procédure ? La porte, à peine entrebâillée sur un arrangement possible, s'est brutalement refermée.

Cette « provocation de la direction » a entraîné de la part des syndicats une « protestation énergique » auprès du ministère du travail. A l'issue du débat de lundi, les responsables des sections F.I.D.T. de toutes les usines du groupe ont annoncé qu'ils proposeraient à la C.G.T. et au syndicat A.F.O. une réunion destinée à décider, dans l'unité, des moyens d'action pour briser l'intransigeance de la direction.

Toutefois, le cabinet du ministre du travail est intervenu « fermement » auprès de la direction pour « une reprise immédiate des négociations, dans le respect des engagements ». Et l'on attendait, le mardi matin, que des propositions soient formulées en ce sens par les représentants

d'Usinor-Dunkerque au cours d'une réunion du comité d'entreprise. Une délégation d'élus de Dunkerque, conduite par M. Albert Devers, député (P.S.), président de la commission d'enquête de Dunkerque et du Conseil général du Nord, et par M. René Grande-Synthe, député socialiste de Marais, a même pour au ministère du travail.

Une perte de 500 millions ?

Si le conflit se prolonge, la vague du chômage technique atteindra les quelque dix mille salariés d'Usinor-Dunkerque, et déferlera sur d'autres usines. Les délégués de ces usines-sœurs ont paru très sensibilisés à ce sujet. Le secrétaire de l'intersyndicale d'Usinor, venu de Longwy (Meurthe-et-Moselle), a annoncé qu'il proposerait au personnel un arrêt de vingt-quatre heures dans les usines. Le délégué C.G.T. a annoncé que la fédération organisait deux journées fédérales à Dunkerque les 27 et 28 septembre sur le thème de la sécurité dans la sidérurgie.

Les délégués syndicaux ont évalué à 500 millions de francs la perte déjà subie par le patronat du fait de l'arrêt de la production. En acier, cette perte n'est pas loin de dépasser les 400 000 tonnes. C'est à présent toute l'organisation du groupe qui risque d'être touchée par une réaction en chaîne, de ne rester que le train à bandes de Denain pour approvisionner les laminages à froid d'Usinor-Mardyck (Nord) et de Montataire (Oise), producteurs de tôles fines. Pour les tôles fortes, dont la pénurie était déjà très accusée en France, plusieurs usines, dont la tuberie Valloire de Dunkerque, devront avoir recours, pour leur approvisionnement, à la Suède et à l'Allemagne fédérale.

HONORAIRES MÉDICAUX

Le malaise s'aggrave entre les médecins la Sécurité sociale et le gouvernement

Est-ce le retour à la guerre froide entre les médecins et la Sécurité sociale ? Mardi matin 25 juin, les dirigeants de la caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne ont lancé un vif appel au corps médical parisien : si les dépassements des tarifs contractuels d'honoraires continuent à se multiplier, la caisse sera « contrainte » de « dégrader » les auteurs de ces dépassements, « c'est-à-dire de les déclarer « hors convention », celle qui lie les praticiens aux caisses d'assurance-maladie et permet aux malades d'être remboursés.

Déjà des lettres d'avertissement ont été envoyées à certains médecins du district parisien ; en retour, les organisations syndicales de la profession se sont déclarées prêtes à réagir, et certaines ont déjà imprimé des tracts expliquant pourquoi la grève — si elle est décidée — a été déclenchée. Au niveau

de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), on reconnaît que les dépassements de tarifs ne sont pas admissibles, mais on admet encore moins que les éventuels coupables ne puissent pas être défendus au sein des commissions médicales prévues par la convention — avant d'être « dégrader ».

L'annonce, mardi matin, par la caisse d'assurance-maladie que le temps de la conciliation est dépassé signifie-t-elle qu'une nouvelle guerre va se déclencher entre la Sécurité sociale et les praticiens ? Le malaise est d'autant plus sérieux que les organisations médicales sont mécontentes : la C.S.M.F. et la Fédération des médecins de France demandent une révision de l'avenant tarifaire pour 1974, afin de tenir compte de l'inflation ; elles réclament aussi l'ouverture rapide de négociations pour le renouvellement de la convention qui, élaborée pour cinq ans, arrivera à son terme en mai 1975.

Un long délai est nécessaire, estime-t-on à la C.S.M.F., où l'on souligne les carences du gouvernement qui, par « un engagement national », devait accorder certains avantages aux médecins conventionnés, ce qui n'a pas été fait. Faute d'ouvrir rapidement des pourparlers, la C.S.M.F. et la F.M.F. envisagent de dénoncer la convention. Mais il s'agit de menaces... applicables éventuellement en septembre. D'ici là, les partenaires sociaux pourraient se retrouver autour d'un tapis vert. C'est du moins ce que souhaite le président de la C.S.M.F., le docteur Monier, qui devait être reçu, ce mardi également, par le ministre du travail.

JEAN-PIERRE DUMONT.

CONJONCTURE

L'OCDE PRÉVOIT UN RALENTISSEMENT DE L'INFLATION DÈS LE SECOND SEMESTRE

La hausse des prix va se ralentir dans les grands pays industrialisés : telle est la prévision que font les experts de l'O.C.D.E. qui ont tenu lundi 24 juin, à Paris, au château de la Muette, leur réunion dite de politique économique.

L'O.C.D.E. prévoit une assez nette décélération de l'inflation qui passera de 15 % l'an au premier semestre de cette année à 13 % au deuxième semestre 1974 et à 10 % au premier semestre 1975. Ces prévisions valent pour les sept pays les plus industrialisés de l'O.C.D.E. Elles seraient respectivement de 15 %, 4 % et 10 % pour la France seule.

Le même, la croissance économique était plus vive et pourrait atteindre 4 % en volume au cours du premier semestre 1975. Les pays membres de l'O.C.D.E. ont les balances des paiements restées équilibrées malgré le renchérissement des prix du pétrole. S'apprêtant à mener une politique économique moins sévère, notamment pour protéger l'emploi, c'est le cas de l'Allemagne et des Etats-Unis. En revanche, des pays comme l'Italie, la Grande-Bretagne et surtout l'Espagne, doivent accorder à la lutte contre la hausse des prix une priorité absolue, même si cette priorité doit entraîner une aggravation du chômage. C'est la condition mise par les pays riches — Allemagne en tête — pour leur venir en aide.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ARTHUR MARTIN

Réunie le 20 juin 1974 sous la présidence de M. Georges Martin, président du conseil de surveillance, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1973.

L'année 1973 a été marquée par une très sensible progression de l'activité de la société. Sur le plan industriel tout d'abord, la production s'est accrue dans des proportions importantes. Au cours de l'année, il a été fabriqué 288 000 résistances, soit 23 000 de plus qu'en 1972 ; pour les machines à laver (lavage « vaisselle »), la production a été de 188 000 appareils, soit 37 000 de plus qu'en 1972.

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société est passé de 389 millions de F en 1972 à 491 millions en 1973,

confirmant le redressement de la société.

Le bénéfice net est de 9,24 millions de F après 18,59 millions d'amortissements et 1,78 million de provisions.

En 1972, il avait été au niveau de la société de 0,25 million de F après 8,21 millions de F d'amortissements et 1,17 million de F de provisions ; au niveau du groupe, le bénéfice net consolidé était de 3,88 millions de F après 11,85 millions d'amortissements et 1,29 million de provisions.

Les premiers mois de l'exercice 1974 confirment la croissance de l'activité de la société : le chiffre d'affaires du premier trimestre s'élève à 141,50 millions de F contre 102,55 millions pour le premier trimestre de 1973 marquant ainsi une progression d'environ 37 %.

C.G.P. PRIMAGAZ

La compagnie Primagaz a réuni successivement le 20 juin 1974 son assemblée générale ordinaire annuelle et une assemblée générale extraordinaire, sous la présidence de M. E. Nodé-Bouton.

Sur les 800 000 titres composant le capital social, la feuille de présence avait été initialement arrivée à 621 189 actions présentes ou représentées. Cependant, par suite de l'absence de MM. Léonard Fribert et C. qui avaient immobilisé 160 000 titres à leur nom, la situation s'est établie à 461 189 actions, le nombre de voix s'élevait au total à 621 367.

L'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1973 et a pris connaissance des comptes consolidés.

Le président a souligné qu'en dépit des perturbations qu'a connues le marché international du gaz, les difficultés d'approvisionnement qui en ont résulté, les tonnages commercialisés se sont accrues de 7,01 % ; à l'intérieur de ce taux, l'expansion du programme en vrac a été très soutenue. Le chiffre d'affaires total (366 750 180 F) s'améliore de 11,35 %.

L'assemblée générale a autorisé la mise en paiement, à partir du 1er juillet 1974, d'un coupon unitaire de 9,24 F assorti d'un avoir fiscal de 4,68 F, le revenu global par action s'établissant à 14,04 F (1973 : 13,50 F). Elle a renouvelé le mandat d'administration de M. Jean Grégoire, venu à l'expiration, et ratifié les nominations par le conseil d'administration de M. Jean-Charles Inglesi, ainsi que de l'Union des assurances de Paris-Vie, qui a délégué son directeur général, M. Pierre Steyer, comme représentant permanent.

L'assemblée a également approuvé l'apport, par la société Biffault, de son usine de Bollwiller-Jandel, qui figurait à l'ordre du jour, en a été retiré, l'assemblée générale extraordinaire de la société, en date du 18 juin, n'ayant pas approuvé le projet, en considération du caractère économique actuel.

L'apport, par la compagnie Lebon, de ses participations dans les filiales communales et Allemandes fédérales a été approuvé ; la position de Primagaz se trouve ainsi renforcée sur ce marché en rapide expansion. Cet apport est rémunéré par la création de 24 000 actions nouvelles.

SOCIÉTÉ DES HAUTS FOURNEAUX DE LA CHIER

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 21 juin 1974 sous la présidence de M. Paul Beselhae, président du conseil de surveillance ; elle a approuvé les comptes de l'exercice 1973 et a décidé par un bénéfice net de 20 082 385 F et décidé la distribution d'un dividende de 180 F, soit, avec l'impôt déjà payé au Trésor, un revenu global par action de 23,70 F ; ce dividende sera distribué à partir du 10 juillet 1974 contre remise du coupon n° 28.

L'assemblée a désigné en qualité de membres du conseil de surveillance M. Léopold Blampain et M. Roger Genestier et Jean-Pierre de Launoy, démissionnaires ; elle a, en outre, renouvelé les mandats de M. Arsène de Launoy, président d'honneur, et de l'Oppl-Paribas.

Dans son allocution à l'assemblée, le président a donné des indications sur l'exercice en cours ; le premier semestre qui s'achève a été marqué pour la société par une demande très soutenue et par la poursuite du redressement des prix sur tous les marchés. Dans ces conditions, les activités se sont développées d'une façon satisfaisante ; c'est ainsi qu'à fin mai la production d'acier était supérieure de 5,6 % à celle des cinq premiers mois de 1973 et celle de produits transformés de 22,5 % ; quant au chiffre d'affaires, il dépassait à fin avril de 30 % celui réalisé à fin avril 1973.

Le président a également fait connaître que, malgré une forte augmentation de tous les éléments des prix de revient, les résultats sont, eux, présentement nettement supérieurs à ceux de l'année précédente et que, sans événement imprévu de nature à troubler, l'on peut prévoir que l'exercice 1974 marquera une sensible accentuation des progrès de la société.

Au cours de la séance du conseil de surveillance qui a suivi l'assemblée, M. Pierre Treps, directeur technique de la société, a été nommé membre du conseil, en remplacement de M. Léopold Blampain. Le directeur est ainsi composé de MM. Jean Souret, président ; Marcel Sode, directeur général, et Pierre Treps.

INVESTISSEURS !

Verdure
Calme
Transports à proximité
Construction de qualité
C'EST CE QUE NOUS RECHERCHONS TOUS A PARIS

Mais VOUS, VOUS EXIGEZ EN PLUS UN PRIX AU M2 ABORDABLE.

C'est possible au boulevard de PICPUS

Téléphonez à Jacqueline LACHAUD ALM. 98-98
GEFIC-INVESTISSEMENT 52, Ch. Elysées 75008 PARIS

L'ETOILE LE PARC MONCEAU LE FG. ST. HONORE

LE TRIANGLE DE PRESTIGE POUR INVESTISSEURS

UN VRAI STUDIO — 37 m2 + BALCON
UNE ADRESSE DE CLASSE POUR DES LOCATAIRES EXIGEANTS
UN IMMEUBLE LIVRABLE IMMEDIATEMENT DES PRIX FERMES ET DEFINITIFS

Téléphonez à Jacqueline LACHAUD ALM. 98-98
GEFIC-INVESTISSEMENT 52 Ch. Elysées 75008 PARIS

straplan

pour créer et réussir votre propre affaire

75008 - PARIS — 25, rue Tronchet
Tél. : 2-265-40
63007 - LYON — (77) 26-62-50
1201 - GENEVE — (22) 31-44-57
Lille - Marseille - Toulouse

MORRIS

LIVRAISON IMMEDIATE GRAND CHOIX D'OCCASIONS

Mécanisme - Tôlerie - Peinture
Mise au point par spécialistes
FRANÇOIS & CIE
6 rue St-Ferdinand - PARIS 17e
Tél. : 470.90-47

Chemical Bank ouvre une nouvelle porte sur l'Orient.

Tout au long de six millénaires d'Histoire, le Liban fut un des carrefours du monde.

Sa position géographique privilégiée en a fait, depuis la période phénicienne, un lien naturel entre l'Est et l'Ouest, et le pivot du commerce des marchandises en provenance et à destination du Moyen-Orient. Aujourd'hui, comme autrefois, le Liban est la porte d'accès à un Moyen-Orient prospère, à une région qui dispose d'un potentiel d'achar énorme. Beyrouth, siège d'innombrables institutions et compagnies internationales en plein développement, offre un port avec zone franche qui alimente tout l'interland arabe, un aéroport qui, par la densité de son trafic, est le premier du Moyen-Orient. De sorte que la ville s'affirme de plus en plus comme une capitale financière et un centre commercial important. Le Liban est l'un des rares axes financiers libres du monde et l'on peut à juste titre l'appeler la Suisse du Moyen-Orient.



L'Orient et l'Occident se rencontrent à Beyrouth.

Chemical Bank, une des banques les plus importantes des Etats-Unis, et particulièrement active dans le domaine des opérations bancaires internationales, vient de prendre une participation majoritaire dans une banque libanaise et la rebaptisée Chemical Bank (Middle East) S.A.L. Ce changement de raison sociale signifie que Chemical Bank dispose maintenant d'une base permettant d'offrir un service bancaire complet au Liban et à travers tout le Moyen-Orient.

Aussi proche que votre téléphone.

Chemical Bank (Middle East) S.A.L. dispose d'une équipe qui a l'expérience de l'Orient comme de l'Occident. Le financement de projets, l'une des nouvelles formes de financement de l'Occident, deviendra un aspect essentiel de notre activité au Moyen-Orient. Mais il n'est pas nécessaire d'aller à Beyrouth pour utiliser nos ressources. Notre réseau mondial s'en occupera pour vous. Car nous sommes présents dans les principales places financières d'Europe et d'Asie. De sorte qu'il vous suffit de téléphoner à la succursale Chemical Bank la plus proche.

Chemical Bank dans le monde.

Chemical Bank (Middle East) S.A.L.:
Rabiyah, Metn - P.O. Box 9506 - Beyrouth - Liban
Tél.: 240250 - 240222 - 248015 - 41798.
Succursale à Beyrouth:
Kassatly Bldg. - Fakhry Bey St.
Succursale à Paris:
85, avenue Marceau - Tél.: 720-74-30.
Siège central: New York.
Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Djakarta, Francfort, Hong Kong, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, San Francisco, São Paulo, Singapour, Sydney, Tokyo, Vienne et Zurich.
Correspondants dans plus de 185 pays.

CHEMICAL BANK

When needs are financial, the reaction is Chemical.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OBLIGATIONS
CONVERTIBLES

Telemecanique

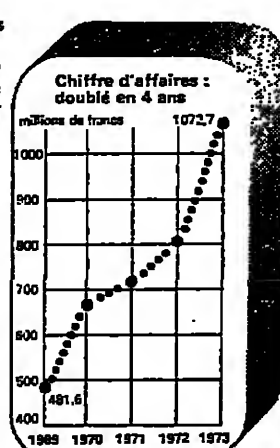
99 990 000 f

SOUSCRIPTION OUVERTE

Caractéristiques de l'émission

Montant : 99 990 000 F
 Nombre d'obligations : 909 000
 Prix d'émission : le pair, soit 110 F
 Taux d'intérêt nominal : 7 %
 Taux de rendement actuariel brut : **9,45 %**
 par l'effet des prix de remboursement croissant de 133,50 F à 159,50 F.
 Jouissance : 1^{er} juillet 1974
 Durée : 15 ans et demi

Amortissement : en 10 séries égales
 Conversion : 1 action pour 10 obligations à tout moment au gré du porteur à partir du 1^{er} janvier 1975.
 Conditions de souscription :
 - pour les actionnaires : du 10 au 22 juin à raison de 1 obligation pour 1 action détenue
 - ouverture au public à partir du 25 juin 1974.



Documentation sur demande à :
 La Télémécanique Électrique
 33 bis avenue du Maréchal Joffre
 92000 NANTERRE

LA TÉLÉMÉCANIQUE ÉLECTRIQUE
en 1973 :

- 1 072 millions de francs de chiffre d'affaires consolidé;
- 41% du chiffre d'affaires réalisés hors de France;
- 10 200 personnes;
- 23 usines, dont 13 construites depuis 1967;
- 20 filiales hors de France;
- 1^{er} constructeur français d'automatismes industriels, 2^e européen et l'un des 5 leaders mondiaux dans la spécialité.

Renseignements dans les banques et chez les agents de change

BALO du 3 juin 1974 — Voir COB, 74-83 du 21-5-74

Glaxo holdings Ltd.
1^{er} LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE ANGLAIS

Dans ses centres de recherches ultra-modernes, en Grande-Bretagne, en Italie et en Inde, GLAXO élabore en permanence des produits nouveaux destinés aux marchés mondiaux.

GLAXO :

La recherche pour la santé. Depuis 1943, après la découverte de la pénicilline, GLAXO s'est spécialisé dans la recherche et la production d'antibiotiques.

Le Groupe a acquis, progressivement, une position majeure dans ce domaine ainsi que dans celui des cortico-stéroïdes et des broncho-dilatateurs.

En outre, il conserve une activité appréciable dans la production de "baby-foods" et d'aliments diététiques.

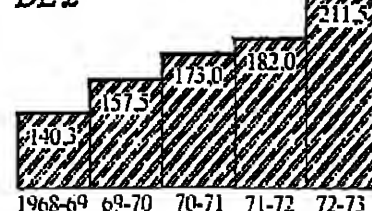
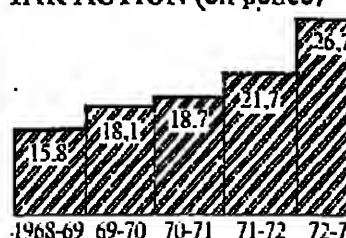
GLAXO :

Une implantation mondiale. Les produits GLAXO sont diffusés sur les cinq continents. Le réseau des filiales étrangères couvre actuellement 35 pays et les ventes hors du Royaume-Uni assurent les 2/3 des revenus du Groupe.

GLAXO :

Un développement régulier. Le Groupe poursuit régulièrement sa croissance. Depuis cinq ans, son chiffre d'affaires consolidé est passé de 140 à 211 millions de £ et son bénéfice net ajusté par action, de 15,8 à 26,7 pence.

Aujourd'hui, pour la première fois, GLAXO aborde un marché boursier étranger. L'action sera cotée à Paris à partir du 26 juin 1974.

CHIFFRE D'AFFAIRES
DU GROUPE EN MILLIONS
DE £BENEFICE NET AJUSTÉ
PAR ACTION (en pence)

Pour recevoir le rapport GLAXO et la note d'information, veuillez retourner ce coupon réponse à la BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE.
 Information financière - 4, rue Gaillon - 75060 PARIS CEDEX 02.

M. _____

Adresse _____

Visa COB 7484 en date du 11.06.74. BALO du 17.06.74.

COMPAGNIE NATIONALE
DU RHONE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Compagnie nationale du Rhône s'est tenue le 20 juin 1974 à Lyon, sous la présidence de M. Max Moulins, en présence de M. Legendre, commissaire du gouvernement.

Le lecture traditionnelle du rapport relatif à l'exercice 1973 a été remplacée par la présentation d'un montage audiovisuel, coloré et suggestif, mettant clairement en valeur les étapes de l'œuvre de reconstruction économique entreprise dans la vallée du Rhône. Certains actionnaires ont souligné à cette occasion que la compagnie accorde une large part à son effort d'information pour que son action soit connue par l'ensemble des populations rhodaniennes et soit relayée par les instances économiques et politiques concernées.

Dans son allocution, le président Max Moulins a souligné l'intérêt accru, depuis la crise de l'énergie, de l'aménagement hydroélectrique accéléral du Rhône de Lyon à la mer, ainsi que celui du Haut-Rhône, qui redonne d'actualité, il a redit sa confiance dans l'avenir de la voie navigable à grand gabarit, qu'il s'agisse de l'est Rhône-Rhône ou de la liaison Rhin-Rhône.

Aux termes des résolutions votées à l'unanimité, l'assemblée générale a décidé qu'aucun dividende ne serait distribué, au titre de l'exercice 1973, le bénéfice net de cet exercice, qui s'élève à 1 701 800 F étant affecté à l'apurement, à due concurrence du déficit de l'exercice 1971.

JAEGER

L'assemblée générale ordinaire annuelle, réunie le 14 juin 1974 sous la présidence de M. Jean Blazy, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1973 faisant apparaître une perte de 5 202 287 F après 18 889 000 F d'amortissements et 2 732 000 F de provisions (contre 1 701 800 F de provisions, un bénéfice de 3 619 000 F après 17 879 000 F d'amortissements et 1 421 000 F de provisions).

Dans son rapport, le conseil d'administration rappelle que l'évolution du chiffre d'affaires a été favorable (+ 18 % environ) et que ces résultats sont dus à la conjonction de charges exceptionnelles auxiliaires et ses filiales ont dû faire face (voir nos feuilles du 18 mai 1974).

L'activité des filiales à l'étranger a été satisfaisante (chiffre d'affaires en progression de 24,9 %) et la part revenant au groupe dans les résultats qu'elles ont dégagés au titre de 1973 ressort à 1 233 000 F contre 888 000 F en 1972.

Partant des filiales françaises, dont le chiffre d'affaires a également progressé de plus de 20 %, le conseil signale notamment que la société Stationnement urbain régional a largement développé son activité et avec une bonne rentabilité.

L'assemblée générale a renouvelé pour six années les mandats venus à expiration :
 — De M. Joseph Roca, administrateur ;
 — De MM. Jacques Dreyer et Jean Nafar, commissaires aux comptes titulaires, ainsi que de M. François Caspejo, commissaire suppléant.

M.L.S. PARTICIPATIONS

L'assemblée générale ordinaire annuelle du 17 juin 1974 a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1973, faisant apparaître un bénéfice net de 882 541,83 F.

Elle a voté la distribution d'un dividende de 7,40 F (contre 7 F l'an dernier) à chacune des 106 800 actions de 50 F composant le capital social, ce qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal de 3,70 F), assure un revenu global de 11,10 F (contre 10,50 F).

Ce dividende, qui sera représenté par le coupon n° 62, sera payé dans les conditions d'usage à partir du 22 juillet 1974 aux guichets de la Banque Worms, de la Banque Rothschild, de la Banque de Neuchâtel, Schumacher, Mallet et de MM. Hottinguer et Cie.

L'assemblée a renouvelé pour six ans les mandats venus à expiration de MM. Georges Marin-Darbel et Jean-Claude Thorel, administrateurs.

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 19 juin 1974 sous la présidence de M. Edouard Gout, a approuvé les comptes de l'exercice 1973 qui font apparaître un bénéfice net de 35 128 000 F contre 30 004 000 F en 1972, en progression de 15,18 %, pour un capital inchangé.

Se conformant sur proposition du conseil, aux recommandations gouvernementales incitant à limiter la progression du dividende, l'assemblée a décidé de fixer celui-ci à 0,84 F par action (dont 1,58 F non soumis à l'impôt sur le revenu), contre 0,50 F pour l'exercice précédent. La mise

en paiement aura lieu le 15 juillet 1974 contre remise des coupons n° 1 et 2.

L'exercice 1973 a vu l'achèvement de deux importants immeubles : bureaux : « Alcega », 31, quai de Grenelle, à Paris (15^e), et « Nautique », Pont-de-Seine, 8 à 16, boulevard d'Alsace-Lorraine à Neuilly-sur-Seine.

Ces deux immeubles ont été loués dès leur achèvement, le premier à totalité, le second à 83 %.

Dans son allocution, le président a insisté sur l'importance de l'augmentation du prochain dividende.

LES SOUSCRIPTEURS DE LA CAECL
SAVENT MIEUX PLACER LEUR ARGENT

Bien placer son argent, c'est une affaire de spécialistes. Les souscripteurs de la CAECL le savent bien. Les souscripteurs de la CAECL savent aussi que leur argent va aider les villes et les villages de France à s'équiper, à mieux vivre.

La CAECL, c'est aujourd'hui la meilleure façon de mieux placer son argent.

Vous pouvez souscrire dans votre banque, votre Caisse d'Épargne, chez votre comptable du Trésor, et à votre bureau de poste.

La CAECL émet un emprunt obligataire national, l'emprunt CAECL juin 1974 à 11,30 %.

Prix d'émission : le pair, avec jouissance du 17 juin 1976, par obligations de 1 000 F amortissables en 15 ans au pair à partir de la sixième année, en 3 séries sensiblement égales (1984, 1988, 1994).

Les obligations sont remboursées à la valeur nominale. Elles sont négociables à la Bourse de Paris. La CAECL, la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales est un établissement public, géré par la Caisse des Dépôts.

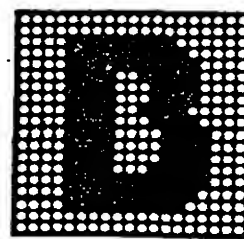
LES SOUSCRIPTEURS DE LA CAECL AIDENT LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Comment obtenir,
sans se déranger, un taux
d'intérêt de

11,50%

En écrivant directement à notre
Banque pour l'ouverture d'un
compte bloquéSOCIÉTÉ DE BANQUE
ET D'INVESTISSEMENTS

Inscrite sur la liste des banques sous le N° 184 740 (transmise du 13 juin 1974)
 26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
 Documentation N° 438 H - sur simple demande

LA BNP
EN POLOGNE

La Banque nationale de Paris vient d'obtenir l'autorisation officielle du ministère des finances de la République populaire de Pologne d'ouvrir, à Varsovie, un bureau de représentation dont l'activité s'exercera sur l'ensemble du pays. L'ouverture de ce bureau permettra à la Banque nationale de Paris de donner une dimension nouvelle aux relations qu'elle entretient, depuis longtemps déjà, avec les autorités, les banques et les organismes économiques polonais.

Par ailleurs, la Banque nationale de Paris sera en mesure de mettre à la disposition de sa clientèle une meilleure connaissance de l'économie polonaise et de ses possibilités. Elle s'efforcera ainsi de contribuer à un développement efficace des actions entreprises de concert par les deux pays.

مكتبة الامم المتحدة

UN JOUR DANS LE MONDE

2. LA VISITE DU CHAH D'IRAN EN FRANCE

3. DIPLOMATIE

M. Kissinger se défend de pratiquer une diplomatie secrète avec Moscou.

Le programme du voyage du président Nixon en Europe et en Union soviétique.

4. EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : après l'annonce d'une explosion nucléaire, la gauche travailliste adresse une protestation énergique à M. Wilson.

5. ASIE

ÉTATS-UNIS : le président Nixon annonce que le budget de 1976 sera en équilibre.

6-7. POLITIQUE

Le P.S.U. et le projet de rassemblement des socialistes.

Une réunion occitane dans la Creuse.

Une libre opinion de M. Chevènement : « Nous sommes en 1932 ».

8-9. JUSTICE

L'affaire Markovitch : la mort d'un factotum.

10-11. EQUIPEMENT ET REGIONS

LA VIE DE LA REGION PARISIENNE : va-t-on abandonner la radiale Versaillaise ?

TRANSPORTS : les nouvelles relations ferroviaires avec l'Espagne.

12. L'EVENEMENT

LES VACANCES : la grande rupture de l'été.

13. RELIGION

La presse hebdomadaire et la mort du cardinal Duvallier.

13. EDUCATION

Sancions à l'École polytechnique.

13. DEFENSE

Un arrêt du Conseil d'Etat : le « droit de défense » des militaires.

Les trois armées vont faire des économies de carburant.

Au défilé du 14 juillet : des sobres mais pas de missiles.

16. ECHOS

LE MONDE DES SCIENCES

PAGES 17 ET 18

L'homme en fusion sous les faisceaux des lasers.

Le refroidissement des centrales nucléaires.

20-22. ARTS ET SPECTACLES

THEATRE : le concours de tragédie.

VARIETES : le Pink Floyd.

23. SPORTS

TENNIS : l'ouverture du tournoi de Wimbledon.

34-37. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Vers un nouveau pouvoir dans l'entreprise (II), par F. Dollé.

CONFLITS ET REVENDICATIONS : situation tendue à Usinor - Dunkerque, où les fondeurs ont voté la poursuite de leur mouvement.

HONORAIRES MEDICAUX : le malaise s'aggrave entre les médecins, la Sécurité sociale et le gouvernement.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (23)

Annuaire classé (24 à 37) : Carnet (18) ; Informations pratiques (23) ; « Journal officiel » (23) ; Méthodologie (23) ; Mots croisés (23) ; Finances (30).

Le numéro du « Monde » daté 25 juin 1974 a été tiré à 585 538 exemplaires.

Trajet en avion, une voiture sur place, louez Europcar. 645.21.25

BRASSERIE

★ STELLA ★

(Face au Parking)

133, av. VICTOR-HUGO (16^e) - 227-60-54

Nous avons le regret d'informer nos amis et fidèles clients qu'à la suite d'un sinistre nous ne sommes pas en mesure de les accueillir. La nécessité sera faite pour que dès septembre vous puissiez retrouver votre brasserie favorite. Un avis précisant la date exacte de réouverture sera donné par voie de presse.

A B C D F G H

LA VISITE EN FRANCE DU SOUVERAIN IRANIEEN

Un débat télévisé entre le chah et quatre journalistes

Détendu, sûr de lui, tantôt tranquille, tantôt ému, le chah a répondu aux questions de quatre journalistes. Roland Passes (L'Aurore), Yves Chau de Pignatelli (Le Monde), Josette Aha (Le Nouvel Observateur) et notre rédacteur en chef André Fontaine — qui l'interviewait dans le cadre d'une émission d'« Actualité 2 », enregistrée à Téhéran, il y a une semaine, et diffusée lundi soir 24 juin.

Pendant plus d'une heure, le souverain a développé ses idées sur des sujets aussi variés que la conception du pouvoir monarchique, la démocratie, la crise de l'énergie, l'indépendance nationale, le rôle de l'Iran dans le golfe Persique, la subversion communiste, l'étendue de la répression dans son pays, les relations franco-iranien.

A deux ou trois reprises, l'em-

peur a paru perdre quelque peu de sa sérénité. Visiblement embarrassé, il a beaucoup hésité à critiquer, d'ailleurs étonnamment, le rôle de l'O.R.S.S. dans la région, en particulier en Irak. Sa colère a été plus visible quand les journalistes évoquèrent les accusations de torture dans les prisons iraniennes, et quand l'un d'eux a désigné les victimes comme étant des « intellectuels ». « Des tueurs ! » a rectifié le chah.

Quant au déséquilibre de la balance commerciale des pays européens, aggravé par le renchérissement excessif du pétrole, le souverain en a rejeté l'entière responsabilité sur les compagnies pétrolières et les gouvernements concernés. La solution ? Les Européens devraient « travailler davantage ».

— R. R.

FERMETÉ DU DOLLAR ET DU FRANC

L'or accentue son repli

Le dollar a continué à se raffermir, ce mardi 25 juin au matin, sur les marchés des changes : il traitait à Francfort 2,37 DM contre 2,35 DM. De son côté, le franc a poursuivi son redressement vis-à-vis du DM, qui était coté 1,91 1/2 F contre 1,92 1/2 F.

Sur la place de Londres, le cours de l'once d'or a accentué son repli à 147 dollars contre 152 dollars lundi, rebondissant ainsi au niveau du 14 février après avoir touché 177 dollars en mars et avril.

UN ACCORD IMPORTANT SERAIT BIEN TOT SIGNÉ ENTRE C.D.F.-CHIMIE ET LE QATAR

Un important accord serait signé les tout prochains jours entre les groupes français C.D.F.-Chimie et Gazocéan d'une part et l'émirat du Qatar d'autre part pour la construction d'une usine pétrochimique sur le site d'Umm-Saïd. Ce complexe comprendrait une unité de production d'éthylène et une unité de polyéthylène basse densité, dont les capacités respectives atteindraient 300 000 tonnes par an et 245 000 tonnes par an. Sa mise en service est prévue pour 1977. Le capital de la société exploitante, à laquelle C.D.F.-Chimie participerait, et qui prendra la dénomination de Qatar Petrochemical Co., sera détenu à 80 % par l'Etat qatari et à 20 % par les capitaux français.

Le projet prévoit également la création d'une société de transport, dont le Qatar serait l'actionnaire majoritaire à 60 %, ainsi que d'une société de distribution, qui serait contrôlée à 75 % par des intérêts français. Gazocéan, spécialisé dans le transport des gaz liquéfiés, serait par ailleurs présent dans ces deux sociétés. Cet accord revêt une double importance. Il serait d'abord le premier que C.D.F.-Chimie signerait dans le cadre de la grande Fente l'heure, aucune des négociations similaires engagées par le troisième grand chimiste français, notamment avec l'Iraq et l'Arabie Saoudite, n'a encore abouti.

Enfin, le montage industriel auquel il donnerait lieu constituerait une solution originale, en offrant au Qatar un débouché pour la production et aux deux groupes français la possibilité de rapprocher la leur des sources d'approvisionnement.

— R. R.

LA VISITE EN FRANCE DU SOUVERAIN IRANIEEN

Un débat télévisé entre le chah et quatre journalistes

Détendu, sûr de lui, tantôt tranquille, tantôt ému, le chah a répondu aux questions de quatre journalistes. Roland Passes (L'Aurore), Yves Chau de Pignatelli (Le Monde), Josette Aha (Le Nouvel Observateur) et notre rédacteur en chef André Fontaine — qui l'interviewait dans le cadre d'une émission d'« Actualité 2 », enregistrée à Téhéran, il y a une semaine, et diffusée lundi soir 24 juin.

Pendant plus d'une heure, le souverain a développé ses idées sur des sujets aussi variés que la conception du pouvoir monarchique, la démocratie, la crise de l'énergie, l'indépendance nationale, le rôle de l'Iran dans le golfe Persique, la subversion communiste, l'étendue de la répression dans son pays, les relations franco-iranien.

A deux ou trois reprises, l'em-

peur a paru perdre quelque peu de sa sérénité. Visiblement embarrassé, il a beaucoup hésité à critiquer, d'ailleurs étonnamment, le rôle de l'O.R.S.S. dans la région, en particulier en Irak. Sa colère a été plus visible quand les journalistes évoquèrent les accusations de torture dans les prisons iraniennes, et quand l'un d'eux a désigné les victimes comme étant des « intellectuels ». « Des tueurs ! » a rectifié le chah.

Quant au déséquilibre de la balance commerciale des pays européens, aggravé par le renchérissement excessif du pétrole, le souverain en a rejeté l'entière responsabilité sur les compagnies pétrolières et les gouvernements concernés. La solution ? Les Européens devraient « travailler davantage ».

— R. R.

LA VISITE EN FRANCE DU SOUVERAIN IRANIEEN

Un débat télévisé entre le chah et quatre journalistes

Détendu, sûr de lui, tantôt tranquille, tantôt ému, le chah a répondu aux questions de quatre journalistes. Roland Passes (L'Aurore), Yves Chau de Pignatelli (Le Monde), Josette Aha (Le Nouvel Observateur) et notre rédacteur en chef André Fontaine — qui l'interviewait dans le cadre d'une émission d'« Actualité 2 », enregistrée à Téhéran, il y a une semaine, et diffusée lundi soir 24 juin.

Pendant plus d'une heure, le souverain a développé ses idées sur des sujets aussi variés que la conception du pouvoir monarchique, la démocratie, la crise de l'énergie, l'indépendance nationale, le rôle de l'Iran dans le golfe Persique, la subversion communiste, l'étendue de la répression dans son pays, les relations franco-iranien.

A deux ou trois reprises, l'em-

peur a paru perdre quelque peu de sa sérénité. Visiblement embarrassé, il a beaucoup hésité à critiquer, d'ailleurs étonnamment, le rôle de l'O.R.S.S. dans la région, en particulier en Irak. Sa colère a été plus visible quand les journalistes évoquèrent les accusations de torture dans les prisons iraniennes, et quand l'un d'eux a désigné les victimes comme étant des « intellectuels ». « Des tueurs ! » a rectifié le chah.

Quant au déséquilibre de la balance commerciale des pays européens, aggravé par le renchérissement excessif du pétrole, le souverain en a rejeté l'entière responsabilité sur les compagnies pétrolières et les gouvernements concernés. La solution ? Les Européens devraient « travailler davantage ».

— R. R.

DEVANT LES DIRIGEANTS RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

M. Poniatowski souhaite une collaboration « sans arrière-pensée et sans réticence » au sein de la nouvelle majorité

Le comité directeur de la Fédération nationale des républicains indépendants (parti dont M. Giscard d'Estaing était le président) a siégé mardi matin 25 juin à huis clos à Paris. M. Roger Châteauneuf, secrétaire politique national du mouvement, devait être désigné pour succéder à M. Michel Giscard d'Estaing, devenu ministre de l'Industrie, au poste de secrétaire général.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Industrie et ancien secrétaire général de la F.N.R.I., a participé aux travaux du comité directeur. Dans le discours qu'il a prononcé, il s'est adressé successivement aux républicains indépendants, aux

mouvements du Centre et à l'U.D.R.

A ses compagnons de parti, le ministre a dit : « Nous avons gagné, certes, mais il nous faut maintenant, avec le président, gagner pour tous les Français, c'est-à-dire transformer notre pays en une société, faire que chaque Français... et chaque Français puisse réaliser une vie plus juste, plus humaine, plus fraternelle dans une indissoluble liberté : le progrès social et économique sans l'archipel Giscard ».

« La est votre rôle. Pour cela il faut transformer les structures de notre formation politique. Notre appareil doit être léger, avec des structures simples et des hommes peu nombreux, conçus pour réaliser grâce à une pensée collective et à un chef exceptionnel le fait présidentiel ».

« Mais aujourd'hui les choses sont différentes. Nous devons, à tous les niveaux, être ceux qui expliquent, diffusent, développent et défendent l'action du président. Cela suppose une refonte complète de nos structures nationales, régionales et départementales. Un renforcement accru de celles-ci, des moyens matériels développés, des relais d'information plus appropriés, un large recrutement, une forte pénétration à travers tout le territoire, un développement numérique de nos fédérations ».

CENTRISTES : des liens confédéraux

L'ancien secrétaire général des républicains indépendants s'est ensuite adressé aux mouvements centristes. Il a déclaré : « L'un des faits marquants de cette élection présidentielle a été que Valéry Giscard d'Estaing est apparu comme le premier fédérateur des centres trop longtemps divisés. Ce redressement indispensable à la vie politique française a permis de réunir dans l'action politique des familles naturellement semblables et proches les uns des autres ».

« La majorité présidentielle veut d'abord dire rassemblement de tous ceux qui ont en commun — qu'il me soit permis d'ajouter — une phrase historique — « une certaine idée de la France » ».

« Une majorité présidentielle, c'est d'abord la défense de l'essentiel. Quels que soient les partis, les uns ou les autres, les uns ou les autres, qu'ils aient ou non des priorités essentielles : plein exercice de la démocratie ; respect des institutions ; politique sociale et justice ; indépendance nationale ; respect des libertés individuelles ; défense d'une économie libre et de progrès ».

« Mais, pour réaliser un tel programme, il n'est pas nécessaire, il n'est pas sain, il est même dangereux que la majorité s'exprime à travers un seul parti ou même un parti trop puissant. C'est la diversité qui fait la qualité de la vie politique ».

« Il me semble bon que des

formations différentes, correspondant à de vraies familles d'esprit politique, s'associent pour conduire une action et défendre ce qu'elles ont en commun ».

Après avoir souligné l'unité de vues « entre les républicains indépendants et les « hommes de qualité », qui ont rejoint aujourd'hui le président de la République, M. Poniatowski a ajouté : « Cette communauté de vues et de pensées entre eux et nous, et l'esprit fondamentalement libéral qui les anime, nous conduisent bien naturellement à envisager dans un proche avenir une structure confédérale ».

« Le danger, en effet, est dans l'émiettement et la dispersion. Tout en gardant leur indépendance et leurs orientations, les formations libérales doivent s'efforcer de tisser entre elles des liens privilégiés, qui, au Parlement comme dans la nation, leur permettent, sur les points essentiels, de donner plus de poids à leur action ».

GAULISTES : il est souhaitable que des voix se fassent entendre

Enfin le ministre d'Etat, parlant à l'intention des gaulistes, a affirmé : « Qui pourrait raisonnablement croire que l'U.D.R. n'a pas une place importante dans cette nouvelle majorité présidentielle ? »

« Pénétrer des réalités de ce pays, elle a su comprendre les transformations nécessaires, et loyalement, comme elle l'a fait jusqu'ici, elle a soutenu le président élu ».

« Pourquoi n'en être autrement, alors que ce candidat avait été placé aux fonctions les plus élevées par le général de Gaulle, puis confirmé par le président de la République ? »

« Aujourd'hui enfin il est le garant officiel de l'indépendance nationale. Je ne doute pas que l'U.D.R., dans l'avenir, garde de l'esprit ces valeurs. Cette formation a été marquée, tout au long de sa vie, par des hommes de premier plan, possédant au plus haut degré le sens de l'Etat. Si le temps du renouvellement et des nécessités mutuelles s'écoulaient, il est souhaitable par contre que leurs voix se fassent entendre ».

« Ceux qui en connaissance de cause ont accepté que l'U.D.R. soit une nouvelle majorité présidentielle, ont voulu la voir se faire jour, dans la réalité, sans arrière-pensée, sans réticence, il y a un nouveau président et il y a une majorité nouvelle. Telle est la logique de la Constitution votée en 1958 par le général de Gaulle. Qui, mieux que l'U.D.R., peut le comprendre ? »

« La France d'aujourd'hui, et plus encore celle de demain, n'est ni une « élite » ni même une « élite », c'est une réalité sociale, une réalité humaine, une France moderne et juste ».

FRANCO BRITANNIC Ltd

Concessionnaire depuis 1947

ROVER

RANGE ROVER

LAND ROVER

21 avenue Kleber 75016 Paris

tél 553 57 45

25 rue P. Vaillant Couturier

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois

92300 Levallois